Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Ville de PLOUGASTEL Ker

2026.10.01

OBJET

Approbation du procès verbal du Conseil municipal du 25 juin 2026

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 27
Nombre d'absents : 1
Procurations : 5
Nombre de votants : *32*

Vote
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0
S'étant abstenu 0
N'ayant pas pris part au vote 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire**.

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :
Clément POUPON

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Nicolas HUSSON donne pouvoir à Damien RIVIER, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Approbation du procès verbal du Conseil municipal du 25 juin 2026

Rapporteur :
Dominique CAP Maire

Exposé
Le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 25 juin a été adressé à l'ensemble du Conseil municipal.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil municipal du 25 juin 2026.

Projet de délibération soumis à la :

Délibération du Conseil Municipal : Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire

Publié le 20 octobre 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Liberté Egalité Fraternité — Mairie Ti-Kêr

CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 25 JUIN 2026

PROCES VERBAL

L'an 2026 à 18H30 , le Conseil municipal du jeudi 25 juin 2026, régulièrement convoqué le 19 juin 2026, s'est réuni en mairie, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire.**

Etaient présent(s) : Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Yvan LACHUER, Enola LE GALL, Sylvain GANGLOFF, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Nicolas HUSSON, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Benjamine JARRY, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT.

Etaient excusé(s) : Patrice RUBAN, Clément POUPON.

Etaient représenté(s) : Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Clément POUPON donne pouvoir à Claire LE VOT

Etaient absent(s) : Solange BALAY.

SECRETAIRE DE SEANCE : Madame Claire LE VOT

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL
DU JEUDI 25 JUIN 2026

1. Adoption du Procès-verbal de la séance précédente

2. Compte rendu des décisions prises en application de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales

3. Liste des projets présentés à l'assemblée

INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE
Rapporteur : Dominique CAP

Point 1 - Approbation du procès verbal du Conseil municipal du 07 mai 2026

Point 2 - Approbation du procès verbal du Conseil municipal du 05 juin 2026 - Elections sénatoriales

Point 3 - Modification de la composition des commissions du Conseil Municipal

Point 4 - Régie à autonomie financière du port du Tinduff : élections des membres du conseil d'exploitation

Point 5 - Désignation de représentants des associations locales à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

FINANCES LOCALES
Rapporteur : Marc JEZEQUEL

Point 6 - Commission Communale des Impôts Directs (CCID) : composition

AUTRES COMPETENCES
Rapporteur : Brigitte DENIEL

Point 7 - Convention de fourniture de repas en liaison chaude avec l'AEP Diwan 2026-2031

Point 8 - Convention de fourniture de repas avec le Collège Sainte Anne : Avenant n°1

Point 9 - Convention de fourniture de repas en liaison chaude aux écoles Saint Jean-Saint Pierre de Plougastel-Daoulas

TRANSITIONS ECOLOGIQUES

Point 10 - Savoir Rouler à Vélo - Renouvellement Convention SportBreizh

FINANCES LOCALES
Rapporteur : Marc JEZEQUEL

Point 11 - Pertes sur créances irrécouvrables : Admission en créance éteinte

Point 12 - Budget Principal Ville - Admission en non valeur - 2026-1

Point 13 - Subventions exceptionnelles 2026

Point 14 - Subventions exceptionnelles 2026 - Bagad Plougastell

Point 15 - Subventions exceptionnelles 2026 - ADASAP

Point 16 - Subventions exceptionnelles 2026 -REDEG E Plougastell

Point 17 - Subventions exceptionnelles 2026 - Lenn Vor

Rapporteur : Pascal JEULAND

Point 18 - Attribution de sponsorings sportifs

Rapporteur : Marc JEZEQUEL

Point 19 - Autorisation de programme / Crédits de paiement - Aménagement de la Mairie - Actualisation n°4

Point 20 - Budget principal - Décision modificative n°1-2026

Point 21 - Budget ZA Ty ar Menez III - Décision modificative n°1-2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

COMMANDE PUBLIQUE
Rapporteur : Patricia HENAFF

Point 22 - Adhésion à la Centrale d'Achat du Réseau des acheteurs hospitaliers (RESAH)

FINANCES LOCALES
Rapporteur : Claire LE VOT

Point 23 - Acquisition de matériels scéniques : demandes de subventions

Rapporteur : Marc JEZEQUEL

Point 24 - Catalogue des tarifs et participation à l'enseignement 2026

Point 25 - Taxe sur la publicité extérieure - TPE 2027

AUTRES COMPETENCES
Rapporteur : Brigitte DENIEL

Point 26 - Initiation au breton - année 2026 -2027

FINANCES LOCALES
Rapporteur : Marc JEZEQUEL

Point 27 - Convention partenariale avec la DGFIP

AUTRES COMPETENCES
Rapporteur : Xavier LE GALL

Point 28 - Restauration du maître-autel de la chapelle Saint-Claude : approbation de l'opération, demande de subvention au Conseil départemental du Finistère, approbation de l'ouverture d'une souscription publique via la Fondation du patrimoine

Rapporteur : Nathalie BATHANY

Point 29 - Réseau Francophone Ville Amie des Ainés - nouveau mandat

COMPETENCES PAR THEMES
Rapporteur : Claire LE VOT

Point 30 - Reversement bénéfices à l'association Zatovo

RESSOURCES HUMAINES
Rapporteur : Patricia HENAFF

Point 31 - Modification du tableau des emplois - Police Municipale et Espaces Verts

Point 32 - Modification du règlement du temps de travail

Point 33 - Modification du règlement des astreintes

URBANISME

Point 34 - Désignation d'une élue pour la délivrance d'autorisations d'urbanisme déposées par le maire en son nom personnel

DOMAINE ET PATRIMOINE
Rapporteur : Romain ABGRALL

Point 35 - Régularisation foncière entre la Commune de Plougastel-Daoulas et le Département du Finistère concernant le collège de la Fontaine blanche : rajout

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Délibération n° 2026.06.01 - Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 07 mai 2026

Exposé
Le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 07 mai 2026 a été adressé à l'ensemble du Conseil municipal.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil municipal du 07 mai 2026.

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

Décision du conseil municipal **:** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.02 - Approbation du procès verbal du Conseil municipal du 05 juin 2026 - Elections sénatoriales

Exposé
Le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 05 juin a été adressé à l'ensemble du Conseil municipal.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil municipal du 05 juin 2026.

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

Décision du conseil municipal **:** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Délibération n° 2026.06.03 - Modification de la composition des commissions du Conseil Municipal

Exposé
Monsieur le Maire rappelle que les commissions ont été mises en place suivant la délibération du Conseil Municipal du 4 avril 2026.

Considérant la demande en date du 17 juin 2026 de Elodie ROUDAUT, élue sur la liste « L'Energie du renouveau », et membre de la commission suivante : 3ème commission : Urbanisme, Travaux et Ports, de changer de commission pour la 1ère commission : Fonctions supports et transitions,
Considérant que Monsieur le Maire propose de ne pas procéder à un vote à bulletin secret.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- De procéder à la désignation de Madame Elodie ROUDAUT au sein de la commission n°1 « Fonctions Supports et Transitions » au lieu de la commission n°3 « Urbanisme, Travaux et Ports »

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

Décision du conseil municipal **:** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.04 - Régie à autonomie financière du port du Tinduff : élections des membres du conseil d'exploitation

Exposé
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération 2013-04-01 portant création de la régie à autonomie financière pour le port du Tinduff,
Vu les statuts de ladite régie,

La commune de Plougastel-Daoulas qui exerce la compétence en matière de port maritime de plaisance conformément à l'arrêté préfectoral n°2003-1254 du 30 octobre 2003, a décidé de créer une régie dotée de l'autonomie financière sur la base des articles du Code général des collectivités territoriales : L1412-1, L2221-1 à L2221-9, R2221-1 à R2221-17, R2221-63 à R2221-71, R2221-72 à R2221-94.
Cette régie a pour objet l'exploitation, la gestion, et l'entretien du port de plaisance du Tinduff sur l'ensemble de son périmètre.

Le port du Tinduff est administré par un conseil d'exploitation, composé de 8 membres répartis en 3 collèges

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

- 5 représentants de la commune,
- 2 représentants des professionnels de la mer et du nautisme,
- 1 représentant des plaisanciers et 1 suppléant.

Les conseillers municipaux membres du conseil d'exploitation sont élus par le conseil municipal pour la durée de leur mandat.
Les autres membres sont nommés pour la durée du mandat municipal et leurs fonctions prennent fin lors du renouvellement du conseil municipal.
Les statuts (joints) présentent les modalités d'organisation et de fonctionnement administratifs et financiers.
Le nouveau conseil municipal ayant été installé le 28 mars 2026, il y a lieu de désigner les représentants au conseil d'exploitation.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'élire au sein du Conseil d'exploitation de la régie :
  - Au titre des représentants de la commune :

Dominique CAP	Patrice RUBAN
Xavier LE GALL	Sten LE GALL
Michel CORRE	

  - Au titre des représentants des professionnels de la mer et du nautisme :
    - Yann ROGER
    - André LE GALL
  - Au titre des plaisanciers :
    - Jean URVOIS (titulaire)
    - Michel BRETON (suppléant)

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

***Décision du conseil municipal* :** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.05 - Désignation de représentants des associations locales à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

Exposé
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, son article L 1413-1,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2014/12 en date du 20 juin 2014 portant la création de la CCSPL,

L'article L 1413-1 du code général des collectivités territoriales dispose que les communes de plus de 10 000 habitants créent une Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière.

Cette commission examine notamment le rapport annuel établi par chaque délégataire et se prononce sur tout projet de délégation de service public, avant le conseil municipal. Elle émet également un avis sur tout projet de création de régie dotée d'une autonomie financière ou sur tout projet de contrat de partenariat, avant la délibération du conseil municipal.

Cette commission, présidée par le Maire, ou son représentant, comprend des membres de l'assemblée délibérante, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et des représentants d'associations locales, nommés par l'assemblée délibérante.

Elle est composée :

- d'un président : le Maire,
- des membres du conseil municipal, désigné selon le principe de la représentation proportionnelle,
- des représentants des associations locales, nommés par l'assemblée délibérante,
- le cas échéant, en fonction de l'ordre du jour, des personnes qualifiées avec voix consultative.

Par délibération en date du 07 mai 2026, le conseil municipal a procédé à la nouvelle désignation de ses représentants au sein de la CCSPL, à savoir :

Titulaires	Suppléants
Dominique CAP	Marc JEZEQUEL
Romain ABGRALL	Patrice RUBAN
Yvan LACHUER	Xavier LE GALL
Béatrice HIVERT	Brigitte DENIEL
Françoise LE GALL	Séverine ALLAIN

Il convient à présent de désigner des représentants des associations locales.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- De désigner au sein de la CCSPL, les représentants des associations locales suivantes :
  - Au titre du CIVI : Monsieur Régis PEDEL
  - Au titre de l'ADMR : Madame Hélène KERVELLA
  - Au titre de l'Amicale du Tinduff : Madame Béatrice DOUILLARD
  - Au titre de l'association des Vieux Gréements : Monsieur Michel BRETON

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Décision du conseil municipal **:** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.06 - Commission Communale des Impôts Directs (CCID) : composition

Exposé
Conformément au 1 de l'article 1650 du code général des impôts (CGI), une commission communale des impôts directs (CCID) doit être instituée dans chaque commune.

La durée du mandat des membres de la commission est la même que celle du mandat du conseil municipal.

Cette commission tient une place centrale dans la fiscalité directe locale : elle a notamment pour rôle majeur de donner chaque année son avis sur les modifications d'évaluation ou nouvelles évaluations des locaux d'habitation recensées par l'administration fiscale. Depuis la mise en œuvre au 1er janvier 2017 de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels, elle participe par ailleurs à la détermination des nouveaux paramètres départementaux d'évaluation (secteurs, tarifs ou coefficients de localisation).

La désignation des commissaires doit être effectuée par le directeur régional/départemental des finances publiques dans un délai de 2 mois à compter de l'installation de l'organe délibérant de la commune. Elle est réalisée à partir d'une liste de contribuables, en nombre double, proposée sur délibération du conseil municipal.

Conformément au 3ème alinéa du 1 de l'article 1650 du code général des impôts (CGI), les commissaires doivent remplir les conditions suivantes :

- Etre âgés de 18 ans au moins.
- Etre de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne.
- Jouir de leurs droits civils.
- Etre inscrits aux rôles des impositions directes locales dans la commune (taxe foncière,
- taxe d'habitation ou cotisation foncière des entreprises).
- Etre familiarisés avec les circonstances locales.
- Posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'arrêter la liste des commissaires de la commune de Plougastel-Daoulas à la Commission Communale des Impôts Directs ainsi qu'il suit :

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Commissaires Titulaires	Commissaires Suppléants
Marianick NICOLAS	Jean-Jacques ANDRE
Yvette MOAL	Monique LE BOT
François LE BOT	Nicole GUENNO
Pierre LE BARS	Michel PAUGAM
Jean-Claude LE GALL	André BAUMY
Daniel GOURVES	François CORRE
Hervé BREZELLEC	Sylvie KERMEL
Claudine ORVOEN	Jeanine CORRE
Julie MERCIER	Marie Michèle COYER
Evelyne LANGLOIS	Dominique PETTE
François THOUROUDE	Frédéric RAYMOND
Laétitia MOYSAN	Bernard CALVEZ
Sandrine GAWRON	Baptiste MENARD
Gaëlle KERVELLA	Charles PAGE
Bernard PENHOET	Fabian SIRE
Christine ROUILLON GUYOT	Eric KERJEAN

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

***Décision du conseil municipal* :** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.07 - Convention de fourniture de repas en liaison chaude avec l'AEP Diwan 2026-2031

Exposé
La Cuisine centrale de Plougastel prépare et livre les repas des 2 écoles publiques et du collège Sainte Anne depuis 2015.

L'école primaire Diwan a ouvert ses portes à Plougastel-Daoulas le 1er septembre 2017. Le gestionnaire de l'école, l'AEP (association d'éducation populaire) DIWAN PLOUGASTELL, affiliée au réseau DIWAN, a, dès l'ouverture, sollicité la commune pour la fourniture (préparation et livraison) des repas de la pause méridienne.

La commune de PLOUGASTEL-DAOULAS, avec l'objectif d'améliorer la qualité des repas servis aux élèves scolarisés dans les établissements scolaires de la commune, qu'ils soient dans le premier ou le second degré, dans le public ou dans le privé, a répondu favorablement à la sollicitation de l'association. Une première convention a été établie pour la période 2017-2020, reconduite jusqu'en 2026.

Les représentantes de l'AEP ont demandé à la Ville de renouveler cette convention pour les 5 prochaines années (2026-2031).

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'approuver les termes de la convention de fourniture de repas en liaison chaude avec l'AEP Diwan, pour la période 2026/2031.
- D'autoriser le maire ou son représentant légal à signer cette convention et tous documents nécessaires à l'exécution de cette affaire.

Vote(s) :
Conseillers présents 29
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 2
Solange BALAY
Damien RIVIER est sorti.

***Décision du conseil municipal* :** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 31
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.08 - Convention de fourniture de repas avec le Collège Sainte Anne : Avenant n°1

Exposé
La cuisine centrale de Plougastel prépare et livre les repas pour les 2 écoles publiques, ainsi que par convention, pour le Collège Sainte Anne depuis 2015 et l'école Diwan depuis 2017.
La convention avec **l'Ogec du Collège Sainte Anne** court jusqu'au 26 avril 2027.

Afin de répondre à la réglementation sur la déclaration des achats alimentaires en restauration collective, tous les restaurants collectifs doivent effectuer une télédéclaration de leurs données sur la plateforme « Ma Cantine ».

Les restaurants peuvent déléguer la télédéclaration au prestataire.

L'Ogec du Collège Sainte Anne demande à la Ville de se charger de cette télédéclaration.

Un avenant à la convention est rédigé pour intégrer cette demande.
L'avenant porte sur l'ajout d'un paragraphe à l'article 2 : « Engagements de la commune » qui est complété comme suit :

5 Déclaration « Ma Cantine »
À partir de 2022, *le bilan statistique annuel prévu au V. de l'article L. 230-5-1 du code rural et de la pêche maritime est établi sur la base des informations transmises annuellement par les personnes morales mentionnées à l'article L. 230-5-1, en application de l'article L. 230-2 du même code.*
Ces informations comprennent notamment, pour chacune des catégories de denrées alimentaires prévues au V de l'article L. 230-5-1, ***les valeurs hors taxe des achats des produits destinés*** *à entrer dans la composition des repas servis* ***pour chaque restaurant collectif****, les valeurs d'achats des produits de qualité servis répondant à chacun des critères définis au V. de l'article L. 230-5-1.*

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Chacune de ces valeurs, sont distinguées les valeurs d'achats des produits issus d'un circuit court ou d'origine française.

La Ville s'engage à réaliser, par délégation, la déclaration annuelle, via le site « Ma cantine » selon la périodicité indiquée par le ministère de de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire. A l'issue de la campagne de déclaration, la Ville transmet les données à l'école pour affichage (L'école se charge de l'affichage qui est obligatoire).

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention.
- D'autoriser le maire ou son représentant légal à signer cet avenant n°1.

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

***Décision du conseil municipal* :** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.09 - Convention de fourniture de repas en liaison chaude aux écoles Saint Jean-Saint Pierre de Plougastel-Daoulas

Exposé
La Cuisine centrale de Plougastel prépare et livre les repas des 2 écoles publiques et du collège Sainte Anne depuis 2015 et l'école Diwan, depuis 2017. Cela représente environ 1000 repas par jour. Les prestations assurées pour le collège et l'école Diwan sont régies par des conventions.

En 2024, l'Ogec des écoles Saint Jean-Saint Pierre a demandé à la Ville de prendre en charge la fabrication et la livraison des repas pour les élèves de ces établissements (500 repas/jour)

Dès 2024, des études techniques et financières ont été réalisées et des négociations ont été menées entre la Ville et l'Ogec permettant de valider un démarrage de la prestation à la rentrée scolaire 2026/2027.

Une convention a été rédigée, sur la base des conventions liant la Ville avec l'Ogec Sainte Anne et avec l'AEP Diwan.

Cette convention a pour but de fixer les conditions de réalisation de la prestation, les responsabilités de chaque partie ainsi que le prix. Les négociations ont permis de valider un prix de repas, basé sur celui facturé à l'AEP Diwan, auquel vient s'ajouter le montant de l'amortissement nécessaire (travaux et matériel).

Le prix pour 2026 est de 3.71€, décomposé comme suit :
Prix de base =3.57 € + amortissement du matériel = 0.076 € +amortissement des travaux =0.067€

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Cette convention sera signée pour une durée de 5 ans, avec un remboursement du montant des amortissements en cas de résiliation à la demande de l'Ogec.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'approuver les termes de la convention de fourniture de repas aux écoles Saint Jean-Saint Pierre.
- D'autoriser le Maire ou son représentant légal à signer cette convention et tous documents nécessaires à l'exécution de cette affaire.

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

***Décision du conseil municipal* :** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.10 - Savoir Rouler à Vélo - Renouvellement Convention SportBreizh

Exposé
Lancé en 2019 par l'Etat et piloté par le ministère chargé des Sports en lien avec les territoires, le **savoir rouler à vélo** (SRAV) est un programme permettant aux enfants de 6 à 11 ans de bénéficier des apprentissages nécessaires à une réelle autonomie à vélo pour l'entrée au collège.

L'apprentissage du vélo est l'un des éléments de l'APER (Apprentissage de l'Education à la Route), qui se déploie du cycle 1 au cycle 3, et dont la validation est rendue obligatoire dans les programmes scolaires ; cet apprentissage se décline selon trois situations : quand l'élève est piéton, quand l'élève est passager, et quand l'élève est rouleur.

Le dispositif Savoir Rouler à Vélo est un dispositif permettant la mise en œuvre du volet « élève rouleur ». Il s'organise en 3 blocs, pour 10h de formation au total :

Bloc 1 : savoir pédaler (maîtriser les fondamentaux du vélo) – 2 à 5 h
Bloc 2 : savoir circuler (découvrir la mobilité en milieu sécurisé) – 3 h
Bloc 3 : savoir rouler (se déplacer en situation réelle) – 2 à 5 h

Le SRAV remplit plusieurs objectifs :

- Devenir autonome à vélo
- Pratiquer quotidiennement une activité physique
- Se déplacer de manière écologique et économique

Depuis 2024 la commune accompagne le savoir rouler à vélo dans toutes les écoles de la commune dans le cadre de sa politique en faveur des mobilités douces, afin de rendre

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

accessible la pratique du vélo pour les plus jeunes. Elle fait appel à l'association SPORTBREIZH pour dispenser les blocs au sein des établissements scolaires.
L'association met à disposition un éducateur sportif professionnel, agréé pour intervenir en milieu scolaire.

Organisation :
Afin d'assurer à tous les élèves de bénéficier du SRAV avant l'entrée en 6ème, l'association SPORTBREIZH assure les 10h de formation auprès de tous les CM2 (5 séances de 2h).

Budget :
Le coût du SRAV en 2024 pour tous les élèves de CM2 de la commune s'élève à 13 600€ TTC selon le détail suivant :

Ecoles	Coût unitaire	Nombre de séances	Total
Dispense des blocs 1,2,3 du SRAV école St Pierre	1 600€	3	4 800€
Dispense des blocs 1,2 et 3 du SRAV école Mona Ozouf	1 600€	2	3 200€
Dispense des blocs 1,2 et 3 du SRAV GS Keravel/Goarem Goz	1 600€	3	4 800€
Dispense des blocs 1, 2 et 3 du SRAV école Diwan	800€	1	800€
TOTAL (TTC)			**13 600€**

Financement :

Les crédits Génération Vélo dont a pu bénéficier la commune ont pris fin. La collectivité peut prétendre à des financements de la DRAJES qui accompagne les collectivités déjà engagées dans le SRAV. Le montant de la subvention n'est pas connu à ce jour.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'autoriser la poursuite du dispositif Savoir Rouler à Vélo dans les écoles de la commune dans le cadre de son partenariat avec l'association Sport Breizh.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant légal à signer le renouvellement de la convention pour 3 ans, ainsi que ses avenants.
- D'autoriser la sollicitation d'aides auprès de la DRAJES pour la poursuite du dispositif.

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

***Décision du conseil municipal* :** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Délibération n° 2026.06.11 - Pertes sur créances irrécouvrables : Admission en créance éteinte

Exposé
Le rapporteur fait savoir que le Trésorier de Daoulas a présenté une demande d'admission en créance éteinte.

La créance est éteinte lorsqu'une décision juridique extérieure définitive prononce son irrécouvrabilité. Celle-ci s'impose à la collectivité créancière et s'oppose à toute action en recouvrement par le comptable public. Cette créance éteinte devient une charge définitive pour la collectivité qui doit être constatée par l'assemblée délibérante. Elle n'apparaitra donc plus sur la liste des non-valeurs.

D'un montant de 3 935,17 €, la créance concerne de l'accueil de loisirs, le transport scolaire et la TLPE au titre de l'exercice 2026.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'admettre en créances éteintes le détail figurant en annexe.

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

Décision du conseil municipal **:** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.12 - Budget Principal Ville - Admission en non valeur - 2026-1

Exposé
Monsieur le Maire informe que Monsieur le Chef de service comptable du SGC de Brest a transmis un état des créances non recouvrés du budget Ville à présenter en Conseil, pour décision d'admission en non-valeur.

Il rappelle qu'en vertu des dispositions législatives qui organisent la séparation des ordonnateurs et des comptables, il appartient au comptable public, et à lui seul, de procéder, sous le contrôle de l'Etat, aux diligences nécessaires pour le recouvrement des créances.

Monsieur le Maire explique qu'il s'agit de créances pour lesquelles le comptable public n'a pu aboutir dans les procédures de recouvrement qui s'offraient à lui.

Il indique le montant total des titres à admettre en non-valeur s'élève à 4 902,44€.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Il précise que ces titres concernent de la restauration scolaire, de la garderie, du centre de loisirs et des droits de place.

Le tableau en annexe détaille les créances en cause.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'admettre en non-valeur les créances dont le détail figure en annexe.

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

***Décision du conseil municipal* :** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.13 - Subventions exceptionnelles 2026

Exposé
Vu les articles L 1611-4, L2541-12 et L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
Vu la délibération n°2026-02-10 en date du 12 février 2026 portant adoption du budget primitif 2026 du budget Ville,

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur l'attribution des subventions aux associations pour l'année 2026 sur les subventions exceptionnelles.

Cette liste a été établie à la suite de la réception des dossiers de demande de subvention adressés par les associations,

La commune a reçu des demandes de subventions exceptionnelles dont voici le détail :

Nom de l'Association	Montant	Objet
GAB 29	500,00€	Promotion de la bio auprès des élus et professionnels
SPORTBREIZH	10.000,00€	Organisation de l'épreuve cycliste internationale ouverte aux coureurs U19
USEP Ecole primaire de Keravel	Dans la limite de 760,00€	Participation au déplacement pour la remise des prix à Paris du concours « Route allemande de contes »
Challenge CARATY	6.000,00€	Organisation de la manifestation de 2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'attribuer une subvention exceptionnelle aux associations citées ci-dessus pour les montants indiqués.
- De dire que l'attribution des subventions est conditionnée à la complétude du dossier de demande. Les crédits alloués peuvent faire l'objet d'un contrôle de leur bonne exécution par la collectivité.
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou son représentant légal à procéder au versement de cette subvention. Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2026 de la Ville.

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

***Décision du conseil municipal* :** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.14 - Subventions exceptionnelles 2026 - Bagad Plougastell

Exposé
Vu les articles L 1611-4, L2541-12 et L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
Vu la délibération n°2026-02-10 en date du 12 février 2026 portant adoption du budget primitif 2026 du budget Ville,

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur l'attribution des subventions aux associations pour l'année 2026 sur les subventions exceptionnelles.

Cette liste a été établie à la suite de la réception des dossiers de demande de subvention adressés par les associations,

La commune a reçu des demandes de subventions exceptionnelles dont voici le détail :

Nom de l'Association	Montant	Objet
Bagad Plougastell	2.000,00€	Participation au tour du monde en 29 jours

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

décident :

- D'attribuer une subvention exceptionnelle à l'association citée ci-dessus pour le montant indiqué.
- De dire que l'attribution des subventions est conditionnée à la complétude du dossier de demande. Les crédits alloués peuvent faire l'objet d'un contrôle de leur bonne exécution par la collectivité.
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou son représentant légal à procéder au versement de cette subvention. Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2026 de la Ville.

Vote(s) :
Conseillers présents 28
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 3
Solange BALAY
Damien RIVIER et Nicolas HUSSON sont sortis.

Décision du conseil municipal **:** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 30
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.15 - Subventions exceptionnelles 2026 - ADASAP

Exposé
Vu les articles L 1611-4, L2541-12 et L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
Vu la délibération n°2026-02-10 en date du 12 février 2026 portant adoption du budget primitif 2026 du budget Ville,

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur l'attribution des subventions aux associations pour l'année 2026 sur les subventions exceptionnelles.

Cette liste a été établie à la suite de la réception des dossiers de demande de subvention adressés par les associations,

La commune a reçu des demandes de subventions exceptionnelles dont voici le détail :

Nom de l'Association	Montant	Objet
ADASAP	3.000,00€	Participation aux frais de location engagés durant la période des travaux

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'attribuer une subvention exceptionnelle à l'association citée ci-dessus pour le montant indiqué.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

- De dire que l'attribution des subventions est conditionnée à la complétude du dossier de demande. Les crédits alloués peuvent faire l'objet d'un contrôle de leur bonne exécution par la collectivité.
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou son représentant légal à procéder au versement de cette subvention. Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2026 de la Ville.

Vote(s) :
Conseillers présents 28
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 3
Solange BALAY
Gladys LE GUEN et Benjamine JARRY sont sorties.

***Décision du conseil municipal* :** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 30
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.16 - Subventions exceptionnelles 2026 -REDEG E Plougastell

Exposé
Vu les articles L 1611-4, L2541-12 et L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
Vu la délibération n°2026-02-10 en date du 12 février 2026 portant adoption du budget primitif 2026 du budget Ville,

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur l'attribution des subventions aux associations pour l'année 2026 sur les subventions exceptionnelles.

Cette liste a été établie à la suite de la réception des dossiers de demande de subvention adressés par les associations,

La commune a reçu des demandes de subventions exceptionnelles dont voici le détail :

Nom de l'Association	Montant	Objet
REDEG E Plougastell	600,00€	Organisation de la Plougastell le 10 mai 2026

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'attribuer une subvention exceptionnelle à l'association citée ci-dessus pour le montant indiqué.
- De dire que l'attribution des subventions est conditionnée à la complétude du dossier de demande. Les crédits alloués peuvent faire l'objet d'un contrôle de leur bonne exécution par la collectivité.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

- D'autoriser Monsieur Le Maire ou son représentant légal à procéder au versement de cette subvention. Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2026 de la Ville.

Vote(s) :
Conseillers présents 28
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 3
Solange BALAY
Brigitte DENIEL et Marion KERNEN sont sorties.

Décision du conseil municipal **:** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 30
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.17 - Subventions exceptionnelles 2026 - Lenn Vor

Exposé
Vu les articles L 1611-4, L2541-12 et L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
Vu la délibération n°2026-02-10 en date du 12 février 2026 portant adoption du budget primitif 2026 du budget Ville,

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur l'attribution des subventions aux associations pour l'année 2026 sur les subventions exceptionnelles.

Cette liste a été établie à la suite de la réception des dossiers de demande de subvention adressés par les associations,

La commune a reçu des demandes de subventions exceptionnelles dont voici le détail :

Nom de l'Association	Montant	Objet
Lenn Vor	13.756,00€	Restauration du Coquillier Anémone (subvention d'investissement)

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'attribuer une subvention exceptionnelle à l'association citée ci-dessus pour le montant indiqué.
- De dire que l'attribution des subventions est conditionnée à la complétude du dossier de demande. Les crédits alloués peuvent faire l'objet d'un contrôle de leur bonne exécution par la collectivité.
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou son représentant légal à procéder au versement de cette subvention. Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2026 de la Ville.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Vote(s) :
Conseillers présents 29
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 2
Solange BALAY
Sten LE GALL est sorti.

***Décision du conseil municipal* :** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 31
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.18 - Attribution de sponsorings sportifs

Exposé
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2541-12,
Vu le vote du budget primitif relatif à l'exercice 2026,

Considérant que l'aide apportée par la ville aux sportifs pour une pratique régulière au niveau départemental et régional est fixée à 235€ et au niveau national ou international à 465€,
Considérant que chaque sponsoring attribué par la ville fait l'objet d'une convention avec le sportif, précisant notamment l'obligation pour le sportif de mentionner le soutien de ville (lors de chaque compétition, épreuve ou manifestation, et dans le cadre des relations avec les médias) :

Depuis plusieurs années la ville de Plougastel soutient les sportifs par l'attribution de subventions dites de sponsoring sportif. En effet, les différents engagements et déplacements sur les compétitions engendrent une charge financière conséquente à l'année, à laquelle certaines aides du club sont à déduire en fonction des résultats réalisés. Le coût total restant à la charge de la famille ou du sportif reste cependant élevé.
Plusieurs demandes ont été instruites et peuvent être soumises au conseil municipal pour décision :

- Nicklas PILVEN, 21 ans, après avoir pratiqué le tennis de table à bon niveau, pratique l'athlétisme depuis le Covid et s'est ainsi spécialisé sur le 1500m et le 5000m sur piste, le cross-country et les courses sur route de 5km et 10km. Après une blessure en 2024, il réalise 2 performances de niveau N4 (classement Fédération Française d'Athlétisme). Ces résultats le placent 36ème au niveau national Espoir sur 5000m alors qu'il accédait tout juste à la catégorie. En Junior, il avait notamment pris la 3ème place des championnats de Bretagne de cross en 2023 ainsi qu'une 8ème place sur 5000m aux championnats de France sur piste. Il a terminé 6ème (1er de sa catégorie) au 5km de la Leclerc Gouesnou. Pour 2026, il vise une place dans le top 8 aux Championnats de France Espoir. La saison prochaine, il démarre un cursus de haut-niveau dans le Colorado en intégrant le Fort Lewis College afin de continuer à progresser et atteindre ses objectifs.

- Solange Balay, 30 ans, pratique le surf allongé en compétition. En 2023, elle se lance dans le Parasurf avec le Minou Surf Club où elle commence à participer à quelques compétitions. Ainsi, en 2024, elle décroche le titre de Championne de Bretagne dans sa catégorie, la 3ème place lors de l'Open de France à St Gilles Croix de Vie et enfin, le titre de Championne de France 2024 à Hossegor, seulement 6 mois après ses débuts

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

dans la discipline. Ayant intégré l'équipe de France en juillet 2025, elle finit 1ère aux championnats d'Europe à Nigran, 1ère aux championnats de France à Hossegor et 4ème aux championnats du Monde en Californie. Elle obtient le statut d'athlète de haut-niveau en janvier 2026. Ses Objectifs sont de devenir Championne de France, Championne d'Europe et viser le titre aux Championnats du Monde tout en sensibilisant au handicap.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'attribuer les subventions de sponsoring sportif ainsi qu'il suit :
  - Nicklas PILVEN à hauteur de 465 euros,
  - Solange BALAY à hauteur de 465 euros,
- D'autoriser le maire ou son représentant légal à signer les conventions de sponsoring sportif avec les athlètes précités et engager les crédits.

Vote(s) :
Conseillers présents 29
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 2
Solange BALAY
Michel CORRE est sorti

***Décision du conseil municipal* :** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 31
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.19 - Autorisation de programme / Crédits de paiement - Aménagement de la Mairie - Actualisation n°4

Exposé
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses article L 2122-21 et L 2122-22, relatifs aux attributions exercées par le Maire au nom de la commune sous le contrôle du Conseil Municipal,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-31 relatif au contrôle financier exercé par le Conseil Municipal,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2311-3 et R 2311-9 portant définition des autorisations de programme et autorisations d'engagement et crédits de paiement,
Vu le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et autorisations d'engagement et crédits de paiement,
Vu l'instruction codificatrice M57,
Vu le règlement budgétaire et financier établi par la commune,
Vu la délibération n°2023-02-06 portant sur la création de l'AP/CP,

Un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire, à savoir que pour les dépenses de fonctionnement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la collectivité doit inscrire la totalité de la dépense la 1ère année, puis reporter d'une année sur l'autre le solde.

La procédure d'autorisation programme et crédit de paiement (AP/CP) est une dérogation à

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

ce principe de l'annualité budgétaire. Cette procédure vise à planifier la dépense sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, en respectant les règles d'engagement. Elle favorise la gestion pluriannuelle et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations d'engagement sont la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des dépenses d'investissement. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les crédits de paiement sont la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme. Ainsi le budget N ne contient que les CP de l'année N.

Chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des CP ainsi qu'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face. La somme des CP doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le Maire, elles sont votées par le Conseil Municipal, par délibérations distinctes de celles du budget primitif, du budget supplémentaire et des décisions modificatives.

Dans le cadre de l'opération d'Aménagement de la Mairie, il est proposé d'actualiser l'autorisation de programme :

AP/CP 2023 – 2 : Aménagement de la Mairie – Actualisation n°4

	AP	Mandaté 2022	Mandaté 2023	Mandaté 2024	Mandaté 2025	CP 2026	CP 2027
Dépenses prévisionnelles TTC	1.050.000	12.247,20	10.216,29	37.455,51	187.850	700.000	102.231
Plan de financement							
Subvention Conseil Régional	-						
Subvention Conseil Départemental	-						
Subvention Etat - DETR	150.000						
Subvention Brest métropole	-						
FCTVA	140.000						
Autofinancement	760.000						

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'actualiser l'autorisation de programme et crédits de paiement susmentionnés.
- D'autoriser le Maire ou son représentant légal à procéder à la liquidation et au mandatement des dépenses correspondantes aux crédits de paiement 2026 sus indiqués.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

***Décision du conseil municipal* :** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.20 - Budget principal - Décision modificative n°1-2026

Exposé
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2312-1 et suivants et L 2313, L 2321 et suivants,
Vu la Loi d'Orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'organisation territoriale de la République et notamment ses articles 11 et 13,
Vu la délibération n°2021-12-06 du 16 décembre 2021 approuvant le passage en nomenclature M57
Vu la délibération n°2026-02-10 du 12 février 2026 relative au vote du budget primitif 2026
Vu la délibération n° 2026-05-7 du 7 mai 2026 relative au vote du budget supplémentaire 2026,

Considérant la nécessité de procéder à la modification des crédits ouverts afin de pouvoir réaliser :

Section de fonctionnement :

- La notification du prélèvement associé à la loi SRU est supérieure à la somme budgétée pour un montant de 5 793€

- Le service jeunesse : une hausse du séjour été, une hausse des activités club ados (prise en charge des 10-11 ans en test en avril), IJ Box (abonnement) oublié dans le BP initial, et 3200 euros pour couvrir les 4 permis citoyens actuellement sur liste d'attente. Soit un total de 5 808€

- Ces dépenses supplémentaires sont équilibrées via les autres contributions directes (compensation de l'Etat sur les dégrèvement accordés) soit 11 601€

SECTION DE FONCTIONNEMENT (En euros)					
DEPENSES			RECETTES		
739116 - 01	Prélèvement loi SRU	5 793,00	73118 - 01	Autres contributions directes	11 601,00
6042 - 338	Achats de prestation de service	1 570,00			
6182 - 338	Documentation générale	1 038,00			
65188 - 338	Autres	3 200,00			
TOTAL		11 601,00	TOTAL		11 601,00

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Section d'investissement :

- Le rajout de la sauteuse engagée en 2025 et dont les crédits ont été oublié en restes à réaliser pour un montant de 25 000€
- L'enveloppe annuelle de 41 190€ allouée suite au diagnostic des infrastructures portuaires a été également oubliée
- Le remplacement d'un ampli qui a été grillé et dont la vétusté ne permet pas de le réparer (25 ans) pour un montant de 285€
- Les subventions d'équipement allouées à l'association Lenn Vor pour un montant total de 15 745€
- La réception du chantier de la Mairie qui est avancée à la fin d'année 2026. Aussi, un rééquilibrage de l'AC/CP est nécessaire pour un montant de 300 000€
- Ces dépenses sont équilibrées avec un emprunt d'équilibre
- Les travaux de la piste de BMX sont également avancés et nécessitent un montant de 40 000€
- La rénovation de la fosse de la salle de gym qui a été endommagée pendant les travaux pour un montant de 32 000€
- Ces deux dernières sommes sont équilibrées via la subvention de conseil départemental qui n'était pas encore inscrite en totalité dans le budget

SECTION D'INVESTISSEMENT (En euros)					
DEPENSES			RECETTES		
Opé° 01006 - 2188 - 281	Matériel	25 000,00	Opé° 01009 - 1313 - 321	Subvention du Conseil Départemental	72 000,00
Opé° 01004 - 2188 - 325	Matériel	41 190,00	1641 - 01	Emprunt	382 220,00
Opé° 01009 - 2188 - 321	Matériel	32 000,00			
Opé° 01008 - 2188 - 338	Matériel	285,00			
Opé° 01009 - 2313 - 322	Travaux	40 000,00			
Opé° 01002 - 2313 - 020	Travaux	300 000,00			
Opé° 01013 - 20421 - 020	Subvention d'équipement	15 745,00			
TOTAL		454 220,00	TOTAL		454 220,00

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'approuver la décision modificative n°1-2026 du budget principal Ville telle que présentée ci-dessus.

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Décision du conseil municipal **:** *adoptée à la majorité.*
Ayant voté pour 25
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 7 :
Nicolas HUSSON, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Benjamine JARRY, Sten LE GALL, Marion KERNEN (groupe Ensemble pour Plougastel)
Elodie ROUDAUT (groupe Energie du Renouveau)
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.21 - Budget ZA Ty ar Menez III - Décision modificative n°1-2026

Exposé
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,
Vu la délibération n°2026-02-12 du 12 février 2026 relative au vote du budget primitif 2026,

Considérant la nécessité de procéder à la modification des crédits ouverts afin de pouvoir réaliser :

- Section de fonctionnement : Ajustement des crédits de remboursement des intérêts sur le prêt relais souscrits en débit d'année via les ventes futures de terrain

SECTION DE FONCTIONNEMENT (En euros)					
DEPENSES			RECETTES		
627 - 518	Services bancaires	21 893,92	7015 -518	Autres contributions directes	11 126,92
66111 - 518	Intérêts d'emprunt	- 8 767,00			
6688 - 518	Autres	- 2 000,00			
TOTAL		11 126,92	TOTAL		11 126,92

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'approuver la décision modificative n°1-2026 du budget annexe ZA Ty ar Menez III telle que présentée ci-dessus.

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

Décision du conseil municipal **:** *adoptée à la majorité.*
Ayant voté pour 26
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 6 :
Nicolas HUSSON, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Benjamine JARRY, Sten LE GALL, Marion KERNEN (Groupe Ensemble pour Plougastel)
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Délibération n° 2026.06.22 - Adhésion à la Centrale d'Achat du Réseau des acheteurs hospitaliers (RESAH)

Exposé
Le Code de la commande publique (CCP) permet la création de centrales d'achats, qui ont pour objet d'exercer au bénéfice des acheteurs une activité d'achat centralisée pour l'acquisition de fournitures, de services ou de travaux. Le respect par ces centrales d'achats des règles de la commande publique permet aux acheteurs qui y recourent pour leurs achats de ne pas avoir à lancer eux-mêmes les procédures de passation requises (CCP, art. L. 2113-4).

Levier d'optimisation des achats, les centrales d'achats permettent d'optimiser les coûts de passation et de gestion de ces achats et de bénéficier d'économies d'échelle. A l'instar de l'UGAP ou la CANUT par exemple, dont la commune est adhérente.

Une nouvelle opportunité en matière de centrale d'achat s'est faite jour par l'intermédiaire de Brest Métropole avec la centrale d'achat RESAH (Réseau des Acheteurs Hospitaliers).

Afin de poursuivre la démarche de mutualisation des achats à l'échelle de Brest métropole menée dans le cadre du groupement de commandes permanent lié aux besoins récurrents, Brest métropole propose aux membres du groupement de recourir aux services de la centrale d'achat RESAH par son intermédiaire.

Pour bénéficier des services du RESAH, une adhésion groupée dite « groupement de collectivité », est nécessaire et la cotisation annuelle de 1800€ est prise en charge intégralement par Brest Métropole.

Afin de pouvoir profiter des marchés publics conclus par le RESAH, la signature d'une convention de mise à disposition spécifique est requise.

Chaque structure concernée a la charge de l'exécution technique et financière de la part des prestations la concernant. Le coût des marchés passés est quant à lui facturé à Brest Métropole qui le refacture ensuite à chaque membre.

La commune peut également s'adresser directement au RESAH pour les marchés susceptibles de l'intéresser en propre.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'approuver le recours à la Centrale d'Achat du Réseau des Acheteurs Hospitaliers dénommées « RESAH ».
- D'autoriser le Maire, ou son représentant à prendre toutes décisions et signer la convention et tous documents s'y rapportant.

Vote(s) :
Conseillers présents 29
Conseillers représentés 1
Conseillers absents 2
Solange BALAY
Xavier LE GALL est sorti

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Décision du conseil municipal **:** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération*
Ayant voté pour 30
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.23 - Acquisition de matériels scéniques : demandes de subventions

Exposé
Comme chaque année depuis sa création en 2005, l'Espace Avel Vor investit dans du matériel scénique pour maintenir sa compétitivité et réduire son impact.

En 2026, l'Espace Avel Vor souhaite d'une part, procéder au remplacement de matériels obsolètes et/ou en fin de vie et d'autre part, poursuivre le renouvellement de matériels moins énergivores.

Des devis ont été demandés auprès d'entreprises et le montant des travaux s'élève à 44.557,20€ HT.

Le détail des acquisitions est fourni en pièce jointe.
Dans le cadre de ces investissements, la ville peut recevoir le soutien de partenaires financiers :

- La Région Bretagne, au titre de l'acquisition de matériels scéniques
- Le Centre National de la Musique, au titre du programme d'aide à l'équipement et la mise en conformité des salles de spectacle en activité

Le plan de financement est établi ainsi :

Financeur	Montant HT
Ville de Plougastel	22 278,60 €
Région Bretagne	8 911,44 €
CNM	13 367,16 €
Total	**44 557,20 €**

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'approuver le remplacement des matériels et de poursuivre le renouvellement de matériels moins énergivores.
- D'autoriser le maire à solliciter la Région Bretagne, au titre de l'acquisition de matériels scéniques pour un montant de 8.911,00 € (huit mille neuf cent onze euros).
- D'autoriser le maire à solliciter le Centre National de la Musique, au titre du programme d'aide à l'équipement et la mise en conformité des salles de spectacle en activité pour un montant de 13 367,00 € (treize mille trois cent soixante sept euros).
- D'autoriser le maire ou son représentant légal à engager les crédits nécessaires et à signer tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Vote(s) :
Conseillers présents 29
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 2
Solange BALAY
Mekoka DOSSO est sorti.

***Décision du conseil municipal* :** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 31
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.24 - Catalogue des tarifs et participation à l'enseignement 2026

Exposé
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-29,

Un tableau synthétique de l'ensemble des tarifs et participations à l'enseignement de la commune est établi et annexé à la présente délibération.

Délibération :

Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'approuver les tarifs et participations à l'enseignement annexés applicables à compter de septembre 2026.

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

***Décision du conseil municipal* :** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.25 - Taxe sur la publicité extérieure - TPE 2027

Exposé
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code des impositions des biens et des services et notamment son article L. 454-58 indiquant que les tarifs normaux et maximaux sont indexés sur l'inflation chaque année, sans toutefois pouvoir être négatifs et sans excéder le montant prévu à l'article L. 454-59 du même Code,
Vu l'article 171 de la loi 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie relatif au nouveau régime de la Taxe locale sur la publicité extérieure,
Vu l'arrêté du 17 avril 2025, publié au Journal officiel du 27 avril 2025, actualise les tarifs maximaux de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) pour l'année 2026.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Cette revalorisation annuelle automatique est indexée sur l'évolution de l'indice des prix à la consommation hors tabac constatée entre octobre 2023 et octobre 2024.
Vu la délibération n°2010-06-03 instaurant la Taxe locale sur la publicité extérieure sur le territoire de la commune à compter du 1er janvier 2011,

Considérant les modifications du régime de la Taxe locale sur la publicité extérieure à compter du 1er janvier 2024 qui abroge les articles L.2333-7 à 13 et les articles L.2333-14 et -15 du Code général des collectivités territoriales,
Considérant les nouvelles bases de la réglementation de la Taxe sur la publicité extérieure en vigueur depuis le 1 janvier 2024 fixant les tarifs suivant les conditions des articles L. 454-56 à -66 du Code des impositions des biens et des services.

Instituée par les collectivités territoriales, la TPE s'applique aux supports publicitaires fixes, visibles de toute voie ouverte à la circulation publique. Les collectivités locales avaient jusqu'au 1er juillet 2025 pour adopter une délibération fixant leurs propres tarifs dans la limite des plafonds revalorisés.

En l'absence de délibération spécifique, ce sont les tarifs plafonds fixés par arrêté ministériel qui s'appliquaient automatiquement à compter du 1er janvier 2026.

Ces montants s'appliquent par mètre carré et par an. Les collectivités peuvent, par délibération, ajuster ces montants dans la limite des plafonds.

L'arrêté précise les nouveaux tarifs applicables selon le type de support et la strate de plus de 50.000 habitants :

		Tarif 2026	Plafond selon arrêté	Tarif 2027
Dispositifs et préenseignes non numériques (€/m²)	Superficie < ou = à 50m²	15,00 €	25,00 €	15,00 €
	Superficie > à 50m²	30,00 €	50,10 €	30,00 €
Dispositifs et préenseignes numériques (€/m²)	Superficie < ou = à 50m²	45,00 €	75,40 €	45,00 €
	Superficie > à 50m²	90,00 €	148,80 €	90,00 €
Ensemble des faces d'enseignes (€/m²)	Superficie < ou = à 7 m²	Exonération	25,00 €	Exonération
	Superficie > à 7 m² et < ou = à 12m²	15,00 €	25,00 €	15,00 €
	Superficie > à 12m² et < ou = à 50m²	30,00 €	50,10 €	30,00 €
	Superficie > à 50m²	60,00 €	100,40 €	60,00 €

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'approuver la tarification indiquée ci-dessus à compter du 1er janvier 2027.

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Décision du conseil municipal **:** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.26 - Initiation au breton - année 2026 -2027

Exposé
Depuis de nombreuses années, une initiation à la langue bretonne est proposée aux élèves qui ne poursuivent pas une scolarité bilingue dans les écoles primaires publiques de Plougastel Daoulas, à raison d'une heure hebdomadaire.
La commune de Plougastel-Daoulas participe au financement de ce dispositif mis en œuvre par le Conseil Départemental du Finistère.

Pour l'année scolaire 2026/2027, 3 classes de l'école Mona Ozouf ont émis le souhait de continuer à bénéficier de cette initiation dispensée par l'association Sked.

Le coût de l'intervention est fixé à 5 400 € pour l'année (pour les 3 classes), et est co-financée par le Conseil Départemental du Finistère, la Région Bretagne et la Commune.

La participation de la Commune est fixée à 760 € par classe, soit 2 280 € pour les 3 classes.

Pour information, le Département prend en charge 2 401.80 € et la Région 718.20 €.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'approuver le renouvellement du dispositif d'initiation au breton dans les écoles publiques pour l'année scolaire 2026-2027.
- D'inscrire les budgets nécessaires à cette action.
- D'autoriser le Maire ou son représentant légal à procéder au versement de la somme de 2 280 € au Conseil Départemental du Finistère au titre du dispositif d'initiation à la langue bretonne pour l'année 2026-2027.

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

Décision du conseil municipal **:** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.27 - Convention partenariale avec la DGFIP

Exposé
Dans le cadre de la modernisation de la gestion publique locale et de l'amélioration de la qualité des comptes, la Commune et les services de la DGFIP souhaitent s'engager dans une

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

démarche volontariste visant à accroître l'efficacité des circuits comptables et financiers et le service rendu aux usagers, et à renforcer la coopération de leurs services.
Ce dispositif est appelé convention partenariale. Il est constitué d'une convention, de fiches-actions et d'un tableau de bord. Ces fiches-actions sont classées selon 4 axes :

- Axe 1 : Faciliter la vie de l'ordonnateur, en développant, en enrichissant et en dématérialisant les échanges
- Axe 2 : Améliorer l'efficacité des procédures, maîtriser les délais de paiement et améliorer les conditions de recouvrement en modernisant et en optimisant les chaînes de recettes et de dépenses
- Axe 3 : Offrir une meilleure lisibilité des comptes aux décideurs en améliorant la qualité comptable
- Axe 4 : Développer l'expertise comptable, fiscale financière et domaniale au service des responsables

De ces axes découlent différentes fiches-actions parmi lesquelles la Commune a pu sélectionner celles qu'elle jugeait les plus pertinentes :
Axe 1 : Développer une culture commune de maîtrise des risques :

- Action 1 : Partager l'information et les procédures : Rationnaliser la circulation de l'information selon certaines modalités, mettre en commune certaines procédures, permettre une meilleure connaissance mutuelle des services et leur fonctionnement, favoriser le décloisonnement et permettre la constitution progressive d'un fonds documentaire,
- Action 2 : Prévenir les risques de cyberattaques : favoriser la coordination efficace entre les services dans le cadre de la prévention, la détection et la gestion des cyberattaques afin d'assurer la continuité et la sécurisation des opérations comptables et financières,
- Action 3 : Réaliser un diagnostic conjoint de la qualité des comptes et des axes de fiabilisation prioritaires
- Action 4 : Maîtriser le calendrier de production des comptes

Axe 3 : Optimiser les chaînes de recette et de dépense :

- Action 1 : Maîtriser le délai global de paiement
- Action 2 : Mettre en place le contrôle allégé en partenariat d'une chaîne de dépense : développer une maîtrise partenariale des risques, alléger le contrôle des chaînes de dépenses sécurisées, améliorer les délais globaux de paiement, gagner des marges de manœuvre pour que les services se concentrent sur les chaînes de dépenses présentant le plus de risque

Axe 4 : Assurer la fiabilisation des comptes :

- Action 1 : Mettre conjointement à niveau l'actif immobilisé dans la cadre d'une démarche pérenne : donner une image ficèle du patrimoine, présenter un bilan sincère à la clôture des exercices, disposer d'un état de l'actif ajusté (Action déjà inscrite en 2022 mais non finalisée)
- Action 2 : Fiabiliser conjointement la comptabilisation des subventions d'investissement reçues
- Action 3 : Apurer les comptes de tiers : Régulariser les créances et les dettes inscrites aux comptes de tiers du bilan, régulariser rapidement les opérations comptabilisées dans un compte d'imputation provisoire La convention est annexée.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la Convention partenariale avec la DGFIP.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Vote(s) :
Conseillers présents 28
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 3
Solange BALAY
Michel CORRE – Benjamine JARRY sont sortis

Décision du conseil municipal **:** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 30
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.28 - Restauration du maître-autel de la chapelle Saint-Claude : approbation de l'opération, demande de subvention au Conseil départemental du Finistère, approbation de l'ouverture d'une souscription publique via la Fondation du patrimoine

Exposé
En 2024, la Commune a commandé sur les conseils du conservateur en chef du patrimoine au Département, une étude-diagnostic du maître-autel de la chapelle Saint-Claude.

L'étude a été réalisée par l'entreprise Coreum en 2024/2025. Cette étude préalable à la restauration fait apparaitre de nombreux désordres qui nécessitent une dépose de l'objet et une intervention pour garantir sa pérennité.

Les travaux projetés concerneront la menuiserie, la polychromie du maître autel et la maçonnerie située à l'arrière de celui-ci.

Le montant des travaux est estimé à 44 500 euros H.T (53 400 euros T.T.C). Ils peuvent faire l'objet d'un subventionnement du Conseil départemental du Finistère à hauteur de 25% du montant H.T.

A cette subvention, s'ajouterait la somme des dons récoltés dans le cadre d'une souscription à la Fondation du patrimoine que la Commune souhaite lancer. Pour ce faire, une convention doit être signée entre la Commune de Plougastel et la Fondation du patrimoine. Celle-ci définira les modalités pratiques. L'appel à souscription sera lancé en septembre 2026.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'approuver l'opération de restauration du maître-autel de la chapelle Saint-Claude ainsi que le montage financier de l'opération.
- De solliciter une subvention auprès du Conseil départemental du Finistère dans le cadre du Pacte 2030.
- D'approuver le lancement d'une souscription publique à destination des particuliers et des entreprises relative au financement des travaux de restauration du maître-autel de la chapelle Saint-Claude.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant légal à signer la convention avec la Fondation du patrimoine relative à l'organisation d'une souscription publique à destination des particuliers et des entreprises et toutes les autres pièces relatives à ce dossier.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

***Décision du conseil municipal* :** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.29 - Réseau Francophone Ville Amie des Ainés - nouveau mandat

Exposé
La ville de Plougastel-Daoulas est engagée dans la démarche Ville Amie des Aînés. Elle est adhérente du Réseau Francophone Ville Amie des Aînés (RFVAA), et a obtenu le label « Ville Amie des Aînés » niveau Bronze en novembre 2025.
Elle s'est dotée un plan d'actions pour trois ans.

En adhérant au RFVAA, la ville de Plougastel-Daoulas s'est engagée à en respecter les statuts, ainsi que sa Charte.

Afin de respecter les statuts de l'Association, la collectivité doit, à l'occasion de ce nouveau mandat municipal, nommer deux représentants auprès du Réseau Francophone Ville Amie des Aînés : un titulaire, et un suppléant.

Ces nominations permettront à la commune de pouvoir être représentée, par l'un ou l'autre des représentants, lors des Assemblées Générales du RFVAA.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- De renouveler l'approbation de l'adhésion de la commune au RFVAA, d'en approuver la charte et les valeurs.
- De désigner Nathalie Bathany, adjointe en charge de l'action sociale, des aînés et des relations intergénérationnelles pour représenter la collectivité au sein de l'association et Françoise Morvan, conseillère municipale déléguée au logement et aux solidarités en tant que suppléante.
- De verser annuellement la cotisation dont le montant est déterminé en fonction du nombre d'habitants.
- D'autoriser le Maire ou son représentant légal à signer la charte du RFVAA et tout document relatif à l'adhésion de la collectivité.

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Décision du conseil municipal **:** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.30 - Reversement bénéfices à l'association Zatovo

Exposé
Les 18 et 19 avril 2026 a eu lieu la 3ème édition Ploug & Play organisée par le service Culture et Sports de la commune. Il a été convenu que le programme de ce week-end inclus un évènement solidaire.

Cet évènement solidaire a remporté un vif succès et récolté 1 574,00 €.

Le service Culture et Sports organisateur souhaite que ces bénéfices reviennent à l'association Zavoto.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'autoriser Monsieur le maire ou son représentant légal à reverser les bénéfices à l'association Zatovo.

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

Décision du conseil municipal **:** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.31 - Modification du tableau des emplois - Police Municipale et Espaces Verts

Exposé
Vu l'avis favorable du comité social territorial du 2 juin 2026.

Les modifications suivantes du tableau des emplois sont proposées aux membres du Conseil municipale :

Direction Générale

Police Municipale
Il est proposé de créer un poste de Policier Municipal à 100% avec pour grade minimum Gardien-Brigadier et grade maximum Brigadier chef principal.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Direction Cadre de Vie et Patrimoine

Espaces verts
Il est proposé de modifier le grade maximum du poste de Responsable de la régie de maintenance des espaces publics communaux d'Agent de maîtrise principal à Technicien.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- De modifier le tableau des emplois.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant légal à signer toutes les pièces.

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

***Décision du conseil municipal* :** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.32 - Modification du règlement du temps de travail

Exposé
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47,
Vu le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature,
Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 précité et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,
Vu la délibération n°2021-07-19 relative au temps de travail en date du 1er juillet 2021,
Vu la délibération n°2023.12.33 relative à la création du règlement du temps de travail en date du 14 décembre 2023,
Vu la délibération n°2024.10.21 relative à la modification du formulaire des Autorisations Spéciales d'Absences (ASA) en date du 10 octobre 2024,
Vu la délibération n°2026.02.26 relative à la modification du règlement du temps de travail en date du 12 février 2026,
Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 2 juin 2026,

Le règlement du temps de travail est un outil permettant de recenser l'ensemble des dispositions légales, règlementaires et d'usage de la collectivité, et est, par conséquent, un outil qui évolue aux gréés des changements législatifs ou des pratiques dans la collectivité.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Les éléments proposés à la modification sont les suivants :

- Les heures supplémentaires
- Le télétravail
- Les Autorisations Spéciales d'Absences (ASA)

Concernant les heures supplémentaires, un groupe de travail a été formé à la demande des représentants du personnel afin d'échanger sur le sujet, les conditions de déclenchement et les modalités règlementaires et d'usage de la collectivité. Le groupe, composé de deux représentants du personnel, d'un élu et du responsable Ressources Humaines, s'est réuni les 26 mars et 30 avril 2026 à cet effet. Il convenait notamment de clarifier sous quel motif les heures supplémentaires faites par les agents étaient laissés au choix de la rémunération ou de la récupération lors d'événements :

- Rémunération ou récupération au choix de l'agent pour les événements organisés par la collectivité,
- Récupération pour les événements organisés par un organisme extérieur (autre collectivité, association etc.), pour les déplacements liés à la formation professionnelle ou dans le cadre des missions quotidiennes du poste.

Concernant le télétravail, celui-ci a été formalisé en 2022 par la création d'un règlement du télétravail (annexe du règlement du temps de travail). Le constat actuel est que le télétravail est une organisation du temps de travail qui permet, aux agents pouvant l'effectuer, une plus grande flexibilité et de cibler des activités dédiées (administratives par exemple).

Le télétravail concerne environ une trentaine d'agents (dont certains ayant fait la demande mais n'y ayant pas recours), où les postes sont compatibles avec le télétravail, et à raison d'un jour par semaine dans la grande majorité des cas. Afin de garantir la continuité et le bon fonctionnement des services, de prévenir l'isolement des agents, et pour être en adéquation avec le constat du recours au télétravail, il convenait de modifier :

- Le nombre de jour maximum pouvant être pris en télétravail régulier à 1 jour par semaine,
- De limiter le télétravail à titre ponctuel pour les agents le voulant, pour les responsables hiérarchiques à temps partiel ou à temps non complet et pour les directeurs.

Concernant les ASA, il convenait de modifier deux d'entre elles afin d'élargir les droits des agents dans le cadre de l'accompagnement de la maladie grave d'un proche et ce, suite à des situations rencontrées au cours de l'année n'ayant pas de réponse inscrite dans le précèdent règlement :

- De basculer les enfants dans l'ASA maladie très grave d'un conjoint, la faisant passer à 5 jours (contre 3 auparavant),
- D'ajouter les frères et sœurs dans celle relative à la maladie très grave d'un père et d'une mère (3 jours),
- De préciser que l'ASA est par proche et par an, sous présentation d'un justificatif médical nécessitant la présence de l'agent.

Les éléments soumis à modification sont présentés en annexe.

Délibération :

Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- De modifier le règlement du temps de travail, ses annexes ainsi que les formulaires associés.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant légal à signer toutes les pièces.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

Décision du conseil municipal **:** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.33 - Modification du règlement des astreintes

Exposé
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code général de la fonction publique,
Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, notamment son article 5 précisant les règles d'organisation des astreintes dans les collectivités locales et leurs établissements publics,
Vu le décret n° 2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,
Vu le décret n° 2002-148 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des permanences au profit de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,
Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale,
Vu le décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,
Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,
Vu le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,
Vu l'avis du comité technique en date du 23 avril 2012 portant sur la mise en place d'une astreinte de décision,
Vu l'avis du comité technique en date du 4 février 2020 portant sur l'évolution du type d'astreinte,
Vu la délibération du 11 février 2020 portant sur l'indemnité d'astreinte d'exploitation,
Vu l'avis du comité social territorial du 5 juin 2025 portant sur la mise à jour du règlement des astreintes,
Vu la délibération du 21 juin 2025 portant sur la mise à jour du règlement des astreintes,
Vu l'arrêté du 12 décembre 2025 modifiant l'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur,
Vu l'avis du comité social territorial du 2 juin 2026 portant sur la mise à jour du règlement des astreintes,

Considérant le besoin de mettre à jour le règlement des astreintes de 2025,
Considérant le besoin de statuer sur les modalités de rémunération ou de compensation des astreintes des agents territoriaux,

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Le règlement des astreintes a été revu en juin 2025 afin de formaliser les différentes astreintes qui ont cours dans la collectivité (élus, exploitation, sécurité), leur organisation et leur aspect règlementaire.

Des éléments étaient cependant à clarifier auprès des représentants du personnel ainsi que des équipes de la filière technique concernées par l'astreinte d'exploitation. A cette occasion, un groupe de travail, composé de deux représentants du personnel, d'un élu et du responsable Ressources Humaines, s'est réuni les 2 avril et 7 mai 2026.

Les discussions ont porté sur :

- La composition de l'astreinte d'exploitation :
    - De modifier les fiches de poste des agents concernés avec la mention de l'astreinte.
    - D'intégrer l'astreinte dans les missions des futurs embauches au sein de la Direction Cadre de vie et Patrimoine (agents de la filière technique).

- L'organisation de l'astreinte d'exploitation :
    - De pouvoir poser des absences, dans la limite d'un jour, lors d'une semaine d'astreinte.
    - D'assurer l'astreinte pour les agents à temps partiel ou non-complet, selon une organisation définie préalablement.
    - De définir les conditions de sortie du dispositif (avis médical ou par décision de l'Autorité Territoriale).
    - De déclarer des heures d'intervention auprès du responsable hiérarchique et du service Ressources Humaines.

- La rémunération liée aux astreintes (exploitation et sécurité) :
    - De pouvoir choisir entre la rémunération et la récupération des heures d'interventions à l'intervention (et non plus à l'année).
    - De modifier les montants d'indemnités et d'interventions pour l'astreinte de sécurité (CCAS et Population) suite à l'arrêté du 12 décembre 2025.
    - D'indiquer que le service Informatique fait partie de la filière technique pour définir les montants d'indemnités correspondants.

Les éléments soumis à modification sont présentés en annexe.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- De modifier le règlement des astreintes.
- De dire que les crédits correspondants seront inscrits chaque année au budget principal de la commune, au chapitre des dépenses de personnel.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant légal à signer toutes les pièces.

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Décision du conseil municipal **:** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.34 - Désignation d'une élue pour la délivrance d'autorisations d'urbanisme déposées par le maire en son nom personnel

Exposé
L'article L 422-7 du code de l'urbanisme précise que si le Maire est concerné par un projet faisant l'objet d'une demande d'autorisation d'urbanisme, en son nom personnel ou comme mandataire, le Conseil Municipal de la commune doit désigner un de ses membres pour prendre la décision.

Monsieur le Maire demande donc à l'assemblée de désigner un élu pour prendre toutes les décisions relatives aux démarches d'urbanisme le concernant.

Monsieur le Maire se retire afin de ne pas prendre part à la décision.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- De désigner Madame Claire Le Vot pour prendre toutes les décisions relatives aux démarches d'urbanisme le concernant.

Vote(s) :
Conseillers présents 29
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 2
Solange BALAY
Dominique CAP est sorti.

Décision du conseil municipal **:** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 31
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Délibération n° 2026.06.35 - Régularisation foncière entre la Commune de Plougastel-Daoulas et le Département du Finistère concernant le collège de la Fontaine blanche : rajout

Exposé
Pour rappel de la délibération n°2026.02.24 du 12 février 2026 :
En préalable, il est rappelé que la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, codifiée dans l'article L213-3, et suivants du code de l'éducation, prévoit le transfert de propriété des biens immobiliers des établissements publics locaux d'enseignement (EPLE) aux départements et régions de rattachement, à titre gratuit et sans diagnostic obligatoire. L'ensemble des détails de la procédure figure dans la circulaire NOR/MCT/B/00077/C du 17/11/2006.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_01-DE

Afin d'assurer la sécurité juridique des transferts envisagés, il est souhaitable que la collectivité de rattachement obtienne l'accord formel de la collectivité propriétaire.

Le transfert de foncier du collège de la Fontaine blanche est de droit. Le périmètre transféré correspondant à l'emprise foncière du collège en accord avec le propriétaire actuel et le collège.

Chaque fois que cela s'avère possible, le transfert prend la forme d'un acte administratif rédigé par les services du Conseil Départemental, ce sera le cas ici. Le transfert sera effectif après publication et enregistrement auprès du service de la publicité foncière.

Ainsi le plan cadastral est modifié pour régulariser la propriété foncière de la commune et du Département en procédant à un échange d'emprises afin de se conformer aux limites de fait.

La commune récupère les parcelles cadastrées BC n°669, BC n° 673 et BC n° 672 d'une surface respective de 161 m², 232 m² et 30 m².

En complément de cette délibération, la commune récupère la parcelle cadastrée BC n°605 d'une surface de 75 m2.

En échange, le Département récupère les parcelles cadastrées BC n° 667 et BC n° 665 d'une surface respective de 130 m² et 201 m².

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'acter le principe du transfert à titre gratuit en pleine propriété au Département du Finistère de la parcelle référencée n°BC 605 rajoutée ci-dessus dont la Commune est propriétaire afin de permettre la régularisation foncière du collège de la Fontaine blanche en application des dispositions de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou son représentant légal à signer les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération, lesquels seront établis sous forme d'acte administratif par les services du Conseil Départemental.

Vote(s) :
Conseillers présents 30
Conseillers représentés 2
Conseillers absents 1
Solange BALAY

Décision du conseil municipal **:** *Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.*
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Madame Claire LE VOT	Dominique CAP
Secrétaire de séance	Maire

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Ville de PLOUGASTEL Ilikêr

2026.10.02

OBJET

Rapport sur le prix et la qualité du service d'élimination des déchets - Année 2025

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 27
Nombre d'absents : 1
Procurations : 5

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire**.

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :
Clément POUPON

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Nicolas HUSSON donne pouvoir à Damien RIVIER, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Rapport sur le prix et la qualité du service d'élimination des déchets - A[illegible]

Rapporteur :
Dominique CAP Maire

Exposé
Conformément à l'article D2224-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire de chaque commune de Brest métropole doit présenter à son Conseil municipal au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le rapport annuel sur la qualité et le prix du service public d'élimination des déchets.
Le rapport annuel 2025 comprend une présentation générale, les faits marquants 2025, des données techniques, économiques et financières et une présentation de l'organisation générale.
Le rapport 2025 a été mis à la disposition des membres du conseil municipal.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- De prendre acte du rapport 2025 sur la qualité et le prix du service public d'élimination des déchets.

Projet de délibération soumis à la :
Commission 3 UTP 2026-2032 du 01 octobre 2026
Commission 1 FST 2026-2032 du 01 octobre 2026

Délibération du Conseil Municipal : le conseil prend acte

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire

Publié le 20 octobre 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

RAPPORT ANNUEL 2025

Brest MÉTROPOLE









sur le prix et la qualité du service public de

PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Table des matières

Organisation générale de la prévention et de la valorisation 4
Retour sur les événement marquants 2025 ! 4
La prévention : agir à la source 5
La valorisation organique : transformer les déchets verts et les biodéchets 6
La valorisation matière : recycler efficacement 7
La valorisation énergétique : produire de l'énergie 8
La gestion des déchets industriels banals (DIB) 9
Pour mémoire : l'ancien centre d'enfouissement 9
PARTIE 1 > Les indicateurs techniques 11
Chapitre 1 – Présentation générale 11
1.1 Le périmètre du service 11
1.2 Les modes de collecte 12
1.2.1 Déchets collectés en porte-à-porte et apport volontaire 13
1.2.2 Déchèteries : un maillon essentiel 16
Chapitre 2 – La prévention et le tri des déchets 17
2.1 Politique de prévention des déchets 17
2.2 Le tri des biodéchets : une transformation majeure 20
2.3 Le compostage : pilier de la réduction des déchets 21
2.4 Sensibilisation et accompagnement 25
2.5 Le réemploi : donner une seconde vie 29
Chapitre 3 – La collecte des déchets : l'organisation 30
3.1 Les équipements dédiés à la pré-collecte 30
3.1.1 Les bacs individuels 30
3.1.2 Conteneurs aériens et enterrés 30
3.1.3 Les déchèteries 34
3.2 L'organisation de la collecte 35
3.2.1 Collecte en porte-à-porte et apport volontaire 35
3.2.2 Collecte en déchèterie 37
3.3 Récapitulatif de la collecte (2025) 38
Chapitre 4 – La collecte des déchets : les chiffres 41
4.1 Les ordures ménagères 41
4.2 Les biodéchets 42
4.3 Les déchets recyclables 43

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

4.4 Les déchets reçus en déchèteries 44
4.5 Collectes spécifiques 46
Chapitre 5 – Le traitement des déchets 47
5.1 Les différents types de traitement 47
5.2 La valorisation : organisation et acteurs 48
5.2.1 Sotraval : un modèle de coopération 48
5.2.2 Missions de Sotraval 49
5.3 Le centre de tri TriGlaz 49
5.4 Tri des déchets industriels banals (DIB) 50
5.5 La plateforme biomasse 50
5.6 L'Unité de Valorisation Énergétique (UVED) 51
Chapitre 6 – Focus sur le règlement de collecte 53
6.1 Lutte contre les dépôts sauvages 53
6.2 Remisage des bacs 53
6.3 Élagage et accessibilité 53
PARTIE 2 – Les indicateurs économiques et financiers 54
Chapitre 7 – Le cadre général du budget 54
7.1 Analyse des coûts (méthode ADEME) 56
7.1.1 Méthode de lecture des coûts 56
ANNEXES 61
ANNEXE 1 – TONNAGES COLLECTES DANS LES DECHETERIES ET AIRES DE DECHETS VERTS PAR PRODUIT 62
ANNEXE 2 - TONNAGE COLLECTE PAR MOIS ET PAR MATIERE 63
ANNEXE 3 – DETAIL DES SOUTIENS DE CITEO (eco organisme papier et emballages) 64
ANNEXE 4 – LA VENTE DES PRODUITS TRIES 65
ANNEXE 5 – DETAILS DE LA COMPTA-COUT par habitant desservi 66
ANNEXE 6 – DETAIL DES CENTRES DE COUTS DU COMPTE ADMINISTRATIF DECHETS 71
ANNEXE 7 - LA REDEVANCE SPECIALE POUR LES PROFESSIONNELS 77
ANNEXE 8 – REPRENEURS ET PRESTATAIRES 78
ANNEXE 9 - SUIVI ENVIRONNEMENTAL DE L'UVED 80

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Organisation générale de la prévention et de la valorisation

Brest métropole met en œuvre une gestion structurée et performante des déchets ménagers et assimilés, reposant sur plusieurs axes complémentaires. Cette organisation vise à réduire la production de déchets, optimiser leur valorisation et limiter leur impact environnemental.

Retour sur les événement marquants 2025 !

• Déploiement des points d'apports volontaires biodéchets : 484 fin 2025 (cf page 20)

• Arrivée du Tri mobile (page 23)

• Création de l'opération « mon quartier trie » (page : 23-24)

• Naissance des brigades du Tri : plus de 300 usagers professionnels contrôlés et sensibilisés au tri

• Projet « Service Public de Gestion des Déchets 2.0 » est en cours de déploiement : un renouvellement des outils aux services des techniciens et des usagers

• Amélioration de l'accueil des agents : création d'un bâtiment accueillant 6 bureaux en lieu et place d'un algeco (réception des travaux en 2026).

• Renouvellement du matériel roulant avec comme objectif de ne plus avoir de véhicules de plus de 10 ans pour éviter les pannes et des frais d'entretien important.

• Bilan positif du déploiement des abris bacs et du passage à une collecte une semaine sur deux pour les ordures ménagères : peu de remontée négative et une communication efficace et adaptée.

• Renouvellement du marché d'exploitation des déchèteries qui a débuté au 1er janvier 2026

• Arrêt de la collecte des textiles : remise à plat de l'organisation de l'ensemble de la filière.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

La prévention : agir à la source



La prévention, également appelée **réduction des déchets**, constitue un pilier fondamental de la politique publique menée par Brest Métropole.

Déployée de manière structurée depuis 2009, elle repose sur la sensibilisation et l'accompagnement des habitants vers des pratiques plus responsables :

- Réduire et gérer à la source les biodéchets,
- Développer la réparation, le réemploi et la consommation responsable,
- Accompagner les professionnels assimilés dans la réduction de leurs déchets,
- Communiquer et sensibiliser pour faire évoluer les comportements,
- Encourager l'éco-exemplarité de la collectivité et des services publics.

UN OBJECTIF : **produire moins de déchets en amont**, en modifiant durablement les comportements.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

La valorisation organique : transformer les déchets verts et les biodéchets

Depuis 1998, une plateforme dédiée au traitement des déchets verts permet leur broyage avant transfert vers des sites de compostage.



- Exploitation confiée à Sotraval-SPL et Sotraval-SEML
- Broyage opérationnel depuis 2005
- Renommée « **plateforme biomasse** »

Les biodéchets collectés sont traités à Plourin dans une usine de méthanisation.



✔ Une démarche qui favorise **une production d'énergie locale**.



En complément, la collectivité encourage les habitants à :

- S'équiper de composteurs individuels
- Réutiliser les déchets verts sous forme de paillage



✔ Une démarche qui favorise le **retour au sol de la matière organique**.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

La valorisation matière : recycler efficacement

Depuis septembre 2013, le tri des déchets recyclables est réalisé au centre **TriGlaz**, situé à Plouédern.

- Exploité par Sotraval-SPL
- Traitement des bacs jaunes et des points d'apport volontaire



Ce dispositif permet de **donner une seconde vie aux matériaux recyclables** (plastique, papier, métal…).

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

⚡ La valorisation énergétique : produire de l'énergie







L'unité de valorisation énergétique des déchets (UVED), en service depuis 1988, transforme les déchets non recyclables en énergie :

- Production de vapeur pour le chauffage urbain
- Production d'électricité injectée dans le réseau

Gestion et exploitation :

- Déléguées à Sotraval-SPL et Sotraval-SEML
- Exploitation assurée par Eco Chaleur de Brest depuis 2019 (contrat jusqu'en 2029)

✔ Ce modèle permet de **valoriser les déchets ultimes en ressources énergétiques locales**.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

La gestion des déchets industriels banals (DIB)

Le service public ne prend pas en charge les déchets industriels banals. Les professionnels sont orientés vers des solutions dédiées :

- TRIDIM (zone portuaire)
- Centre de Tri Haute Performance de Saint-Thudon

✔ Ces infrastructures permettent un tri adapté aux besoins des activités économiques.

Pour mémoire : l'ancien centre d'enfouissement

Un centre d'enfouissement technique (CET 2), ouvert en 1963, a été utilisé jusqu'à la mise en service de l'UVED en 1988.

- Fermeture définitive : 1er novembre 1999
- Suivi environnemental continu (eaux, biogaz)
- Travaux de réhabilitation engagés en 2011
- Aménagement paysager finalisé en 2014

✔ Ce site illustre la transition vers des modes de gestion plus durables.

Une stratégie globale et cohérente

L'organisation mise en place par Brest métropole repose sur une logique hiérarchisée :

1. **Prévenir** la production de déchets
2. **Recycler et valoriser la matière**
3. **Valoriser l'énergie** des déchets résiduels
4. **Assurer un suivi environnemental rigoureux**

✔ Cette approche s'inscrit pleinement dans un objectif de transitions et d'économie circulaire.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Vision globale du service proposé aux usagers en 2025

FLUX	ORDURES MÉNAGÈRES RÉSIDUELLES		COLLECTE SÉLECTIVE		VERRE	ENCOMBRANTS ET DEE	DECHÈTERIES	DECHETS VERTS (HORS DÉCHETERIES)	CARTONS DES PROFESSIONNELS	BIODÉCHETS	TEXTILES
MODE DE COLLECTE	PAP	AV	PAP	AV	AV	Sur RDV	Apport sur site	Apport sur site	PAP	AV	AV
CONTENANT	Bacs individuels	Colonnes aériennes et enterrées	Bacs individuels	Colonnes aériennes et enterrées	Colonnes aériennes et enterrées	Vrac	Caissons des déchèteries	2 Aires de dépôt	Vrac	Abri-bac	Bornes
MODE DE GESTION	Régie	Régie	Régie	Régie	Régie	Régie	Prestation	Régie	Prestation	Régie	Association
TRAITEMENT	VALORISATION ÉNERGTIQUE		TRI : VALORISATION MATIÈRE		TRI : REVALORISATION MATIÈRE	TRI	FILIÈRE DE REPRISE OU DE VALORSATION SELON MATIÈRE	VALORISATION ORGANIQUE	VALORISATION MATIÈRE	VALORISATION ORGANIIQUE	VALORISATION MATIÈRE
SITE OU FILIÈRE	UVED DU SPERNOT		TRANSFERT PAR LE SPERNOT CENTRE DE TRI ET DE VALORISATION - TRIGLAZ A PLOUEDERN		REPRIS PAR ECOORGANISME	ENCOMBRANTS : TRIDIM DEE : REPRIS PAR ECOORGANISME	DIVERS	TRANSFERT PAR LE SPERNOT COMPOSTAGE	CONDITIONNEMENT PLOUÉDERN ET GUIPAVAS	USINE DE MÉTHANISATION À PLOUEDERN	REPRIS PAR ECOORGANISME
TONNAGE	28 020 T	12 336 T	8 082 T	2 999 T	6 891 T	400 T	35 015 T	6 400 T	308 T	695 T	0 T

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

PARTIE 1 > Les indicateurs techniques

Cette première partie propose une vision d'ensemble du service, de son organisation sur le territoire, des déchets pris en charge et des modes de traitement.
Elle s'attache également à développer les actions de prévention mises en œuvre sur le territoire.

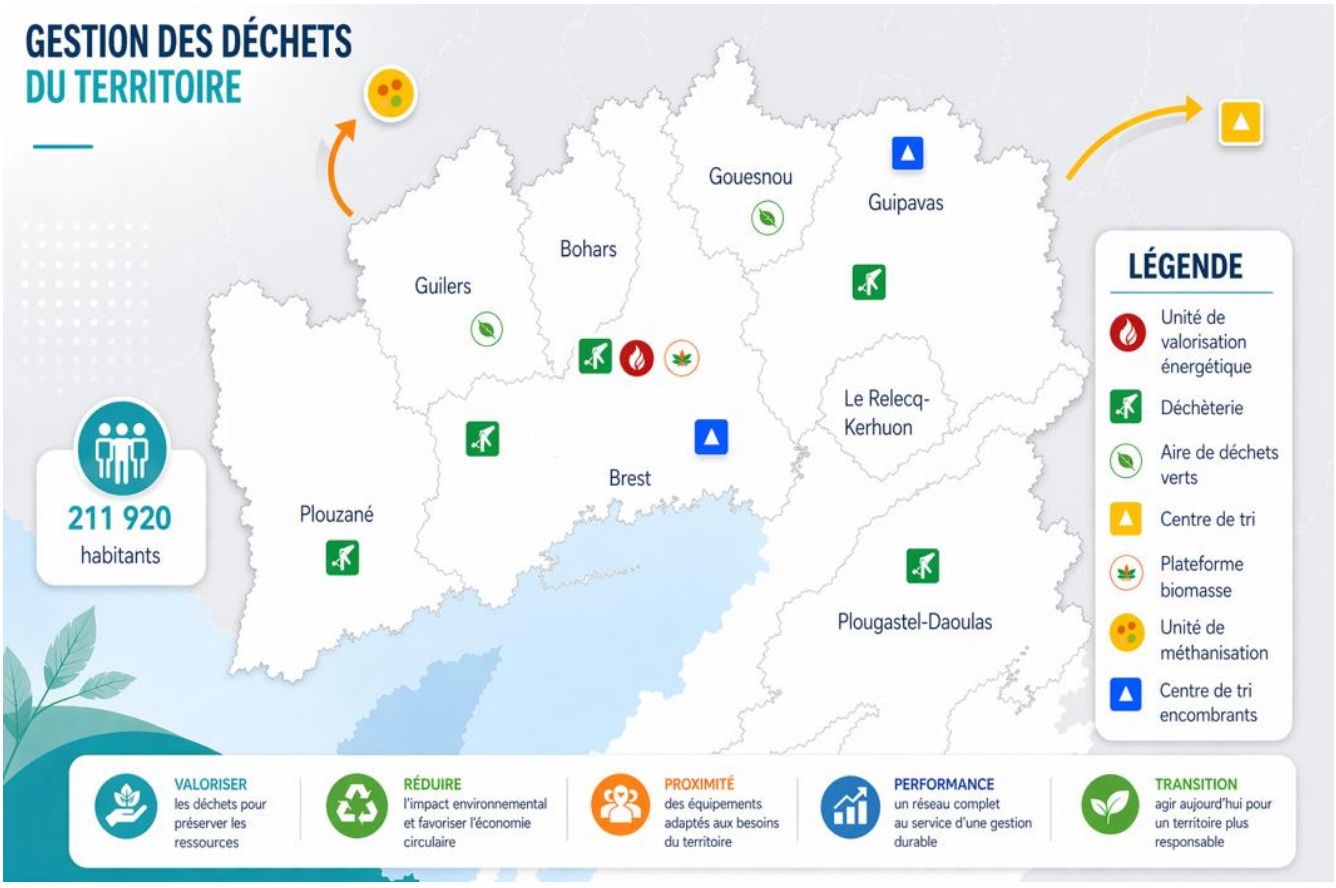
Chapitre 1 – Présentation générale

La compétence de gestion des déchets ménagers et assimilés est exercée par Brest Métropole sur l'ensemble de son territoire. Elle couvre **l'intégralité de la chaîne de gestion des déchets** : La collecte, le transport, le transit ou le regroupement des déchets, Le traitement et la valorisation

Ces étapes constituent un continuum indispensable pour garantir une gestion efficace, durable et sécurisée des déchets.

1.1 Le périmètre du service

La collecte des déchets est assurée sur les **8 communes** de Brest métropole, représentant une population de **211 920 habitants** (source INSEE 2021).



La collecte correspond à l'enlèvement des déchets en vue de leur acheminement vers des installations adaptées :

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

- Centres de tri
- Sites de regroupement
- Unités de valorisation
- Installations de traitement ou de stockage

1.2 Les modes de collecte



Deux modalités principales sont proposées :

- **Porte-à-porte**
- **Apport volontaire** (colonnes de tri, déchèteries)

Une fois collectés, les déchets sont orientés vers des **filières spécifiques selon leur nature**, garantissant leur traitement optimal.

La collecte est majoritairement assurée **en régie directe** par le service public.

Elle s'adapte aux caractéristiques du territoire :

- Type d'habitat (individuel ou collectif)
- Densité de population

Les **déchets assimilés des professionnels** sont collectés dans ce cadre, sous réserve de paiement de la redevance spéciale.

Les équipements de proximité

Brest métropole dispose d'un réseau structuré d'équipements :

Déchèteries (réservées aux particuliers)

- Mescouezel – Plouzané (1993)
- Le Vern – Brest (2001)
- Le Spernot – Brest (1992)
- Lavallot – Guipavas (1994)
- Toul ar Rannig – Plougastel-Daoulas (1989)

Aires de déchets verts

- Gouesnou (1983)
- Guilers (déplacement en 2018)

L'exploitation des déchèteries est confiée à SUEZ RV Ouest. Les aires de déchets verts sont gérées en partie régie et avec des marchés de prestation.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

1.2.1 Déchets collectés en porte-à-porte et apport volontaire





Le dispositif repose sur un tri à la source distinguant :

	Ordures ménagères	**Recyclables**[1]	**Verre**	**Textile**	**Biodéchets**	**Objets volumineux et DEEE**[2]
Collecte en porte-à-porte	✓	✓			✓	✓
Collecte en point d'apport volontaire	✓	✓	✓	✓	✓	

[1] *Les déchets recyclables sont ceux qui peuvent avoir une seconde vie sous un autre conditionnement : tous les emballages et papiers.*
[2] *Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques*

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Ordures ménagères

- 76 % de la population : collecte en porte-à-porte
- 24 % : points d'apport volontaire (conteneurs aériens ou enterrés)

Recyclables

- 70 % : collecte en porte-à-porte
- 30 % : apport volontaire

Une collecte spécifique de cartons est assurée en centre-ville par Tribord.

✔ En 2025, **plus de 98 % des habitants** disposent d'une solution de tri à proximité (moins de 150 m).

Verre

Collecte exclusivement en **points d'apport volontaire**.





Textile

La collecte était assurée notamment par :

- ABI 29
- Inservet

Fin 2024 :

- 90 points de collecte recensés

⚠ Depuis juin 2025, la collecte est interrompue (réorganisation de la filière par Refashion), entraînant :

- Pas de tonnages collectés
- Un report partiel vers les ordures ménagères et déchèteries

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Biodéchets

- Expérimentation lancée en 2014 auprès de gros producteurs
- 78 points d'apport volontaire en 2024 pour les usagers
- **482 points fin 2025**



Objectifs :

- Réduire les ordures ménagères
- Valorisation des apports par méthanisation

✔ Développement parallèle du compostage individuel et collectif.

✔ La mise en place de ce nouveau service a été accompagné d'une évolution des fréquences de collecte des bacs ordures ménagères (couvercle bordeaux) et emballages recyclables (couvercle jaune) sur une partie du territoire. Depuis l'automne 2024, 80 000 usagers ont été concernés par des modifications de collecte.

Encombrants et DEEE

Un service sur rendez-vous est proposé pour :

- Objets volumineux
- Déchets d'équipements électriques et électroniques

✔ Avantages :

- Sécurité de l'espace public
- Service personnalisé

⚠ Un service limité en capacité avec un délai moyen de 3 semaines entre la demande et l'enlèvement. Le nombre maximum de rendez-vous est de 1 600 par an.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

1.2.2 Déchèteries : un maillon essentiel

Les déchèteries permettent aux particuliers de déposer des déchets non collectables en porte-à-porte.

Types de déchets acceptés

- Déchets verts
- Déchets électriques et électroniques
- Déchets dangereux (peintures, solvants…)
- Gravats et déchets inertes
- Métaux
- Mobilier
- Articles de sport, bricolage, jouets
- Bois, cartons volumineux



Filières de traitement

Les déchets sont ensuite pris en charge par des acteurs spécialisés :

- Veolia
- SARP Ouest
- Les Recycleurs Bretons
- Chimirec
- Derichebourg



✔ Ces filières s'appuient en partie sur le principe de **responsabilité élargie du producteur (REP)**, garantissant le financement et la valorisation de certains déchets : mobilier, déchets dangereux, déchets électriques et électroniques, articles de sport et de loisirs, jouets, articles de bricolage et de jardinage.

☑ Une organisation de proximité performante

Ce dispositif global permet à Brest métropole de :

- Assurer un **service public accessible à tous**
- Adapter les modes de collecte aux réalités locales
- Maximiser la **valorisation des déchets**

✔ Objectif : Réduire les impacts environnementaux

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Chapitre 2 – La prévention et le tri des déchets

La prévention des déchets constitue une **priorité stratégique** pour Brest Métropole. Elle consiste à agir en amont – dès la conception, la production et la consommation – afin de :

- Réduire les quantités de déchets produites
- Diminuer leur nocivité
- Favoriser leur valorisation

✔ Cette démarche permet de **limiter l'impact environnemental** tout en maîtrisant les coûts du service public.

L'usager joue un rôle central : en adoptant des pratiques responsables, il devient **acteur direct de la réduction des déchets**.

Le tri : un levier essentiel de l'économie circulaire

Après la prévention, le tri à la source est une étape clé. Il consiste à **séparer les déchets selon leur nature** pour permettre leur recyclage.

- Emballages et papiers
- Verre
- Biodéchets

✔ Le recyclage permet de :

- Réduire les déchets incinérés
- Donner une seconde vie aux matières
- Économiser les ressources naturelles
- Maîtriser le coût du service

2.1 Politique de prévention des déchets

Le cadre réglementaire national et régional fixe des objectifs ambitieux :

La loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC) fixe de nouveaux objectifs aux collectivités, parmi lesquels :

- Réduction de 15% des déchets ménagers et assimilés d'ici 2030 par rapport à 2010 ;
- Réduction de 50% à l'horizon 2025 des quantités de déchets mis en décharge par rapport à 2010 (objectif déjà atteint pour Brest métropole) ;
- Réduction de 30% d'enfouissement des déchets entre 2010 et 2020 (objectif déjà atteint pour Brest métropole) ;
- Obligation de tri à la source des biodéchets pour tous d'ici le 31 décembre 2023 (fait).

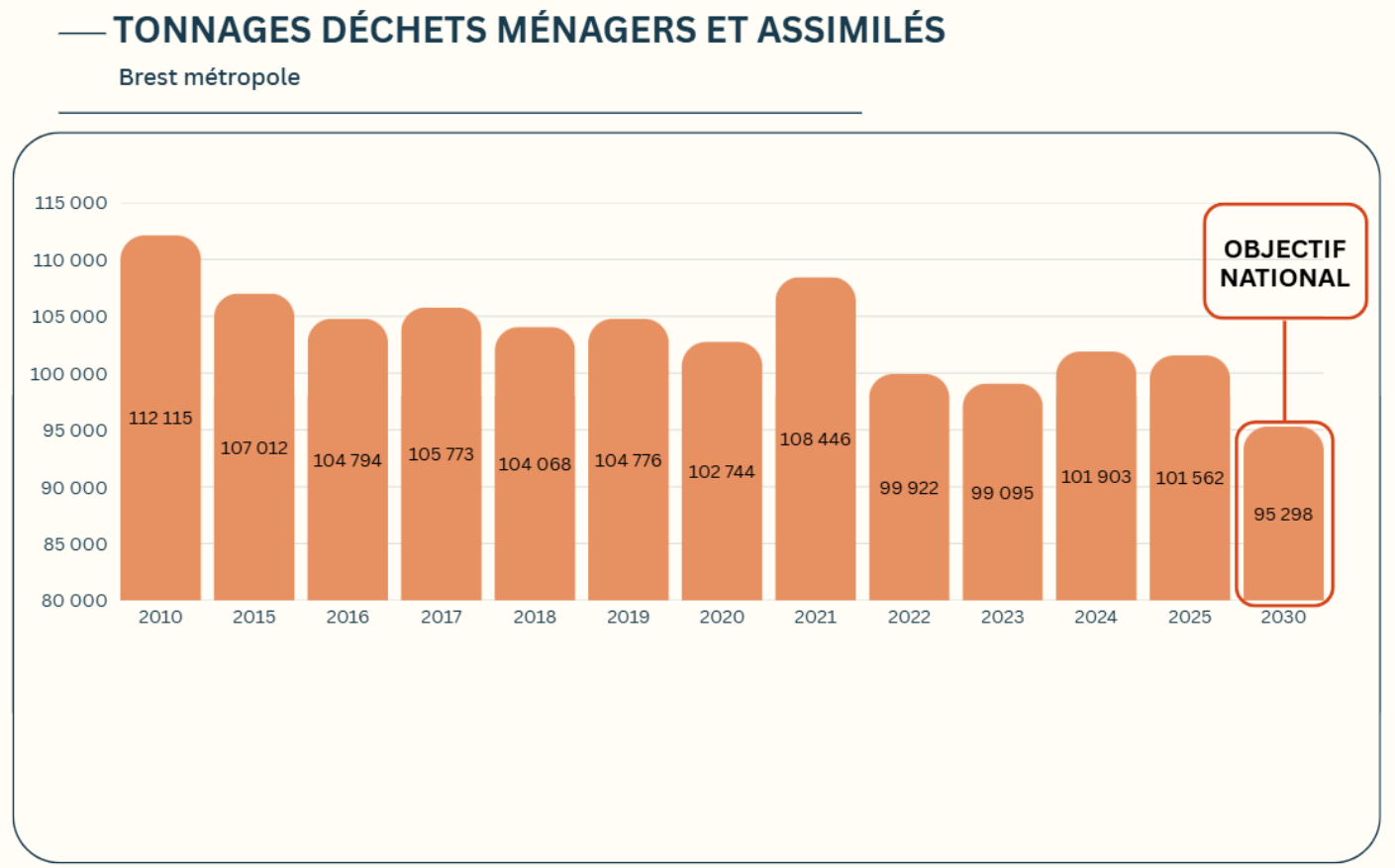
Le plan régional de prévention et de gestion des déchets est quant à lui plus ambitieux que la réglementation nationale et vient renforcer certains objectifs déjà fixés :

- Trajectoire du zéro enfouissement en 2030 ;
- Trajectoire du zéro déchet en 2040 ;
- Réduction de 25% des DMA hors végétaux d'ici 2030 par rapport à 2016 ;

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

- Réduction de 20% des végétaux d'ici 2030 par rapport à 2016 ;
- Objectif de limiter la présence des biodéchets dans les ordures ménagères résiduelles à 20% en 2025 et 15% en 2030.

✔ Sur le territoire, les quantités de déchets **diminuent globalement depuis 2010**, malgré des variations conjoncturelles (COVID, tempêtes…).

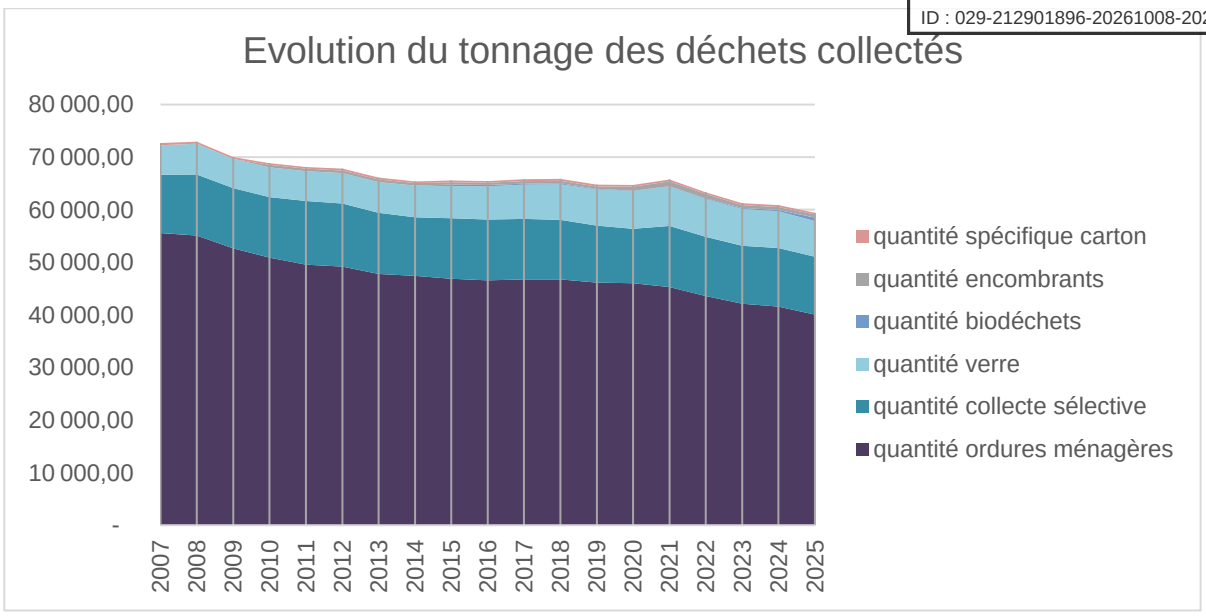


- Augmentation significative des tonnages en 2021 due aux conditions spécifiques de la crise COVID.
- Diminution des tonnages en 2022 et 2023 qui peut être liée à une modification de comportement des usagers en termes de consommation et à une diminution du pouvoir d'achat.
- 2024, les tonnages augmentent légèrement, notamment lié à une augmentation des tonnages de déchets verts (+2200 tonnes – effet de la tempête CIARAN de fin 2023).

Tendances 2025

- Baisse des ordures ménagères (-1 240 tonnes)
- Forte hausse des biodéchets collectés (+430 tonnes)
- Légère baisse du tri recyclables (-130 tonnes)
- Hausse des apports en déchèterie (+1 660 tonnes) exceptés pour les déchets verts (-580 tonnes)

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

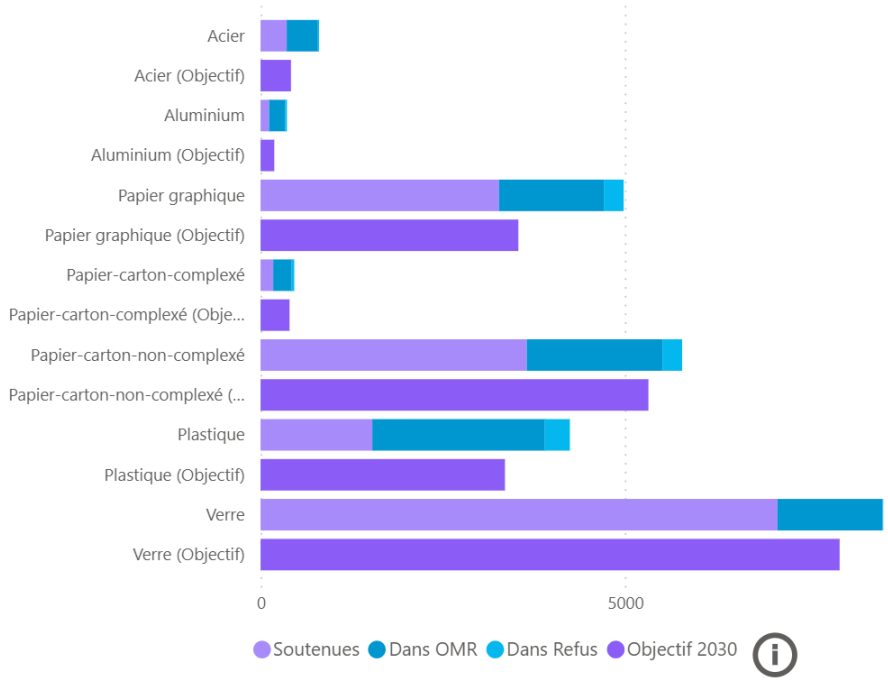


Les obligations en tonnage à l'horizon 2030, s'accompagnent également d'objectifs « qualités ». Nous avons un retard sur les emballages plastiques qui restent dans la poubelle d'ordures résiduelles (dites ménagères) de couleur bordeaux.

Le tableau ci-dessous établi par CITEO, notre éco-organisme emballage et papier graphique, retrace la situation du tonnage de tri (soutenus) par rapport à ce qui reste dans les ordures ménagères (OMR), dans les refus de tri et rappelle les objectifs 2030.

La métropole collecte chaque année 58 800 tonnes de déchets ménagers (hors déchèteries). Parmi ces déchets, près de 44 100 tonnes sont recyclables : emballages, papiers, verre ou encore déchets alimentaires. Pourtant, **seuls 18 900 tonnes sont effectivement déposées dans les bacs de tri, soit 43 % du potentiel recyclable**. Plus de la moitié de ces déchets finit donc encore dans les ordures ménagères.

Des campagnes de communication et de terrain sont nécessaires pour atteindre les obligations légales.



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Programme « Réduisons nos déchets ! » (2023–2028)

Adopté en mai 2023, ce programme structurant repose sur **5 axes et 22 actions** :

1. Réduction et gestion des biodéchets
2. Réemploi et consommation responsable
3. Accompagnement des professionnels
4. Sensibilisation et communication
5. Exemplarité de la collectivité

✔ Priorité donnée à l'axe **biodéchets** dès 2024.



2.2 Le tri des biodéchets : une transformation majeure

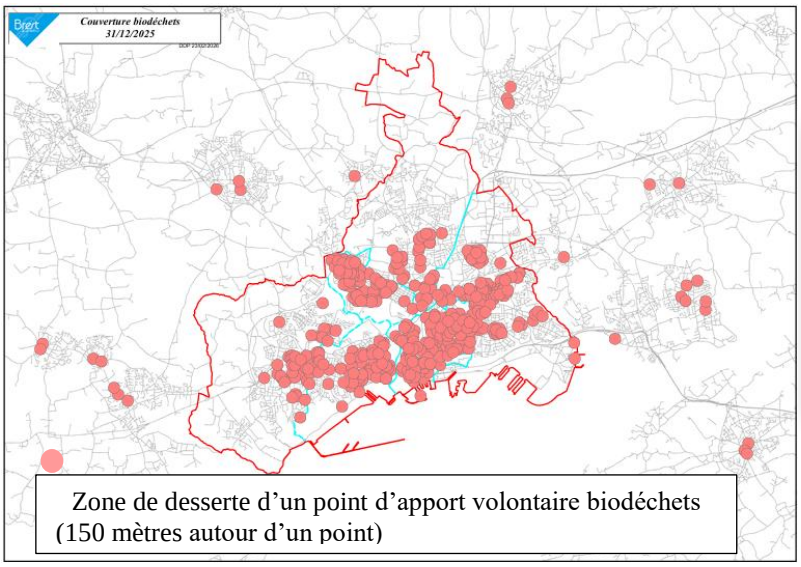
Depuis 2024, Brest métropole déploie des solutions concrètes :

- Composteurs gratuits pour les habitants
- Points d'apport volontaire pour les déchets alimentaire pour les zones urbaines
- Distribution de bio-seaux et accompagnement des usagers

Chiffres clés

- 482 points de collecte fin 2025
- Sensibilisation renforcée dans les quartiers prioritaires avec plus de 40 actions de terrain en 2025

✔ Objectif : généraliser une solution de tri pour tous les habitants.



Zone de desserte d'un point d'apport volontaire biodéchets (150 mètres autour d'un point)

La zone déterminée pour la collecte des biodéchets est en cours de finalisation. Une densification des points existants est réalisée en 2026.

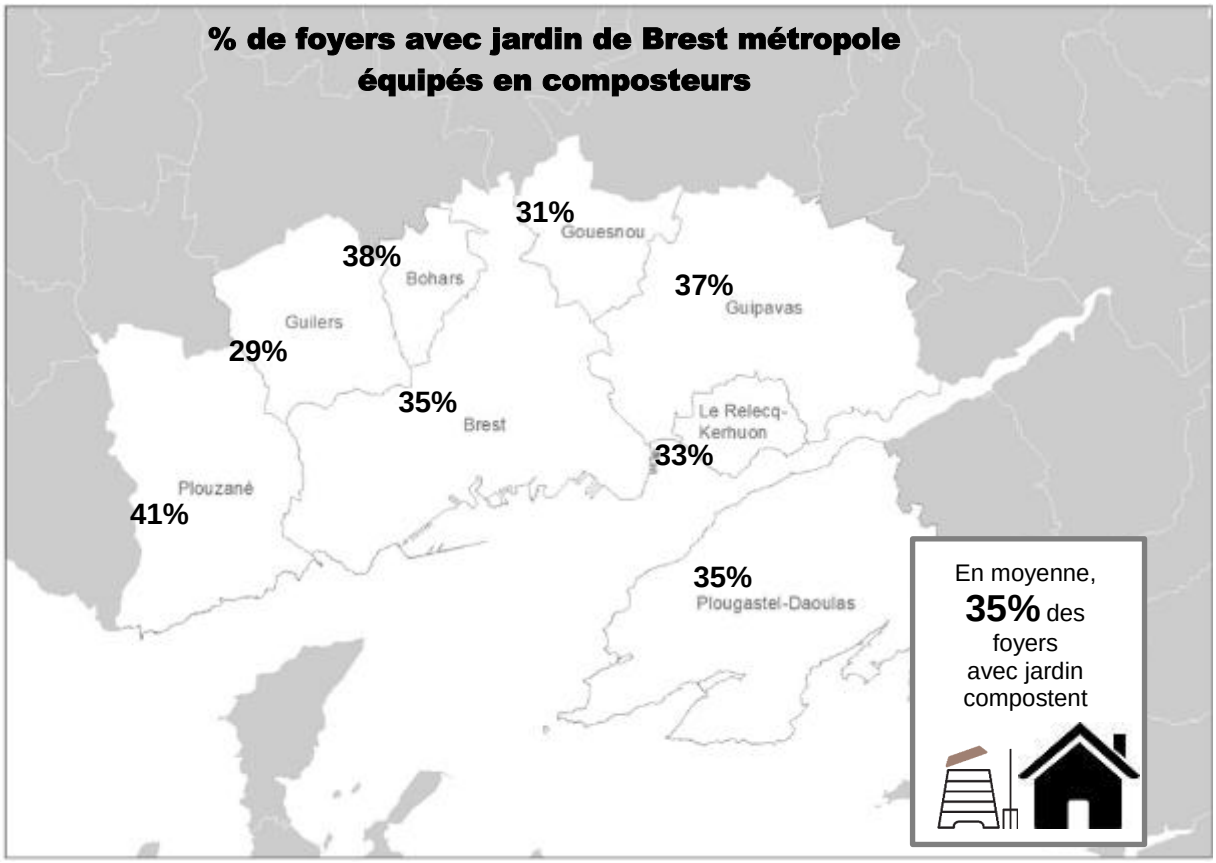
Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

2.3 Le compostage : pilier de la réduction des déchets

Compostage individuel

- 1 272 composteurs distribués en 2025
- 14 020 composteurs distribués depuis 2015
- **En 10 ans, 35 % des foyers avec jardin sont équipés avec nos composteurs.** La pratique est donc plus importante si on inclut les foyers qui compostent en tas (sans composteur) ou avec des composteurs achetés dans le commerce.



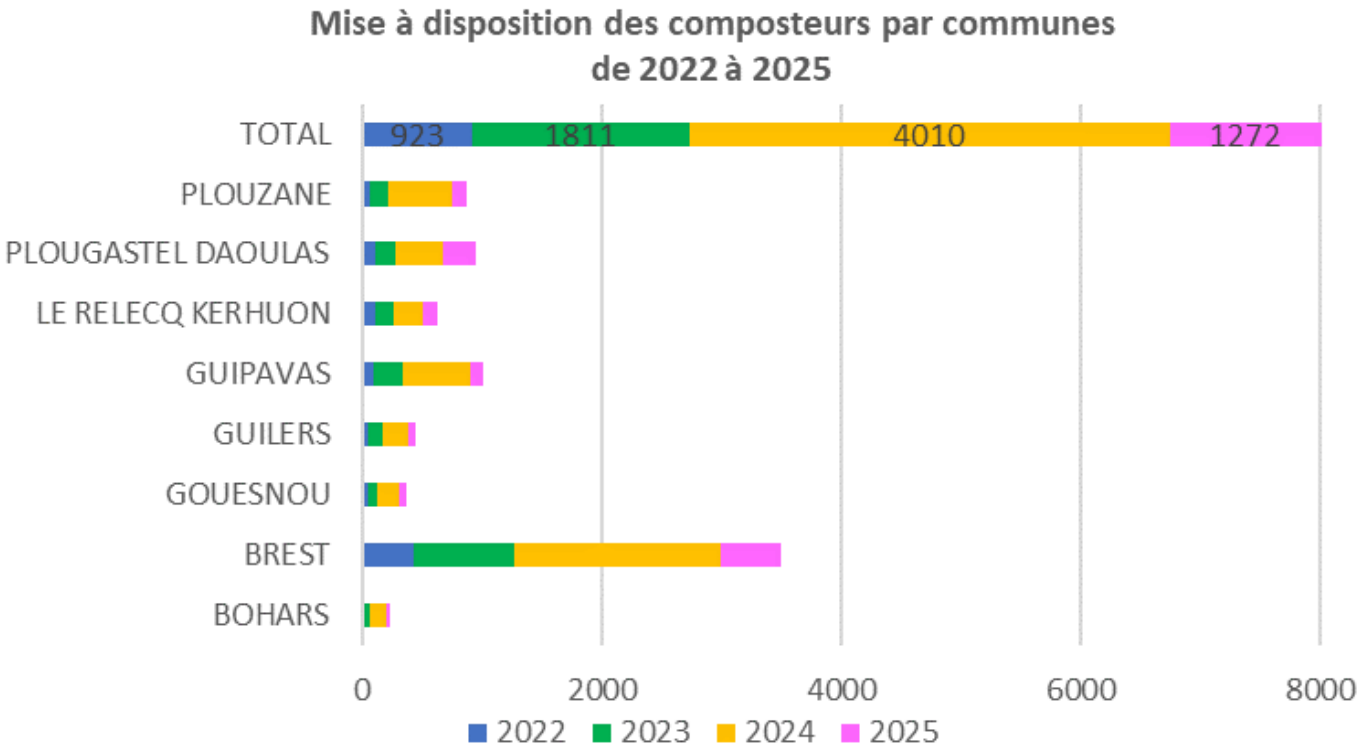


La répartition des composteurs mis à disposition par la collectivité sur les dix dernières années est la suivante :

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Communes	Nombre de jardins	Nombre de composteurs remis depuis 2015	% de foyers équipés	Population
Bohars	1012	382	37,7%	3 516
Brest	17836	6272	35,2%	139 602
Gouesnou	2019	618	30,6%	6 166
Guilers	2434	697	28,6%	7 987
Guipavas	4439	1640	36,9%	14 842
Plougastel- Daoulas	4586	1591	34,7%	13 330
Plouzané	3658	1492	40,8%	12 979
Le Relecq- Kerhuon	3515	1164	33,1%	11 625
TOTAL	**39 499**	**13 857**	**35,1%**	**210 047**

✔ Estimation : : Si on part du principe que tous les foyers équipés d'un composteur depuis 1998 compostent, on ramène le taux d'équipement à 58%



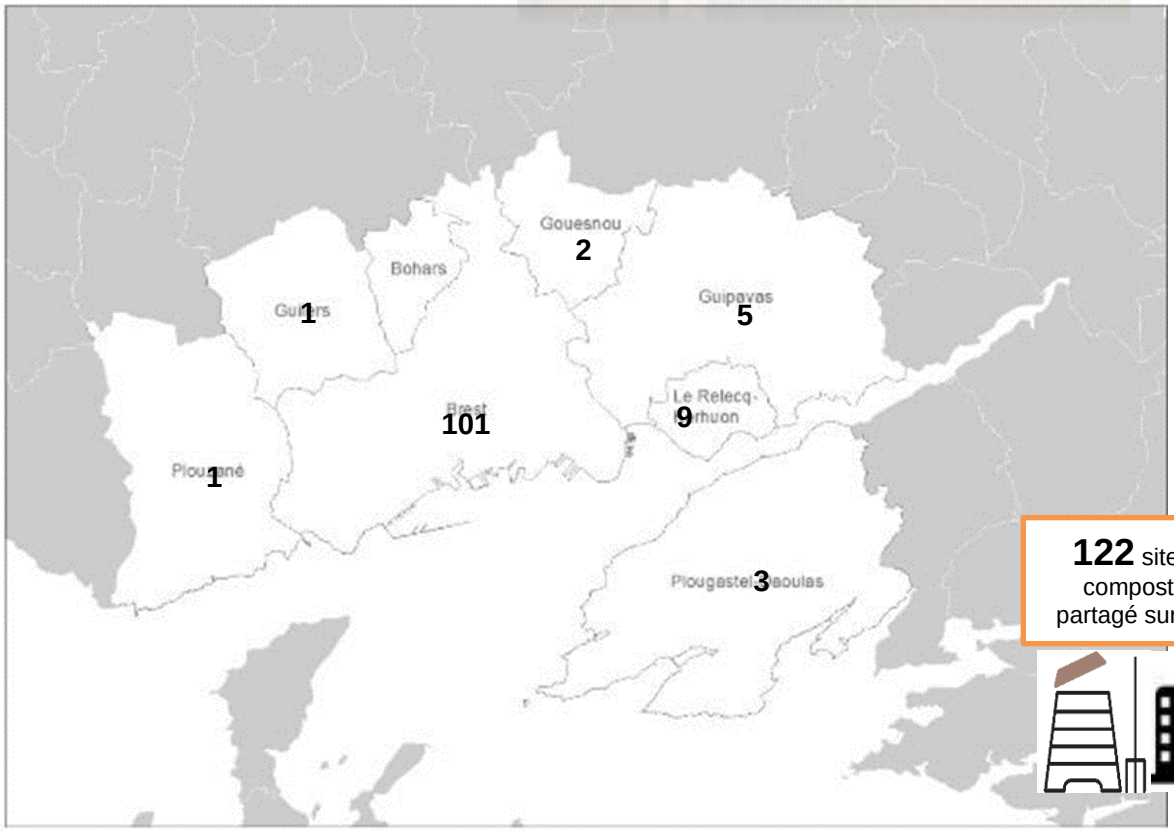
Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Compostage partagé

Pour permettre à l'ensemble des usagers de composter, Brest métropole développe le compostage partagé. Le compostage partagé est une aire de compostage collective, gérée par plusieurs personnes sur un espace commun (pied d'immeuble, lotissement...).



- 170 sites actifs en 2025 : 122 en compostage collectif dans les quartiers et 8 en structures (écoles, EPHAD…)



Sur Brest, la répartition par quartier est la suivante :

- Quartier de St-Pierre : 6 sites
- Quartier des 4 Moulins : 22 sites
- Quartier de Bellevue : 9 sites
- Quartier de Lambézellec : 11 sites
- Quartier de l'Europe : 13 sites
- Quartier de St-Marc : 28 sites
- Quartier Centre : 18 sites

✔ Une solution essentielle pour les habitants sans jardin.

Partenariat avec Vert le Jardin pour l'installation, l'animation et le suivi des plus gros sites (+ de 50 foyers).

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Valorisation des végétaux

- 15 000 tonnes de végétaux déposées/an dans les déchetteries
- 80 % valorisables directement dans les jardins

Actions développées :

- Opérations « **Broyons malin !** » : expérimentation sur 3 dates en 2025





Un résultat en demi-teinte pour cette expérimentation avec une faible fréquentation. Le format est à revoir.

• Broyage de sapins de Noël

En 2025:
85.5 tonnes de déchets verts évitées en déchèteries 15 tonnes de plus qu'en 2024

10 684 sapins déposés et broyés 1 910 sapins de plus qu'en 2024

17 sites de broyage et de sensibilisation

✔ Objectif : **valoriser sur place la matière organique (paillage ou broyat pour les composteurs)**.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

2.4 Sensibilisation et accompagnement

Le Tri Mobile

Un camion pédagogique mis en service en 2025 pour :

- Aller à la rencontre des habitants
- Sensibiliser au tri et à la réduction





« Mon quartier trie »

✔ Dispositif ciblé sur les quartiers prioritaires.

La métropole a réalisé des animations en pied d'immeuble pour sensibiliser les habitants sur les nouveaux dispositifs de collecte des déchets alimentaires et sur le tri des déchets de manière plus générale. Ces animations ont été réalisé en partie par un prestataire (Vert Le Jardin) et par les animateurs de la direction déchets-propreté.

4 opérations ont été réalisées menées en 2025 :

- « Ponta trie » du 10 mars au 04 avril 2025
- « Rive droite trie » du 03 juin au 05 juillet 2025
- « Lambé trie » du 26 septembre au 11 octobre 2025
- « Bellevue trie » du 14 au 31 octobre 2025

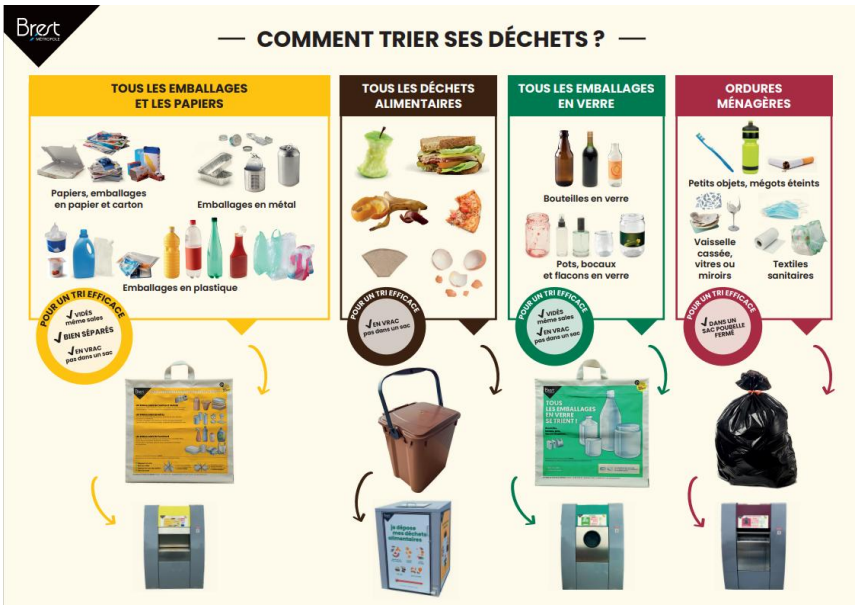
Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE











✔ Bilan :

- 40 animations terrain
- 4 000 kits distribués : seaux pour les déchets de cuisines, sac de précollecte pour les emballages et les verres et guide du tri (comment trier ses déchets ?)
- 300 élèves sensibilisés : les écoles ont été associées aux opérations « mon quartier tri » des sensibilisations ont eu lieu directement dans les écoles.

Ces opérations sont un succès par l'accueil réservé par les habitants, l'ampleur de la mobilisation et la qualité de la sensibilisation réalisée.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Sensibilisation des publics

- **543** élèves en animations scolaires (22 classes)
- **875** élèves en visites (centre de tri)
- **250** étudiants sensibilisés
- **754** foyers ont été sensibilisés au tri des déchets autour des points de collecte par conteneurs enterrés nouvellement implantés (11 secteurs concernés),
- **726** visites à des usagers suite à des erreurs de tri repérés par les agents de collecte.





Animations auprès des étudiants septembre 2025





Accueil des nouveaux arrivant octobre 2025 Animation à Kérichen avril 2025

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Accompagnement des événements

Présence lors d'événements :

- Forums, marchés, universités
- Tour de France féminin
- Jeudis du Port
- …



Fête de la nature



Jeudis du port



Climat déclic aux Capucins

Mise à disposition de :

- Bacs de tri
- Signalétique
- Conseils

✔ Objectif : **généraliser le tri dans les manifestations publiques**.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

2.5 Le réemploi : donner une seconde vie

Objets et mobilier

Partenariat avec Un peu d'R :

- Recyclerie mobile
- Zones de réemploi permanent en déchèteries installés en 2025 (à Guipavas, Plouzané, Le vern)

✔ Résultats 2025 : **39,21** tonnes d'objets valorisés

Autres acteurs du territoire : Emmaüs, les recycleries

Textiles

⚠ Année marquée par l'arrêt de la collecte suite à la liquidation de ABI 29.

✔ Solutions temporaires :

- Stockage par les usagers
- Orientation vers déchets résiduels (ordures ménagères ou incinérables de déchèteries)

☑ Une dynamique globale engagée

Brest métropole déploie une politique ambitieuse reposant sur :

- La **réduction à la source des déchets**
- Le **tri généralisé**
- La **valorisation organique**
- Le **réemploi des objets**
- Une **sensibilisation des publics à développer**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Chapitre 3 – La collecte des déchets : l'organisation

La collecte constitue **le lien essentiel entre la production des déchets et leur traitement**. Elle repose sur une organisation structurée, des équipements adaptés et des moyens humains et techniques importants, mobilisés par Brest Métropole.

3.1 Les équipements dédiés à la pré-collecte

La pré-collecte correspond à la phase où l'usager prépare ses déchets avant leur prise en charge.

3.1.1 Les bacs individuels



Les habitants disposent de bacs adaptés :

- Couvercle **bordeaux** : ordures ménagères
- Couvercle **jaune** : déchets recyclables

Volumes disponibles : 140L, 240L, 360L, 660L

📊 Chiffres au 31/12/2025 :

- 124 946 bacs en service
- 2 190 nouveaux bacs distribués
- 6 109 remplacés

✔ La collectivité en assure l'**entretien, la réparation et le renouvellement**.

3.1.2 Conteneurs aériens et enterrés

Les conteneurs aériens



Conteneurs aériens

Utilisés principalement pour :

- Le verre
- Certains secteurs ruraux ou peu dense (OM et recyclables)
- Les biodéchets

📊 2025 :

- 698 conteneurs OM et recyclables sur 409 points d'implantation
- 482 abri-bacs biodéchets

Depuis 2013, la collectivité densifie ces points d'apport volontaire.

Leur implantation est étudiée au cas par cas afin de limiter au maximum les gênes occasionnées, en concertation avec les mairies.

✔ Objectif : **proximité et accessibilité du tri**.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Les conteneurs enterrés

Solution privilégiée pour :
- Habitat collectif
- Centre-ville et nouveaux quartiers

Avantages :
- Développer la collecte sélective sur des secteurs contraints,
- Libérer l'espace public des bacs "ventouses"
- Améliorer l'accessibilité piétonne et requalifier l'espace public

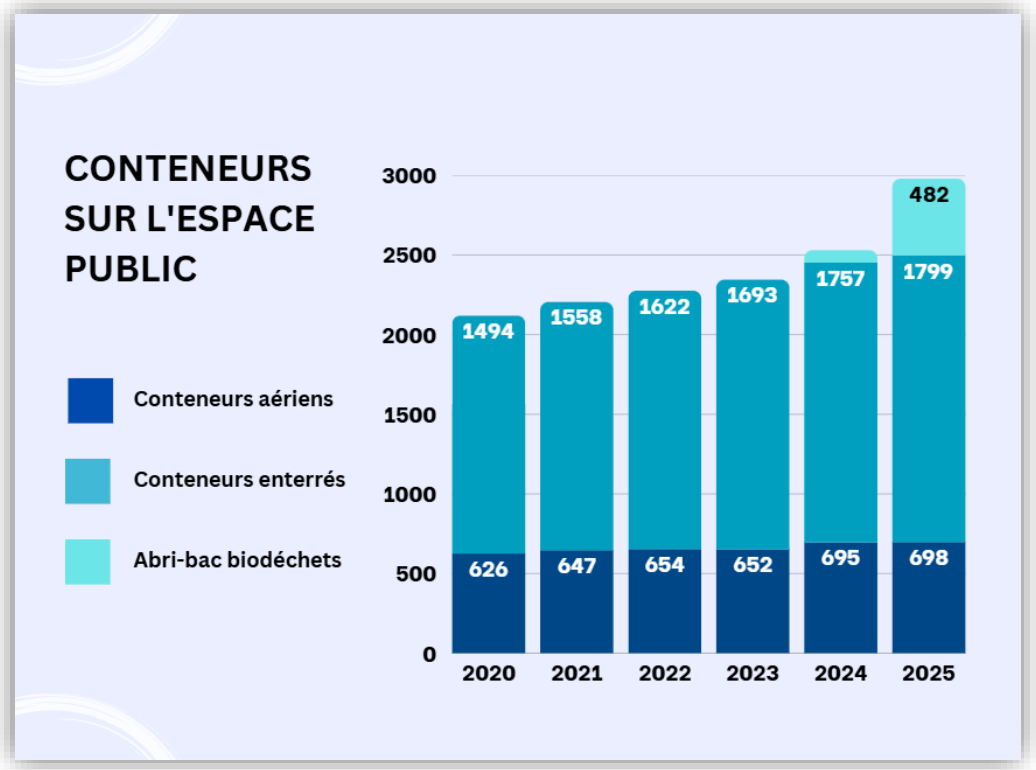

Conteneurs enterrés

2025 :
- 5 conteneurs supplémentaires d'OM installés pour servir de délestage suite à la réduction de la fréquence de collecte
- 14 conteneurs enterrés dans le cadre du Renouvellement de Bellevue Urbain (programme NPNNRU)
- 28 conteneurs pour des projets de lotissements ou d'immeubles de plus de 20 logements

au 31/12/2025 :
- 1 799 conteneurs sur 626 points

✔ Déploiement renforcé dans les projets urbains et le cadre du renouvellement urbain.

✔ Un schéma directeur pour l'implantation de conteneurs enterrés pour les produits recyclables et le verre est déployé au centre-ville de Brest, étendu aux quartiers du Petit Paris et de Keruscun à Brest en 2016. L'objectif de la collectivité d'offrir une solution de tri à 150 mètres environ de chaque pas de porte est quasiment atteinte.



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

<u>Les contraintes à prendre en compte pour l'implantation de conteneurs :</u>

Pour la qualité de vie des riverains : proximité de fenêtres, terrasses

Pour la sécurité des usagers : mobilités (stationnement, voies de circulation, pistes cyclables, accessibilité PMR piétons)

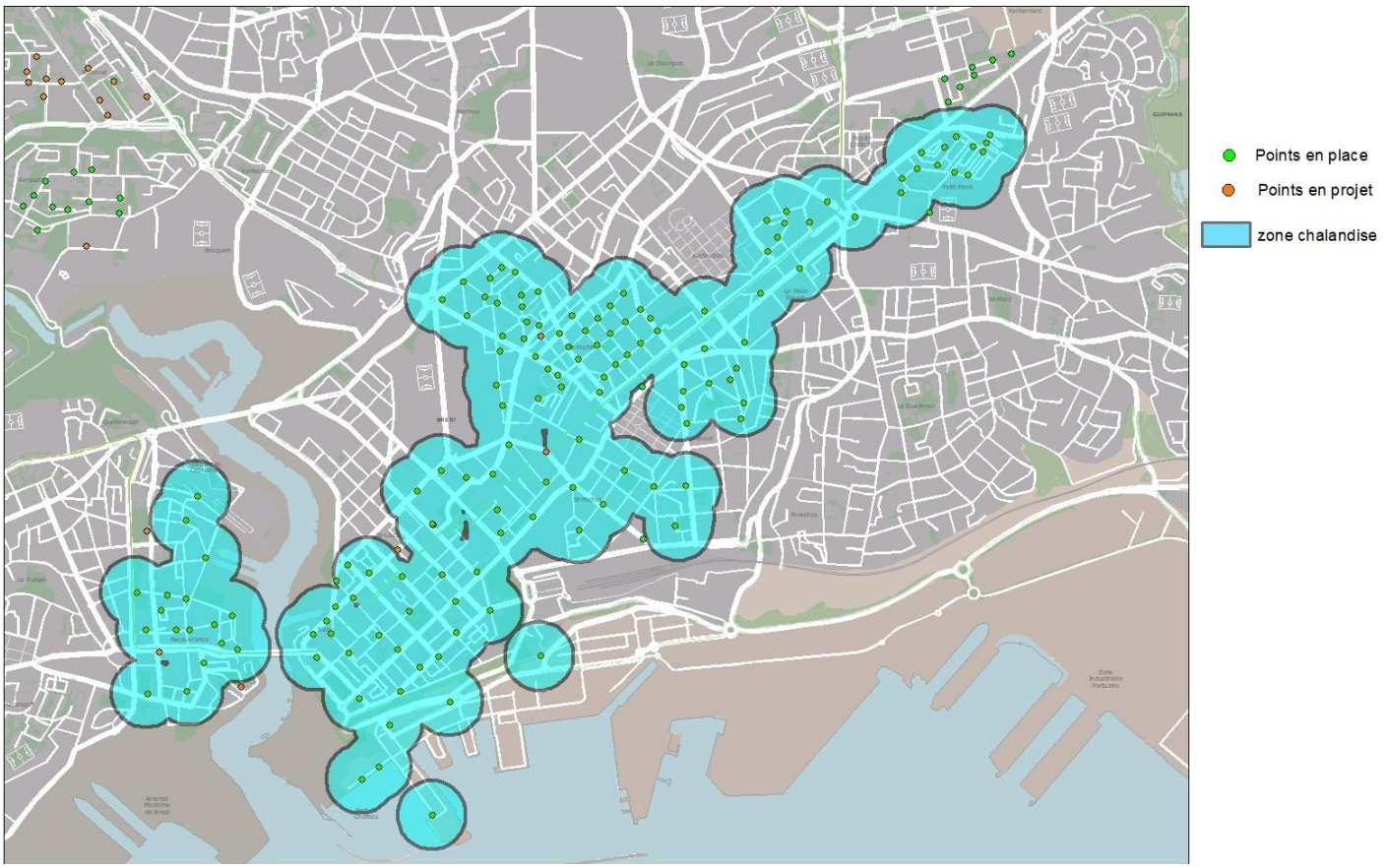
Pour la sécurité des opérateurs de travaux et de pose des conteneurs : réseaux enterrés à dévoyer (électrique, gaz, eau potable, assainissement). Fibre impossible à dévoyer (coûts et délais)

Pour la sécurité des opérateurs de collecte :
Réseaux aériens : à dévoyer (électrique, télécom)
Obstacles (murs, poteaux, candélabres, arbres...)
Contraintes des camions de collecte : émergence à moins de 4.50 m du fil d'eau

Schéma directeur conteneurs enterrés
2025

N

Echelle : 1/15 000ème



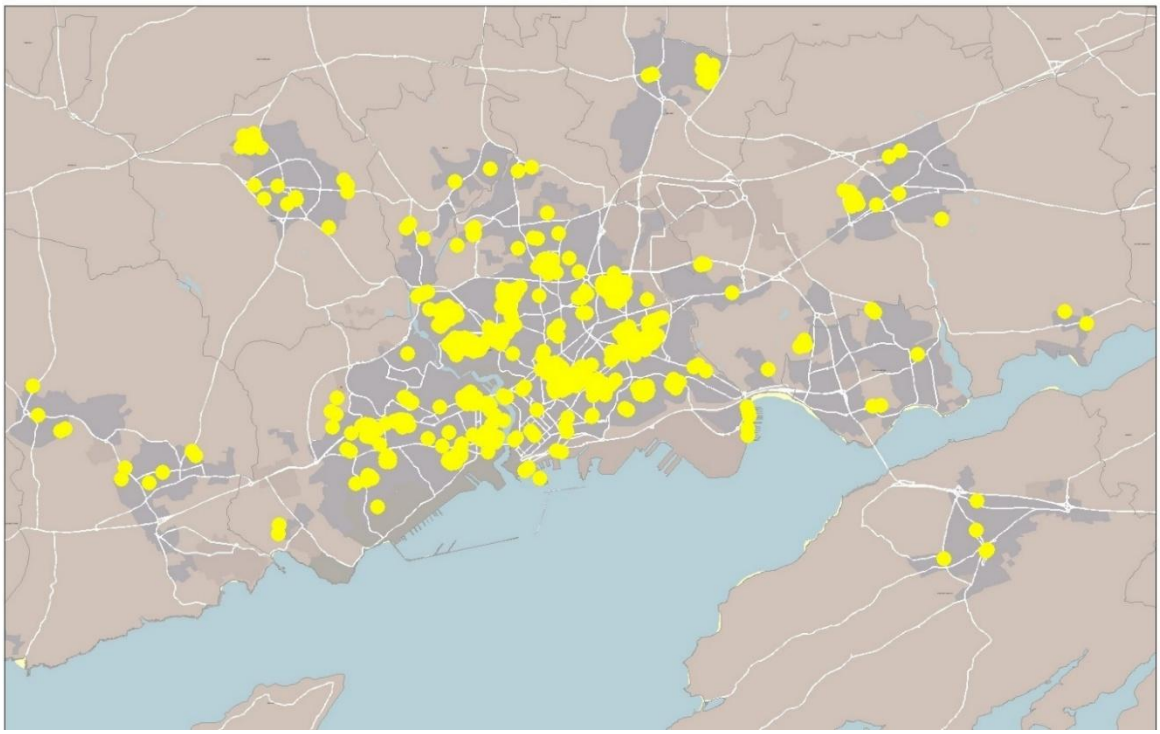
Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Collecte tous flux par conteneurs enterrés

2025

N

Echelle : 1/60 000ème



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

3.1.3 Les déchèteries

Les déchèteries permettent de déposer les déchets non collectés en porte-à-porte.

- Accès est réservé aux particuliers sur le territoire de Brest métropole
- Dépôt des déchets dans les différents contenants à disposition. Ce tri permet de regrouper les déchets par famille, afin qu'ils soient orientés vers des filières de valorisation adaptées et agrées.



📊 Fréquentation 2025 sur les 5 déchetteries :

- **779 371 visites**

Exploitation sous-traitée à SUEZ RV Ouest :

- Accueil des usagers
- Conseil au tri
- Transport vers filières adaptées dans des centres de valorisation.

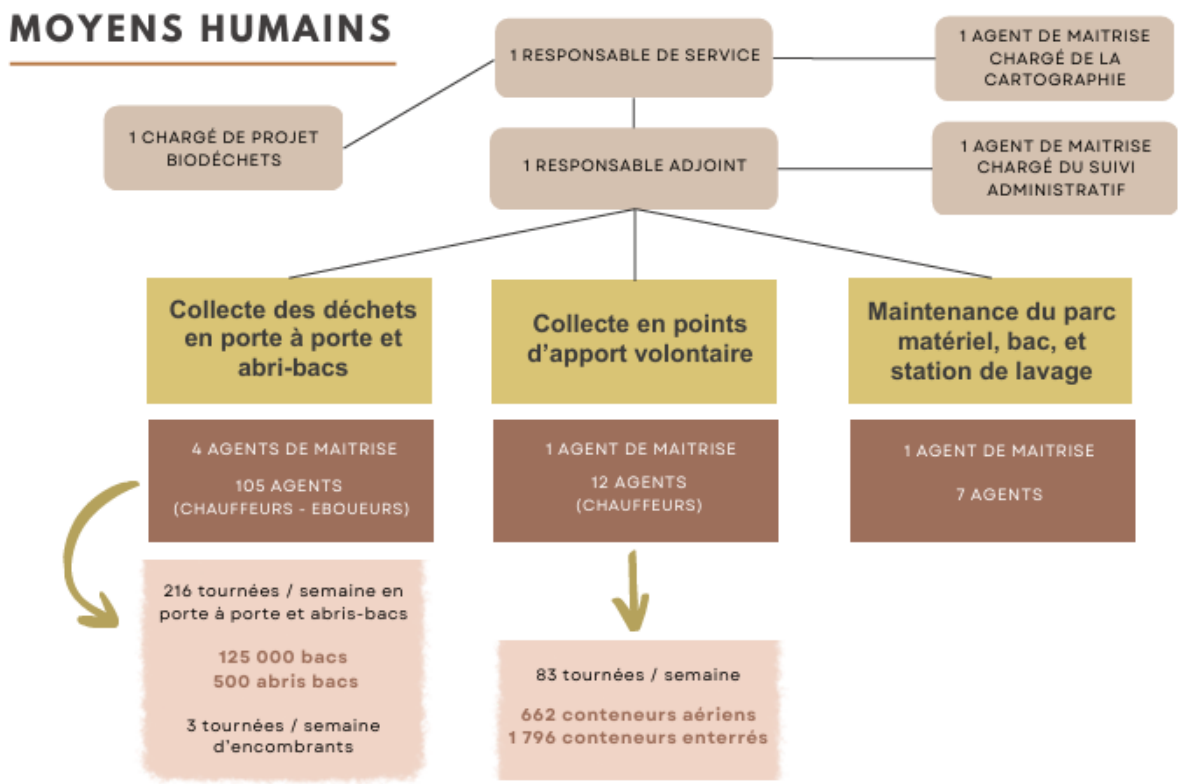


Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

3.2 L'organisation de la collecte

3.2.1 Collecte en porte-à-porte et apport volontaire

moyens humains



Moyens techniques

- 31 véhicules :
  - 20 bennes de collecte
  - 8 camions-grue
  - Véhicules spécialisés (encombrants, porte-caissons, mini-benne…)

✔ Une organisation **en régie publique**.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Fréquences de collecte

Depuis novembre 2024 :

📌 Collecte des bacs :

- Passage à une collecte **tous les 15 jours en alternance** (OM / recyclables)
- 45 000 foyers concernés

Objectifs :

- Optimiser les moyens
- Intégrer la collecte des biodéchets

📌 collecte des points d'apport volontaire :

- OM : 1 à 3 fois/semaine
- Recyclables : selon le taux de remplissage, 2 fois par semaine à 1 fois toutes les 6 semaines pour certains conteneurs à verre

📊 Fréquences selon les flux et le secteur :

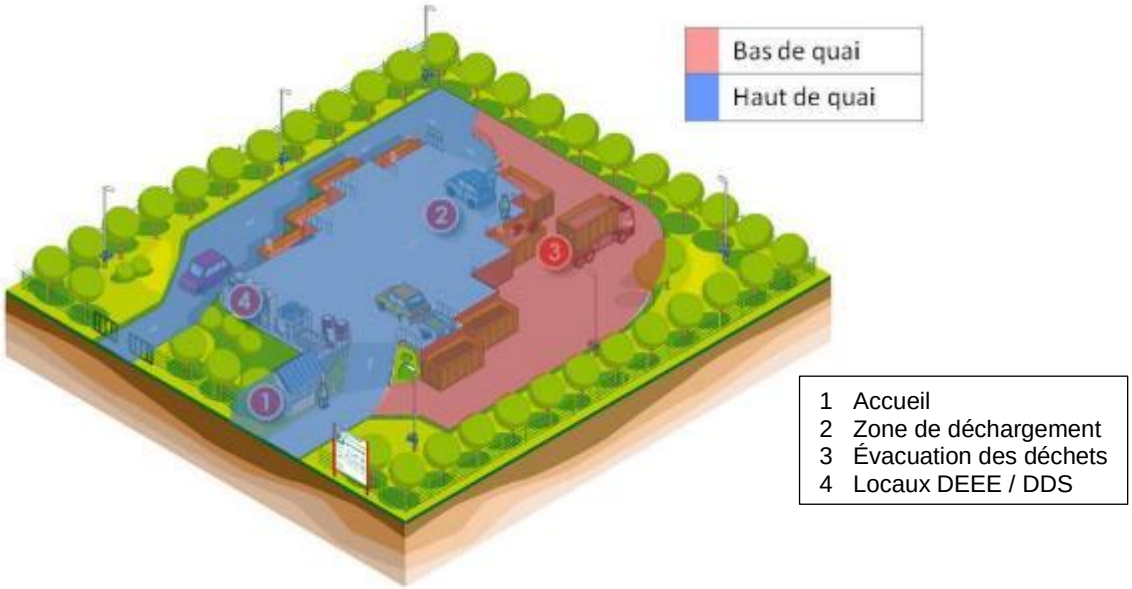
	Mode de collecte	Fréquence de collecte	Population concernée
Ordures ménagères	Collecte par bacs	3 possibilités :	
		- soit 2 collectes par semaine (hyper-centre de Brest)	**19 327**
		- soit 1 collecte par semaine	**49 928**
		- soit 1 collecte tous les 15 jours	**91 804**
Recyclables	Collecte par bacs	2 possibilités :	
		- soit 1 collecte par semaine	**117 029**
		- soit 1 collecte toutes les deux semaines (secteur rural et certains secteurs pavillonnaires essentiellement sur Brest)	**31 315**
Encombrants et DEEE	**Collecte en porte-à-porte**	**Sur Rendez-vous par appel téléphonique**	**211 920**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

3.2.2 Collecte en déchèterie

Organisation en deux zones :

- **Haut de quai** : accueil des usagers
- **Bas de quai** : gestion des déchets (zone technique)



Moyens mis en œuvre par SUEZ RV Ouest :

- 22 agents
- 6 camions
- 3 compacteurs (packmat)
- 53 caissons

De nombreuses entreprises interviennent selon les flux :

- Veolia
- Envie 29
- Tribord
- Ouest inerte
- Sarp ouest
- Chimirec
- Derichebourg
- Les Recycleurs Bretons

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

3.3 Récapitulatif de la collecte (2025)

Tonnages 2025 par flux et mode de collecte

	Mode de collecte	Contenant	Population desservie	Tonnage 2025
Ordures ménagères	Porte-à-porte	Bacs individuels	161 059	28 020
	Apport volontaire	Conteneurs aériens et enterrés	50 861	12 336
Déchets recyclables	Porte-à-porte	Bacs individuels	148 344	8 082
	Apport volontaire	Conteneurs aériens et enterrés	63 576	2 999
Verre	Apport volontaire	Conteneurs aériens et enterrés	211 920	6 891
Textiles	Apport volontaire	Bornes dédiées	211 920	Pas de données restituées
	Déchèterie			
Encombrants	Porte-à-porte	Dépôt devant habitation sur rdv	211 920	362
	Déchèterie[3]	Benne 35m^3 (encombrants + incinérables)		9 260
DEEE	Porte-à-porte	Dépôt devant habitation sur rdv	211 920	38
	Déchèterie	Benne 35 m^3, box grillagé 1m^3 ou vrac		1 256
Biodéchets	Porte-à-porte	Bacs individuels[9]	13	695
			482	

[3] *Encombrants et incinérables*

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

	Apport volontaire	Abri-bacs[4]		
Déchets verts	Déchèterie[5]	Benne 35m^3	211 920	16 464
Ferrailles	Déchèterie	Benne 35m^3 avec capot	211 920	1 741
Gravats	Déchèterie	Benne 10m^3 ou fosse	211 920	6 004
Amiante-ciment	Déchèterie	Benne 15m^3	211 920	75
Cartons	Porte-à-porte[6] Déchèterie	Dépôt sur espace public Benne 35m^3 avec capot	211 920	308 834
Déchets Diffus Spécifiques (DDS hors REP)	Déchèterie	Bac 600 et 1000L, fût 200L, caissette 60L	211 920	164
Déchets Diffus Spécifiques (DDS REP)	Déchèterie	Bac 600 et 900L, fût 200L, caissette 60L	211 920	174
Autres déchets (huiles, batteries, piles, lampes, néons, articles de sport et bricolage)	Déchèterie	Cuve 2 à 5m^3, fûts 200L, bac 600L	211 920	196
Bois	Déchèterie	Benne 35 m^3	211 920	3 161
Mobilier	Déchèterie	Benne 35m^3 avec bâche	211 920	1 774
Plâtre	Déchèterie	Benne 10m^3	211 920	131
Plastiques rigides	Déchèterie	Benne 35 m^3	211 920	180

[4] *Déploiement des abris bacs toujours en cours en 2025*
[5] *Y compris les aires de déchets verts de Gouesnou et Guilers, déchets déposés au sol*
[6] *Service de collecte en centre-ville de Brest*

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

☑ Une organisation performante et en évolution

Le système de collecte repose sur :

- Des équipements modernes et diversifiés
- Une adaptation aux réalités urbaines et rurales
- Une optimisation continue des tournées
- Une montée en puissance du tri des biodéchets

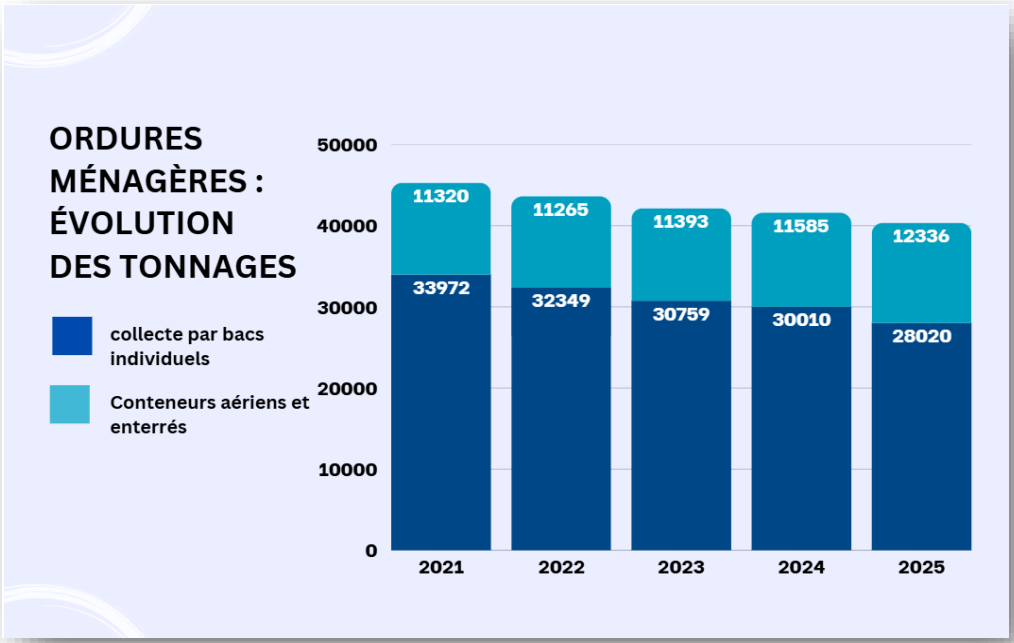
✔ Une organisation en constante adaptation au service d'une **gestion durable et efficace des déchets**.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Chapitre 4 – La collecte des déchets : les chiffres

Après avoir détaillé l'organisation du service, ce chapitre met en lumière des données chiffrées au service de l'évaluation des politiques publiques du Service Public de Gestion des Déchets (SPGD).

4.1 Les ordures ménagères



Une **baisse continue des tonnages** est observée :

📉 **-10,9 % entre 2021 et 2025**

Cette évolution s'explique par :

- Le développement du tri sélectif
- La montée en puissance du compostage
- Le déploiement de la collecte des biodéchets

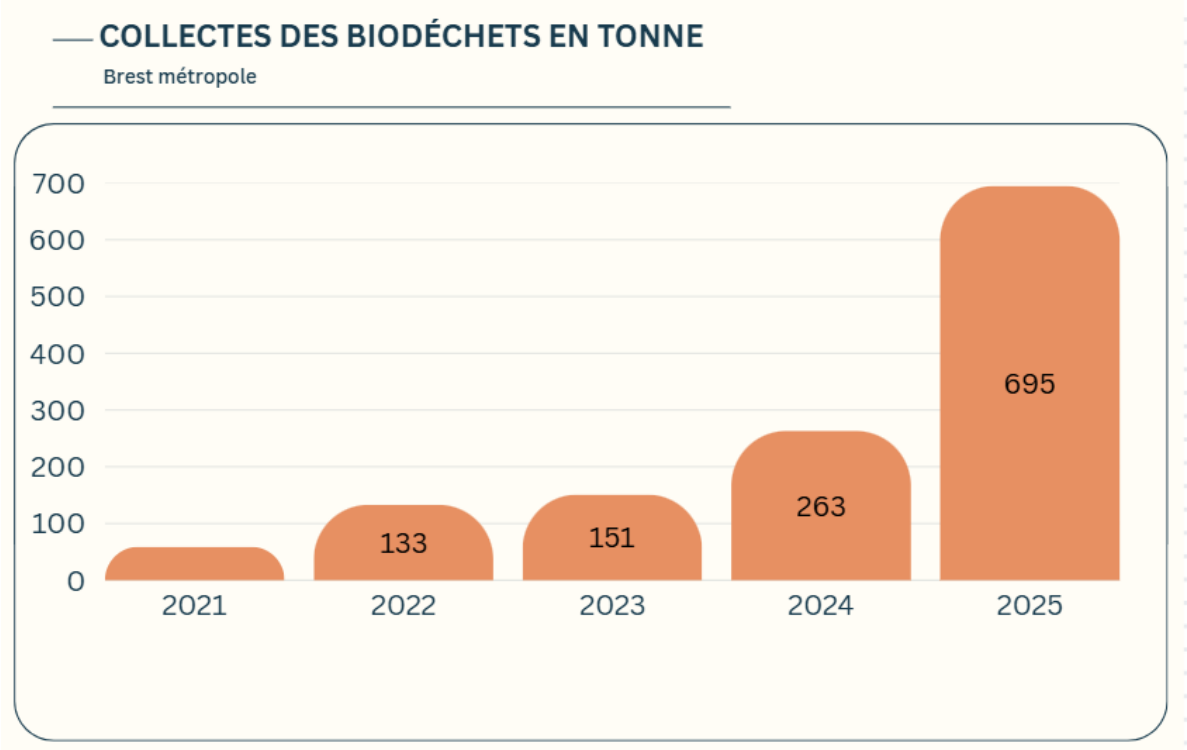
📊 Chiffres clés 2025

- **40 356 tonnes collectées**
  - 5 940 tonnes : activités professionnelles(estimées sur la base du volume des bacs détenus par les professionnels)
  - 34 416 tonnes : ménages

✔ **162 kg / habitant / an** (contre 170 kg en 2024)
✔ Une performance qui confirme une **réduction significative des déchets résiduels**.
✔ L'objectif de -15% des déchets ménagers et assimilés d'ici 2030 par rapport à 2010 pourra être atteint si la tendance de ces 3 dernières années à -2.74%/an se confirme.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

4.2 Les biodéchets



Les biodéchets connaissent une **forte progression**, directement liée au déploiement des équipements :

- 482 points de collecte installés
- 97 000 habitants desservis

📊 Tonnages :

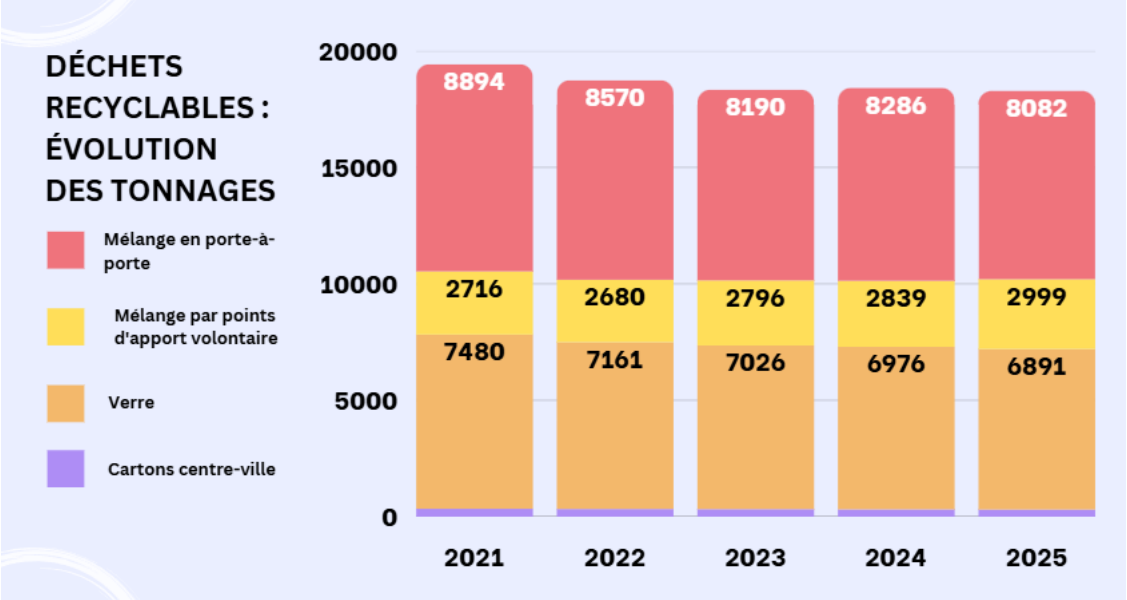
- 2024 : 263 tonnes
- **2025 : 695 tonnes**

✔ Une augmentation très significative, reflet du **changement des pratiques des usagers**.

✔ Le gisement de biodéchet est estimé de **4 000 tonnes**.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

4.3 Les déchets recyclables



En 2025, on observe :

- Une **légère baisse globale** des tonnages recyclables
- Une diminution du verre et des cartons du centre-ville

✔ Malgré cela, le tri reste performant et contribue fortement à la réduction des ordures ménagères.

✔ D'importantes marges de manœuvre existent :
- 30% des emballages sont toujours dans la poubelle d'ordures ménagères
- Il y a toujours 21.91% d'erreurs de tri dans la poubelle jaune qui coute **250 000 €/an** à la collectivité 4.3 Évolution des ratios

Taux de collecte sélective par rapport au total collecté

- 2022 : 30,91 %
- 2023 : 31,17 %
- 2024 : 31,60 %
- **2025 : 32,14 %**

✔ Une progression continue : **le tri prend une place croissante** dans la gestion des déchets.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Ratios par habitant (2025)

Flux	Kg/hab/an	Évolution
Ordures ménagères	190,43	-3,33 %
Recyclables (hors verre)	53,74	-0,83 %
Verre	32,52	-1,57 %
Total	**276,69**	**-2,65 %**

✔ Une baisse globale **des déchets collectés par habitant**.

4.4 Les déchets reçus en déchèteries

📊 Évolution globale

- **41 415 tonnes en 2025**
- +2,76 % par rapport à 2024

🔍 Évolutions marquantes **(détail des tonnages en annexe 1)**

- Encombrants : **+31,97 %**
- Bois : **+31,88 %**
- Déchets verts : -3,41 % (mais niveau élevé)
- Mobilier : **-45 %**
- DEEE : +0,80 %

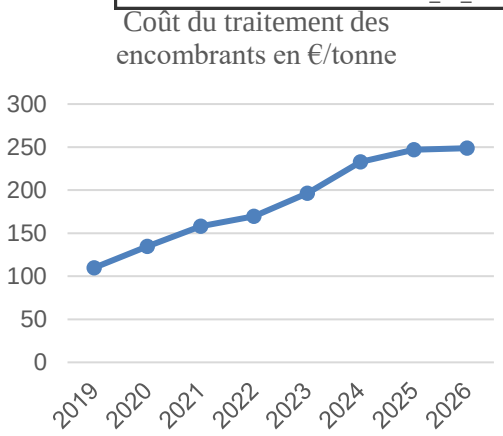
✔ Ces évolutions s’expliquent notamment par :

- Les nouvelles filières REP
- Les contraintes logistiques (manque de rotation des caissons sur le mobilier entrainant une hausse des encombrants)
- L’arrêt de la filière textile
- L’installation de zones de réemploi, gérée par l’association un peu d’R, ont permis de collecter :
    - 35 tonnes dans les zones de réemploi permanentes installée au Vern, à Plouzané et Guipavas
    - 4.54 tonnes dans les recycleries mobiles du Spernot et Plougasel-Daoulas (44 permanences en 2025)

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

⚠ Gestion des encombrants : **un enjeu financier**

L'augmentation cumulé des tonnages et du coût du traitement des encombrants nous invite à une réflexion globale leur gestion. Une partie de la hausse est due à la Taxe Globale sur les Activités Polluantes (TGAP) qui est passée progressivement de 0 € en 2019 à 24.5 €/tonne au 1er janvier 2026.



Répartition par site

Site	Tonnage 2025	Évolution
Spernot (Brest)	11 786 t	+6,77 %
Vern (Brest)	5 549 t	+6,77 %
Lavallot (Guipavas)	8 763 t	-5,73 %
Mescouezel (Plouzané)	4 205 t	+2,66 %
Toul-ar-Rannig	4 712 t	+1,53 %

4.5 Collectes spécifiques

Encombrants et DEEE

Tonnage collecté					
	2022	**2023**	**2024**	**2025**	**Évolution 2025/2024**
Objets volumineux	408	359	396	362	**-8,59%**
DEEE	**57**	**45**	**51**	**38**	**-25,49%**

📊 2025 :

- Encombrants : 362 tonnes (-8,59 %)
- DEEE : 38 tonnes (-25,49 %)
- 1 **759** interventions

Focus DEEE

- 1 296 tonnes en déchèteries
- 414 847 appareils collectés
- 1 019 tonnes de matières recyclées

✔ Un levier important pour **préserver les ressources naturelles**.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

☑ Une évolution globale positive

Les données 2025 mettent en évidence :

- Une baisse continue des ordures ménagères
- Une forte progression des biodéchets
- Une amélioration du taux de tri
- Une fréquentation élevée des déchèteries

✔ Brest métropole confirme ainsi **un mode de gestion plus durable et circulaire des déchets avec des marges de manœuvre pour le renforcer.**

Comparaison nationale 2023 (dernières données nationales disponibles) :

Moyenne en kg par habitant	National 2023*	Brest métropole 2023	Différence
Quantité de déchets ménagers et assimilés collectés	559	463	**-96**
Quantité d'ordures ménagères résiduelles	225	200	**-25**

**Données SINOE*

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Chapitre 5 – Le traitement des déchets

Une fois collectés, les déchets suivent des **filières de traitement spécifiques** adaptées à leur nature. Cette étape est essentielle pour réduire leur impact environnemental et maximiser leur valorisation.

5.1 Les différents types de traitement

Le traitement des déchets regroupe plusieurs procédés complémentaires :

Valorisation matière

- Recyclage des emballages, papiers, métaux
  ✔ Transformation en nouvelles matières premières

Valorisation organique

- Compostage et méthanisation
  ✔ Production de compost ou d'énergie (biogaz)

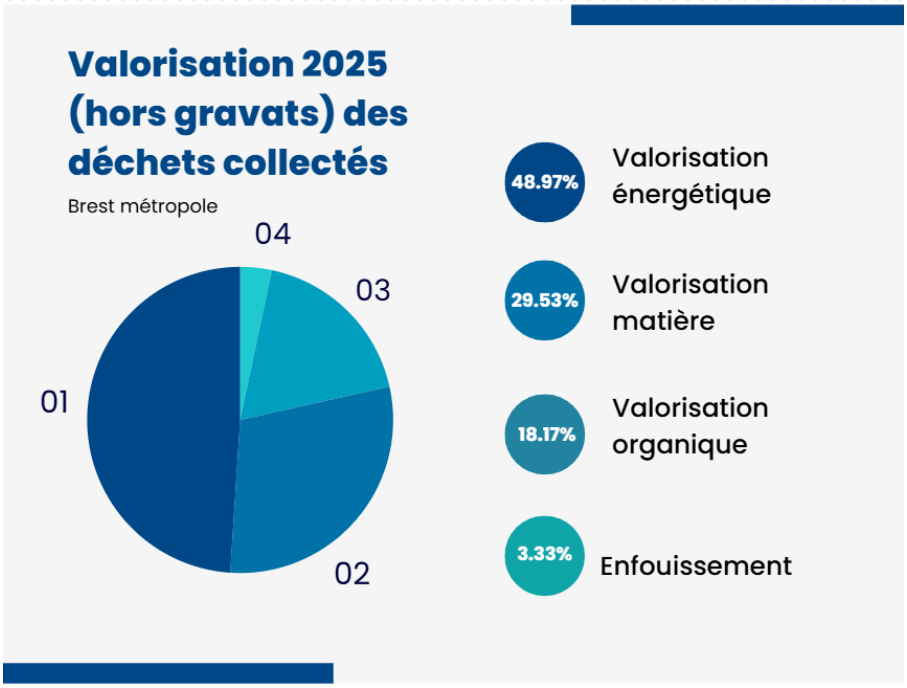
Valorisation énergétique

- Incinération avec récupération d'énergie
  ✔ Production de chaleur et d'électricité

Enfouissement

- Déchets ultimes non valorisables (ex : amiante)

✔ Certains déchets bénéficient de **double valorisation** (ex : mâchefers utilisés en travaux publics).



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Les principales installations

Le dispositif de Brest Métropole s'appuie sur plusieurs équipements :

- Pôle du Spernot (Brest) :
  - Plateforme biomasse – bois et déchets verts
  - Unité de Valorisation Energétique des Déchets (UVED)
- Centre de tri TriGlaz
- Centres de stockage des déchets ultimes de classe 3 (Plougastel et Guilers)
- Le centre de stockage des déchets ultimes de classe 2 (à Gueltas, Morbihan)
- Site de tri des encombrants (Brest)

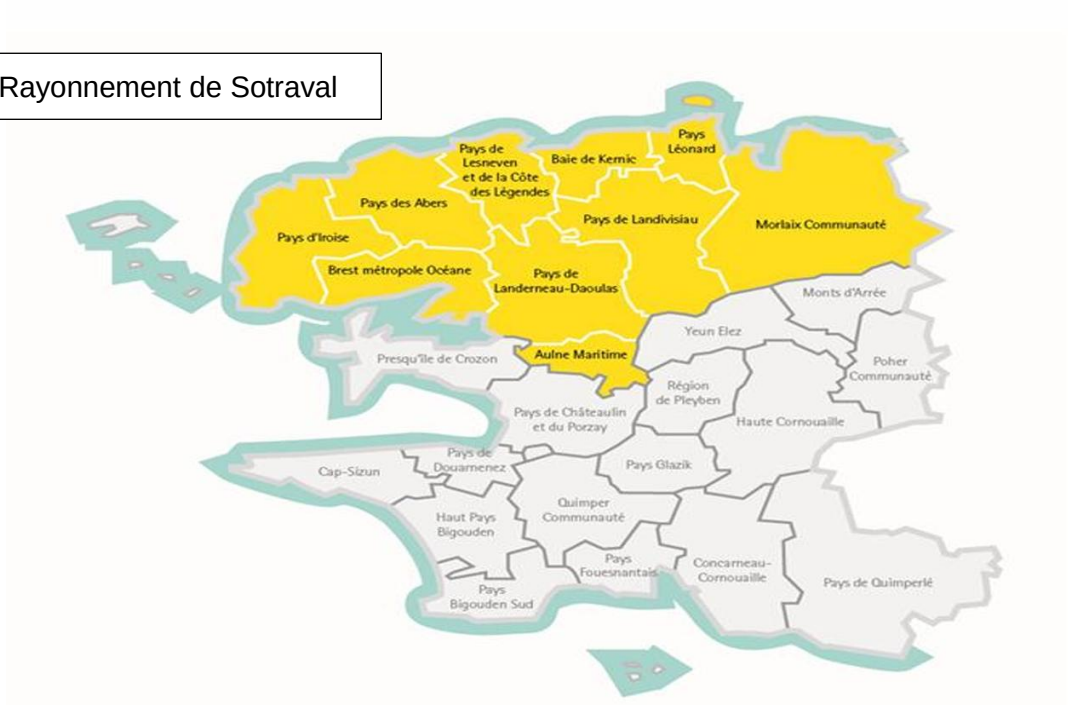
5.2 La valorisation : organisation et acteurs

5.2.1 Sotraval : un modèle de coopération

Sotraval-SPL et Sotraval-SEML constituent l'outil principal de gestion.

- 9 intercommunalités
- 425 000 habitants concernés

Rayonnement de Sotraval



✔ Fonctionnement en **quasi-régie**, garantissant maîtrise publique et mutualisation des moyens.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

5.2.2 Missions de Sotraval

- Exploitation des équipements du Spernot
- Traitement et valorisation
- Développement de solutions innovantes

✔ Un acteur clé de la **transition énergétique et circulaire** du territoire.

5.3 Le centre de tri TriGlaz



Le centre TriGlaz est un équipement majeur :

- Capacité : jusqu'à 40 000 tonnes
- Technologies modernes (tri optique des plastiques)
- Traitement des différents flux du territoire (multi–matériaux, vrac/sacs, corps plats, corps creux, emballages). Les cartons issus de la collecte dédiée et des déchèteries sont répartis entre le centre de tri de TriGlaz et celui de l'entreprise Les Recycleurs Bretons situé à Guipavas.

📊 Résultats 2025 :

- 39 794 tonnes traitées
- Dont 11 087 tonnes issues de Brest métropole

Performance de valorisation

- 19 114 tonnes collecté et transporté à triglaz (19 214 t en 2024)
- 16 045 tonnes valorisées (16969 t en 2024)
- **83,94 % de taux de valorisation**

✔ Les tonnages collectés et valorisés connaissent une légère diminution.
✔ Les matériaux recyclés bénéficient de soutiens de Citeo.
✔ Le taux de refus de tri (21,91 %), lié aux erreurs de tri des usagers et au process du centre de tri, est stable (21,00 % en 2024).

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

5.4 Tri des déchets industriels banals (DIB)

Le centre de tri des Déchets Industriels Banals (DIB) TRIDIM traite les déchets encombrants : encombrants, gravats, bois, ferrailles… Un tri en plate-forme est réalisé, pour la récupération des matériaux valorisables :

- Bois
- Papiers
- Cartons
- Ferrailles

6 357 tonnes traitées en 2025 (4 743 en 2024)

✔ Objectif : **extraire un maximum de matières valorisables**.

5.5 La plateforme biomasse



Située au Spernot, cette plateforme permet :

- Le broyage des déchets verts
- Leur transformation en compost (via agriculture locale)

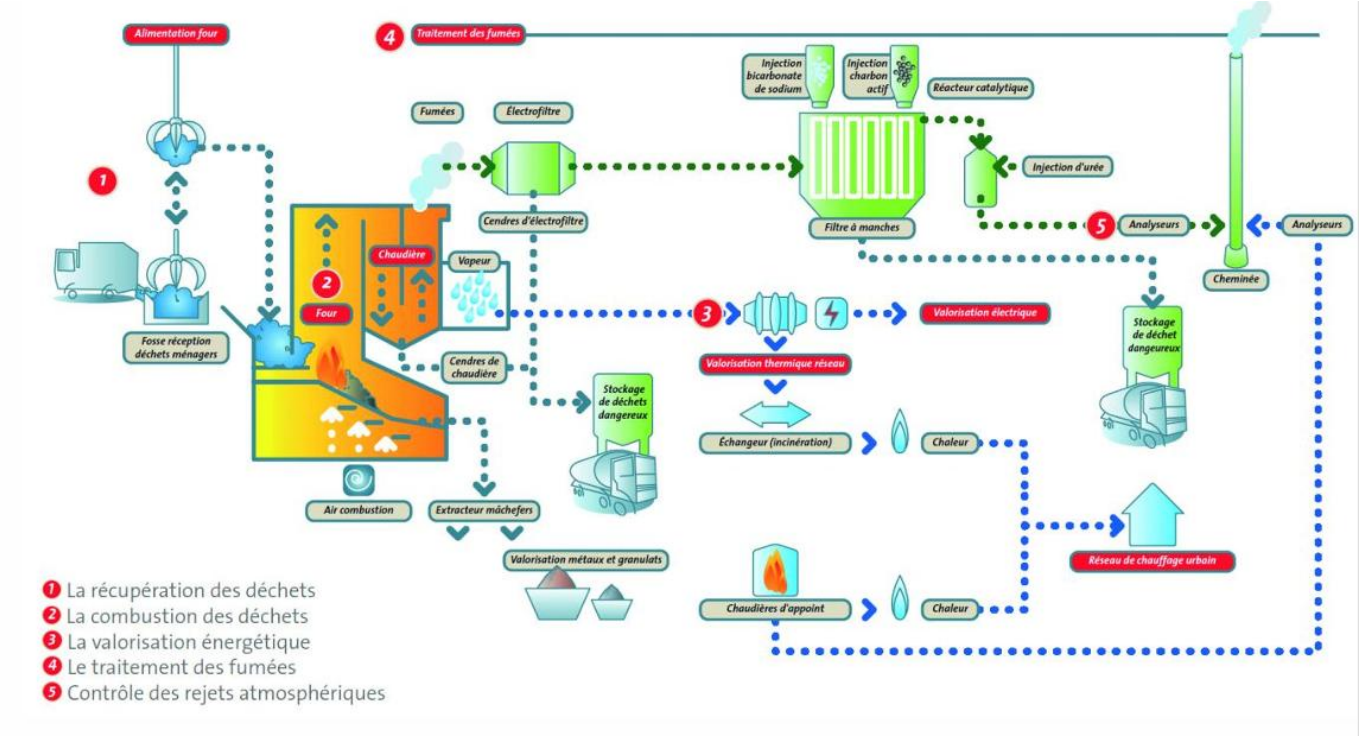
✔ Valorisation en :

- Compost agricole
- Paillage
- Énergie (bois biomasse)

Tonnage traité	2022	2023	2024	2025
Déchets verts	**14 891**	**16 406**	**20 784**	**21156.**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

5.6 L'Unité de Valorisation Énergétique (UVED)



Propriété de Brest métropole, exploitée par Eco Chaleur de Brest dans le cadre d'une délégation de service public.

l'UVED :

- Incinère les déchets
- Produit chaleur et électricité



Bénéfices environnementaux

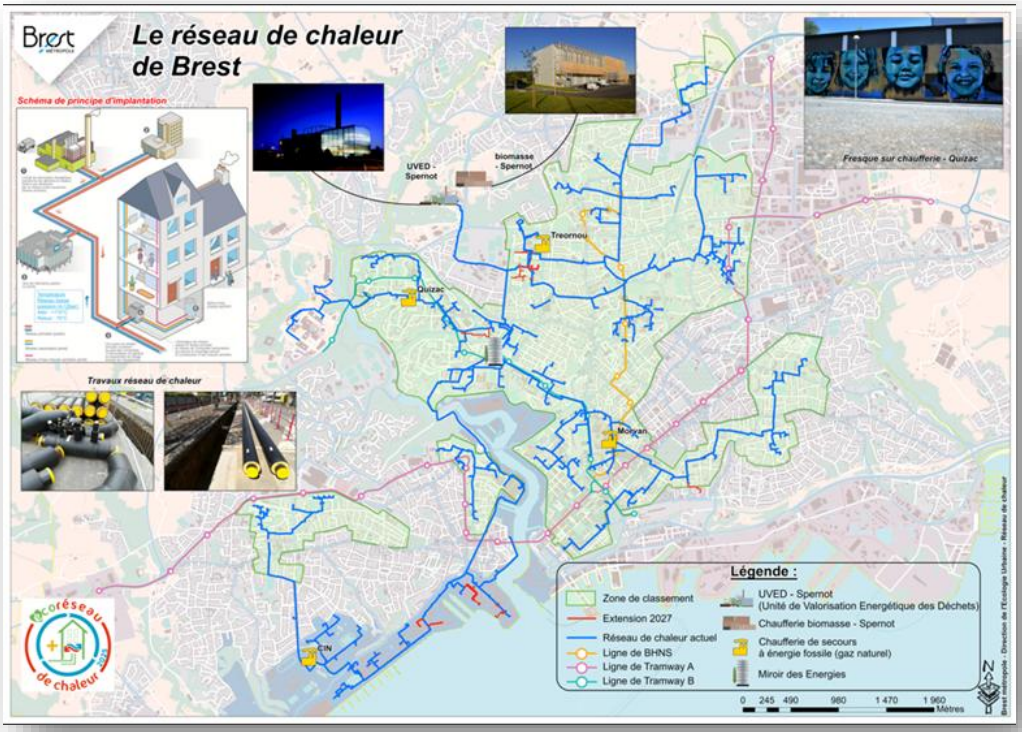
- 30 000 tonnes de CO_2 évitées en 2025
- 413 000 tonnes évitées depuis 2003

Alimente :

- 12 000 logements
- Nombreux bâtiments publics

127 019 tonnes traitées
27 522 tonnes de résidus (mâchefers et cendres)
Chaleur fournie au réseau de chaleur 133 899 MWh
Électricité produite 16033 MWh

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE



✔ L'année 2026 sera marquée par une phase d'extension du réseau de chaleur sur les secteurs KEREDERN et SANQUER de la ville de Brest

Contrôles environnementaux

- **Une auto-surveillance** : un contrôle continu des émissions gazeuses (acide chlorhydrique, poussières, oxydes d'azote, monoxyde de carbone ...) par des analyseurs automatisés.
- **Des mesures ponctuelles** : une analyse trimestrielle des dioxines et une analyse biannuelle des éléments décrits ci-dessus ainsi que des métaux lourds réalisées par un organisme agréé.
- **Des mesures dans l'environnement** : mesures de dioxines réalisées à partir de prélèvements dans le sol, l'air et le lait.
- **Des mesures des sous-produits de l'incinération** : mesures trimestrielles des mâchefers et des refioms.

✔ Supervision par une **Commission de Suivi du Site (CSS)**.

☑ Une organisation du traitement des déchets complète, complémentaire et performante

- Des filières de traitement performantes
- Une valorisation maximale des déchets
- Une vigilance environnementale constante

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Chapitre 6 – Focus sur le règlement de collecte

Le règlement de collecte encadre les droits et obligations des usagers. Il est appliqué par le service qualité de l'espace public de Brest Métropole.

Missions de cette unité :

- Contrôle des bacs, incitation au remisage,
- Vérification des dotations,
- Mise en demeure d'élagage pour le compte du service collecte,
- Traitement des doléances et des contentieux résultant de l'application du règlement de collecte.

6.1 Lutte contre les dépôts sauvages

- 378 interventions en 2025
- Adoption fin 2025 d'un conventionnement de coopération entre la métropole et les communes pour lutter contre les dépôts sauvages et améliorer le service rendu aux administrés.

✔ Objectif : maintenir la propreté et le respect de l'espace public.

6.2 Remisage des bacs

- Sensibilisation des habitants
- Distribution de flyers
- Facturation en cas de non-respect

📊 2025 : 162 visites de contrôle

✔ Enjeu : **partage de l'espace public et sécurité**.

6.3 Élagage et accessibilité

- 80 interventions en 2025 ✔ Objectif : Garantir le passage des camions de collecte.

☑ Le règlement de collecte : outil essentiel du service des déchets.

- Faire respecter les règles
- Accompagner les habitants
- Prévenir les dysfonctionnements

✔ Ce cadre contribue à garantir un service efficace, à préserver la qualité du cadre de vie et à responsabiliser l'ensemble des usagers dans la gestion de leurs déchets.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

PARTIE 2 – Les indicateurs économiques et financiers

Cette seconde partie du rapport propose une lecture détaillée des ***équilibres financiers du service public des déchets*** *de Brest Métropole.*
Elle vise à :

- *Comprendre la structure des dépenses et des recettes*
- *Identifier les leviers de maîtrise des coûts*
- *Apprécier la performance économique du service*

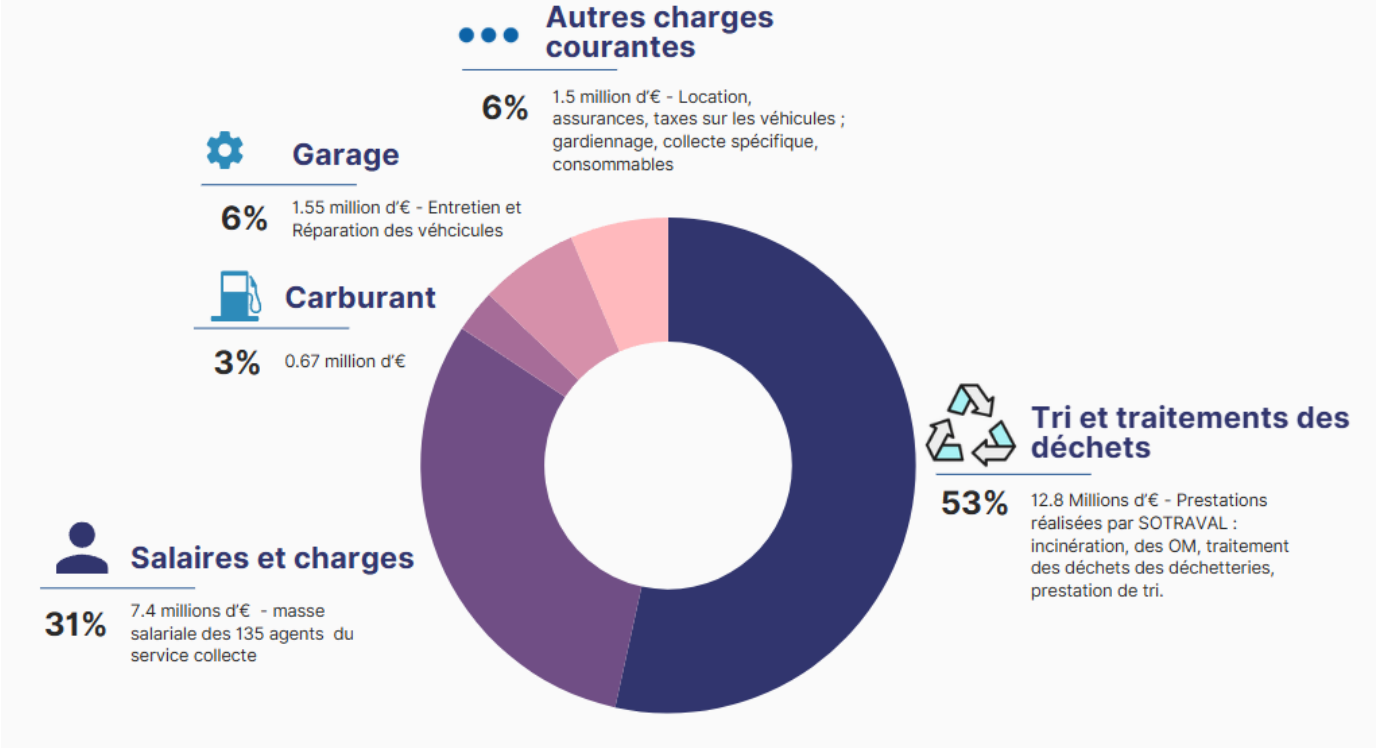
✔ Un éclairage indispensable pour relier les choix techniques aux impacts budgétaires.

Chapitre 7 – Le cadre général du budget

Le service de gestion des déchets est financé via un **budget annexe**, garantissant une transparence totale entre :

- Les dépenses (fonctionnement et investissement)
- Les recettes associées

Les dépenses de fonctionnement 2025

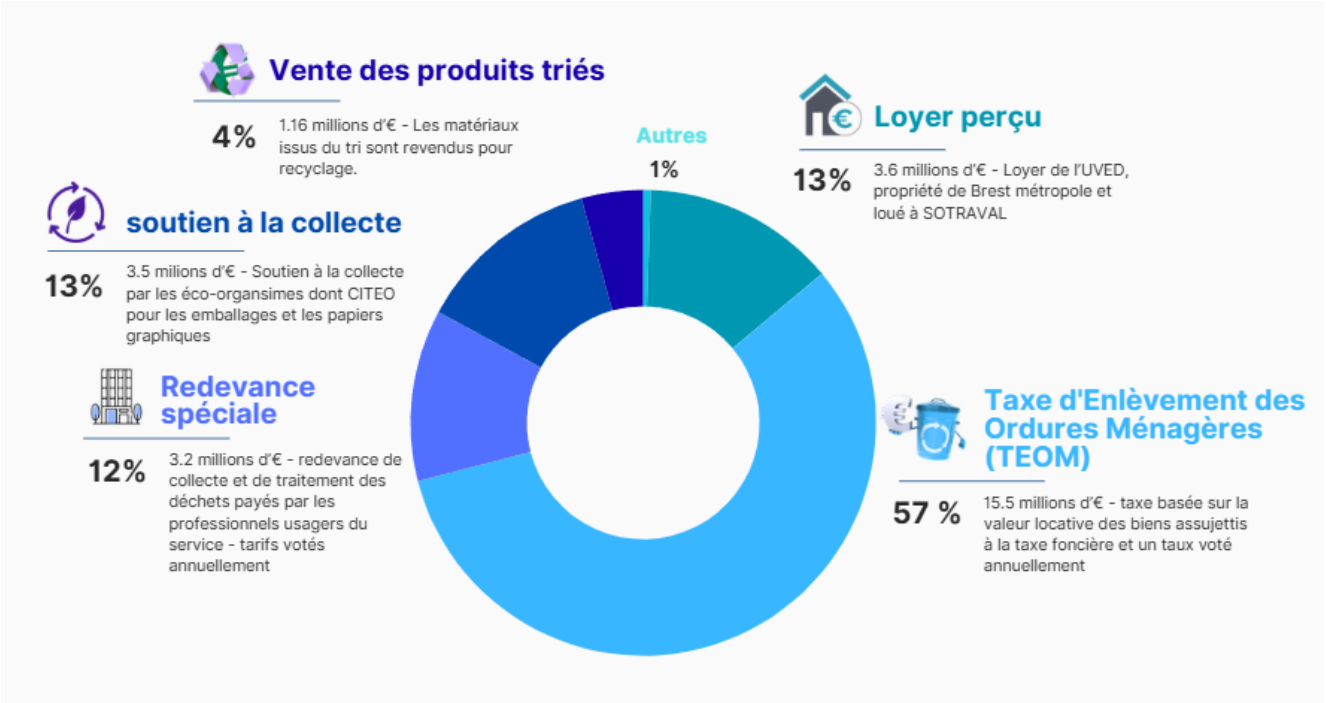


Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Évolutions notables en 2025

Une hausse des tonnages des encombrants et des déchets incinérables a été accompagnée d'une hausse des coûts de traitement. Cela entraine une charge supplémentaire sur le tri et traitement de +700 K€
Les animations pour la promotion du tri des biodéchets (soit en porte-à-porte soit par des animations en pied d'immeuble) + 252 K€
Nouveau marché d'assurance : + 200 K€

Les recettes de fonctionnement



Évolutions notables en 2025

- + 500 k€ de recettes issues :
  - des matériaux recyclés
  - de la redevance spéciale
- Hausse des loyers et de la TEOM
- Baisse des soutiens à la collecte

✔ Une structure financière **diversifiée mais dépendante de facteurs externes** (marché du recyclage, aides).

✔ Détail des comptes en annexe.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

7.1 Analyse des coûts (méthode ADEME)

Depuis 2007, Brest métropole utilise les outils de ADEME :

- **Matrice des coûts**
- **Méthode ComptaCoût**

Objectifs

- Standardiser l'analyse financière
- Comparer avec d'autres territoires
- Identifier précisément les coûts par flux

✔ Une démarche garantissant **fiabilité, transparence et comparabilité**.

La matrice des coûts

Elle permet de :

- Ventiler les charges par type de déchets
- Associer les recettes correspondantes
- Calculer les coûts réels du service

La méthode ComptaCoût®

Basée sur la comptabilité analytique, elle permet de :

- Extraire les données de la comptabilité publique
- Les structurer selon une logique métier
- Alimenter la matrice des coûts

✔ Résultat : une **vision précise et homogène** des coûts.

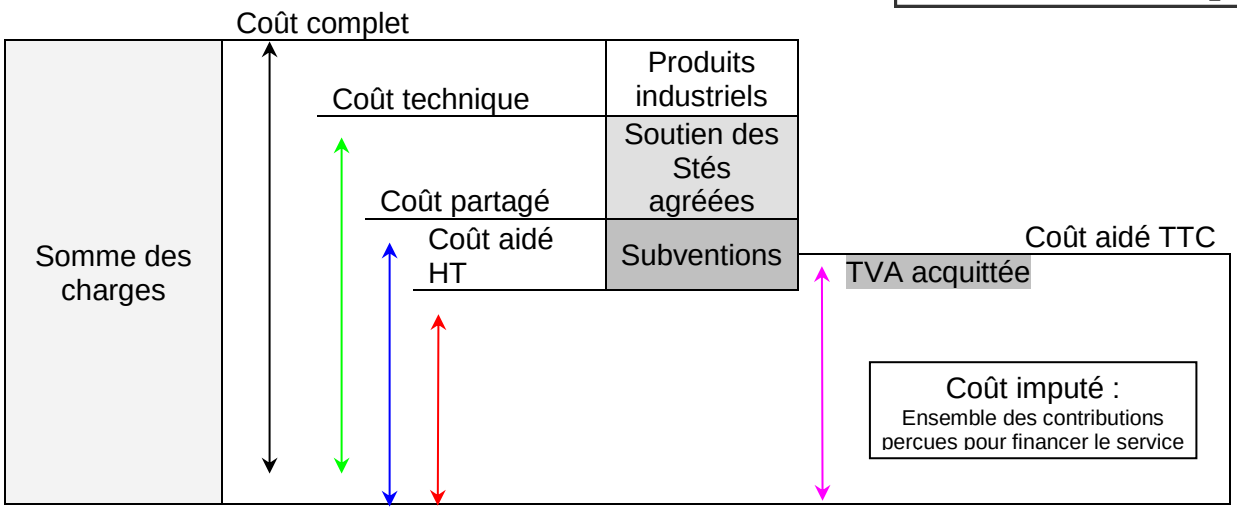
7.1.1 Méthode de lecture des coûts

L'analyse financière repose sur plusieurs niveaux :

Les différents coûts

- **Coût complet** : toutes les charges
- **Coût technique** : charges – produits industriels
- **Coût partagé** : coût technique – soutiens (éco-organismes)
- **Coût aidé HT** : coût partagé – subventions
- **Coût fiscal** : impact de la TVA
- **Coût aidé TTC** : coût final pour la collectivité

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

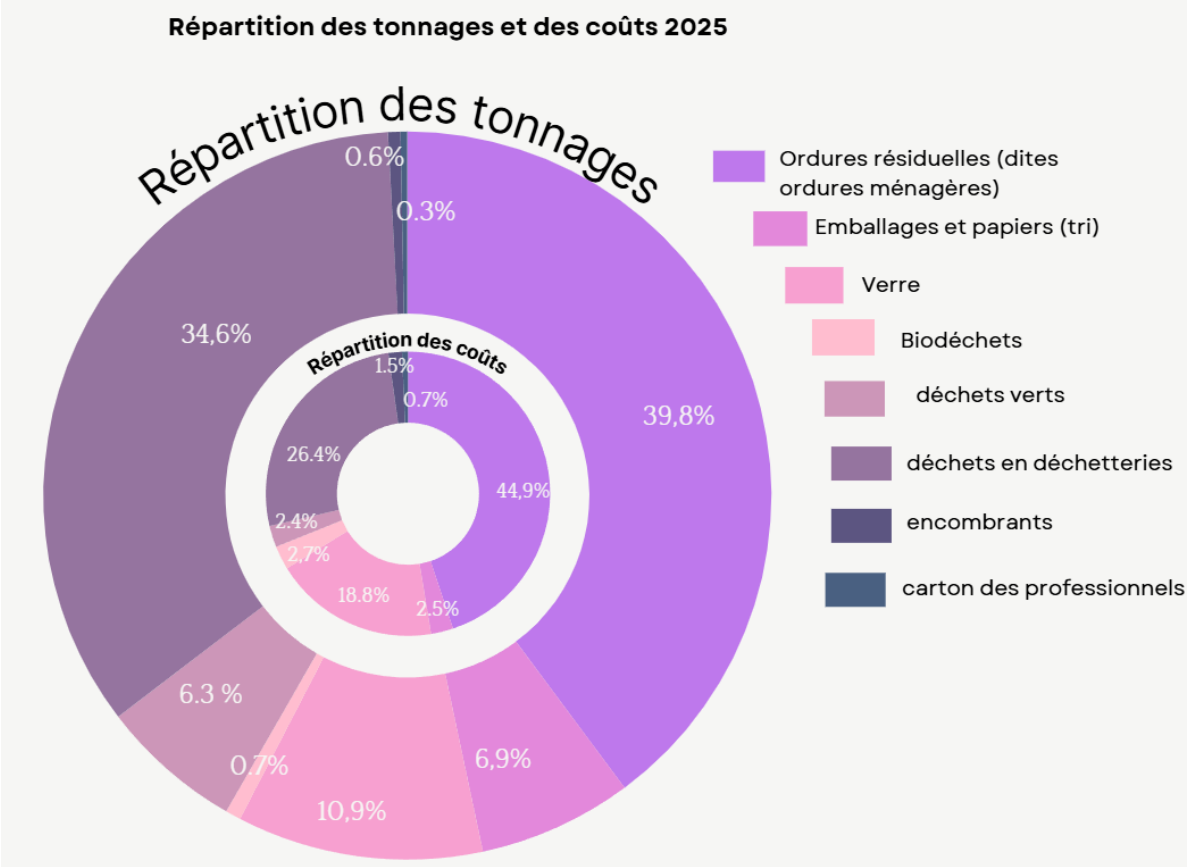


✔ Le **coût aidé TTC** est l'indicateur clé : Il représente le **coût réel supporté par la collectivité**.

La composition des coûts

Les coûts intègrent :

- Pré-collecte (bacs, distribution…)
- Collecte (personnel, carburant, véhicules…)
- Traitement (tri, valorisation, élimination…)
- Frais généraux (support administratif, informatique…)



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

	Tonnages 2025	Coût aidé
Ordures ménagères résiduelles	40 356,00	8 530 855,00
Emballages verre	6 941,00	482 550,00
Papiers et emballages hors verre	11 081,00	3 575 424,00
Déchets alimentaires	695,00	514 578,00
Déchets verts	6 400,00	462 271,00
Déchets en déchèterie	35 015,00	5 027 776,00
Encombrants	553,00	293 709,00
Déchets des professionnels	308,00	128 127,00
Total	**101 349,00**	**19 015 290,00**

La compta-coût permet de donner des coûts moyens par habitant :

	Coût en €/hab
Ordures ménagères résiduelles	39,32
Emballages verre	2,22
Papiers et emballages hors verre	16,48
Déchets alimentaires	2,37
Déchets verts	2,13
Déchets en déchèterie	23,18
Encombrants	1,35
Déchets des professionnels	0,59
Divers	0,63
Total	88,28 € TTC

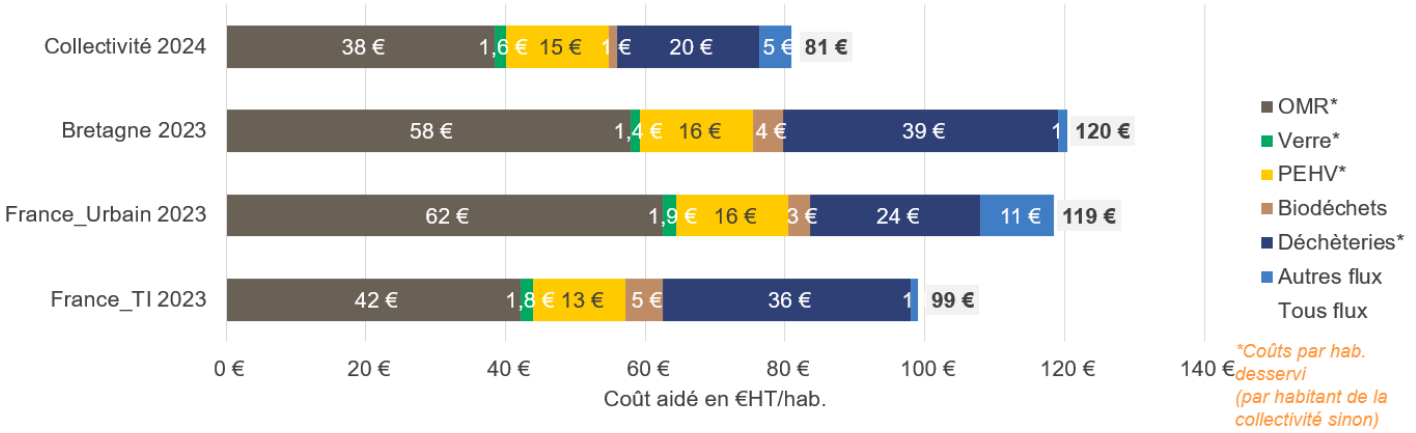
L'ADEME fournit chaque année un comparatif des coûts entre la collectivité et les moyennes observées.
Brest métropole est très bien placée en coût.

Coût aidé Hors Taxe : 81,90 € HT 2025 de Brest métropole

Les coûts de gestion des déchets ménagers en 2024

Détail par flux - Coût aidé HT par habitant

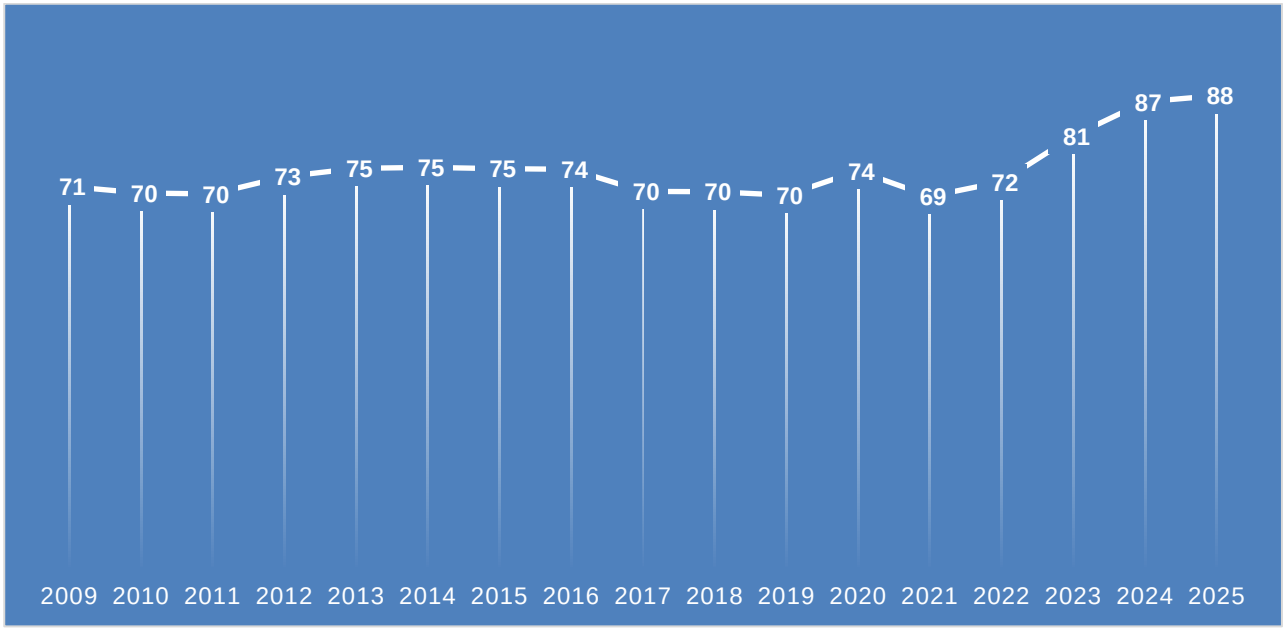
Attention, les références 2024 n'étant pas disponible, ce sont les données 2023 qui sont affichées



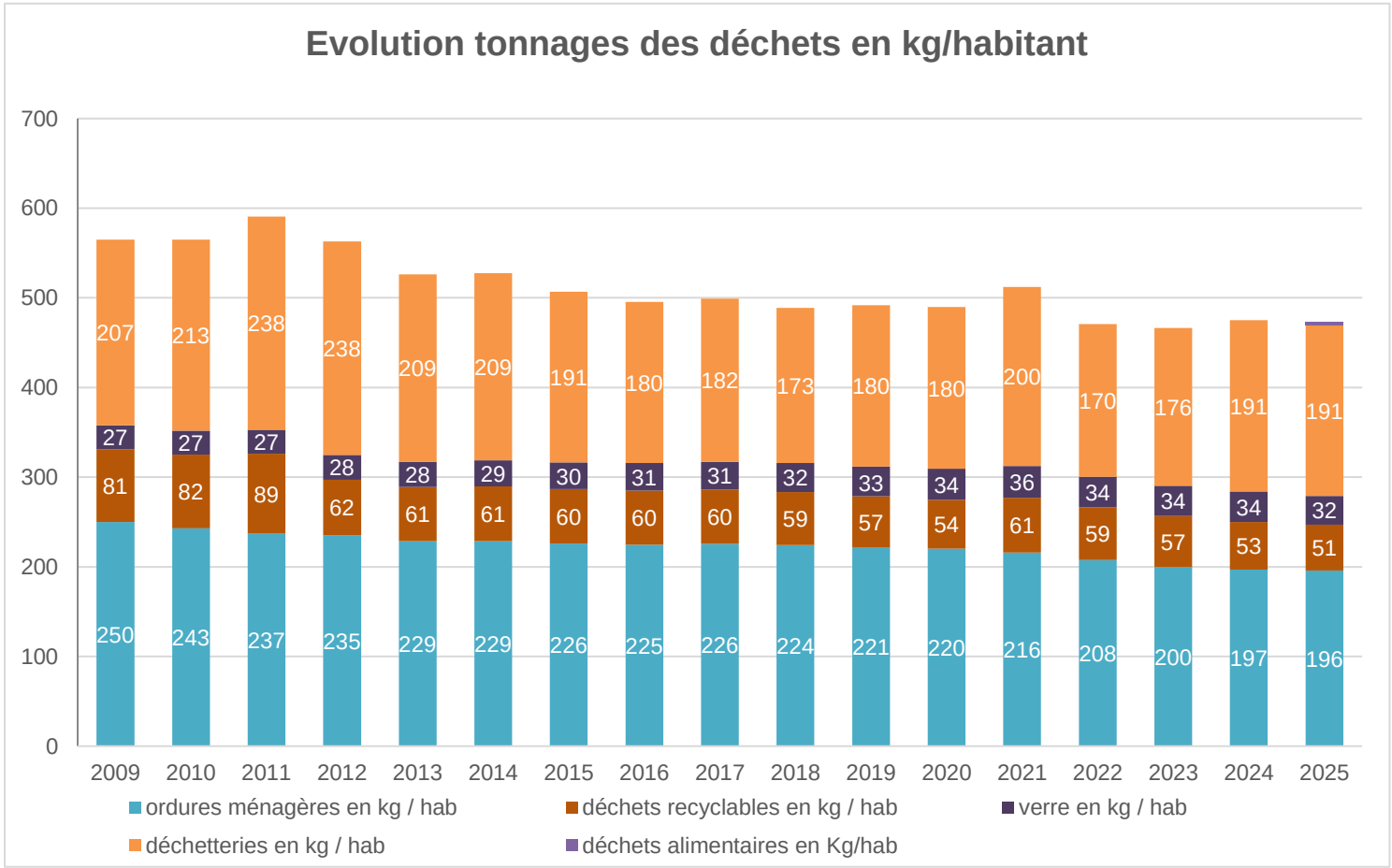
**Coûts par hab. desservi (par habitant de la collectivité sinon)*

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Coût du traitement et valorisation des déchets en €/habitant



Principales hausses :
- Hausses du coût du traitement (et notamment la Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP))
- Inflations 2022/2023
- Coût du gasoil
- Forte variation du coût de rachat des matières recyclées



On note une tendance globale à la stagnation sur les 4 dernières années.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Conclusion section 2

Le cadre budgétaire du service déchets de Brest métropole repose sur une organisation **rigoureuse, transparente et structurée**.

L’utilisation des outils développés par ADEME permet d’obtenir une lecture précise des coûts, facilitant leur suivi et leur comparaison.

👉 Cette approche traduit une volonté forte de **maîtrise des coûts dans un contexte de transition écologique exigeant**.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

ANNEXES

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

ANNEXE 1 – TONNAGES COLLECTES DANS LES DECHETERIES ET AIRES DE DECHETS VERTS PAR PRODUIT

TONNAGES COLLECTES DANS LES DECHETERIES ET AIRES DE DECHETS VERTS PAR PRODUIT					
Produits	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**Évolution 2025/2024**
Encombrants + incinérables	7 607	6 842	7 017	9 260	+31,97%
Déchets verts	12 673	14 845	17 046	16 464	-3,41%
Ferrailles	1 323	1 317	1 625	1 741	+7,14%
Gravats	6 655	5 985	5 800	6 004	+3,52%
Amiante-ciment	76	79	93	75	-19,59%
Cartons	767	752	798	834	+4,46%
Déchets Diffus Spécifiques (hors REP)	127	127	149	164	+9,80%
Déchets Diffus Spécifiques (REP)	163	162	192	174	-9,62%
DEEE (hors collecte porte-à-porte)	1 167	1 153	1 248	1 258	+0,80%
Autres déchets (huiles, piles, lampes-néons) – pas de tonnages textiles en 2025	240	254	274	94	-65,50%
Bois	1 864	2 096	2 397	3 161	+31,88%
Mobilier	2 973	3 228	3 225	1 774	-45,00%
Batteries	29	31	31	32	+4,23%
Plâtre	151	157	181	131	-27,68%
Plastiques rigides *		113	141	180	+27,30%
Articles de sports et loisirs **		30	67	58	-14,07%
Petits articles de bricolage et jouets **		3	18	11	-37,50%
TOTAL	**35 815**	**37 174**	**40 302**	**41 415**	**+2,76%**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

ANNEXE 2 - TONNAGE COLLECTE PAR MOIS ET PAR MATIERE

Tonnages collectés	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total	Variation n-1
Ordures ménagères	3 612	3 099	3 372	3 392	3 318	3 260	3 543	3 013	3 515	3 461	3 120	3 650	40 356	-2,98%
Bio-déchets	40	34	27	46	54	59	55	44	75	85	82	93	695	164,32%
Encombrants PAP	27	27	33	17	58	47	1	-	37	30	49	36	362	-8,70%
Encombrants CT	18	18	21	19	14	18	17	19	16	28	15	21	225	100,75%
Total encombrants	44	46	55	36	72	65	18	19	52	58	64	57	586	15,42%
Mélange emballages	1 049	850	888	943	922	868	959	813	952	974	856	1 008	11 081	-0,40%
Verre AV	645	514	553	603	604	568	637	554	526	563	495	629	6 891	-1,23%
Total collecte sélective (hors cartons)	1 693	1 364	1 441	1 546	1 526	1 436	1 596	1 367	1 478	1 537	1 351	1 637	17 972	-0,72%
Cartons centre-ville	27	25	27	22	22	25	24	22	26	30	26	33	308	-2,92%
Déchèteries														
Incinérables	232	259	265	298	304	262	344	366	284	324	285	254	3 475	24,93%
Encombrants	461	503	504	564	536	444	465	524	450	524	448	362	5 785	36,60%
Gravats	365	409	485	640	637	555	605	715	478	487	330	298	6 004	0,33%
Ferrailles	102	125	140	159	180	132	190	174	148	159	117	113	1 741	7,14%
Déchets verts	526	672	1 230	1 750	2 144	1 879	1 705	1 642	1 577	1 748	982	608	16 464	-3,41%
Cartons	60	65	57	77	71	57	82	78	77	71	60	80	834	4,46%
DEEE	98	98	95	115	99	91	118	122	111	113	94	103	1 256	0,61%
Amiante-ciment	4	4	3	11	-	10	-	13	5	12	12	-	75	-19,59%
Total déchèteries	1 848	2 136	2 779	3 613	3 971	3 430	3 510	3 634	3 130	3 437	2 327	1 818	35 633	5,39%
Tonnages valorisés														
Verre	778	438	637	550	576	634	604	570	580	614	536	423	6 941	-2,20%
Plastiques	65	61	60	62	73	69	78	78	49	69	73	63	800	-0,99%
Flux de développement	53	27	30	33	67	23	65	37	49	18	44	42	488	-19,38%
PCC (ELA)	14	7	15	15	13	13	16	8	20	-	14	-	136	-21,55%
Acier CS	28	24	16	47	37	38	41	27	36	48	31	51	424	6,00%
Alu CS	2	4	3	9	-	11	12	13	4	8	13	7	85	-27,09%
Journaux-Magazines	121	85	210	130	166	119	180	167	150	171	144	209	1 853	-26,86%
PCNC (cartonnettes)	332	384	265	273	268	295	417	488	252	489	385	364	4 210	4,91%
Cartons GM	122	101	90	62	93	103	67	80	85	110	80	117	1 108	-12,33%
Total valorisé	1 515	1 131	1 326	1 179	1 294	1 305	1 479	1 469	1 224	1 526	1 320	1 276	16 044	-5,45%

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

ANNEXE 3 – DETAIL DES SOUTIENS DE CITEO (eco organisme papier et emballages)

	Tonnages soutenus		Ratio kg/an/hab		Soutiens en euros		Evolution en %
	2024	**2025**	2024	**2025**	2024	**2025 (estimé)**	
Population retenue	211 156	**211 920**	211 156	**211 920**	211 156	**211 920**	
Acier	359	**424**	1,701	1,999	30 736	39 230	+27,64 %
Aluminium et aluminiums souples	117	**85**	0,552	0,403	64 224	50 875	-20,79 %
PCM (1.02)	522	**458**	2,474	2,162	65 541	62 183	-5,12 %
PCNC (5.02 et 1.05 cartons ondulés)	3 132	**3 166**	14,834	14,942	650 058	710 968	+9,37 %
PCC (ELA)	173	**136**	0,820	0,640	71 497	60 601	-15,24 %
Plastiques ECT + Films plastiques +Flux développement	1 534	**1 598**	7,265	7,539	1 395 785	1 572 663	+12,67 %
Verre	7 097	**6 941**	33,609	32,751	66 570	70 435	+5,81 %
Soutien à la Collecte Sélective (SCS)					2 344 411	**2 566 955**	+9,49 %
Acier issus de mâchefers	344	**269**	1,628	1,269	4 126	3 231	-21,69 %
Alu issus de mâchefers	56	**68**	0,265	0,321	4 195	5 119	+22,03 %
Soutien au recyclage des matériaux récupérés hors collecte sélective : SRM					8 321	**8 350**	+0,35 %
Soutien à la valorisation énergétique des emballages :							
Dans les refus issus des centres de tri : SVE Refus	665	724	/	/	53 450	54 295	1,58 %
Restant dans les OM résiduelles : SVE OMR	/	/	/	/	79 634	53 089	-33,33 %
Soutien aux autres formes de valorisation (SAV) = (SVE Refus + SVE OMR)					133 084	**115 734**	-13,04 %
Soutien à la communication : Scom	/	/	/	/	42 231	42 384	0,36 %
Soutien à l'ambassadeur du tri : SADT	7	8	/	/	52 000	80 000	+53,85 %
Soutien à l'action de sensibilisation auprès des citoyens : SAS (Scom + SADT)					94 231	**122 384**	+29,88 %
Soutien à la connaissance des coûts : SCC Montant forfaitaire					59 982	**60 706**	+1,21 %
Total hors Soutien de transition (ST)					2 640 030	2 865 779	+8,55 %
Soutien de transition / Contrat d'objectif					/	/	
Total dont ST					2 640 030	**2 865 779**	+8,55 %

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

ANNEXE 4 – LA VENTE DES PRODUITS TRIÉS

	Tonnages repris			Montant en €		
	2024	**2025**	**Évolution**	2024	**2025**	**Évolution**
Verre / Verallia	7 097	6 941	-2,20 %	175 655	59 229	-66,28 %
Aluminium de collecte sélective / Suez	117	85	-27,35 %	48 588	30 072	-38,11 %
Papiers-cartons (emballages) / Suez	4 013	4 210	+4,91 %	418 012	401 634	-3,92 %
Cartons (A4 – artisans et gros de magasin) / Sotraval	1 264	1 108	-12,34 %	37 966	16 944	-55,37 %
Papiers-brochures (A11) / CDL Omnipac	2 533	1 853	-26,85 %	177 844	145 117	-18,40 %
Acier de collecte sélective / Guyot	359	424	+18,11 %	71 885	69 614	-3,16 %
Briques alimentaires / Revipac	173	136	-21,39 %	2 252	1 764	-21,67 %
Plastiques / Valorplast	808	800	-1,00 %	206 182	262 120	+27,13 %
Plastiques / Valorplast (flux de développement rigide)	468	484	+4,27 %	/	/	/
Plastiques / Valorplast (flux de développement souple (Films PE/PP)	258	314	+21,72 %	/	/	/
TOTAL	**16 969**		**%**	**1 138 384**	**986 494**	**-13,34 %**

- **Autres ventes de produits**

Ferrailles de déchèteries / Sotraval	1625	**1 741**	+7,14 %	216 335	**156 686**	-27,57 %

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

ANNEXE 5 – DETAILS DE LA COMPTA-COUT par habitant desservi

→ LES ORDURES MENAGERES

	2023	2024	**2025**	Variation 2025 / 2024
Tonnages traités	42 153	41 596	**40 356**	-2,98 %
Coût (en € / habitant)				
Coût complet	53,53 €	55,33 €	52,26 €	-5,55 %
Coût technique	37,26 €	39,17 €	36,52 €	-6,77 %
Coût partagé	36,65 €	38,76 €	36,27 €	-6,42 %
Coût aidé HT	36,03 €	38,37 €	36,27 €	-5,47 %
Coût fiscal (TVA acquittée)	2,99 €	3,11 €	3,05 €	-1,93 %
Coût aidé TTC	39,02 €	41,49 €	**39,32 €**	-5,23 %

Le coût résiduel de la collecte et du traitement des ordures ménagères pour la collectivité est de 39,32 € / an / habitant desservi.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

➔ LES DECHETS RECYCLABLES

	2023	2024	**2025**	Variation 2025 / 2024
Tonnages traités	10 985	11 126	**11 081**	**-0,40 %**
Coût (en € / habitant)				
Coût complet	30,56 €	32,29 €	31,91 €	-1,18 %
Coût technique	27,81 €	27,75 €	27,80 €	+0,18 %
Coût partagé	14,91 €	14,94 €	15,12 €	+1,20 %
Coût aidé HT	14,52 €	14,72 €	15,11 €	+2,65 %
Coût fiscal (TVA acquittée)	1,23 €	1,33 €	1,37 €	+3,01 %
Coût aidé TTC	15,75 €	16,04 €	**16,48 €**	+2,74 %

Le coût résiduel de la collecte et du traitement des déchets recyclables est donc de 16,48 € / an / habitant desservi.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

→ LE VERRE

	2023	2024	**2025**	Variation 2025 / 2024
Tonnages traités	7 130	7 097	**6941**	**-2,20 %**
Coût (en € / habitant)				
Coût complet	2,55 €	2,83 €	2,66 €	-6,01 %
Coût technique	1,73 €	1,99 €	2,39 €	+20,10 %
Coût partagé	1,39 €	1,67 €	2,07 €	+23,95 %
Coût aidé HT	1,36 €	1,65 €	2,07 €	+25,45 %
Coût fiscal (TVA acquittée)	0,13 €	0,17 €	0,15 €	-11,76 %
Coût aidé TTC	1,48 €	1,82 €	**2,22 €**	+21,98 %

Le coût résiduel pour la collecte du verre est de 2,22 € / an / habitant desservi.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

→ LES DECHETERIES (HORS GRAVATS et AIRES DE DECHETS VERTS)

	2023	2024	**2025**	Variation 2025 / 2024
Tonnages traités	26 375	28 469	**29 011**	+1,90 %
Coût (en € / habitant)				
Coût complet	21,64 €	23,54 €	25,05 €	+6,41 %
Coût technique	19,99 €	21,33 €	22,78 €	+6,80 %
Coût partagé	19,12 €	20,60 €	21,81 €	+5,87 %
Coût aidé HT	18,83 €	20,40 €	21,77 €	+6,72 %
Coût fiscal (TVA acquittée)	1,14 €	1,27 €	1,41 €	+11,02 %
Coût aidé TTC	19,97 €	21,67 €	**23,18 €**	**+6,97 %**

Le coût résiduel pour l'utilisation des 5 déchèteries de l'agglomération est de 23,18 € / an / habitant desservi.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

➔ DECHETS ALIMENTAIRES (1ère année d'intégration dans la compta-coût)

	2025
Tonnages traités	**695**
Coût (en € / habitant)	
Coût complet	6,57 €
Coût technique	6,57 €
Coût partagé	6,57 €
Coût aidé HT	3,44 €
TVA acquittée	0,28 €
Coût aidé TTC	**3,72 €**

Le coût résiduel de la gestion des déchets alimentaires (collecte et gestion de proximité par les composteurs) de l'agglomération est de 3.72 € / an / habitant desservi.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

ANNEXE 6 – DETAIL DES CENTRES DE COUTS DU COMPTE ADMINISTRATIF DECHETS

SECTION D'INVESTISSEMENT

Vision globale en dépenses et en recettes (mouvements réels)

	CENTRE DE COUTS 2024 Collecte, tri, traitement		CENTRE DE COUTS 2025 Collecte, tri, traitement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Total crédits inscrits	3 612 969 €	206 250 €	4 113 960 €	362 879 €
Réalisations de l'année	3 316 162 €	12 513 €	3 801 838 €	330 624 €
% de réalisation	91,78 %	6,07 %	92,41 %	91,11 %

Principales réalisations par programme en dépenses et en recettes

↳ Programme 160 : Déchèteries

DEPENSES :

Budgété : 188 380 €
Réalisé : 175 090 €
Taux de réalisation : 92,95 %

Ces dépenses correspondent à des travaux sur la déchèterie du Spernot, à l'achat d'un portique pour l'aire de déchets verts de Penety et de travaux de voirie de la déchèterie de Lavallot.

↳ Programme 429 : collecte – matériel roulant

DEPENSES :

Budgété : 1 853 759 €
Réalisé : 1 853 759 €
Taux de réalisation : 100,00 %

Ces dépenses correspondent à l'acquisition d'équipements de collecte (bennes à ordures ménagères et camion grue).

RECETTES :

Budgété : 20 748 €
Réalisé : 20 748 €
Taux de réalisation : 100,00 %

Soutiens Fonds Vert : Caméra de tri sur BOM

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Programme 430 : collecte renouvellement des contenants

DEPENSES :

Budgété :	485 814 €
Réalisé :	367 961 €
Taux de réalisation :	75,74 %

Ce programme est dédié au renouvellement des bacs et conteneurs, à l'achat de conteneurs aériens et pièces détachées pour les conteneurs enterrés.
Les dépenses se déclinent ainsi :

- bacs ordures ménagères et recyclables 239 439 € (8 299 bacs livrés dont 2 190 nouvelles attributions et 6 109 remplacements de bacs),
- Systèmes de fermetures de bacs (jaunes) 61 478 €,
- conteneurs aériens et pièces détachées pour conteneurs enterrés : 67 045 €.

Programme 567 : Intégration urbaine de la collecte

DEPENSES :

Budgété :	222 761 €
Réalisé :	207 743 €
Taux de réalisation :	93,26 %

Ce programme porte sur l'installation de conteneurs enterrés : (626 points de collecte soit 1 799 conteneurs enterrés installés sur la collectivité fin 2025).

Frais de géomètre : 5 701 €
Acquisition de conteneurs : 109 556 €
Travaux d'installation des conteneurs : 92 486 €

Programme 637 : GER Collecte Centre Technique de la métropole

DEPENSES :

Budgété :	182 246 €
Réalisé :	73 053 €
Taux de réalisation :	40,08 %

Fournitures : 1 082 €
Portique : 9 780 €
Travaux portique aire de lavage : 62 191 €

Programme 679 : Gestion des biodéchets

Ce programme est dédié à la gestion des biodéchets : achat de composteurs, développement des composteurs collectifs, collecte des biodéchets par bacs individuels ou point d'apport volontaire et de véhicules dédiés à la collecte des biodéchets.

DEPENSES :

Budgété :	1 181 000 €
Réalisé :	1 124 233 €
Taux de réalisation :	95,19 %

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Acquisition d'abris bacs biodéchets : 478 555 €
Acquisition de composteurs : 43 606 €
Acquisition de benne biodéchets : 600 139 €

RECETTES :

Budgété : 336 481 €
Réalisé : 309 876 €
Taux de réalisation : 92,09 %

Soutien ADEME Fonds Vert

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Vision globale en dépenses et en recettes des centres de coûts

	Centre de coûts 2024 *Collecte, tri, traitement*		Centre de coûts 2025 *Collecte, tri, traitement*	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Total crédits inscrits	15 841 198 €	11 206 254 €	16 706 600 €	11 571 850 €
Réalisations de l'année	15 196 615 €	11 563 083 €	16 446 793 €	11 613 359 €
% de réalisation	95,93 %	103,18 %	98,44 %	100,36 %

Principales réalisations par imputations en dépenses et en recettes

↳ 70.220 : Piloter et gérer la direction

DÉPENSES :

Budgété : 33 568 €
Réalisé : 33 568 €
Taux de réalisation : 100,00 %

Dépenses de fonctionnement de la direction : frais de déplacement et de mission (5 755 €), participation aux frais de gardiennage du centre technique (16 631 €), entretien aire de lavages bennes (7 121 €), animations séminaires (3 360 €).
Pour information, les dépenses de personnel s'élèvent à 494 355 €.

RECETTES :

Budgété : 4 000 €
Réalisé : 2 530 €
Taux de réalisation : 63,26 %

Participation aux frais d'utilisation des véhicules de service.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

7212.221 : Collecter des déchets (tous flux)

DÉPENSES :

Budgété : 3 355 688 €
Réalisé : 3 251 524 €
Taux de réalisation : 96,89 %

Principales dépenses :
- entretien et réparations de matériel roulant : 1 370 289 €
- carburants : 729 240 €
- location camions bennes : 351 288 €
- traitement des encombrants : 150 277 €
- remboursement de trop-perçu de TEOM et redevance spéciale : 28 160 €
- maintenance préventive (dont lavage conteneurs) : 179 640 €
- location du local de stockage des bacs et composteurs : 90 497 €
- pièces détachées conteneurs enterrés et bacs : 140 522 €
- fournitures : 7 790 €
- assurances véhicules : 200 866 €
- repas agents collecte : 2 955 €

Pour information, les dépenses de personnel s'élèvent à 6 608 336 €.

RECETTES :

Budgété : 3 274 950 €
Réalisé : 3 306 229 €
Taux de réalisation : 100,96 %

Recettes principales : redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères des professionnels pour 3 246 194 €, mise à disposition de bacs 17 430 €, vente de matériaux 14 899 €, facturation bacs 4 510 €, cessions de véhicules 21 471 €.

7213.222 : Traiter les déchets ménagers résiduels et encombrants

DÉPENSES :

Budgété : 5 154 167 €
Réalisé : 5 154 167 €
Taux de réalisation : 100,00 %

Principales dépenses :
- traitement des ordures ménagères et biodéchets : 4 994 355 €
- taxes foncières des équipements de traitement (Spernot) : 91 709 €
- cotisation SYMEED 29 et Amorce : 68 102 €

RECETTES :

Budgété : 3 650 000 €
Réalisé : 3 654 618 €
Taux de réalisation : 100,13 %

Les recettes comprennent essentiellement le loyer des équipements de traitement des déchets du pôle de valorisation du Spernot loués à Sotraval-SPL et Sotraval-SEML pour un montant de 3 654 618 €.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

7213.223 : Gérer les déchèteries

DÉPENSES :

Budgété : 4 887 340 €
Réalisé : 4 887 169 €
Taux de réalisation : 100,00 %

Principales dépenses :
- traitement des déchets : 2 733 235 €
  (traitement des encombrants, incinérables et déchets verts par Sotraval)
- location et enlèvement des caissons déchets dangereux : 163 794 €
- location et enlèvement des caissons déchets inertes et amiante : 216 493 €
- prestations de bas de quai et de haut de quai : 1 623 231 €
- nettoyage plate-forme déchets verts Gouesnou : 32 335 €
- entretien réseaux et autres : 2 450 €
- gestion andains DV : 48 295 €
- fournitures et autres prestations : 2 881 €
- réparations diverses et lavage conteneurs à huiles : 3 645 €

Pour information, les dépenses de personnel s'élèvent à 58 922 €.

RECETTES :

Budgété : 699 800 €
Réalisé : 381 659 €
Taux de réalisation : 54,54 %

Reprise des ferrailles de déchèteries, batteries : 171 982 €
Soutiens OCAD3E, ECODDS et Eco-mobilier : 202 978 €
Facturation infractions déchèteries : 6 700 €
Claude de performance : 115 171 € (titre émis sur le budget 2026).

7213.224 : Réduire, trier et recycler les déchets

DÉPENSES :

Budgété : 3 275 838 €
Réalisé : 3 274 993 €
Taux de réalisation : 99,97 %

Principales dépenses :
- prestations de tri au centre de tri (prestation assurée par Sotraval) : 2 625 179 €
- collecte des cartons en centre-ville : 111 412 €
- chargement du verre : 34 195 €
- accompagnement au compostage : 93 874 €
- dépenses de communication : 47 283 €
- fournitures (bio-seaux, tiges aératrices et autres) : 99 415 €
- frais divers : 265 258 €
- locations mobilières et immobilières : 2 377 €

Pour information, les dépenses de personnel s'élèvent à 247 929 €.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

RECETTES :

Budgété : 3 943 100 €
Réalisé : 4 268 668 €
Taux de réalisation : 108,26 %

À noter :
- les soutiens Citéo (emballages + papiers) ***perçus*** en 2025 s'élèvent 2 872 833 €
- les recettes de reprise de matériaux : 977 218 €
- autres soutiens (Fonds Vert - Interreg) : 418 618 €

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

ANNEXE 7 - LA REDEVANCE SPECIALE POUR LES PROFESSIONNELS

- Nombre de clients professionnels facturés : 2 922

- Nombre de locaux exonérés de TEOM : 9 312

- Nombre d'attestations de tri 9 flux : 869

- La quantité maximale de déchets pouvant être prise en charge chaque semaine par le service public de gestion des déchets auprès d'un producteur qui n'est pas un ménage est fixé à 15 000 litres tous flux confondus

- Nombre de nouveaux professionnels en 2025 : 113 (dont 62 qui règlent la Redevance Spéciale (RS), 23 la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM), 11 en collecte privée et 17 en attente d'info).
  [*4 départs en 2025 dont 3 qui étaient facturés en RS et 1 qui était en TEOM*]

- Nombre de visites Triglaz : 24 visites ou sensibilisations par formation (notamment médiathèque, personnel Brest métropole).

- Nombre de nouveaux professionnels pour la collecte de leurs biodéchets : 75

- Nombre de visites dans le cadre d'un accompagnement : 60.

Montant en kilos euros

	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Facturations émises (7212.221 – 70612)	2 647	2 732	2 820	2 244	2 554	2 854	3 109	3 248	**3 246**
Réductions/annulations (7212.221 - 673)	7,7	12	11	19	12	7	11	14	**17**
Recette nette (en Millier d'€)	2 639	2 720	2 809	2 225	2 542	2 847	3 098	3 234	**3 229**
Variation en %	+ 1,23	+ 1,97	+ 3,27	- 20,79	+14,25	+12,00	+8,82	+4,39	- 0,15
Tarif annuel en €/litre	1,1811	1,1929	1,2227	1,2386	1,2386	1,272	1,3509	1,4264	1,4129

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

ANNEXE 8 – REPRENEURS ET PRESTATAIRES

Produits issus des collectes sélectives

Produits	*Repreneurs*	*Lieu de recyclage*	*Type de contrat*
Verre	Verallia	Chateaubernard (16) Rozet St Albin (02) Cognac (16)	Reprise Option Filières Citeo
Papiers (journaux, revues, magazines)	CDL SAS Omnipac	Allaire (56)	Reprise Individuelle
Plastiques	Valorplast	Brenouillé (60) Verdun (55) Colmar (68)	Reprise Option Filières Citeo
Acier	Guyot environnement	Brest (29)	Reprise Option Fédérations
Aluminium	Suez	Alunova Recycling (Allemagne) – Prezero Pyral (Allemagne) – HKS Belgium (Belgique) – Suez RV Métaux NF Isigny le Buat (50)	Reprise Option Filières
Emballages ménagers recyclables (cartons et papiers d'emballage)	Suez	Alizay (27) – Saint Etienne du Rouvray (76) – Descartes (37) – Burgo de Ebro (Espagne)	Reprise Option Fédérations
Briques alimentaires	Revipac	Hondouville (Eure)	Reprise Option Filières
Cartons non emballages et artisans	Sotraval	France	Reprise individuelle
Acier/aluminium issus de mâchefers	Sotraval	Acier : Brest (29) Aluminium : Lagny-sur-Marne (77) Longueil-sainte-Marie (60)	Reprise dans le cadre du contrat Sotraval

Produits issus des déchèteries

Produits	*Repreneurs*	*Lieu de recyclage*	*Type de contrat*
Ferrailles	Sotraval, puis Guyot Environnement	Brest (29)	Contrat
Huiles végétales	SARP Ouest - Véolia	Limay (78)	Marché
Huiles minérales	SARP Ouest - Véolia	Lillebonne (76)	Convention
Piles	Corepile	Paris (75)	Convention
DEEE	OCAD3E / Ecosytem	Fouesnant - PAM (29) Angers – GEMF (49)	Convention
Lampes usagées	OCAD3E / Ecosystem	Rogerville (76)	Convention

Contrats ou marchés de prestations

Objet	*Prestataire*
Collecte cartons centre-ville	Tribord
Gardiennage déchèteries	Suez RV Ouest
Gestion bas de quai déchèteries (transport caissons)	Suez RV Ouest
Gestion des locaux de réemploi	Un peu d'R
Gestion amiante-ciment	Suez RV Ouest
Rechargement déchets verts – aire de Pénéty GOUESNOU	SEGALEN ROUDAUT Transport
Transport caissons déchets verts - aire de Kérébars GUILERS	MARC SA
Collecte/traitement déchets dangereux	SARP Ouest
Collecte/traitement bouteilles de gaz	ONCIDIS

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Collecte/traitement amiante du Spernot	Suez RV Ouest
Collecte/traitement gravats du Spernot	Ouest Inerte
Collecte/traitement gravats de Plougastel	Ouest Inerte
Collecte/traitement gravats de Guipavas	Ouest Inerte
Gestion bas de quai déchèteries (transport caissons)	Suez RV Ouest

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

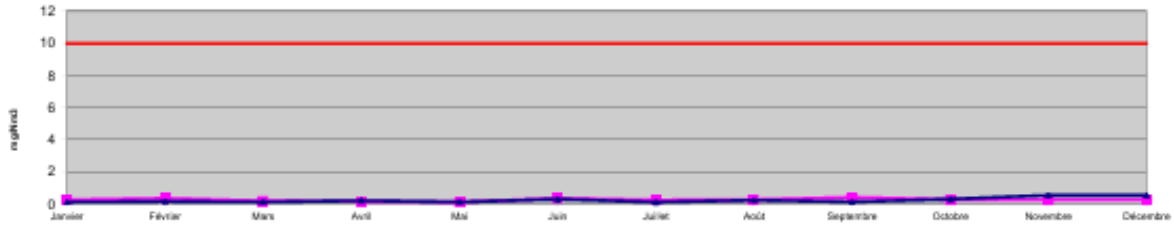
ANNEXE 9 - SUIVI ENVIRONNEMENTAL DE L'UVED

SUIVI ENVIRONNEMENTAL DE L'UNITE DE VALORISATION ENERGETIQUE DES DECHETS DU SPERNOT

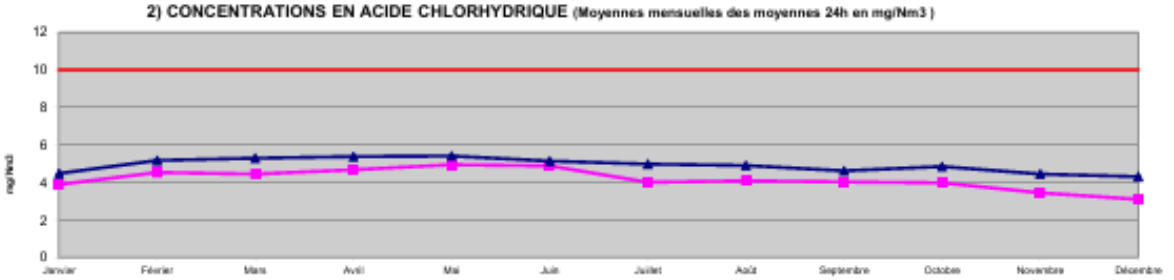
sotraval SPL

FICHE DE RESULTATS 2025
Mesures en continu

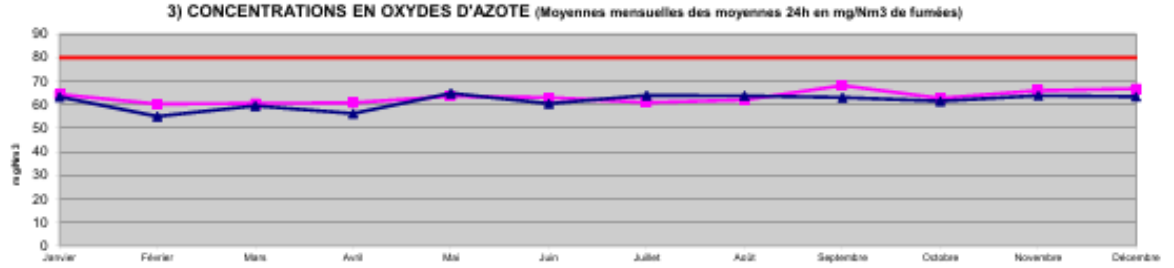
1) CONCENTRATIONS EN POUSSIERES (Moyennes mensuelles des moyennes 24h en mg/Nm3 de fumées)



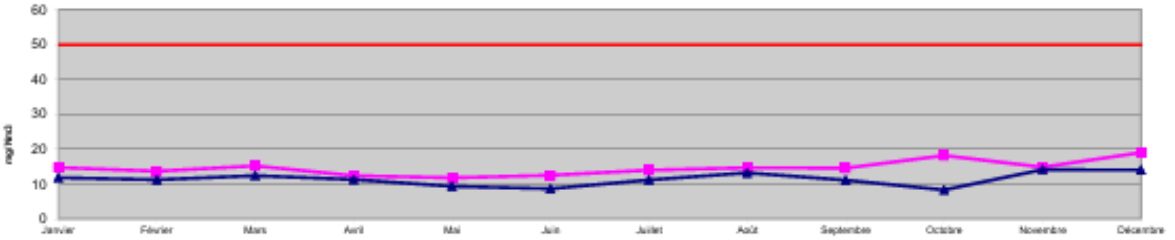
2) CONCENTRATIONS EN ACIDE CHLORHYDRIQUE (Moyennes mensuelles des moyennes 24h en mg/Nm3)



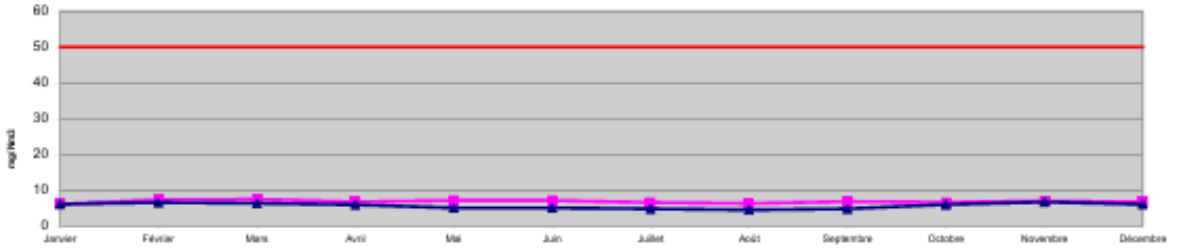
3) CONCENTRATIONS EN OXYDES D'AZOTE (Moyennes mensuelles des moyennes 24h en mg/Nm3 de fumées)



4) CONCENTRATIONS EN MONOXYDE DE CARBONE (Moyennes mensuelles des moyennes 24h en mg/Nm3 de fumées)

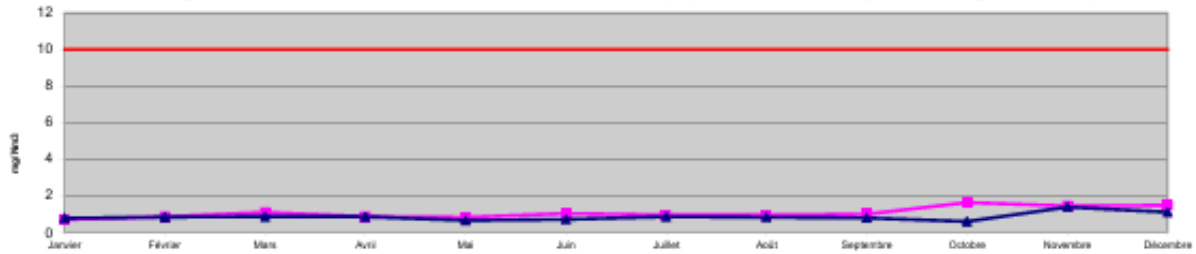


5) CONCENTRATIONS EN DIOXYDE DE SOUFRE (Moyennes mensuelles des moyennes 24h en mg/Nm3 de fumées)

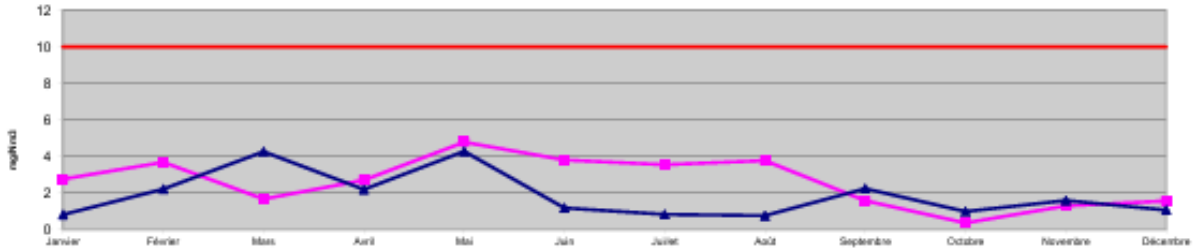


Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

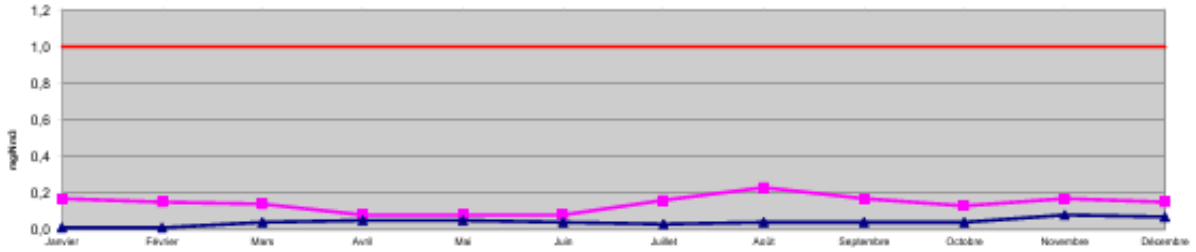
6) CONCENTRATIONS EN CARBONE ORAGNIQUE TOTAL (Moyennes mensuelles des moyennes 24h en mg/Nm3 de fumées)



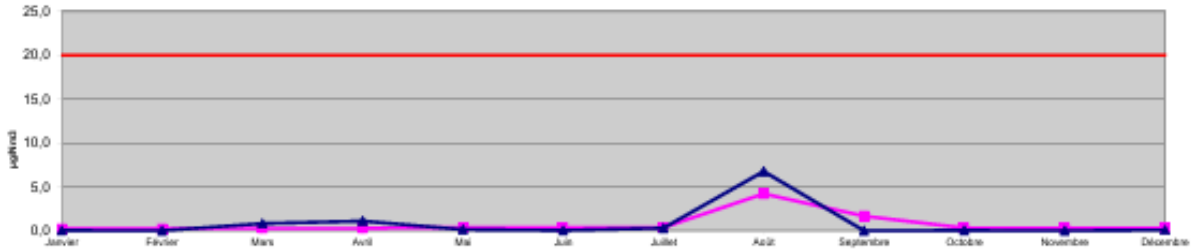
7) CONCENTRATIONS EN AMMONIAQUE (Moyennes mensuelles des moyennes 24h en mg/Nm3 de fumées)



8) CONCENTRATIONS EN ACIDE FLUORHYDRIQUE (Moyennes mensuelles des moyennes 24h en mg/Nm3 de fumées)



9) CONCENTRATIONS EN MERCURE (Moyennes mensuelles des moyennes 24h en µg/Nm3 de fumées)



Commentaires

Rouge: NORME *Magenta: FOUR* *Bleu: FOUR 2*

Organisation des mesures

Mesures en continu effectuées par des analyseurs.
Chaque ligne est équipée :
- 1 analyseur MIR FT (ENVEA) : HCl, SO2, CO, COT, NOx, NH3, O2, CO2, H2O, T°C et débit et vitesse cheminée
- 1 analyseur poussières opacimètre Qal 181 PCME (ENVEA)
- 1 analyseur redondant MIR FT (ENVEA) : HCl, SO2, CO, COT, NOx, NH3, O2, CO2, H2O, T°C et débit et vitesse cheminée
- 1 analyseur poussières redondant opacimètre Qal 181 PCME (ENVEA)
- 1 Amesa pour PCDD/F (ENVEA)

Expression des résultats

Conformément à la réglementation, l'ensemble des résultats sont exprimés en conditions standard, correspondant à une pression de 1013 hectopascals, une température de 0°C, une teneur en eau nulle (gaz sec) et une teneur en dioxyde de carbone de 9 %.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

SUIVI ENVIRONNEMENTAL DE L'UNITE DE VALORISATION ENERGETIQUE DES DECHETS DU SPERNOT

FICHE DE RESULTATS 2025
Campagnes d'analyse

10) CONCENTRATIONS EN DIOXINES A L'EMISSION *(Mesures trimestrielles, en nanogrammes/TEQ/Nm3 de fumées)*

Trimestre *Date de la mesure*	1 *19 au 24 mars*	2 *14 au 15 mai*	3 *29 au 30 juil*	4 *Contrôle inopiné*
Four 1	0,003	0,003	0,001	0,006
Four 2	0,000	0,001	0,001	0,002

Moyenne	Seuil réglementaire
0,003	0,08 ng /m3
0,001	

11) CONCENTRATIONS EN DIOXINES EN SEMI-CONTINU *(Mesures par période de 4 semaines, en ng/TEQ/Nm3 de fumées)*

Période concernée	*23déc-21janv*	*21janv-18fev*	*18fev-18mar*	*18mar-14avr*	*14avr-14mai*	*14mai-11juin*	*11juin-8juil*
Four 1	0,0017	0,0016	0,0044	0,0025	0,0022	0,0130	0,0026
Four 2	0,0015	0,0034	0,0026	0,0024	0,0028	0,0060	0,0021

Période concernée	*8juil-4août*	*4août-2sept*	*2sept-29sept*	*29sept-29oct*	*29oct-24nov*	*24nov-22dec*	Moyenne	Seuil réglementaire
Four 1	0,0020	0,0034	0,0399	0,0061	0,0046	0,0016	0,0066	0,08 ng /m3
Four 2	0,0014	0,0015	0,0054	0,0068	0,0019	0,0014	0,0030	

12) CONCENTRATIONS EN METAUX A l'EMISSION *(Mesures semestrielles, en µg/Nm3 de fumées sec rapporté à 11% d'O2)*

	Four 1	Four 2	Four 1 *Contrôle inopiné*	Four 2 *Contrôle inopiné*
Date de la mesure	*19-mars*	*20-mars*		
Métaux lourds (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V)	*10,47*	*9,12*	*13,00*	*6,70*
Cd*+Tl *	*0,080*	*0,173*	*11,000*	*0,050*
Hg *	*0,012*	*1,200*	*0,390*	*0,710*

Moyenne	Seuils réglementaires
10	300 µg/m3
2,813	20 µg/m3
0,578	20 µg/m3

(*) : Cd = cadmium et ses composés, Tl = thallium et ses composés, Hg = mercure et ses composés

Commentaires

Tous les résultats sont conformes à la réglementation

Organisation des mesures

. Pour les dioxines à l'émission : campagnes d'intervention externes par des prestataires indépendants, certifiés COFRAC et agréés par le Ministère de l'environnement, retenus après consultation par SOTRAVAL

Organisme ayant effectué les prélèvements et l'interprétation des résultats : ***APAVE / SOCOTEC***

Laboratoire ayant effectué l'analyse des prélèvements : ***CARSO / MICROPOLLUANTS TECHNOLOGIE***

Normes de prélèvement et d'analyse : norme NF-EN 1948

. Pour les dioxines en semi-continu : prélèvements des gaz en continu avec accumulation sur cartouche de résine , changement et analyse des cartouches toutes les 4 semaines maximum

Préleveurs en continu AMESA, installation et extraction cartouches effectuées par ***ENVIRONNEMENT SA***

Laboratoire ayant effectué l'analyse des prélèvements : ***KALIAIR***

. Pour les métaux : campagnes d'intervention externes par des prestataires indépendants, certifiés COFRAC et agréés par le Ministère de l'environnement, retenus après consultation par SOTRAVAL

Organisme ayant effectué les prélèvements et l'interprétation des résultats : ***APAVE /SOCORAIR***

Laboratoire ayant effectué l'analyse des prélèvements : ***CARSO / MICROPOLLUANTS TECHNOLOGIE***

Normes de prélèvement et d'analyse :norme XP.X 43-051

Expression des résultats

- Conformément à la réglementation, l'ensemble des résultats sont exprimés en unité de masse par Normal-m3 (Nm3) de gaz, c'est à dire pour le volume de gaz correspondant à des conditions standard de température, de pression et de teneurs en eau et en Oxygène, soit une pression de 1013 hectopascals, une température de 0°C et teneur en eau nulle (gaz sec) et une teneur en oxygène de 11 %.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

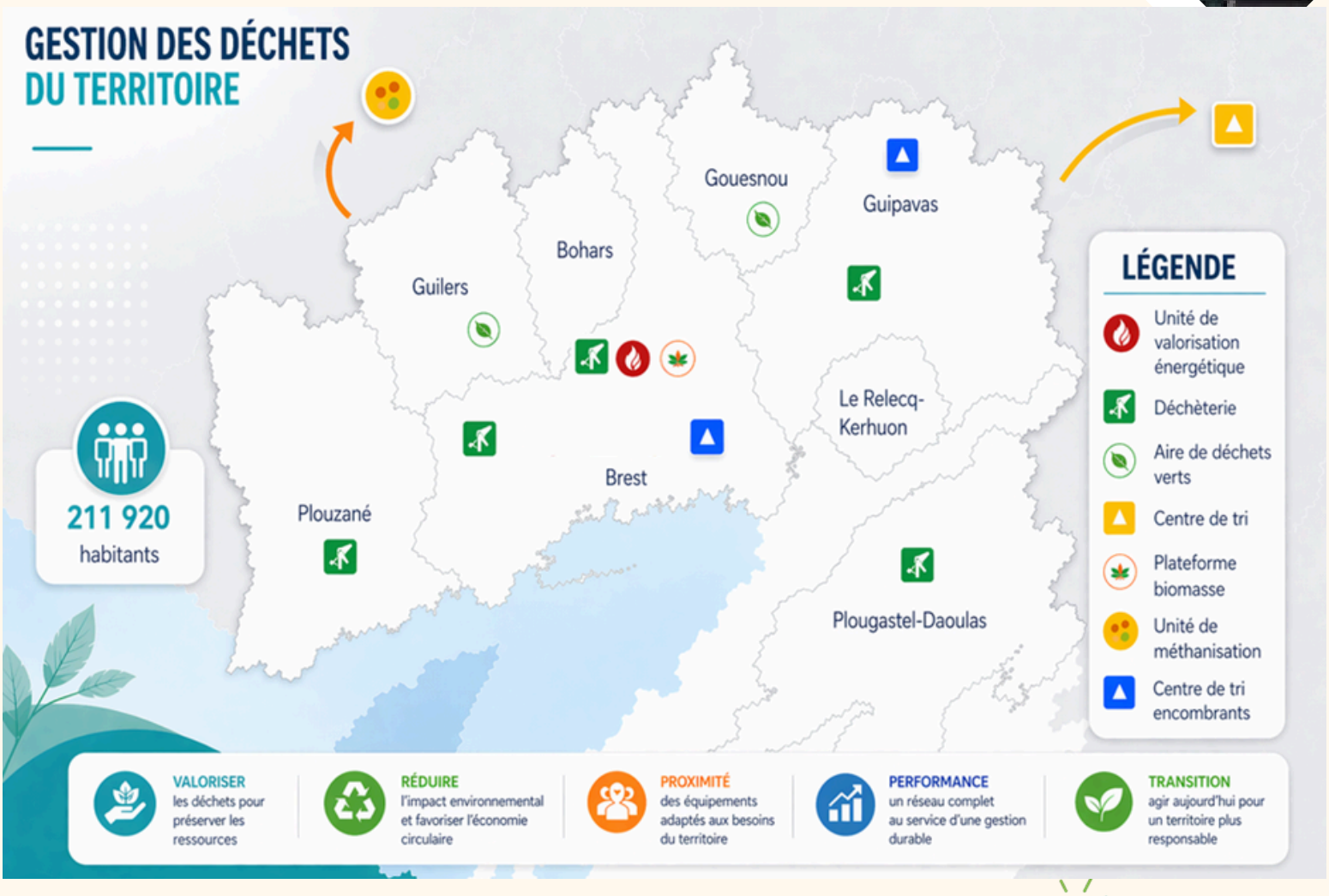
SYNTHESE DU RAPPORT ANNUEL 2025

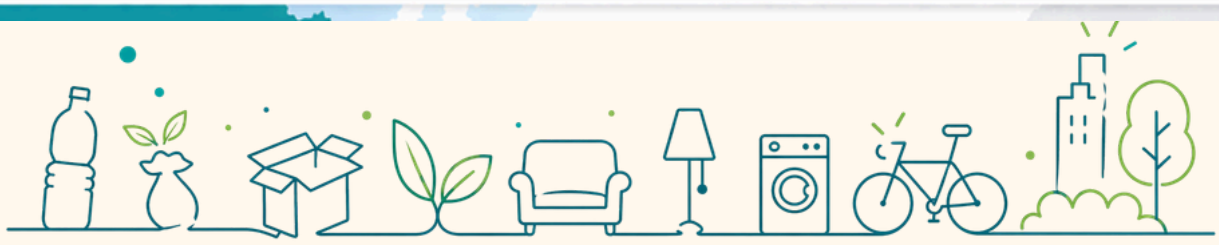
sur le prix et la qualité du service public de

Prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés









Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Retour sur les événements marquants 2025 !

✅ Déploiement des points d'apports volontaires biodéchets : 484 fin 2025

✅ Arrivée du "Tri mobile"

✅Création de l'opération « mon quartier trie »

✅La naissance des brigades du Tri : plus de 300 usagers professionnels contrôlés et sensibilisés au tri

✅Arrêt de la collecte des textiles : remise à plat de l'organisation de l'ensemble de la filière.

✅ Un projet « Service Public de Gestion des Déchets 2.0 » sur la rampe de lancement : un renouvellement des outils informatiques aux services des usagers

✅ Un bilan positif au passage de la collecte tous les 15 jours grâce à une communication efficace et adaptée. Peu de remontées négatives en 2025.

✅ Renouvellement du marché d'exploitation des déchèteries qui a débuté au 1er janvier 2026









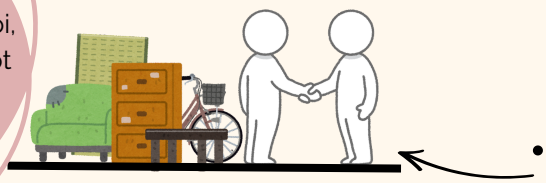
LES PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS

- Réfection du bas de quai de la déchetterie de Guipavas
- 3 bennes, 1 benne spécifique déchet alimentaire et 1 camion grue
- Suppression d'un algéco provisoires par des bureaux
- Achats d'Abri-bacs pour les biodéchets, composteurs.
- Achats de bacs, de conteneurs aériens et enterrés.

TOTAL DES INVESTISSEMENTS 2025
3,8 millions d'€ TTC

QUELS OBJECTIFS À L'HORIZON 2027-2032 ?

✅ Inciter à la réparation, au réemploi, ou don, vente ou dépôt en déchèteries où les encombrants sont mieux valorisés



- Inscrire le service public dans le cadre des orientations nationales, régionales et locales de réduction de la production des déchets et d'amélioration de leur valorisation
- Lutter contre les dépôts sauvages et mieux gérer les encombrants
- Augmenter le tri à la source des déchets alimentaires
- Informer, former et sensibiliser les usagers à la réduction et la valorisation de leurs déchets.



✅ Amplifier le geste de tri des déchets alimentaires et l'inscrire dans la durée.
✅ Déployer le compostage individuel et collectif.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

La prévention des déchets

COMPOSTER POUR RÉDUIRE D'1/3 SA POUBELLE D'ORDURES MÉNAGÈRES



En 2025, 1 272 composteurs distribués

14 020 composteurs distribués depuis 2015

122 sites de compostage partagé

LA VALORISATION DES VÉGÉTAUX

15 000 tonnes de végétaux déposées/an dans les déchetteries
80 % valorisables directement dans les jardins

Test : l'opération "broyons malin !"



"sapin malin !"
10 684 sapins broyés
85.5 tonnes de déchets verts évités



Sensibilisation des habitants

754 foyers ont été sensibilisés au tri des déchets autour de nouveaux points de collecte





40 animations terrain
4 000 kits distribués
300 élèves sensibilisés

250 étudiants sensibilisés

875 élèves en visites (centre de tri)

543 élèves en animations scolaires (22 classes)

726 visites ont été effectuées à des usagers suite à des erreurs de tri

La collecte

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

DES CONTENANTS ADAPTÉS À CHAQUE MODE DE COLLECTE

124 946 bacs



Tri | ordures ménagères

En 2025 : 8 300 bacs attribués ou remplacés

698 conteneurs aériens
1 799 conteneurs enterrés



Tri | ordures ménagères | Verre

484 abris bacs



Déchets alimentaires

93 000 usagers desservis

LES CHIFFRES CLÉS 2025 DE LA COLLECTE

88,28 € / habitant / an

Pour collecter, traiter et valoriser les déchets des usagers

Ordures résiduelles ménagères



75% de la poubelle d'ordures ménagères sont composés de déchets qui ne devraient pas y être (tri, compostage, dépôts en déchèteries...)

40 356 tonnes collectées
191kg / habitant / an (+/- 0 kg))
39,3€/an/habitant desservi

Tri :



11081 tonnes collectées
51 kg / habitant / an (-1 kg)
16,48 €/an/habitant desservi

Verre :



6891 tonnes collectées
33 kg / habitant / an (-1 kg)
2,22 €/an/habitant desservi

Collectes spécifiques :

Encombrants et Déchets électriques et électroniques (DEEE):



553 tonnes collectées
3 kg/an/habitant (+/-0)
1,35 €/an/habitant desservi

Déchets alimentaires:



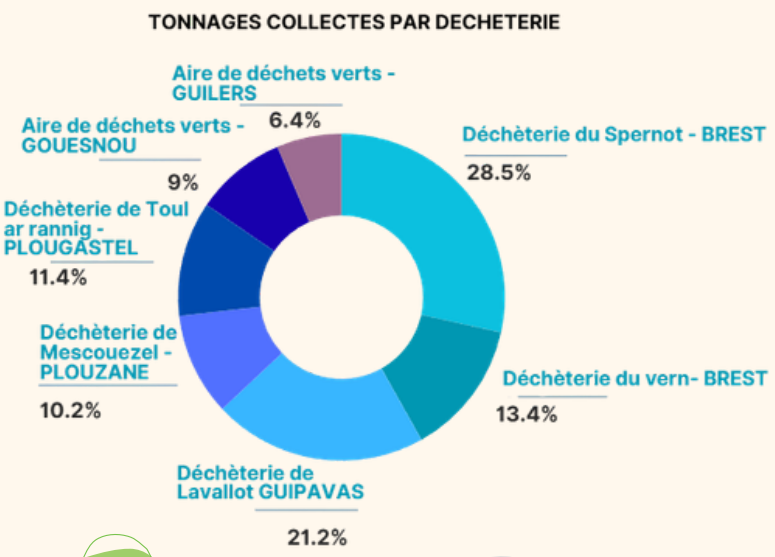
695 tonnes collectées (+432 T)
7 kg/an/habitant desservi
3,72 € /an/habitant desservi

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Les déchèteries

LES CHIFFRES CLÉS

41 415 tonnes ont été apportés dans les déchèteries soit 195 kg par habitant (+4kg).



4 FLUX CONSTITUENT, À EUX SEULS, 84% DES TONNAGES RÉCEPTIONNÉS EN DÉCHÈTERIE : LES VÉGÉTAUX, LES ENCOMBRANTS/INCINÉRABLES, LES GRAVATS ET LE BOIS.



Déchets verts

- 16 464 tonnes
- -3.41%



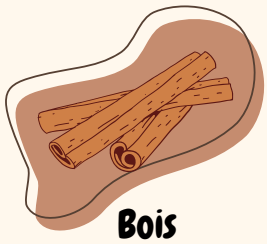
Gravats

- 6 004 tonnes
- +3.52%



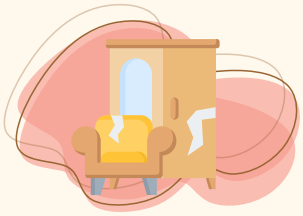
Enombrants / incinérables

- 9 260 tonnes
- + 31.97%



Bois

- 3 161 tonnes
- +31.88%



Mobilier

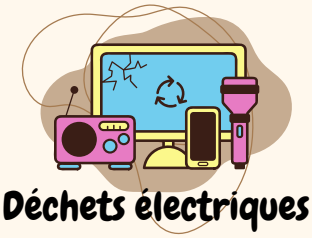
- 1 774 tonnes
- -45%

Coûts de collecte supportés par l'éco organisme Valdélia



Cartons

- 834 tonnes
- +4.46%



Déchets électriques et électroniques

- 1 258 tonnes
- +0.80%

Coûts de collecte supportés par l'éco organisme Ecosystem

Autres déchets

ferrailles, batteries, plâtre, plastiques rigides, articles de sports, article de bricolage et jouets...

- 2 660 tonnes
- -4.17%

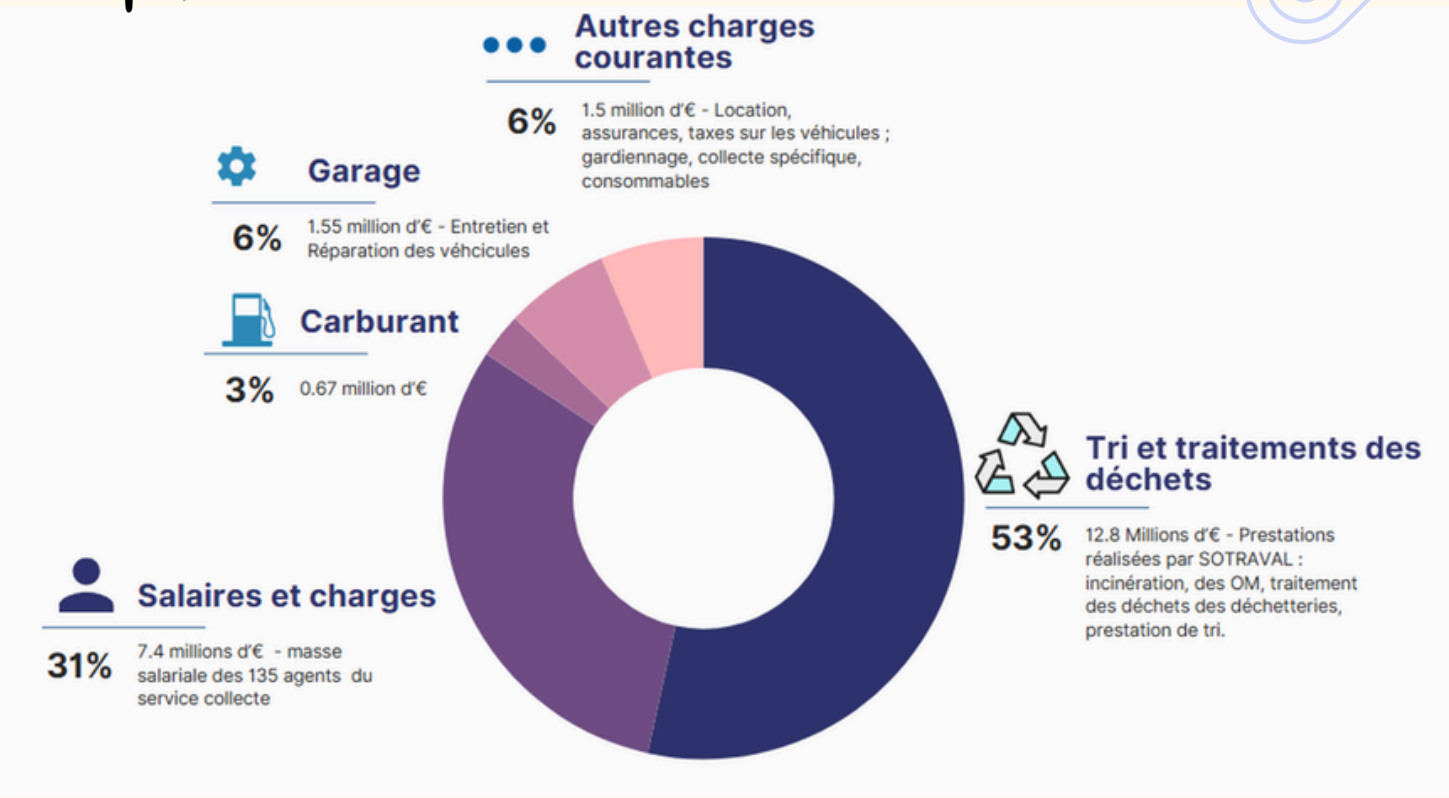
Zone de réemploi dans les déchèteries

3 locaux réemplois installés en 2025
39.54 tonnes de déchets évités

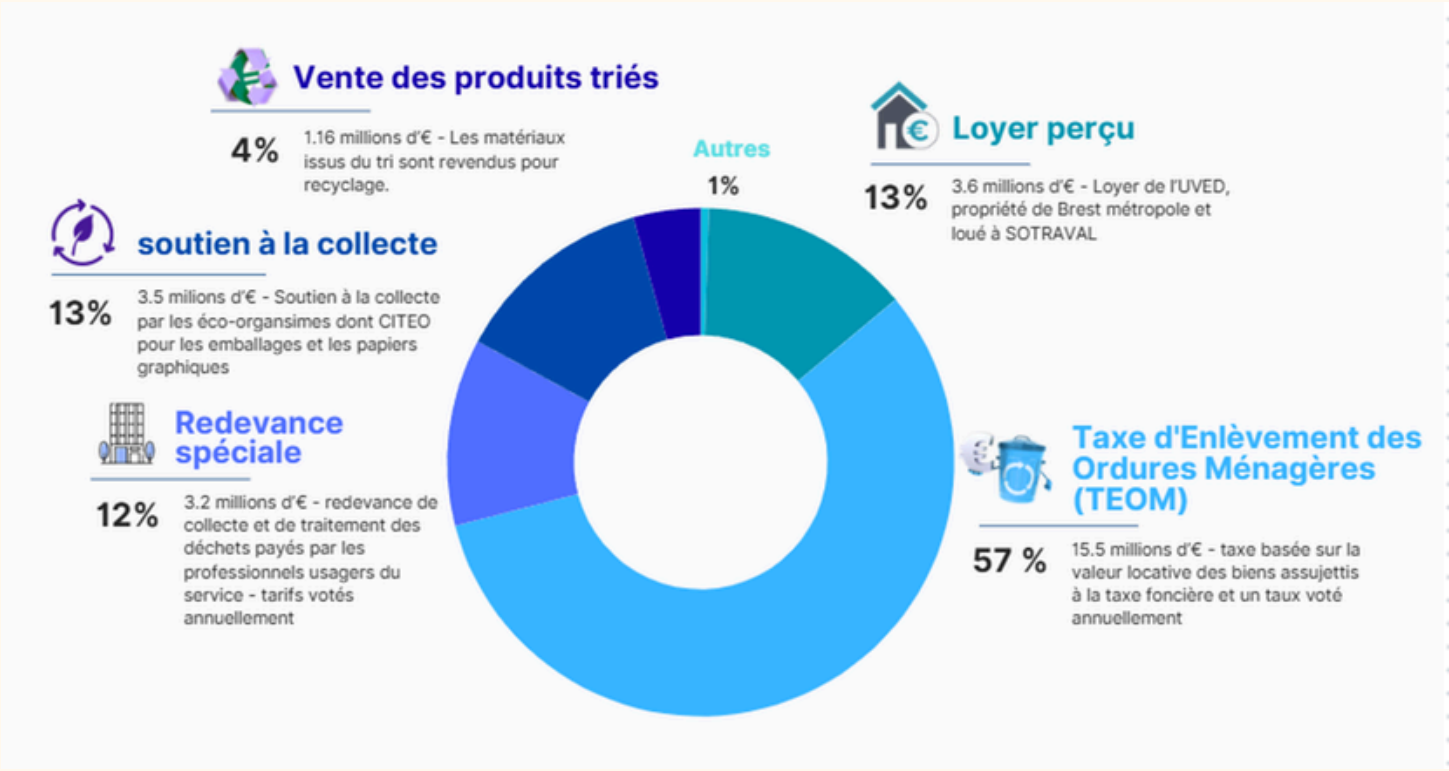
Le cadre général du budget

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Les dépenses



Les recettes



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_02-DE

Le traitement des déchets

COMPÉTENCE DÉLÉGUÉE À SOTRAVAL

9 intercommunalités
425 000 habitants concernés

Rayonnement de Sotraval



LES PRINCIPAUX SITES DE TRAITEMENT

L'Unité de Valorisation Energétique (UVE) du Spernot pour les ordures ménagères

· Incinère les déchets
· Produit chaleur et électricité
· 30 000 tonnes de CO_2 évitées en 2025
· 413 000 tonnes évitées depuis 2003

→ Alimente :
· **12 000** logements
· Nombreux bâtiments publics



Le centre de tri de Triglaz à Plouedern

39 794 tonnes traitées dont 11 087 tonnes issues de Brest métropole. → **1.16** millions de recette pour Brest métropole en 2025

Les papiers et emballages sont triés en 14 matières différentes pour être revendues à des recycleurs en grande majorité en france, sinon en Europe.



La plateforme biomasse du Spernot

· Le broyage des déchets verts
· Leur transformation en compost (via agriculture locale)

→ Valorisation en : Compost agricole, Paillage, Énergie (bois biomasse)



Tri des déchets industriels banals (TRIDIM)

traite les déchets encombrants : encombrants, gravats, bois, ferrailles… Un tri en plate-forme est réalisé pour la récupération des matériaux valorisables : bois, papiers, cartons, ferrailles. → Environ **4 700** tonnes traitées/an

Usine de méthanisation de Plourin

transforme les déchets alimentaires collectés en méthane pour produire de l'électricité. → **695** tonnes pour Brest métropole en 2025

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Ville de PLOUGASTEL Daoulas

2026.10.03

OBJET

Rapport sur le prix et la qualité des services de l'eau potable et l'assainissement - Année 2025

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 28
Nombre d'absents : 0
Procurations : 5

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire**.

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Clément POUPON, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Nicolas HUSSON donne pouvoir à Damien RIVIER, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Rapport sur le prix et la qualité des services de l'eau potable et l'assainissement année 2025

Rapporteur :
Dominique CAP Maire

Exposé
Depuis le 1er avril 2012, la Société Publique Locale « Eau du Ponant » est devenu l'exploitant du service d'eau potable et d'assainissement et, à ce titre, exploite les réseaux d'eau et d'assainissement de la communauté urbaine, finance et réalise les travaux neufs et de renouvellement et gère la relation avec les usagers. Cette société publique locale associe les syndicats d'eau potable du chenal, du Four, de Kermorvan, de Landerneau et Brest métropole.
La SPL « Eaux du Ponant », régie par les règles du droit privé, exploite les réseaux de ces territoires dans le cadre d'une délégation de service public, par le biais de deux contrats de concession de travaux et de service public d'une durée de 99 ans. Le rapport annuel 2025 comprend une présentation générale, les faits marquants 2025, des données techniques, économiques et financières et une présentation de l'organisation générale. Le rapport 2025 a été mis à la disposition des membres du conseil municipal.
Le Conseil municipal est invité à prendre connaissance de ce dossier pour l'année 2025.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- De prendre acte du rapport sur le prix et la qualité des services de l'eau potable et de l'assainissement pour l'année 2025.

Projet de délibération soumis à la :
Commission 3 UTP 2026-2032 du 01 octobre 2026
Commission 1 FST 2026-2032 du 01 octobre 2026

Délibération du Conseil Municipal : le conseil prend acte

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire

Publié le 20 octobre 2026

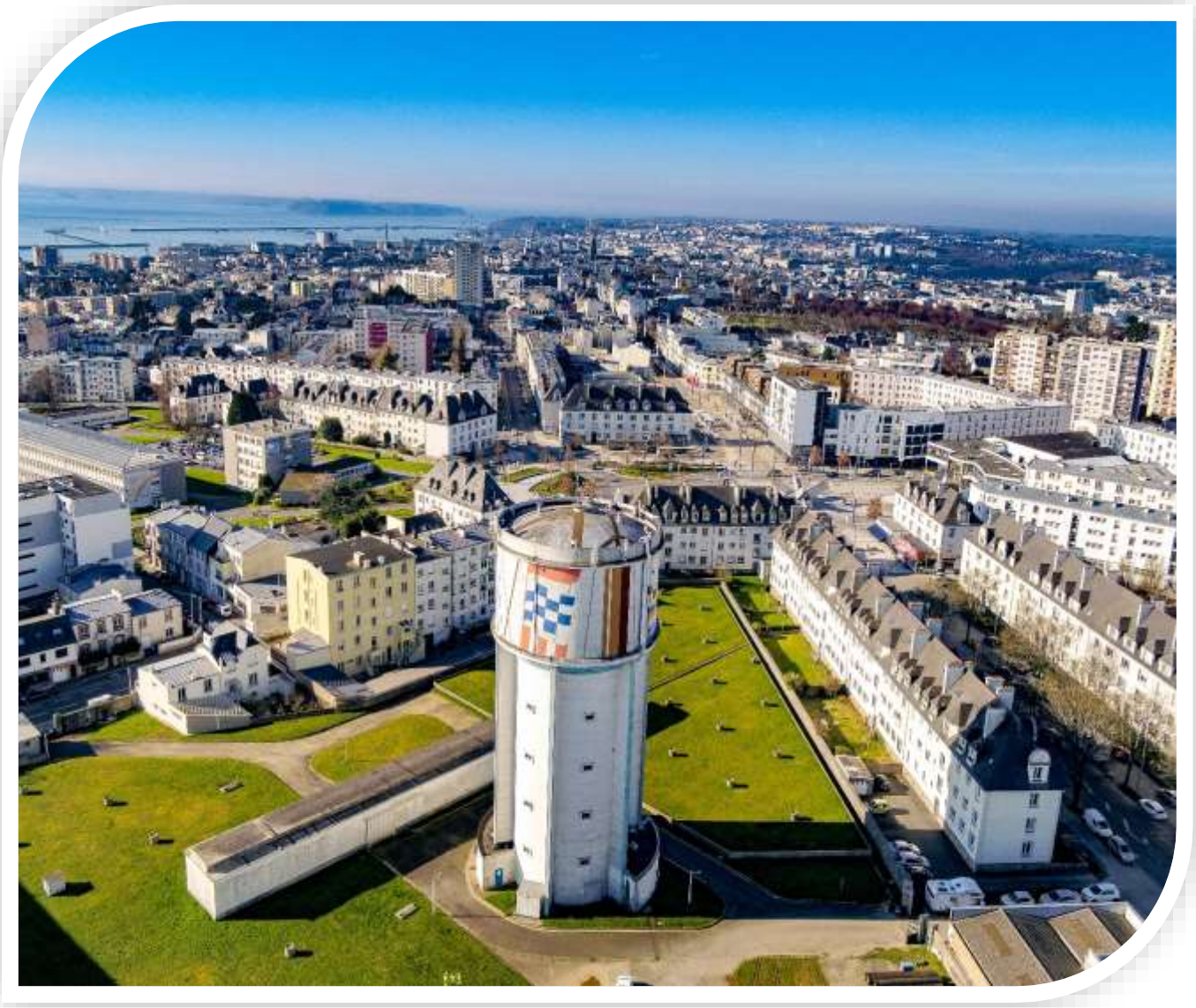
Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

RPQS 2025 Brest métropole

Brest MÉTROPOLE

Eau du Ponant
Société Publique Locale



Rapport sur le Prix et la Qualité des Services de l'Eau Potable et de l'Assainissement

2025

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025

SOMMAIRE

Partie 1. Présentation générale 5

1. Cadre réglementaire 6
2. Les compétences en matière d'eau et d'assainissement 7
3. Le SAGE de l'Elorn (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) 8
3.1 Périmètre du SAGE de l'Elorn 8
3.2 Objet du SAGE de l'Elorn 8
3.3 Les actions portées par le Syndicat de Bassin de l'Elorn 9
4. Le SAGE du Bas-Léon 10
4.1 Périmètre du SAGE du Bas-Léon 10
4.2 Les enjeux du SAGE Bas-Léon 11
4.3 Les actions du Syndicat des Eaux du Bas-Léon sur le territoire de Brest métropole 11
5. Eau du Ponant 12
6. L'organisation et la gestion des services publics de l'eau potable et de l'assainissement 14
6.1 Le rôle d'Eau du Ponant 14
6.2 Le rôle de Brest métropole 14
6.3 Comment contacter Eau du Ponant ? 14
6.4 La Charte de Service Abonné 15
6.5 Données caractéristiques de l'activité « relations aux usagers » en 2025 16
7. Le prix de l'eau et son évolution 20
7.1 Le prix de vente du mètre cube 20
7.2 La facture moyenne pour l'usager 22
7.3 L'évolution des tarifs 22
8. La coopération décentralisée 24
Phase I (2020-2021) 25
Phase II (2022-2025) 25
Phase III (2025-2028) 26

Partie 2. Le service public de l'eau potable 27

1. Faits marquants 2025 28
2. Données techniques 30
2.1 Le schéma d'alimentation en eau potable 30
2.2 La production 31
2.3 La distribution 39
2.4 Projets en vue d'améliorer la qualité du service 45
3. Données économiques et financières 46
3.1 Le patrimoine 46

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025

3.2 La dette (données service Finances Brest métropole) 46
3.3 Détails des éléments tarifaires 47
4. Travaux **48**
4.1 Les travaux de renouvellement 48
4.2 Les travaux neufs 48
Partie 3. Le service public de l'assainissement collectif **50**
1. Faits marquants 2025 **51**
2. Données techniques **52**
2.1 Le schéma général d'assainissement 52
2.2 Bilan de l'activité système de traitement 54
3. Données économiques et financières **70**
3.1 Le patrimoine 70
3.2 La dette *(données service Finances Brest métropole)* 70
3.3 Détails des éléments tarifaires 70
4. Travaux **72**
4.1 Les études 72
4.2 Les travaux de renouvellement 72
4.3 Les travaux neufs 72
4.4 Préconisations 73
Partie 4. Le service public de l'assainissement non collectif **74**
1. Faits marquants 2025 **75**
2. Organisation générale **75**
2.1 Les missions déléguées à Eau du Ponant 76
2.2 Les différents types de contrôles 76
2.3 Les dispositions financières 79
2.4 Le règlement de service 81
2.5 *Le bilan des contrôles réalisés en 2024* 81
Annexe 1 – Note d'information légale de l'Agence de l'Eau 88
Annexe 2 – les indicateurs de performance réglementaires : 92
Annexe 3 – Synoptique de fonctionnement de l'usine de Pont-ar-Bled 97
Annexe 4 – Bilans hydrauliques 98
Annexe 5 – Taux de rendement, Indice linéaire des pertes en réseau et Indice des volumes non comptés – Historique des valeurs et données de calcul 100
Annexe 6 – Fiche patrimoine du service de l'eau potable – Fiches bilan études et travaux 102
Annexe 7 – Données de qualité eau potable 123
Annexe 8 - Synoptique de fonctionnement de la STEP de Zone Portuaire 129
Annexe 9 - Synoptique de fonctionnement de la STEP de Maison Blanche 130

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Annexe 10 – Données de traitement des eaux usées 131

Annexe 11 – Fiche patrimoine du service de l'assainissement collectif – Fiches bilan études et travaux 138

Annexe 12 – CARE 2025 des contrats d'eau et d'assainissement 148

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Partie 1. Présentation générale

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025

1. Cadre réglementaire

Le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) est un document produit tous les ans par chaque service d'eau et d'assainissement pour rendre compte aux usagers du prix et de la qualité du service rendu pour l'année écoulée.

C'est un document public (dès lors qu'il a été validé par l'assemblée délibérante de la collectivité) qui répond à une exigence de transparence interne (le service rend compte annuellement à sa collectivité de tutelle et le maire ou le président présente ce rapport à son assemblée délibérante) mais également à une exigence de transparence à l'usager, lequel peut le consulter à tous moments au siège de son service.

L'article D2224-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que « le Maire ou le Président de l'établissement public de coopération intercommunale doit présenter à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné ». La loi du 27 février 2002, relative à la démocratie de proximité, a par ailleurs renforcé les prérogatives des commissions consultatives des services publics locaux, en étendant leurs attributions à l'examen obligatoire de ce rapport chaque année. Enfin, une liste déterminée d'indicateurs de performance est à renseigner : ceux-ci figurent en *annexe 2*.

Brest métropole compte environ 219 395 habitants pour une superficie de 220 km² s'étendant sur ses 8 communes membres. (Source : INSEE Recensement de la population légale millésimée 2023 entrant en vigueur au 1er janvier 2026).

Le périmètre du service confié à Eau du Ponant s'étend sur 8 communes : Bohars, Brest, Gouesnou, Guilers, Guipavas, Le Relecq-Kerhuon, Plougastel-Daoulas et Plouzané.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE



Ce territoire est intimement lié à la rade de Brest, point de convergence de l'immense bassin versant que représente le centre Finistère, et en particulier des rivières Aulne et Elorn. La Rade de Brest est réputée pour sa biodiversité ainsi que pour les activités de pêche, de conchyliculture, de baignade et de tourisme. Mais ses richesses et sa qualité sont menacées par les apports en nutriments et polluants en provenance de ses bassins versants.

2. Les compétences en matière d'eau et d'assainissement

Brest métropole, et avant elle dès son origine la communauté urbaine, exerce la compétence dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement collectif.
Elle assure aussi, depuis sa mise en place au 1er juillet 2005, le service public de l'assainissement non collectif (SPANC).

Brest métropole assure plus généralement une compétence dans le domaine de la qualité de l'eau (gestion du grand cycle de l'eau, protection de la ressource, gestion des périmètres de protection, restauration de milieux aquatiques et de zones humides…) ainsi que dans le domaine des eaux pluviales.

Au titre de ces compétences, Brest métropole est membre ou actionnaire des entités suivantes :

- Syndicat de Bassin de l'Elorn (SBE)
- Syndicat des Eaux du Bas-Léon (SEBL)
- Eau du Ponant, Société Publique Locale

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Diverses conventions de partenariat sont par ailleurs en vigueur avec différentes collectivités du territoire pour organiser des échanges d'eau ou du partage de moyens d'assainissement.

3. Le SAGE de l'Elorn (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux)

3.1 Périmètre du SAGE de l'Elorn

Brest métropole est en grande partie située sur le territoire du SAGE de l'Elorn, qui se confond avec celui du Syndicat de bassin de l'Elorn, englobant les bassins versants du nord de la rade de Brest, de Plouzané (plage de Ste Anne du Portzic) à Hanvec (anse de Kéroullé), et de Landivisiau à Commana, en passant par Landerneau et son Pays.



Territoire du SAGE et du Syndicat de bassin de l'Elorn

42 communes concernées

Superficie : 726 km²

3.2 Objet du SAGE de l'Elorn

Le SAGE de l'Elorn, approuvé en 2010, est un document de planification de la politique locale de l'eau qui fixe les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau superficielle et souterraine, et des écosystèmes aquatiques, ainsi que de préservation des zones humides, en déclinaison des objectifs du SDAGE Loire-Bretagne.

La Commission Locale de l'Eau (CLE) est l'instance de gouvernance du SAGE, le « parlement local de l'eau ». Elle est composée pour moitié des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, pour un quart de représentants des usagers, riverains, organisations socioprofessionnelles et associatives, et pour le quart restant de représentants de l'Etat et de ses établissements publics.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025

L'animation du SAGE est assurée par le Syndicat de Bassin de l'Elorn (SBE).

Les grands enjeux du SAGE de l'Elorn sont :

- Enjeu principal : qualité des eaux et satisfaction des usages qui en sont tributaires
    - Améliorer la qualité des eaux littorales dont dépendent des usages perturbés par la contamination bactériologique et les phénomènes d'eutrophisation,
    - Améliorer la qualité des eaux douces, pour lesquelles la production d'eau destinée à la consommation humaine représente un enjeu majeur.
- Second enjeu : préservation et gestion des milieux naturels
    - Les zones humides,
    - Le bocage,
    - Les milieux aquatiques,
    - La biodiversité estuarienne et marine de la rade.
- Troisième enjeu : la gestion quantitative
    - Concilier l'évolution des prélèvements sur la ressource avec le respect des contraintes environnementales spécifiques à chaque cours d'eau.
    - Lutter contre les inondations

3.3 Les actions portées par le Syndicat de Bassin de l'Elorn

Dans le cadre des orientations définies par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Elorn, le SBE conduit une politique globale de protection de la qualité des eaux et des milieux aquatiques. Ses interventions portent notamment sur le suivi et la préservation de la qualité des eaux, l'accompagnement des exploitations agricoles vers des pratiques plus respectueuses de la ressource en eau, ainsi que la préservation des zones humides.

Le Syndicat contribue également à la lutte contre l'érosion des sols et le ruissellement par des actions de reconstitution et de gestion durable du bocage, participant ainsi à l'amélioration de la qualité des eaux superficielles utilisées pour la production d'eau potable.

Fin 2025, la CLE a validé la feuille de route du SAGE Elorn pour la période 2026-2030. Elle décline le programme d'actions pluriannuel de la CLE avec un calendrier et un budget prévisionnel. Les cinq démarches structurantes de cette feuille de route sont :

- La définition des volumes prélevables sur la ressource
- La mise à jour de l'état des lieux du SAGE, préalable à sa possible révision
- L'accompagnement du projet TerraRade
- Le plan d'actions en réponse à la problématique de l'érosion
- La préservation des milieux.

Par ses actions de terrain, son animation territoriale et sa coordination des acteurs locaux, le Syndicat de bassin de l'Elorn participe à la sécurisation durable de la ressource stratégique qu'est l'Elorn, mobilisée pour l'alimentation en eau potable de Brest métropole.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Brest métropole confie notamment au Syndicat de bassin de l'Elorn l'animation des périmètres de protection de la prise d'eau de Pont ar Bled, principale ressource utilisée pour la production d'eau potable du territoire métropolitain et également mobilisée pour la sécurisation des territoires voisins de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas (CAPLD), de la Communauté de Communes du Pays d'Iroise (CCPI) et du Syndicat des Eaux du Bas Léon (SEBL).

Dans le cadre de cette mission, le Syndicat a assuré, pour le compte de Brest métropole, en 2025 :

- l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre de la mesure compensatoire au projet de réhabilitation de l'usine d'eau de Pont ar Bled. Cette mesure étant la renaturation de l'ancienne minoterie de Pont ar Bled, opération confiée par la suite au SBE sous la forme d'une délégation de maîtrise d'ouvrage ;
- l'accompagnement de la finalisation des procédures d'indemnisation des servitudes liées aux périmètres de protection de Pont ar Bled.

Enfin, le SBE, Brest métropole et l'Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion du Bassin Versant de l'Aulne (EPAGA) assurent conjointement l'animation du contrat de rade TerraRade, dont l'objectif est de préserver durablement la qualité des eaux, les milieux aquatiques et la biodiversité de la rade de Brest.

4. Le SAGE du Bas-Léon

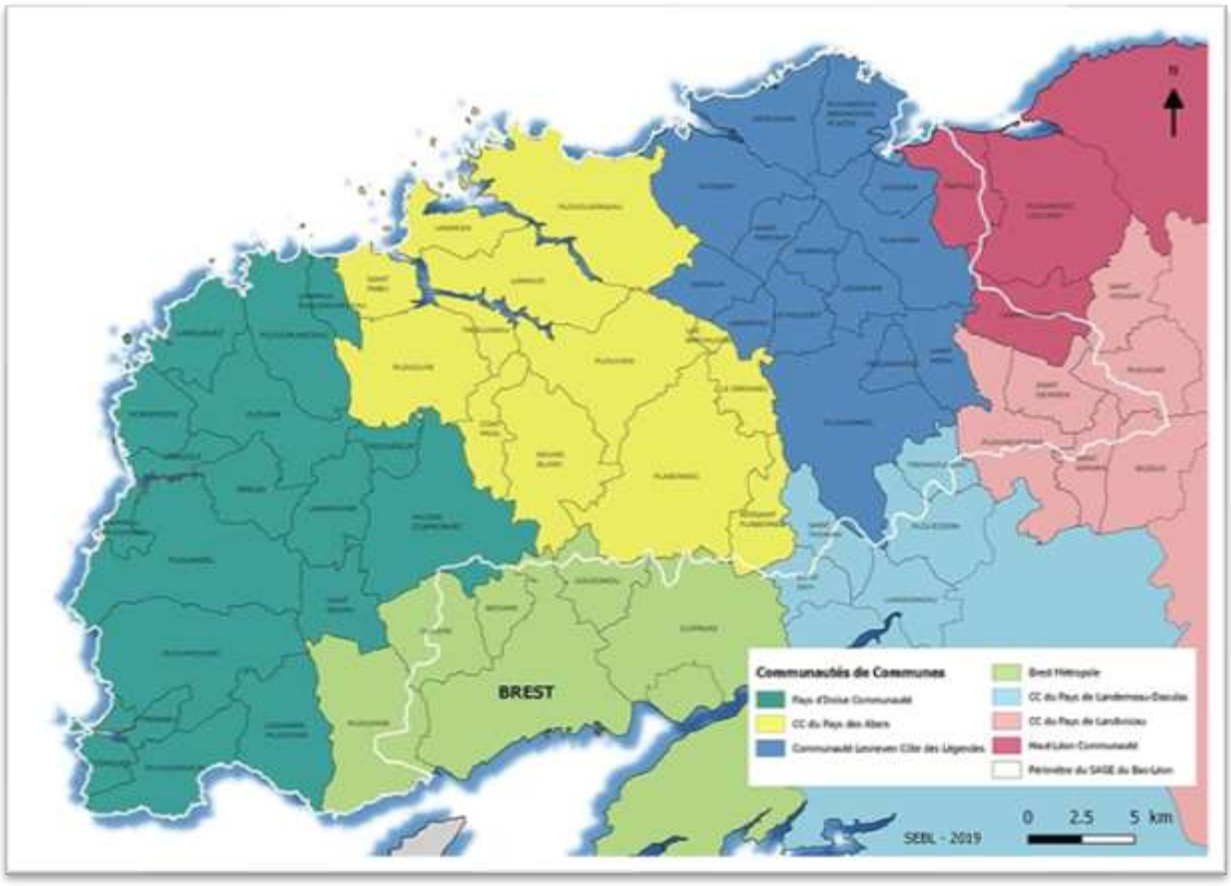
4.1 Périmètre du SAGE du Bas-Léon

Le territoire s'étend entre la pointe du Conquet à l'Ouest et la Baie de Goulven à l'Est. Le périmètre du SAGE du Bas-Léon a été défini par arrêté préfectoral le 15 février 2007.

Avec une frange littorale importante (200 km de trait de côte) et un réseau hydrographique dense (près de 800 km de cours d'eau), le Bas-Léon est un territoire d'eau :

- Superficie : ≈ 910 km2
- Linaire de cours d'eau : ≈ 800 km
- Linéaire du trait de côte : ≈ 200 Km
- Nombre d'habitants : ≈ 135 000
- Nombre de communes : 56 communes dont 47 comprises entièrement dans le périmètre du SAGE
- Communautés de Communes : 7 dont 3 principales CCPI (Pays d'Iroise), CCPA (Pays des Abers), CLCL (Lesneven-Côte des Légendes).

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE



4.2 Les enjeux du SAGE Bas-Léon

7 enjeux majeurs caractérisant le territoire ont été mis en évidence :

- Réduire les flux de nutriments aux exutoires des bassins versants afin de limiter la prolifération des micro/macro algues
- Rétablir la libre circulation des espèces migratrices et des sédiments
- Préserver l'équilibre écologique des milieux naturels – aquatiques – littoraux et favoriser l'aménagement de l'espace
- Restaurer la qualité bactériologique des masses d'eau littorales et estuariennes pour satisfaire les usages
- Restaurer la qualité des eaux brutes pour l'alimentation en eau potable et s'assurer de la satisfaction des besoins
- Gérer les risques et orienter les pratiques d'utilisation des produits phytosanitaires
- S'assurer de la couverture et de la coordination de l'organisation de la maîtrise d'ouvrage sur tout le territoire du SAGE

4.3 Les actions du Syndicat des Eaux du Bas-Léon sur le territoire de Brest métropole

Le Syndicat, porteur du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Bas-Léon, met en œuvre le programme Breizh-Bocage depuis 2017 sur l'Aber Wrac'h et depuis 2019 sur la Flèche via des actions de communication, un accompagnement sur la valorisation du bois-bocage et des programmes annuels de travaux (talutage, plantations et entretien).

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

En cohérence avec les orientations du SAGE du Bas-Léon, il a été décidé d'étendre la stratégie Breizh Bocage portée par le Syndicat des Eaux du Bas-Léon sur la dernière zone blanche du territoire correspondant aux têtes de bassin versant de l'Aber Ildut (territoire de Brest métropole - communes de Plouzané et Guilers - surface de 37 km²).

Cette extension permet de répondre aux enjeux de qualité des eaux sur ce bassin versant et ponctuellement aux problématiques d'écoulements (inondations, érosions...) et aux attentes des agriculteurs (brises vents, auxiliaires de cultures...).

Dans ce cadre, les collectivités/associations/particuliers/exploitants de Plouzané et Guilers situés sur les têtes de bassin versant de l'Aber Ildut sur Brest métropole, bénéficient d'actions de communication et de travaux bocagers.

5. Eau du Ponant

Eau du Ponant est une Société Publique Locale, créée en application de la loi n° 2010-559 du 28 mai 2010, codifiée sous l'article L 1531-1 du Code général des collectivités territoriales, qui permet désormais la création de sociétés publiques locales dont le capital est détenu à 100 % par des collectivités soumises au régime des sociétés d'économie mixte locale. Ces sociétés sont compétentes pour exploiter des services publics industriels et commerciaux ou toutes autres activités d'intérêt général. Elles exercent leur activité exclusivement pour le compte de leurs actionnaires et sur le territoire des collectivités territoriales et de leurs groupements qui en sont membres.

Ces sociétés revêtent la forme de société anonyme, et sont composées par au moins deux actionnaires.

La gestion de l'eau et de l'assainissement entre dans le périmètre défini par la loi. Il s'agit de la création d'une entreprise publique gérant un service public dans le cadre de contrats attribués par les collectivités actionnaires, sans mise en concurrence, contrats dits « in house » au sens du droit européen.

L'intérêt majeur de la société publique locale est qu'elle permet, dans un cadre souple, la coopération territoriale ainsi qu'une maîtrise publique complète ; le contrôle sur cet outil devant être par définition analogue à celui effectué sur une régie ou sur un service de la collectivité, laquelle reste maître de sa compétence en sa qualité d'autorité organisatrice. Par ailleurs, chaque territoire définit « à la carte » les missions confiées à la société publique locale.

A fin 2025, ses membres sont les suivants :

- 6 actionnaires ayant délégué leur service public de l'eau et /ou de l'assainissement sur tout ou partie de leur territoire :
    - Brest métropole,

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

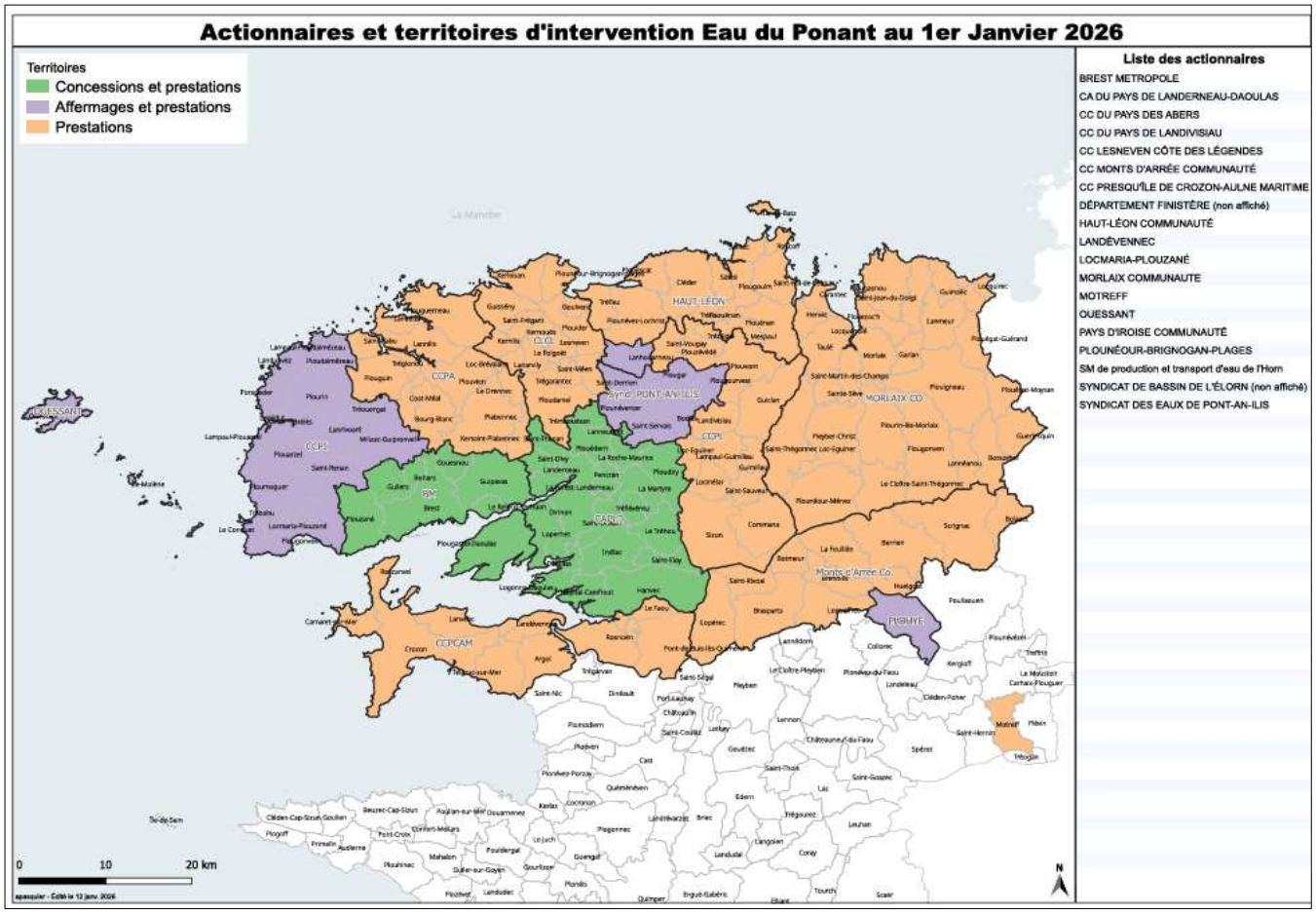
- Pays d'Iroise Communauté : pour les territoires de l'ex-syndicat d'eau potable du Chenal du Four, de l'ex-syndicat d'eau potable de Kermorvan et la commune de Molène,
- la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas (CAPLD),
- la commune de Plouyé,
- le Syndicat de Pont an Ilis,
- la commune d'Ouessant.

- 13 actionnaires sans délégation de service public.

Eau du Ponant dispose d'un effectif de 245 personnes (hors contrats en alternance et stagiaires) au 31 décembre 2025.

Son capital social s'élève à 1 M€ pour un chiffre d'affaires de 63 M€ en 2025.

Eau du Ponant a par ailleurs mis en place un Conseil de l'Eau permettant de faire participer la société civile à la gouvernance de la société.



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

6. L'organisation et la gestion des services publics de l'eau potable et de l'assainissement

6.1 Le rôle d'Eau du Ponant

Par délibération du 10 décembre 2010, le Conseil de Communauté a décidé de reprendre la maîtrise de l'eau et de l'assainissement et d'en confier la gestion à la première « quasi-régie » créée en France dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

A ce titre, Eau du Ponant exploite les réseaux d'eau et d'assainissement de la métropole, finance et réalise les travaux neufs et de renouvellement, gère la relation avec les usagers (contact téléphonique, accueil physique, facturation et collecte des redevances).

Par délibération du 15 octobre 2013, le Conseil de Communauté a également confié à Eau du Ponant la gestion du service public d'assainissement non collectif (SPANC).

6.2 Le rôle de Brest métropole

Brest métropole est garante du « contrôle analogue » qu'elle exerce sur sa « quasi-régie ».

A ce titre, elle assure notamment les actions suivantes :

- fixation des objectifs de qualité de service et de performance

- approbation du règlement de service

- détermination du prix de l'eau

- approbation du rapport annuel sur le prix et la qualité des services et du rapport aux actionnaires d'Eau du Ponant qui rend compte de l'activité d'Eau du Ponant sur l'année écoulée et de la réalisation de la programmation pluriannuelle des investissements.

6.3 Comment contacter Eau du Ponant ?

1. Accueil des usagers

La Société Publique Locale Eau du Ponant, dans une logique d'entreprise de proximité, propose aux usagers **les espaces d'accueil** suivants :

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025



2. Permanence téléphonique et internet

L'accueil téléphonique traite toutes les demandes des usagers. Pour cela il est possible de joindre Eau du Ponant au prix d'un appel local depuis un poste fixe au : **02 29 00 78 78,** de 8h30 à 12h15 puis de 13h15 à 17h30 du lundi au vendredi.

La Société Publique Locale Eau du Ponant assure un service d'astreinte 24h/24 et 365 jours/an afin d'assurer la continuité du service public. Ce service garantit une intervention sur site dans la demi-heure qui suit l'alerte et met à disposition l'éventail des activités techniques des métiers de l'eau, notamment en matière de travaux, quand une intervention urgente est nécessaire.

Chaque semaine, 20 collaborateurs sont d'astreinte 24/24, en cas d'évènements particuliers nous renforçons nos équipes.

3. Internet

Le site **www.eaudeponant.fr** et **l'Agence en Ligne** (AEL) permettent à tous les usagers des services de l'eau et de l'assainissement d'obtenir des informations sur ces services au quotidien et de réaliser différentes opérations : changement de mode de règlement et d'adresse, dépose d'index, règlement en ligne…

6.4 La Charte de Service Abonné

Les engagements de service figurant aux contrats d'objectifs sont les suivants :

- Intervention de l'astreinte technique 24h/24 et 7j/7, sous 2 heures.
- Toute sollicitation écrite donnera lieu à réponse écrite sous 8 jours maximum ; une réponse d'attente est envoyée à l'usager sous ce délai quand la demande nécessite des investigations plus longues.
- Un taux de décroché supérieur à 85 % sous 4 minutes
- Le respect de plages horaires de 2 heures maximum pour un rendez-vous de terrain fixé à la discrétion de l'usager.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

- Réalisation des travaux de branchement d'eau et d'assainissement : envoi d'un devis sous 8 jours et réalisation des travaux sous 15 jours après acceptation du devis et obtention des autorisations administratives.
- Rétablissement de l'eau au branchement suite à emménagement sous 24h en jour ouvré.

6.5 Données caractéristiques de l'activité « relations aux usagers » en 2025

Au 31 décembre 2025, Eau du Ponant gérait **131 554** abonnés dont **65 640** abonnés au service de l'eau potable, **60 451** abonnés au service de l'assainissement collectif et **5 463** abonnés au SPANC sur le territoire de Brest métropole.

Nombre d'abonnements au service de l'eau potable						
	2021	2022	2023	**2024**	**2025**	N/N-1
Nombre total d'abonnés	62 678	63 428	64 212	64 943	**65 640**	+1.1 %

Nombre d'abonnements au service de l'assainissement collectif						
	2021	2022	2023	**2024**	**2025**	N/N-1
Nombre total d'abonnés	57 433	58 177	58 934	59 711	**60 451**	+1.2%

Nombre d'abonnements au service de l'assainissement non collectif						
	2021	2022	2023	**2024**	**2025**	N/N-1
Nombre total d'abonnés	5 487	5 469	5 510	5 500	**5 463**	-0.7%

1. <u>Le centre d'appels</u>

- Durant l'année 2025, le centre d'appels local situé dans les murs du centre d'exploitation de Guipavas, a reçu un total de 71 835 appels entrants tous territoires d'action confondus, dont **33 889** appels qualifiés pour Brest métropole.
- Le taux de décroché moyen annuel est de **90.4%**.
- Le taux de décroché moyen mensuel sous 4 minutes est de **85.2 %** (la cible est de 85%).
- En dehors des heures d'ouverture du plateau téléphonique, une permanence d'accueil est assurée afin de gérer les appels d'urgence en lien avec l'astreinte technique.

  En 2025, l'activité du centre d'appels hors heures ouvrées a qualifié 940 appels dont 605 en urgences pour la période mars à décembre (changement de prestataire).

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Appels qualifiés hors heures ouvrées			
	2023	**2024**	**2025 (mars à déc)**
Nb d'appels qualifiés	1 410	1 934	940
Nb d'appels qualifiés « Urgences »	1 205	1 260	605

2. Les contacts écrits

- L'ensemble des courriers, mails et demandes via l'agence en ligne est également géré par l'équipe locale des conseillers.
- En 2025, Eau du Ponant a reçu **48 332** contacts écrits entrants, soit en moyenne chaque mois : 813 courriers, 2 915 contacts sur l'agence en ligne (AEL) et 300 mails.
- La moyenne des délais de réponse aux courriers est de **5.23 jours** en 2025.

3. L'accueil physique des usagers

- Eau du Ponant gère également trois points d'accueil physique : un, dans les locaux du centre d'exploitation à Guipavas, un second sur la commune de Landerneau et le dernier à Landivisiau qui est ouvert 2 jours par semaine.

Le détail est présenté ci-dessous :

Site	Nb de visites global	Nb de visites contrat	Taux des visites par site lié au contrat
Guipavas	3 547	2 794	97 %
Landerneau	2 308	81	3 %
Landivisiau	350	1	0 %
Total	**6 205**	**2 876**	**100 %**

- En 2024 a été observée une diminution de 6% de l'ensemble des contacts sollicités par les usagers (appels téléphoniques, écrits et visites aux points d'accueil).

4. Les interventions chez les usagers

- Eau du Ponant dispose d'une équipe de **21** agents « conseillers de terrain », formés au contact aux usagers et aux interventions de terrain auprès de ces derniers.
  Ces agents réalisent les tournées de relève d'index de compteurs, les contrôles de conformité des installations d'eau et d'assainissement collectif ou individuel aux dispositions des règlements de service en vigueur, ainsi que des enquêtes de terrain (vérification d'absence d'usagers, changement de compteur bloqué, recouvrement d'impayés, fermeture de branchement…)

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

- En 2025, ces agents se sont en particulier déplacés **2 044** fois pour vérifier l'absence ou la présence d'usagers sur un point de desserte sans abonnement, dont **1 279** fois sur le territoire de Brest métropole.

5. Le recouvrement des factures d'eau et d'assainissement

- En décembre 2025, le taux de règlement par mensualisation des factures d'eau et d'assainissement était de **46%** pour les contrats de Brest métropole.

- Le taux de mensualisation sur l'ensemble du territoire géré par Eau du Ponant était de 49.62 % à fin 2025.

6. L'expérimentation « tarification sociale »

- Par délibération du Conseil de Communauté du 13 décembre 2013, Brest métropole a pris la décision de s'inscrire dans le droit à l'expérimentation institué par la loi Brottes.

  Cette expérimentation est officiellement actée par la parution d'un décret du 16 avril 2015. Pour la mise en œuvre de cette expérimentation d'aide au paiement des charges d'eau et d'assainissement, une convention tripartite a été signée entre Brest métropole, le Conseil Départemental et Eau du Ponant qui vise à soutenir les ménages en situation de précarité économique.
  Les dispositions de cette convention prévoient pour chaque année une contribution forfaitaire à hauteur de 60 000 € et une prévision d'abandon de créances de 20 000 €.

  Dans ce cadre, Eau du Ponant, en 2025, :
  - a versé 60 000 € pour abonder au FSL géré par la CLE,
  - a accordé 21 784.91 € d'abandons de créances.

  Des actions de prévention (incitation aux économies d'eau, promotion de l'eau du robinet…) viendront compléter ce dispositif. Un groupe de travail « politique sociale de l'eau », associant des élus, les institutions concernées par le sujet (CAF, Conseil départemental…) ainsi que des associations, est également mis en place par Brest métropole, afin de suivre, d'évaluer et de faire évoluer en tant que de besoin le dispositif mis en place.

- Indépendamment de cette démarche, durant l'année 2024, Eau du Ponant a accordé **1 034** échéanciers de paiement (dont **586** pour Brest métropole) et a géré des abandons de créances pour situation personnelle de surendettement reconnue par la Banque de France correspondants à **23 893.20 €** de créances irrécouvrées (dont **13 771.85 €** pour Brest métropole).

  Les demandes de prise en charge par le FSL ont induit **13 544.60 €** d'abandon de créances à ce titre (dont **8 012.84 €** pour Brest métropole).

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

7. La mise en place d'une allocation eau pour les ménages les plus défavorisés

En 2025, en partenariat avec la CAF 29 et Eau du Ponant, Brest métropole a reconduit sa politique d'aide sociale en versant une allocation de **20 euros** pour aider les ménages les plus précaires à faire face à leurs charges et notamment celles liées à l'eau potable. L'aide a été étendue aux allocataires dont le QF est inférieur ou égal à 700.

Le système a été amélioré avec l'appui de la CAF qui, désormais, procède au versement de l'allocation entre mars et juin, directement sur le compte bancaire des bénéficiaires.

Critères d'éligibilité définis :

- Être allocataire de la CAF 29
- Être doté d'un Quotient Familial inférieur à 700
- Résider sur le territoire de Brest métropole

Bilan :

- Nombre de bénéficiaires : 20 181 soit un taux de recours à l'aide de 95% versus 26% et 4 966 bénéficiaires sur la campagne précédente mise en œuvre sous le format « Chèque eau ».

8. La politique sociale de l'eau – accompagnement des associations

Brest métropole a alloué en 2025 un budget de 123 272 € dédié à la mise en œuvre de sa politique sociale de l'eau.

Association Ener'gence

Depuis 2014, l'association Ener'gence occupe un rôle central dans l'accompagnement des ménages de la métropole, en particulier dans le cadre du programme de lutte contre la précarité et de la politique sociale de l'eau.

Engagée dans la lutte contre le changement climatique, Brest métropole a adopté son Plan Climat en 2020. Dans ce contexte, une première convention pluriannuelle d'objectifs a été conclue avec Ener'gence pour la période 2022-2024, incluant notamment un plan d'action dédié à la politique sociale de l'eau à l'échelle du territoire métropolitain. Cette convention a été renouvelée pour la période 2025-2027.

Chaque année, Ener'gence réalise en moyenne 150 visites à domicile auprès des foyers concernés.

Pour soutenir ces actions dans le cadre de la politique sociale de l'eau, **un financement de 90 272 €** a été accordé à l'association pour l'année 2025.

Association Les Compagons bâtisseurs

Sur l'ensemble du territoire de la métropole, les Compagnons Bâtisseurs oeuvrent aux côté des personnes les plus vulnérables, ils interviennent dans l'amélioration de l'habitat à travers la réalisation de chantiers solidaires.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Mobilisés sur les enjeux de transition énergétique, les Compagnons Bâtisseurs interviennent de façons préventive et curative sur la gestion des fluides (eau, électricité).
L'action de l'association des Compagnons Bâtisseurs s'inscrit dans la lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique à l'échelle de la métropole, la politiqe sociale de l'eau et la cohésion sociale, notamment dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de Brest.

Pour soutenir ces actions dans le cadre de la politique sociale de l'eau, **un financement de 16 000 €** a été accordé à l'association pour l'année 2025.

Association Eau et Rivières de Bretagne

Le plan climat de Brest métropole prévoit un programme d'actions sur les économies d'eau en réponse aux enjeux d'adaption du territoire au dérèglement climatique.

Dans ce cadre l'association Eau et Rivières mène un programme de sensibilisation (engagé depuis 2020), et propose les actions suivantes :

- Sensibilisation du grand public aux économies d'eau du robinet
- Accompagnement des démarches sur les eaux pluviales.
- Animations dans les écoles de la métropole sur la gestion durable des ressources en eau.

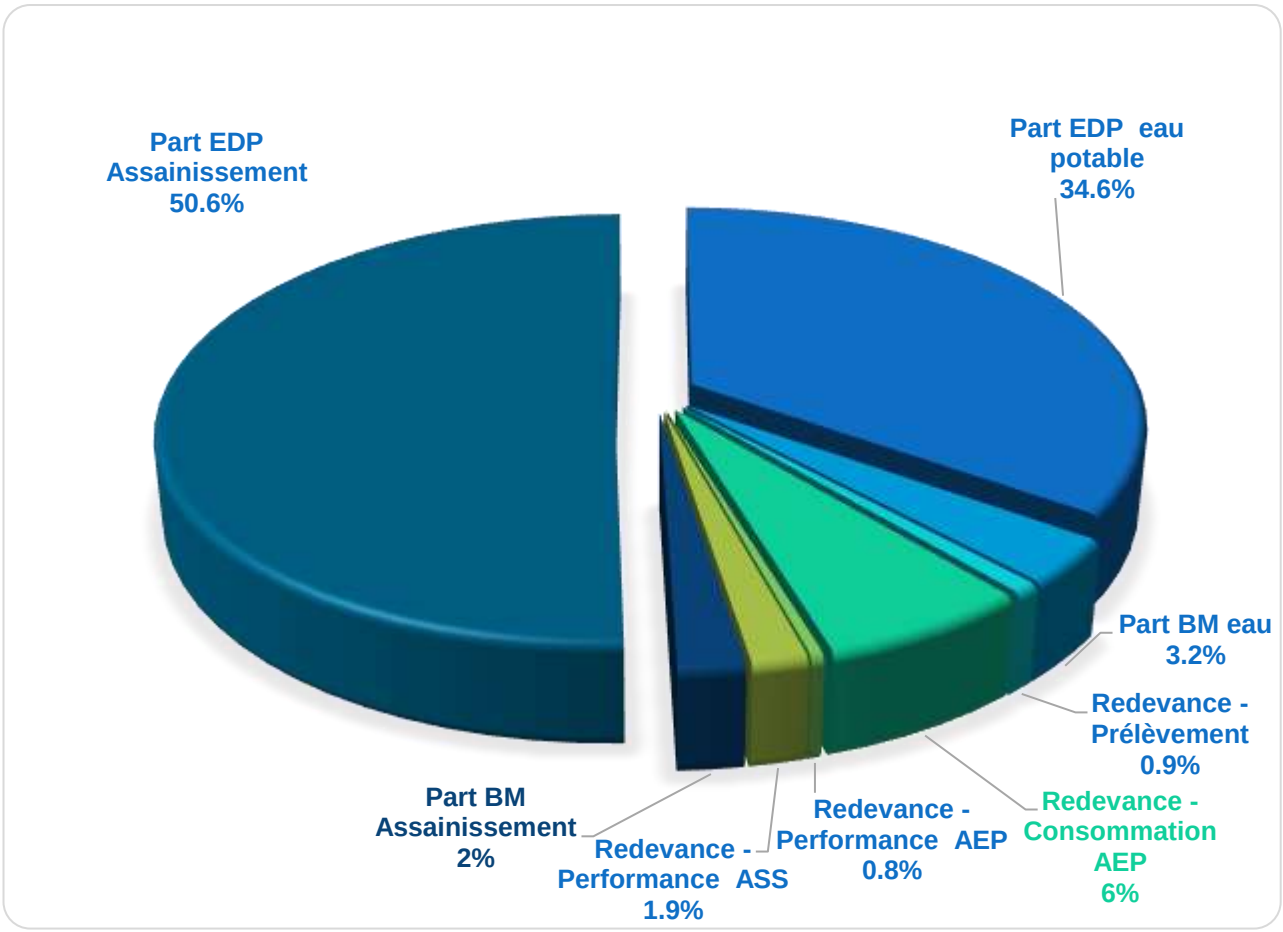
Pour soutenir ces actions dans le cadre de la politique sociale de l'eau, **un financement de 17 000 €** a été accordé à l'association pour l'année 2025.

7. Le prix de l'eau et son évolution

7.1 Le prix de vente du mètre cube

Le prix de vente du m^3 d'eau (hors abonnement – base 120 m^3) incluant **l'eau potable** et **l'assainissement** s'élève à **5,5815 € TTC au 1er janvier 2026** contre **5,3904 € TTC au 1er janvier 2025**, soit une augmentation de 3,5 %. La décomposition de ce prix en fonction des différents éléments de facturation est présentée ci-dessous.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE



Prix du m3 d'eau (hors abonnement- base 120 m^3)

au 1er janvier 2026 : 5,5815 € TTC

Les redevances de l'Agence de l'Eau représentent **9,54 %** du prix de l'eau. Regroupées au sein du bassin versant Loire-Bretagne, elles permettent de cofinancer des interventions d'intérêt commun au bassin pour l'eau et les milieux aquatiques (cf détail des utilisations en *annexe 1*).

La part de Brest métropole représente **5,18 %** du prix de l'eau. Elle permet de couvrir les dépenses non déléguées à Eau du Ponant, à savoir principalement :

- Les frais de pilotage et de contrôle
- La gestion des périmètres de protection des points de prélèvements d'eau potable (hors périmètre immédiat)
- Des frais d'analyse et de suivi de la qualité de l'eau et des rejets
- Des actions de solidarité dans le domaine de l'eau

La part d'Eau du Ponant représente **85,28 %** du prix de l'eau, elle permet de couvrir :

- Les charges d'exploitation et de gestion du service,
- Le remboursement des emprunts contractés pour lisser des dépenses de mise à niveau du patrimoine (mises aux normes des usines, rénovation lourde de réseaux…)
- Les besoins d'investissement nouveaux (travaux de gros entretien, de renouvellement, d'extension de réseaux, de mise aux normes, de sécurisation de la production et de la distribution d'eau potable…).

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

7.2 La facture moyenne pour l'usager

L'analyse de la base de données « abonnés » réalisée dans le cadre de l'étude de préfiguration des tarifs sociaux de l'eau a permis d'évaluer une consommation moyenne des ménages qui s'élève à environ **70 m³/an** sur le territoire.

Sur cette base, la facture « ménage type » (l'abonnement inclus) s'élève à **407.10 € TTC/an**, soit 33.92 € TTC/mois.

7.3 L'évolution des tarifs

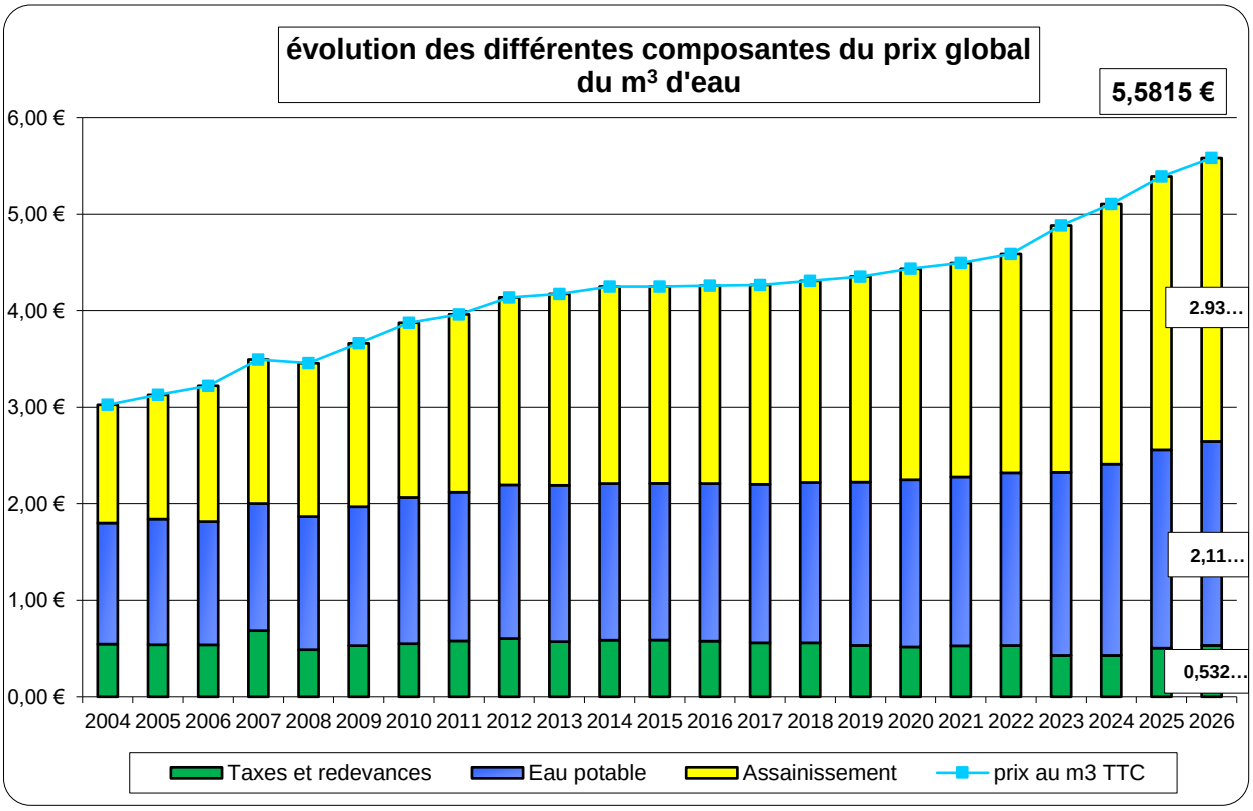
Chaque partie du prix de l'eau évolue selon des règles spécifiques :

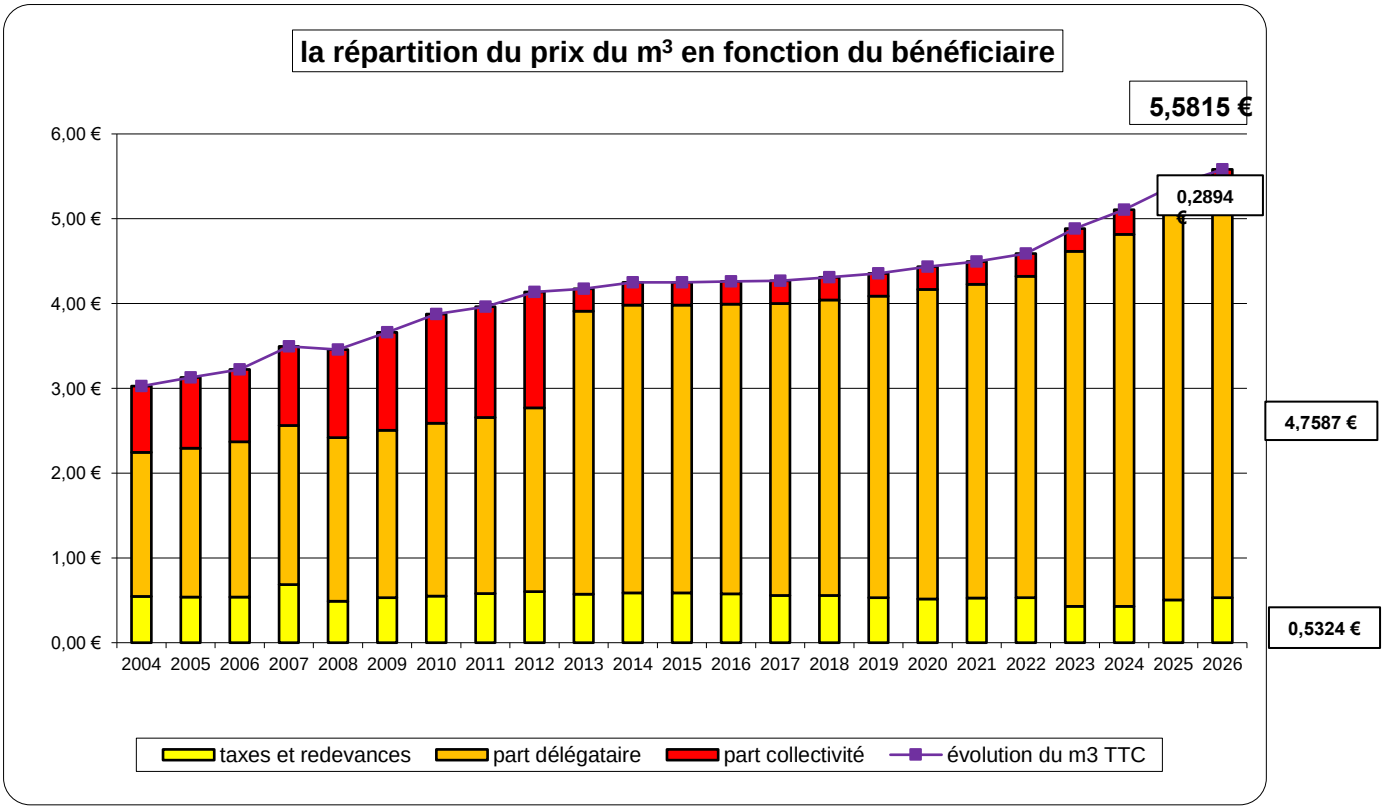
Redevances Agence de l'Eau : le barème de ces redevances est fonction des décisions arrêtées par cet organisme et varie selon les priorités définies dans son programme pluriannuel d'intervention (Cf. *annexe 1*). La réforme des redevances de l'Agence de l'Eau est entrée en vigueur au 1er janvier 2025 : elle entérine la suppression de la redevance «Modernisation des réseaux de collecte » et crée les redevances « Consommation d'eau potable », « Performance des systèmes d'assainissement » et « Performance des réseaux d'eau potable ».

Part Brest métropole : la collectivité délibère sur la part qui lui revient, et en fixe le montant en fonction du besoin de financement nécessaire à l'équilibre des budgets annexes de l'eau et de l'assainissement.

Part Eau du Ponant : le prix perçu par Eau du Ponant évolue annuellement, au 1er janvier, par application de la formule d'indexation définie aux contrats (coefficient K).

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE





Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

8. La coopération décentralisée

La loi « Oudin-Santini » n°2005-95 du 9 février 2005, relative à la « coopération internationale » des collectivités territoriales et des Agences de l'Eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement » ouvre aux collectivités et aux établissements publics le droit d'utiliser jusqu'à 1 % de leur budget « eau et assainissement » pour des actions de solidarité internationale.

En 2025, Brest métropole a versé **210 861 €** au titre de cette coopération dans le cadre des opérations détaillées ci-dessous.

Cotisation 2025 à l'association Ps Eau – 1 000 €

BENIN

Association Michel Jestin Pour l'Enfance
Montant versé 6 000 €

Projet : Réaliser 6 postes d'eau autonomes dans 4 écoles primaires publiques et 2 localités et procéder à l'extension de l'eau à travers la construction de 12 bornes fontaines"

- Commune de Toffo : villages de Akpe et Cassagbo
- Commune de Zé : villages de Wassa, Dawe, Hatekpa et Guekoumede

CAP VERT

Association Impact Cap-Vert (Amiens, Picardie)
Montant versé 6 000 €

Projet : Améliorer le Quotidien par l'Assainissement : L'Accès aux Sanitaires à Fundo Calabaceira

COTE D'IVOIRE

Association Kynarou (Paris)
Montant versé 5 300 €

Projet : Accès durable à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène dans la commune de Logoualé PROJET YI WA SRISRI LÊ – PHASE I

MADAGASCAR

Association Une ruche, un enfant (Plomelin)
Montant versé 4 279 €

Projet : Construction de 7 puits dans 7 villages du sud de Madagascar (Villages de Magnare, Tanandraza, Besely Nord III, Analavelo, Lavavolo, Ambalabey Behavoa III, Tsiandriona)

MADAGASCAR

Association Un puits, une école
Montant versé 4 927 €

Projet : Forage d'eau potable à Andranomaintso

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

MADAGASCAR

Association Amitié Madagascar Bretagne
Montant versé 6 000 €

Projet : Accès à l'eau et à l'assainissement à Madagascar dans les régions d'Atsinanana Analamanga et Analajirofo - Construction de 52 bornes fontaines, 4 puits dont 3 avec réservoir.

BOLIVIE

D'ACCES A L'EAU ET A L'ASSAINISSEMENT COMMUNE DE SACABA EN BOLIVIE

Phase I (2020-2021)

En 2020, Brest métropole a lancé, avec le Gouvernement autonome municipal de Sacaba (GAMS), un projet de coopération sur l'eau et l'assainissement, en partenariat avec CENDA, LABOCEA et pS-Eau.
Co-financé par le MEAE (Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères) (appel à projets 2020-2021), ce projet a permis de réaliser :

- un diagnostic social et technique,
- des enquêtes auprès des communautés du district rural d'Ucuchi.

Ces travaux ont permis de mieux comprendre :

- l'organisation de la gestion communautaire de l'eau,
- les usages de la ressource,
- les risques de pollution des écosystèmes.

Phase II (2022-2025)

Dans la continuité, une deuxième phase vise à consolider durablement la coopération autour de la question de l'eau et de l'assainissement entre les deux territoires de Brest et Sacaba.

- **Maître d'œuvre :** CENDA (Bolivie)
- **Partenaires :** Eau du Ponant (SPL) et LABOCEA
- **Budget total :** 310 000 €
- **Financement MEAE :** 155 000 € (50 %) Le MEAE verse les fonds à Brest métropole qui redistribue les financements aux partenaires.
- **Gestion financière :** MEAE → Brest métropole → partenaires

Contributions financières

- Brest métropole : 90 000 €
  - dont 84 000 € (infrastructures)
  - et 6 000 € (coordination, missions, communication)
- Eau du Ponant : 15 000 €
- LABOCEA : 8 000 €
- Ville de Sacaba : 32 000 €
- CENDA : 10 000 € (valorisation)

Versements du MEAE

- 2022 : 55 000 €

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

- 2024 : 50 000 € (acompte) + 50 000 € (solde)

Reversements aux partenaires

	2022 (signature)	2024	2025
CENDA	**70 000 €**	**45 000 €**	**74 755 €**
Labocéa	**12 000 €**		**10 130 €**
Eau du Ponant SPL	**6 000 €**		**4 470 €**

Phase III (2025-2028)

Une troisième phase vise à élargir l'action à de nouvelles communautés et à renforcer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans le district d'Ucuchi.

- **Budget total :** 288 000 €
- **Financement MEAE :** 133 000 €. Le MEAE verse les fonds à Brest métropole qui redistribue les financements aux partenaires.
- **Contribution Brest métropole :** 90 000 €

Répartition des financements
- CENDA : 159 000 €
- Eau du Ponant : 10 470 €
- LABOCEA : 22 130 €

Contributions complémentaires
- Ville de Sacaba : 32 000 €
- CENDA : 10 000 €
- LABOCEA : 8 000 €
- Eau du Ponant : valorisation de 15 000 €

Versement du MEAE
- **2025 :** acompte de 33 000 €

Reversements aux partenaires
- **2025 à la signature :**
  - CENDA : 70 000 €
  - LABOCEA : 12 000 €
  - Eau du Ponant : 6 000 €

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Partie 2. Le service public de l’eau potable

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025

1. Faits marquants 2025

Environnement



Des situations de tension sur la ressource sans impact sur la distribution ont été observées durant l'été 2025. L'impact a notamment été limité du fait des consommations d'eau qui sont restées modérées.

Études



Réhabilitation
Réhabilitation du captage Breleis
Réhabilitation réservoir Cléguer à Plougastel
Réhabilitation réservoir de Kermadec à Le Relecq-Kerhuon
Réhabilitation réservoirs du Petit Paris à Brest

Recherche de phages eaux traitées
Campagne de prélèvement sur les eaux traitées de Brest métropole pour la recherche de phages en partenariat avec le service R&D Eau de Paris. Aucune présence de phages n'a été détectée dans l'eau traitée.

Restructuration
Restructuration de l'usine d'eau potable du Moulin Blanc

Analyse thermographique des armoises des 3 usines d'eau potable
Diagnostic réalisé sur les 3 usines d'eau potable par un organisme certifié

Diagnostic de courants vagabonds sur la 900
Un diagnostic de courants vagabonds a été réalisé sur la canalisation de transfert de Pont Ar Bled à Brest menant à conclure qu'elle n'est pas impactée.

Investissement



UP Pont Ar Bled
Construction du gros œuvre des ouvrages de traitement, des postes de pompage et du seuil dans la rivière lors de l'étiage 2025

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Optimisation du Barreau Ouest de Kerleguer
Démarrage des travaux de pompage Ouest (alimentation Guilers, St Renan et Chenal du four) à l'UP de Kerleguer en septembre 2025

Démarches d'amélioration



Télégestion
Opérations de renouvellement poursuivies sur l'ensemble des automates de télégestion et systèmes d'acquisition de données autonomes concernés par la fin des communications 2G. A poursuivre à l'échéance 2028 pour la 3G.

Pré-localisateurs de recherche de fuites
Arrivée des 500 pré-localisateurs acoustiques de recherche de fuites et déploiement sur le 1er semestre 2025.

Diagnostic canalisation de transfert 900 Pont Ar Bled-> Petit Paris
Opération Pipe Diver : le diagnostic réalisé a pu mettre en évidence des tronçons présentant des désordres ou de l'ovalisation. Le détail des conclusions du diagnostic a fait l'objet d'un rapport.

Exploitation et travaux



UP Kerleguer et prise d'eau de Kerhuon
Un calage a eu lieu avec la Direction écologie urbaine de Brest métropole pour la réalisation des opérations d'entretien de la passe à poisson. Il en ressort que l'ouvrage sera entretenu et contrôlé par Eau du Ponant intégrant une opération de mise à sec de la passe tous les ans en février.

Annexe de Kerhuon
L'état d'envasement de l'étang rend difficile l'utilisation du pompage de l'annexe de Kerhuon.

UP Kerleguer
Une fuite sur le refoulement ouest a été constatée par les équipes d'exploitation courant janvier. Une réparation provisoire a été mise en place en attendant une opération de renouvellement de plus grande ampleur. L'opération de réparation de la canalisation de refoulement vers l'ouest de Kerleguer a été réalisée de nuit début février.

Tests alimentation du réservoir du Petit Paris par le réservoir de Kerintin
Des tests d'alimentation du réservoir du Petit Paris par le réservoir de Kerintin (barreau nord) ont été réalisés en prévision de l'intervention de coupure du feeder entre l'UP Pont ar Bled et le réservoir de Petit Paris le 18 février 2025 (préparation du passage du Pipe Diver). Cette opération a causé

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

quelques perturbations localisées sur les réseaux (présence d'eau colorée) et nécessité l'ouverture de purges et le renouvellement de l'eau passant par le secours.

Casse refoulement entre la prise d'eau de Kerhuon et l'usine du Moulin Blanc
Réparation en mars 25 avec dévoiement de cette canalisation difficile d'accès. Remplacement de la ventouse du rond-point de Kerscao au rond-point Kegleuz (440 ml) du 24 mars au 27 avril.

Maintenance de la pompe d'eau brute de Pont Ar Bled
Démontage de la pompe d'eau brute n°3 pour maintenance importante : arbre changé et roue réusinée dans l'attente de la mise en service de la nouvelle station de pompage.

Curage de réserve d'eau brute UP Pont Ar Bled
Une opération de curage de la réserve d'eau brute (5 074 m³). a été réalisée au cours de l'année ainsi qu'une réalisation de bathymétrie en septembre 2025.

Intégration de l'ASAEP de Poulrinou sur la commune de Bohars
Les travaux de canalisations et branchements à Poulrinou ont été effectués en 2025 pour intégration au périmètre de Brest métropole géré par Eau du Ponant au 1er janvier 2026.

2. Données techniques

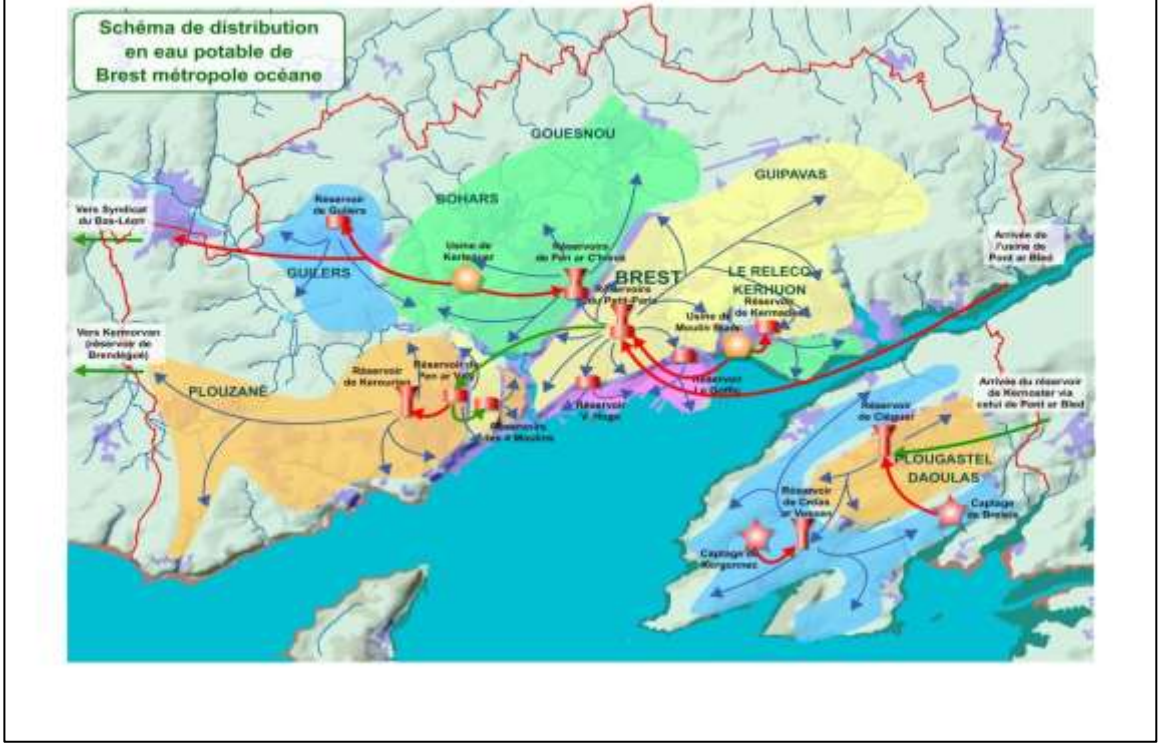
2.1 Le schéma d'alimentation en eau potable

Les besoins en eau potable du territoire de la métropole sont assurés par 3 usines et 2 captages dont les capacités de production sont les suivantes :

- Pont ar Bled : 52 000 m³/jour mais une autorisation de prélèvement de 35 000 m³/j
- Moulin Blanc : 8 000 m³/jour
- Kerléguer : 8 000 m³/jour

Deux captages, en service sur Plougastel-Daoulas, assurent la moitié des besoins de cette commune, soit 1 400 m³/jour.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE



L'usine de Pont ar Bled dessert Brest métropole, mais également le le territoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas, le Syndicat des Eaux du Bas Léon ainsi que la Communauté de Communes du Pays d'Iroise à partir de Kerléguer, soit globalement près de 300 000 habitants.

Des interconnexions ont été réalisées pour assurer la sécurité d'approvisionnement des territoires.

La superficie de la métropole et sa topographie ont imposé la mise en place d'un schéma de distribution comprenant 13 réseaux distincts alimentés par 13 réservoirs d'une capacité totale de 53 950 m^3 s'étageant en cascade à partir des réservoirs du Petit Paris, de Pen ar Ch'leuz et Kerourien / Pen ar Valy.

2.2 La production

2.2.1 Nature des ressources :

Les eaux brutes alimentant les trois usines proviennent de bassins de nature géologique assez comparable (massifs granitiques) et ont des caractéristiques physico-chimiques proches (faible minéralisation), en dehors des captages de Plougastel-Daoulas.

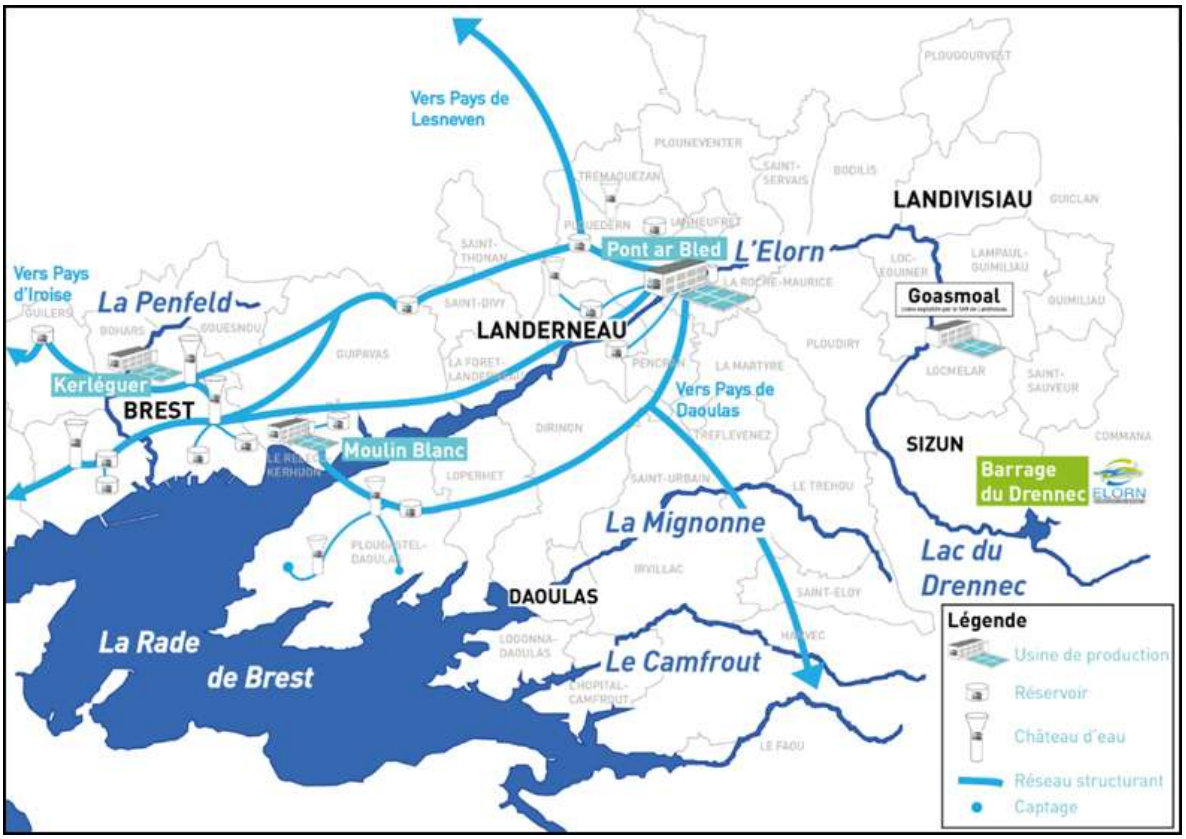
Les ressources en eau de surface sont sollicitées pour la production d'eau à hauteur d'environ 16 millions de m^3 par an.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

L'usine de Pont ar Bled représente la principale capacité de production (*Annexe 3*). Elle est alimentée par l'Elorn qui bénéficie d'un soutien d'étiage par le barrage du Drennec, d'une capacité de 8,7 millions de m^3. La gestion du barrage est assurée par le Syndicat de Bassin de l'Elorn.

L'usine du Moulin Blanc est alimentée par le ruisseau du Costour et par l'annexe du Relecq-Kerhuon située à l'aval de la rivière de Guipavas.

L'usine de Kerléguer est alimentée par la Penfeld.



2.2.2 La qualité des eaux prélevées et distribuées :

<u>Organisation du contrôle</u>

La directive 98/83/CE fixe au niveau européen des exigences à respecter au sujet de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Cette directive a été transposée en droit français (décret du 20 décembre 2001) dans le Code de la Santé Publique, aux articles R. 1321-1 à R. 1321-66 qui définissent les exigences de qualité que doivent respecter les eaux destinées à la consommation humaine.

Des analyses et des contrôles permanents permettent de s'assurer de la qualité de l'eau brute des ressources, de l'eau produite et distribuée au robinet. Une double surveillance est organisée :

- Le contrôle sanitaire officiel réalisé par **l'Agence Régionale de Santé (ARS) :**
  Le programme de suivi est établi conformément aux dispositions du Code de la Santé Publique : contenu des analyses types, fréquence de prélèvement en fonction des débits de production et de la population desservie. Il intègre également si nécessaire des suivis particuliers sur des problématiques spécifiques aux ressources exploitées ou à des paramètres dits « émergents »

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

(par exemple : Chlorure de Vinyle Monomère provenant des réseaux en PVC posés avant 1980).

- Le programme d'autocontrôle mis en œuvre par Eau du Ponant pour le compte de Brest métropole. Ce programme de suivi est établi par Eau du Ponant à des fins de contrôle courant de la qualité de l'eau produite et distribuée.

Bilan de conformité – contrôle sanitaire officiel de l'ARS

Qualité de l'eau sur les 5 dernières années – Respect des Limites de qualité – données ARS					
	2021	2022	2023	2024	2025
Taux de conformité microbiologique	**99.8%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**
Nombre de prélèvements conformes	414	459	503	491	417
Nombre de prélèvements non conformes	1	0	0	0	0
Nombre total de prélèvements	415	459	503	491	417
Taux de conformité physico-chimique (nitrates)	**100%**	**100%**	**99.8%**	**99.8%**	**100%**
Nombre de prélèvements conformes	415	459	515	551	441
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	2	1	0
Nombre total de prélèvements	415	459	513	552	441

Bilan de la conformité sanitaire				
Unité de distribution	**Microbiologique**		**Physico-chimique**	
	Nombre de prélèvements	Nombre de dépassement	Nombre de prélèvements	Nombre de dépassement
Kermadec	25	0	37	0
Guilers	28	0	40	0
Pen ar C'Hleuz	112	0	112	0
Petit Paris	214	0	214	0
Cléguer	20	0	20	0
Croas ar Vossen	18	0	18	0

Ces données sont à compléter par les résultats des analyses pratiquées :
- sur les ressources exploitées pour la production de l'eau potable
- sur l'ensemble des paramètres de potabilité visés au titre du Code de la Santé Publique.

Cette analyse détaillée met en évidence pour l'année 2025, les dépassements des **références et limites de qualité** suivants :

Limite de qualité :

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

- Aucun dépassement de limite de qualité observé en 2025. L'eau distribuée est de bonne qualité.

Référence de qualité :

- L'équilibre calcocarbonique de l'eau distribuée n'est pas toujours atteint. Lorsque l'équilibre n'est pas atteint, l'eau peut dissoudre les matériaux à son contact. Le traitement de neutralisation de l'agressivité de l'eau doit être optimisé afin de distribuer une eau à l'équilibre (indice calcocarbonique égal à 1 ou 2)

Les dépassements observés n'ont pas été de nature à induire de risque pour la santé du consommateur.

Bilan de conformité – Autocontrôle de l'exploitant

Le bilan de la conformité du produit réalisé à partir des données d'autocontrôle d'Eau du Ponant prend en compte la totalité des paramètres analysés sur l'ensemble des étapes du cycle de production et de distribution :

- Eaux brutes destinées à la production d'eau potable
- Eaux traitées en sortie des usines de potabilisation
- Eaux distribuées :
  - en sortie des réservoirs de distribution
  - aux robinets normalement utilisés par les abonnés.

Il est donc complémentaire du bilan de conformité sanitaire officiel réalisé à partir des données ARS.

Bilan autocontrôle Eau du Ponant – Année 2025			
	Nbre de prélèvements	Nbre de prélèvements conformes	Taux de conformité (Limites et références de qualité)
Physico-chimie	554	547	**98,7%**
Bactériologie	443	440	**99,3%**
Micropolluants	37	37	**100%**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Famille paramètre	Site	Raison
Physico chimique	UP Kerleguer	2 dépassements sur le paramètre COT suite forte pluviométrie (limites capacité traitement filière)
	Ruisseau de Guipavas	3 dépassements sur le paramètre chlorures en lien avec les rejets de la carrière en octobre et novembre
	UP Pont ar Bled	1 dépassement de référence en Manganèse
	Mairie de Bohars	1 dépassement de référence en Manganèse le 5/11/2025 suite essais poteaux incendie
Bactériologique	Réservoirs de Kerintin et Petit Paris enterré	2 dépassements sur le paramètre spores de micro-organismes anaérobies sulfito-réducteurs (valeur à 1 UFC/100 mL).
	Réservoir de Pen ar C'Hleuz	1 dépassement sur le paramètre Coliformes avec une valeur à 20 UFC/100 mL
Micropolluants	-	-

Sur les eaux brutes :

- Une réduction significative en période d'étiage des rejets de la carrière de Guipavas suite à mise en service en 2024 d'un pompage permettant de dévier ces eaux en aval du prélèvement.
- La présence de métabolites de produits phytosanitaires notamment l'ESA-Métolachlore et Chlorothalonil-R471811 (non pertinents).
- Des eaux brutes superficielles faiblement minéralisées susceptibles de conduire à la distribution d'eaux jugées agressives et corrosives au regard des critères de potabilité définis au niveau national.
- L'absence de pollution accidentelle des ressources en eau des usines.

Sur les eaux distribuées :

- Bonne qualité physico-chimique et microbiologiques en distribution.
- Pas de dépassement sur la somme des Trihalométhanes
- Respect de la référence de qualité sur le Carbone Organique Total.

Les résultats détaillés de l'autocontrôle sont donnés en *annexe 7.*

Analyses CVM

Le réseau d'eau potable est composé de différents matériaux, notamment du PVC.

Les conduites en PVC produites avant 1980 font l'objet d'une surveillance particulière, car elles peuvent libérer dans l'eau du chlorure de vinyle monomère (ou CVM), substance classée comme cancérogène et présentant potentiellement un risque pour la santé.

La limite de qualité pour ce paramètre dans l'eau du robinet est de 0,5 µg/l.

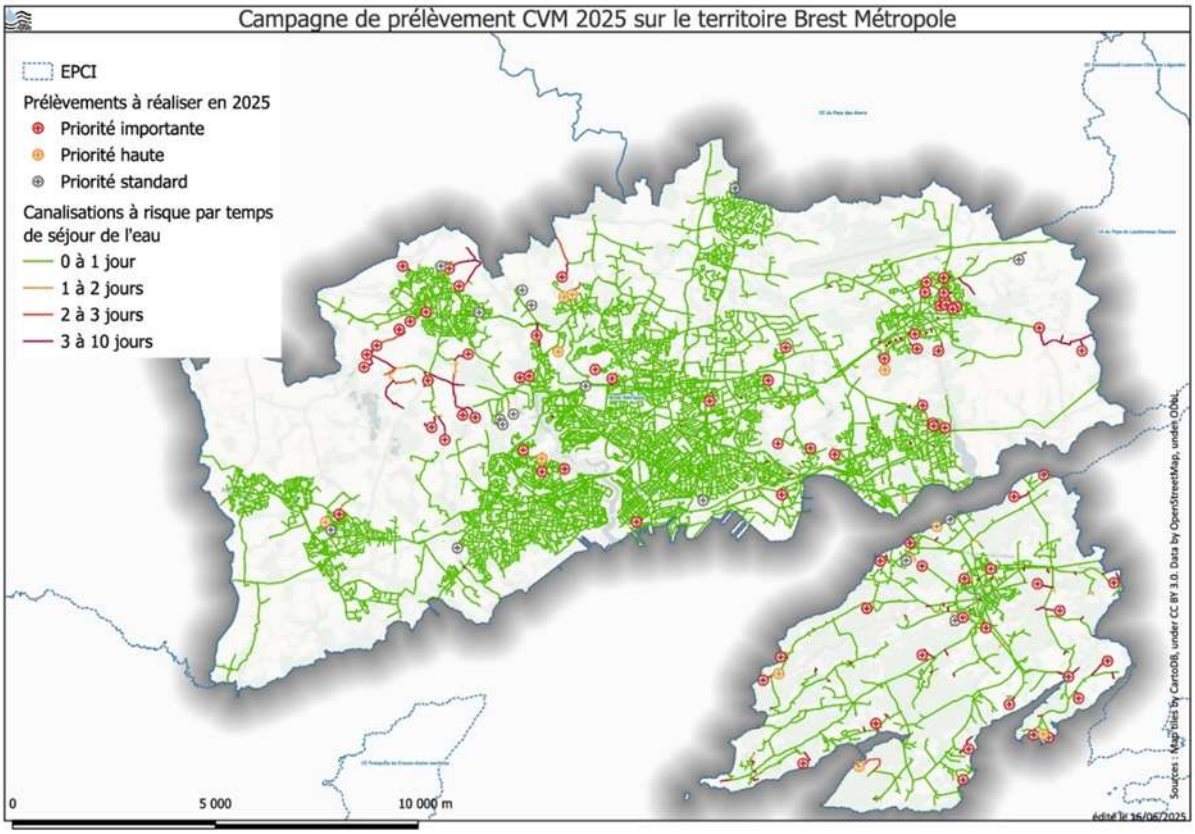
Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Dans le cadre de l'arrêté du 11 janvier 2007 intégrant une limite de qualité pour le chlorure de vinyle, Eau du Ponant a réalisé un travail d'identification des zones à risques et organisé des campagnes de prélèvements chez les usagers.

Depuis 2022, ces campagnes se sont intensifiées et sont réalisées au printemps et à l'été afin de maximiser les chances de détection.

Identification des zones d'investigation :

Grâce à la modélisation hydraulique du réseau, les temps de contact de l'eau avec les canalisations en PVC posées avant 1980 ont été évalués, ciblant les zones à investiguer.



La présence de CVM dans l'eau étant fonction de nombreux paramètres, il est nécessaire de réaliser jusqu'à 4 prélèvements pour établir la conformité d'un point.

Au cours de la campagne 2025, une première analyse a été réalisée sur la totalité des secteurs ciblés.

Lorsque le résultat a révélé une valeur supérieure à 0,5 µg/l, des analyses complémentaires ont été réalisées pour établir la conformité du point et mettre en place, quand cela a été nécessaire, des mesures correctives.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bilan des analyses réalisées :

Le nombre de points réalisés par commune après enquête terrain (validation de la présence d'un usager) est présenté ci-dessous.

- Commentaire sur la campagne : pas de détection de non-conformité sur l'ensemble des points analysés.

Ces campagnes d'analyses annuelles sur le paramètre CVM se poursuivront sur le territoire jusqu'en 2027.

Commune	Nombre de points ciblés par la campagne 2025	Nombre de points ciblés ayant fait l'objet d'au moins une analyse	Nombre d'analyses réalisées	Points non conformes ayant fait l'objet de mesures correctives
BOHARS	8	6	6	0
BREST	12	11	12	0
GOUESNOU	1	1	1	0
GUILERS	21	19	19	0
GUIPAVAS	23	22	23	0
PLOUGASTEL-DAOULAS	33	32	37	0
PLOUZANE	3	3	3	0
LE RELECQ-KERHUON	4	4	4	0
TOTAL	**105**	**98**	**105**	**0**

2.2.3 La protection de la ressource

Les périmètres de protection sont définis par l'article L 1321-2 du Code de la Santé Publique, l'article 13 - 1 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, et par les décrets des 3 janvier 1989 et 20 décembre 2001 relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine.

Les périmètres de protection définis en amont des prélèvements en eaux superficielles ont pour objectif de constituer une zone tampon permettant de réduire les risques de pollutions accidentelles et de pollutions par ruissellement.

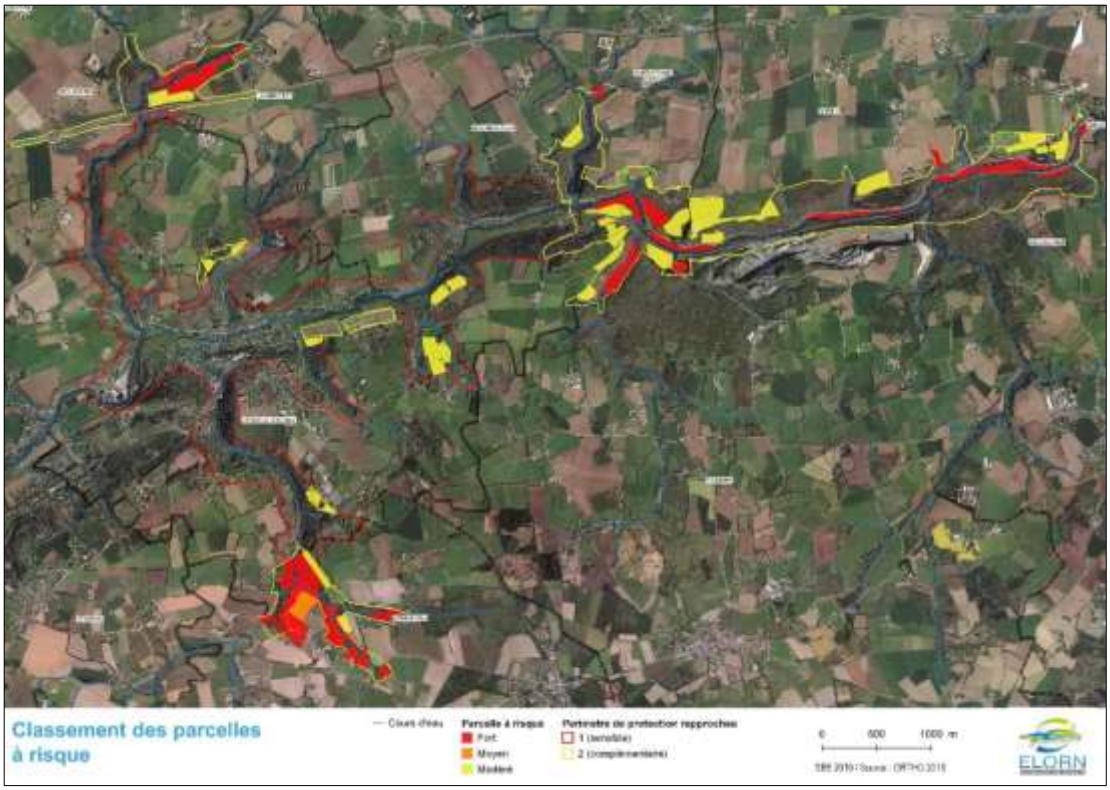
L'état d'avancement de la mise en place de ces périmètres par Brest métropole au 31/12/2024 est le suivant :

1. **Usine de Pont ar Bled**

L'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique et de protection de la prise d'eau a été pris le 19/08/2016. Brest métropole a confié au Syndicat de bassin de l'Elorn le pilotage de la mise en œuvre de cet arrêté.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Le dernier comité de suivi du périmètre de protection s'est tenu le 23/02/2024.



Les actions réalisées en 2025 :

- L'indemnisation des servitudes est en cours. La fixation judiciaire des servitudes d'une dizaine de dossiers n'ayant pu aboutir, une prestation a été confiée à un cabinet d'avocat (Heitzmann) afin d'assister Brest métropole et le SBE dans cette démarche. Sur les dix dossiers restant à régulariser en début d'année, cinq étaient en cours de signature à fin 2025, trois faisaient encore l'objet d'une procédure judiciaire et deux ne pouvaient être indemnisés en l'état.

2. Usine de Kerléguer (arrêté préfectoral pris le 28/11/2011) :

- Fin des travaux sur le périmètre immédiat en 2017 après les gros travaux de sécurisation de la prise d'eau et de reconstruction du bief (clôture et création d'un déflecteur de débit).
- Contrôle et mise en conformité des systèmes d'ANC prescrits.
- Stockages d'hydrocarbures et de produits chimiques : contrôle et mise aux normes. L'ensemble des stockages a été contrôlé.

3. Usine du Moulin Blanc (arrêté préfectoral pris le 19/03/2014) :

- Un canal de mesure du débit réservé sur le Costour a été réalisé en 2017.
- Contrôle et mise en conformité des systèmes d'ANC prescrits. Eau du Ponant est chargée de la mise en œuvre.
- Les travaux de dévoiement des eaux d'exhaure d'une source très saline située dans la carrière de Guipavas, ont été réalisés vers l'aval de la prise d'eau, pour améliorer la qualité des eaux brutes à la prise d'eau de Kerhuon.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

4. <u>Les captages de Bréleis et Kergonnec (arrêté préfectoral pris le 18/01/2010) :</u>

- Mise en service de l'unité d'assainissement de Kergonnec. Le raccordement des habitations du hameau de Kergonnec est enclenché.
- Maintien des parcelles en prairies fauchées ou à l'état boisé.
- Pour les parcelles acquises par Brest métropole : maintien en prairies fauchées suites à la signature de conventions agricoles en 2017.
- Entretien des parcelles humides par Brest métropole.

2.3 La distribution

2.3.1 Les réseaux de desserte et abonnés du service :

Au 31/12/2025, le service de l'eau potable de Brest métropole présente les caractéristiques suivantes :

2025	Total
Population	219 395
Nombre d'abonnés	65 640
Longueur de canalisations en km	1 339.04
Longueur de branchements en km	511.91
Longueur totale du réseau en km	1 850.95

Données complétées par *l'annexe 6.*

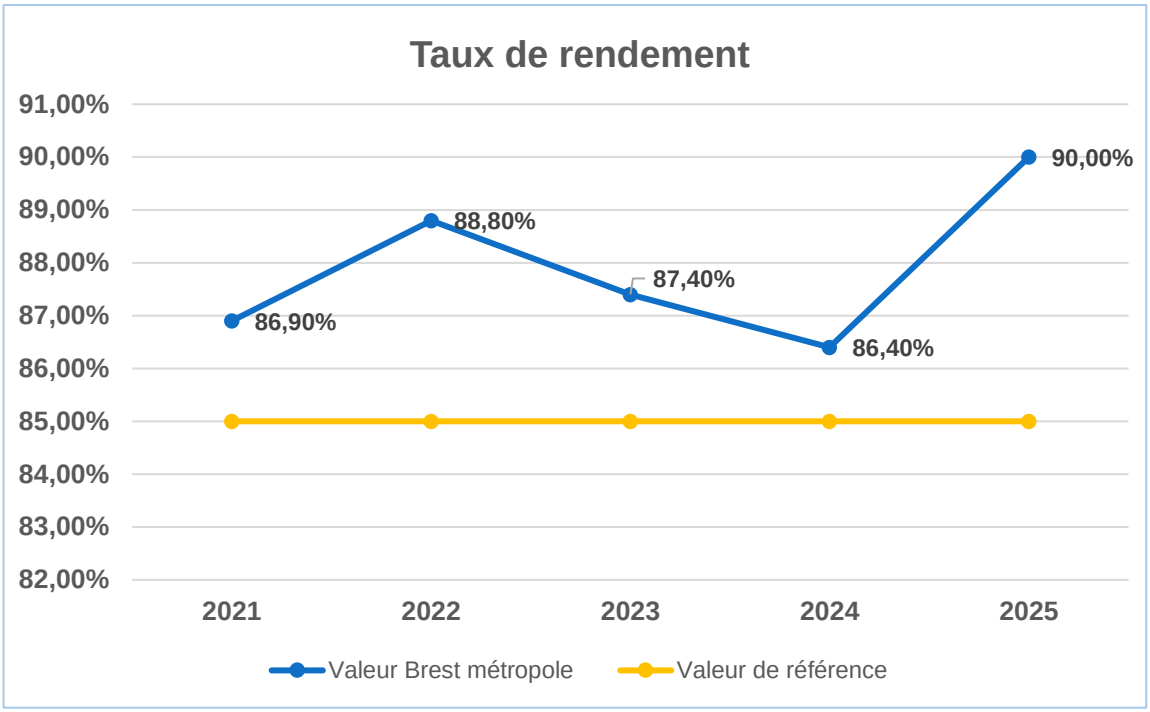
2.3.2 Rendement du réseau de distribution :

Un indicateur normalisé est mis en place pour suivre ce paramètre, qui permet d'avoir une photographie de la qualité du réseau de distribution.

Pour 2025 ce rendement est évalué à **90%.** (données de calcul en *annexe 5*)

Le graphique ci-dessous représente l'évolution du rendement du réseau durant les 5 dernières années par rapport à la valeur de référence qui est de 85%.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE



Deux leviers peuvent être actionnés pour améliorer le rendement du réseau et diminuer les pertes dans les conduites : l'entretien du réseau (recherche de fuites..) et le renouvellement du réseau et de ses équipements.

La programmation des renouvellements est d'une part calée sur celle des travaux de voirie et d'autre part fonction de la nécessité de remplacer les conduites trop vétustes.

Recherche de fuites

Le système de distribution d'eau potable est équipé d'un dispositif de sectorisation composé de compteurs permettant d'évaluer en continu les volumes d'eau potable introduits sur un secteur défini et maitrisé.

Quotidiennement, les équipes d'exploitation analysent les bilans des débits minimum nocturnes mis en distribution dans chacun de ces secteurs. Ces bilans sont édités automatiquement par le logiciel de supervision du réseau (TOPKAPI). Cette analyse permet d'identifier et de prioriser les secteurs présentant un niveau de débit minimum nocturne anormalement élevé.

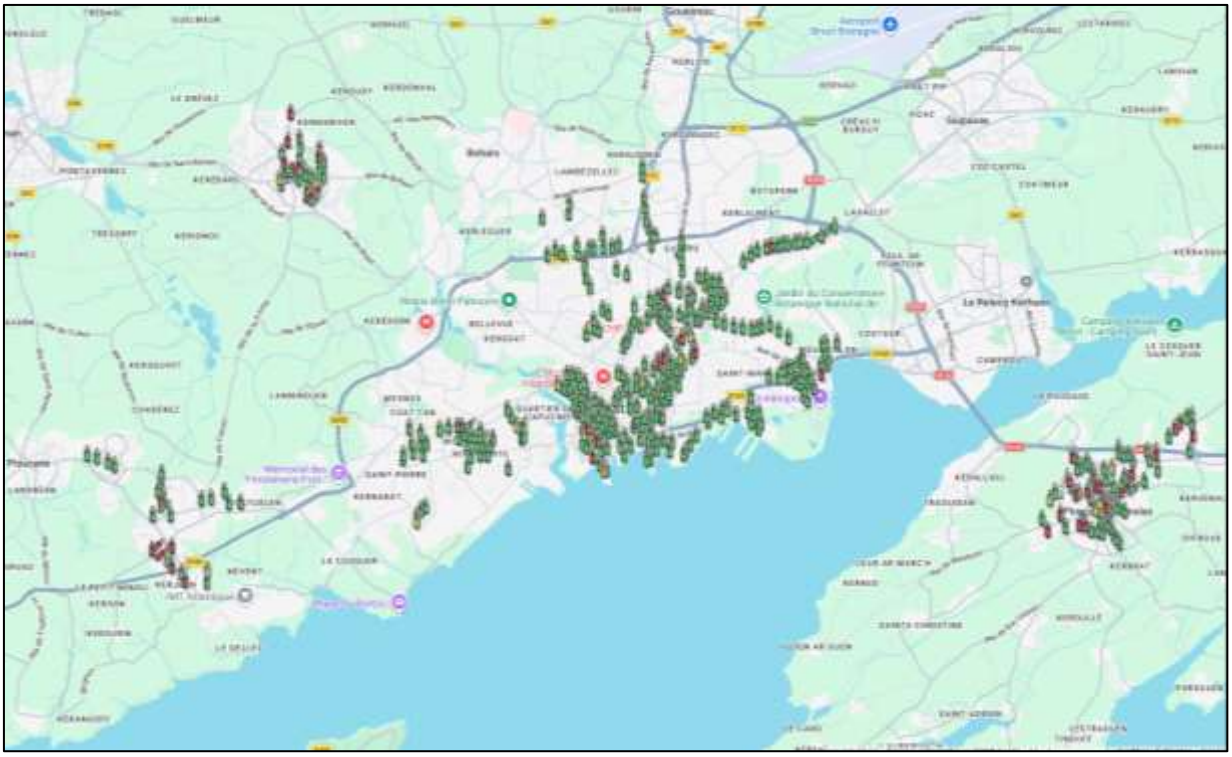
Des campagnes de recherche de fuites sont immédiatement déclenchées en s'appuyant sur les moyens propres du service.
Ce diagnostic consiste à localiser les fuites par des méthodes d'analyse acoustique (hydrosol et/ou corrélateur) réalisée au niveau des accès aux réseaux (bouches à clé sur réseau et branchement).

Lorsqu'une fuite est localisée, les travaux de réparation sont réalisés dans les plus brefs délais (idéalement sous 24h). Une fois la réparation finalisée, une nouvelle analyse des bilans est menée pour valider le retour au débit minimal nocturne de référence du secteur.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Nouveauté 2025

510 pré-localisateurs acoustiques de recherche de fuites ont été déployés depuis mars 2025 sur Brest métropole.

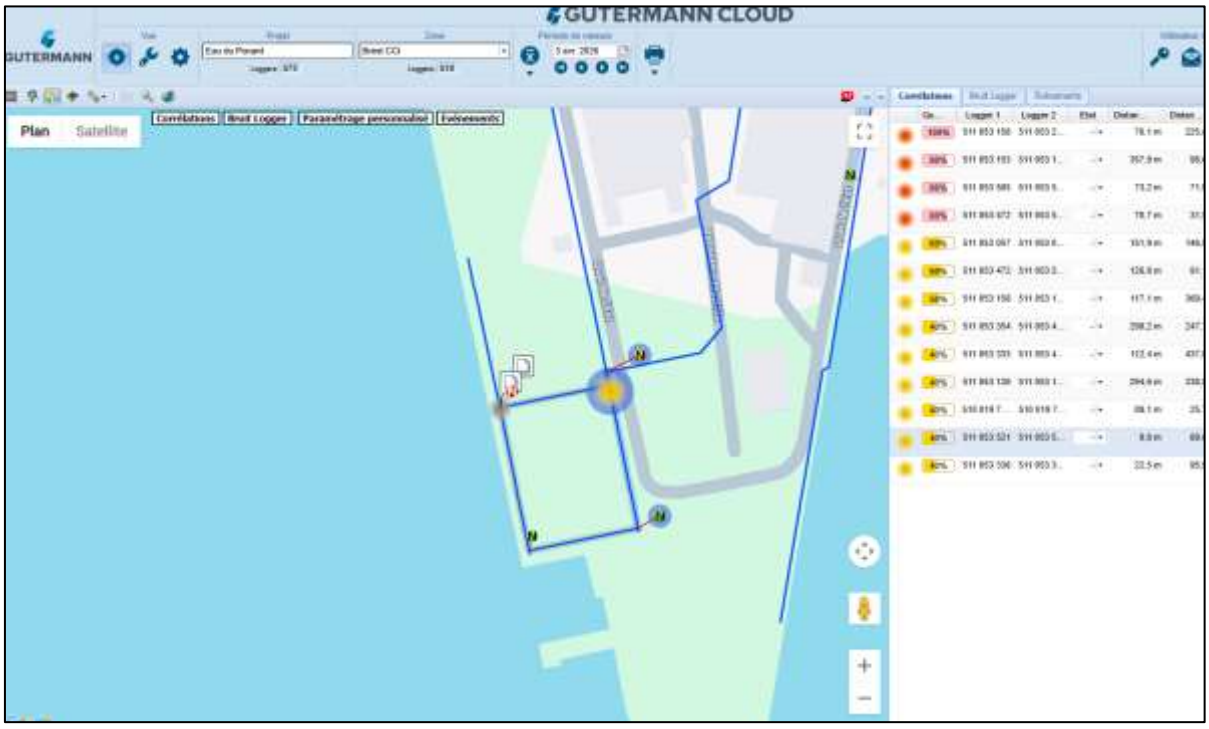


Localisation des prélocalisateurs acoustiques

Ce sont des capteurs à poste fixe, installés principalement sur des vannes qui analysent chaque jour le bruit résiduel présent sur le réseau d'eau potable, par le biais d'un enregistrement entre 2h et 4h du matin (période où la consommation d'eau potable est la plus faible).

Les données d'enregistrement remontent chaque jour sur une interface pour analyse et signalement des anomalies décelées. Le traitement des sons enregistrés est réalisé par une IA afin de discriminer tout autre bruit différent d'une fuite d'eau (ex : détendeur gaz, bruit électrique, écoulement d'eau pluviale…). Un code couleur permet d'identifier rapidement la localisation de fuites potentielles.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE



Interface d'analyse des prélocalisateurs acoustiques

Le déploiement des capteurs permet à l'équipe en charge des recherches :
- Un gain de temps dans l'analyse des données quotidiennes
- Un gain sur le temps passé à rechercher une fuite (pour toute les zones couvertes)

Les résultats 2025 liés à la pose des pré-localisateurs sont :
- 36 fuites trouvées par les capteurs depuis leur installation
- Diminution des volumes de fuite moyens d'environ 500 m³/jour

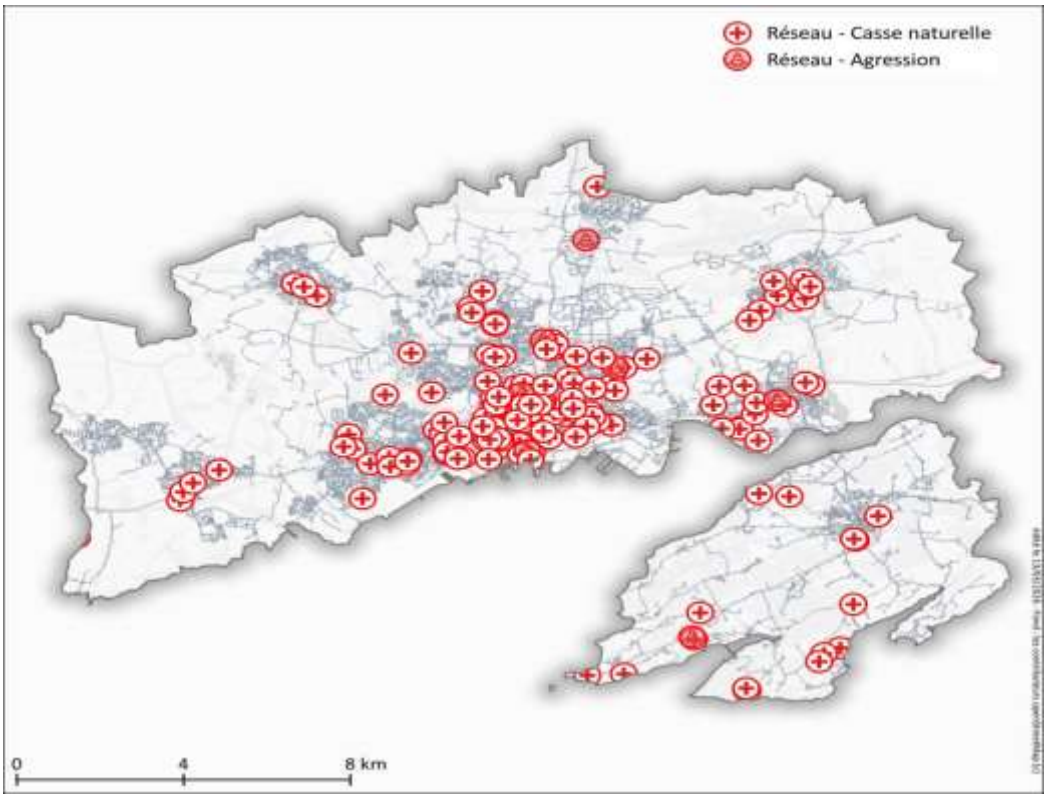
Le total des recherches de l'année est présenté ci-dessous.

	Linéaire de recherche de fuites (en km)	Nombres de fuites détectées
Total	**689.7**	**84**

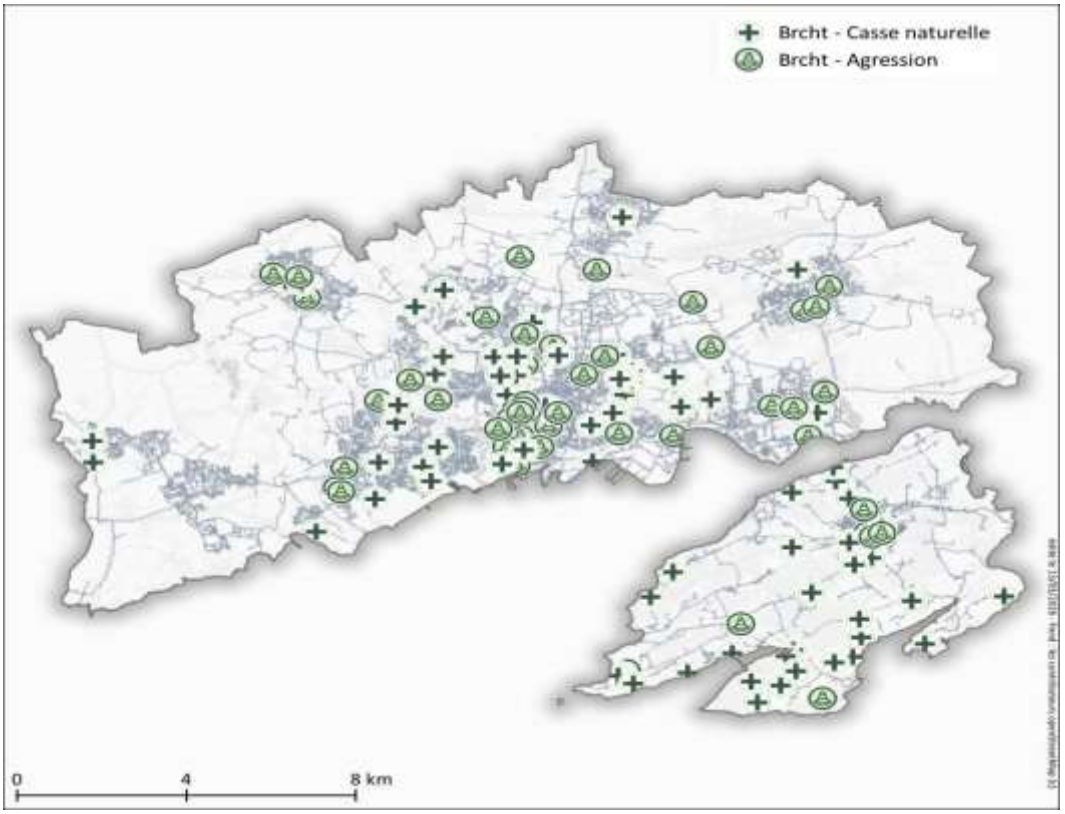
Réparation de fuites

Suite aux campagnes de recherche de fuites, aux appels des abonnés, aux agressions sur réseau, ont été réparées sur le contrat : **156** fuites sur réseau et **159** fuites branchements.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE



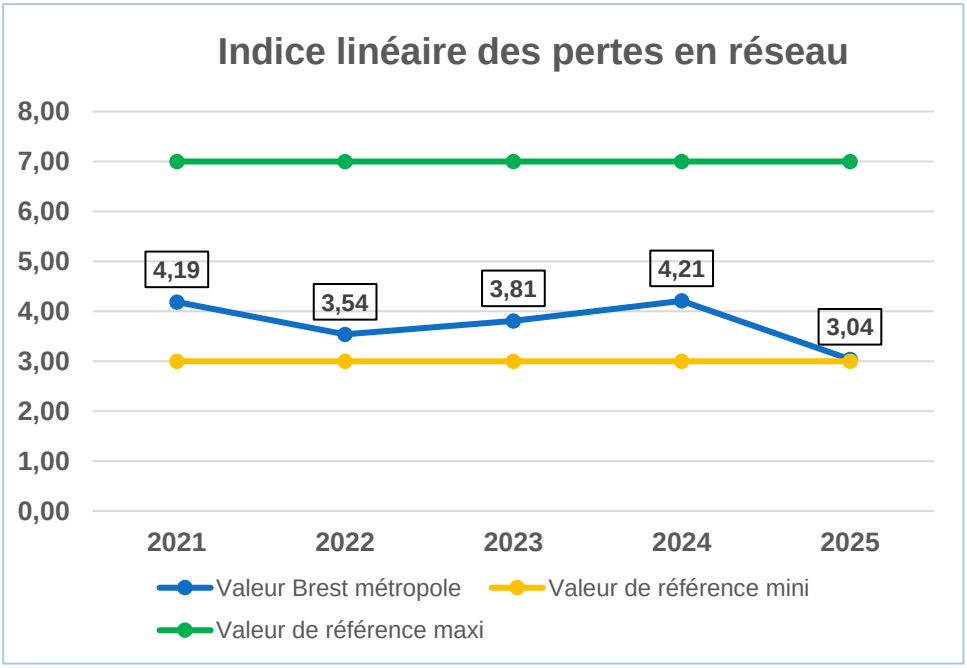
Casses sur le réseau d'eau potable en 2025



Casses sur les branchements d'eau potable en 2025

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Un autre indicateur normalisé permet d'appréhender la qualité du réseau de distribution, en tenant compte de sa densité : **c'est l'indice linéaire des pertes** (ILP), avec ILP = pertes de réseau / linéaires de réseau, par jour. L'évolution sur les 5 dernières années de cet indicateur est la suivante :



Pour 2025, la valeur est de **3.04 m³/km/j.** (données de calcul en *annexe 5)*

Pour classer le type de réseau, il faut tenir compte de la densité d'abonnés D qui correspond au nombre d'abonnés par km de réseau :

Type de réseau	**Rural** D<25	**Semi-Urbain** 25<D<50	**Urbain** 50<D

Pour le territoire de Brest métropole, la densité est de **42** (65 640 abonnés pour 1 339 km de réseau) et correspond à un réseau semi-urbain.

Pour interpréter ce score, on peut se reporter au tableau suivant, établi par les Agences de l'Eau :

Type de réseau	Mauvais	Médiocre	Acceptable	Bon
Urbain	ILP > 15	10 < ILP < 15	7 < ILP < 10	ILP < 7
Semi Urbain	ILP > 8	5 < ILP < 8	**3 < ILP < 5**	ILP < 3
Rural	ILP > 14	2,5 < ILP < 4	1,5 < ILP < 2,5	ILP < 1,5

Selon cette classification, l'ILP sur Brest métropole est : **acceptable.**

Cet indicateur est en amélioration depuis plusieurs années et se rapproche très nettement du « bon » en 2025.

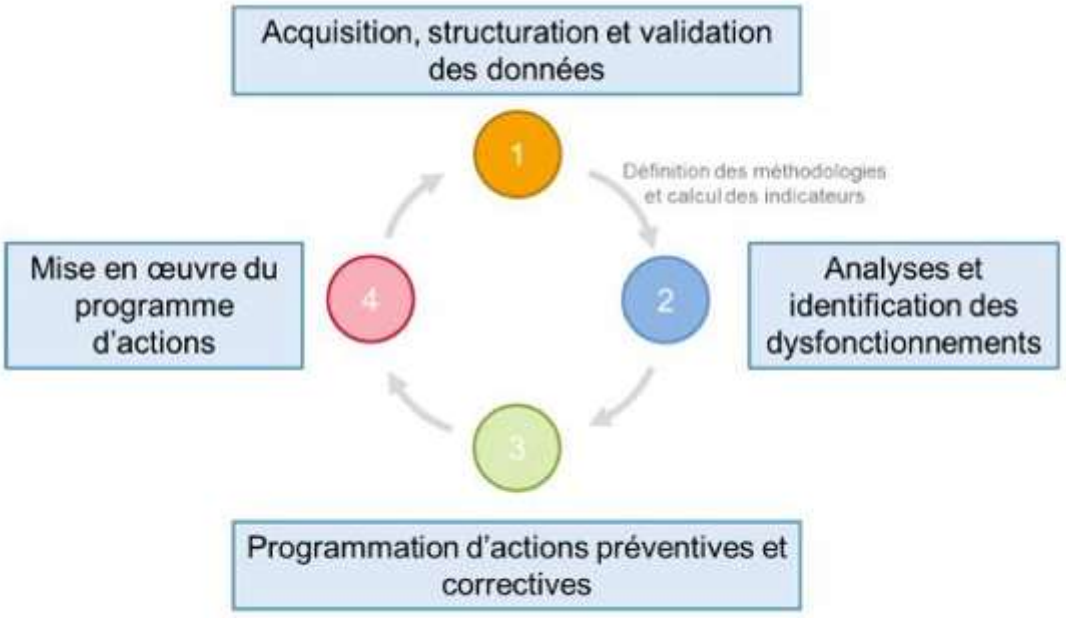
Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025

2.4 Projets en vue d'améliorer la qualité du service

Diagnostic permanent Eau potable

La démarche de Diagnostic Permanent eau potable est une démarche qualité qui vise à l'amélioration continue, l'anticipation et la prévention des risques. Elle consiste à :

- **Connaître**, en continu, le fonctionnement et l'état structurel du système AEP
- **Prévenir** ou identifier dans les meilleurs délais les dysfonctionnements de ce système AEP
- **Suivre** et évaluer l'efficacité des actions préventives ou correctrices engagées
- **Exploiter** le système AEP dans une **logique d'amélioration continue**



Le contenu du diagnostic permanent « eau potable » est adapté aux caractéristiques et au fonctionnement du système d'eau potable , ainsi qu'aux enjeux prioritaires identifiés sur le territoire. En 2025, le diagnostic permanent « eau potable » a permis d'aboutir aux avancées suivantes :

- Tenue à jour des schémas hydrauliques
- Validation des données de comptages
- Animation d'un workflow instrumentation
- Animation d'une démarche d'évaluation mensuelle de la performance des réseaux (tenue à jour des fichiers de travail et de suivi, animation mensuelle)
- Tenue de la priorisation des travaux de canalisations
- Tenue à jour d'une cartographie des travaux d'équipements réseaux
- Mise en place d'un tableau de bord de suivi volumique des besoins en eau par territoire

Des réunions de suivi de performance des réseaux sont organisées une fois par mois dans l'objectif de consolider les données de comptages et d'orienter les campagnes de recherches de fuites préventives.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Les travaux liés aux grands projets réalisés en 2025

Pour chaque projet, une fiche descriptive a été produite. Elle présente de manière synthétique les objectifs et l'état d'avancement du projet concerné. Ces derniers sont présentés *en annexe 6*.

Contrat	Projet
Etudes d'ingénierie	
BM	Géoréférencement des réseaux
BM	Mise à jour du modèle hydraulique
Travaux	
BM	Restructuration de l'UP du Moulin Blanc
BM	Restructuration de l'UP de Pont ar Bled
BM	Optimisation du Barreau Ouest de Kerléguer
BM	Réhabilitation du captage de Bréléis
BM	Réhabilitation du réservoir des 4 Moulins
BM	Réhabilitation du réservoir du Cléguer
BM	Réhabilitation du réservoir de Kermadec
BM	Réhabilitation du réservoir de Pen ar Chleuz
BM	Réhabilitation du réservoir de Pen ar Valy
BM	Réhabilitation du Réservoir de Petit Paris

3. Données économiques et financières

3.1 Le patrimoine

Le patrimoine constitue en tant que tel une composante structurante du prix de l'eau (amortissement des investissements de 1er établissement et frais de renouvellement). A titre indicatif, la valeur à neuf du patrimoine des services de l'eau est estimée à près de 350 M€.

=> Le détail du patrimoine du service de l'eau potable figure en *annexe 6*.

Un plan détaillé de l'évolution du patrimoine est remis annuellement par Eau du Ponant.

3.2 La dette (données service Finances Brest métropole)

Le capital restant dû sur la dette du budget annexe de l'eau qui s'élevait à 300 K€ au 1er janvier 2025 a diminué de 75 K€ pour s'établir à 225 K€ au 1er janvier 2026.

Les principales caractéristiques de cet endettement sont présentées ci-dessous :

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

au 1er janvier 2026	encours	annuité	dont		taux d'intérêt moyen	durée résiduelle
			capital	intérêts		
total *(en K€)*	**225**	**85.2**	**75**	**10.2**	**4,55%**	**2 ans 5 mois**
se décomposant en:						
taux fixe	225	85.2	75	10.2	4,55%	2 ans 5 mois
Soit :	100%					

3.3 Détails des éléments tarifaires

LE PRIX DU M^3

Le prix d'un mètre cube d'eau potable (hors abonnement) au 1er janvier 2025 et au 1er janvier 2026 se présente comme suit :

Eléments de la facture	Désignation	Prix au 1er janvier 2025 TTC	Prix au 1er janvier 2026 TTC
Part collectivité	1 m^3	0,1794	0.1794
Part Eau du Ponant	1 à 1000 m^3	1,8748	1.9336
	1001 à 2 000 m^3	1,8242	1.8997
	2 001 à 8 000 m^3	1,7620	1.8581
	Au-delà de 8 000 m^3	1,6531	1.7851
Redevances Agence de l'Eau	préservation des ressources en eau	0,0422	0.0475
	consommation eau	0,3482	0.3376
	performance eau	0,0211	0.0433
Total par m^3	**TTC** (Taux de TVA : 5,5%)	**2,466**	**2.541**

L'ABONNEMENT

Un droit d'abonnement est perçu semestriellement par Eau du Ponant, variable selon le diamètre du compteur. Le montant annuel de l'abonnement se décline ainsi :

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Diamètre du compteur	prix TTC au 1er janvier 2025	prix TTC au 1er janvier 2026
15 mm	15,82	16,39
20 mm	31,73	32,89
30 mm	93,32	96,74
40 mm	185,81	192,61
60 à 80 mm	310,73	322,31
100 mm	462,23	479,15
150 mm	622,10	644,88
250 mm	1 084,33	1124,03

LE BRANCHEMENT D'EAU POTABLE

Le prix facturé à l'abonné, variable suivant le diamètre demandé, a évolué de la manière suivante entre le 1er janvier 2025 et le 1er janvier 2026 pour un branchement de type domestique (forfait pour le branchement d'eau potable hors lotissement) :

- au 1er janvier 2025 : 3 240 € TTC
- au 1er janvier 2026 : 3 240 € TTC

4. Travaux

4.1 Les travaux de renouvellement

- Réseaux : **13 926 ml** renouvelés en 2025 (GER : Gros Entretien et Renouvellement)
  - Brest : 9 167 ml
  - Gouesnou : 650 ml
  - Guipavas : 1 765 ml
  - Le Relecq Kerhuon : 1 585 ml
  - Plougastel Daoulas : 605 ml
  - Plouzané : 185 ml
- Branchements : **714** branchements renouvelés dont **123** en plomb
- Compteurs : **2 995** renouvelés hors création/ renouvellement de branchements
- Installations : opérations de GER annuelles réalisées

4.2 Les travaux neufs

- Réseaux : en 2025 ont été réalisés **3 712 ml** d'extension.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Commune	ml	Rue	Nb de branchements
Bohars	3 364,66	Association de Poulrinou	77
Gouesnou	35	rue du Goulven Tréguier	1
Guilers	2	Chemin de Kerouriat	1
Guipavas	60	Rue de Gwaremm Vors Ouest	3
Plougastel-Daoulas	50	Pen Ar Hoat	3
Plouzané	200	Rue de Kerargroas	1

En 2025, l'ASAEP de Poulrinou a été intégrée au périmètre BM, d'où un linéaire d'extension élevé.

De plus, les équipes d'Eau du Ponant accompagnent quotidiennement les aménageurs (privés ou publics) créant des réseaux étant destinés à être par la suite exploités par Eau du Ponant.

- Création de branchements (prestations facturées à l'usager) : **155** en lotissement et **100** hors lotissement

- Sur les installations : en 2025 les travaux suivants ont été entrepris (cf *annexe 6*)

Contrat	Projet
Travaux	
BM	Restructuration de l'UP du Moulin Blanc
BM	Restructuration de l'UP de Pont ar Bled
BM	Optimisation du Barreau Ouest de Kerléguer
BM	Réhabilitation du captage de Bréléis
BM	Réhabilitation du réservoir des 4 Moulins
BM	Réhabilitation du réservoir du Cléguer
BM	Réhabilitation du réservoir de Kermadec
BM	Réhabilitation du réservoir de Pen ar Chleuz
BM	Réhabilitation du réservoir de Pen ar Valy
BM	Réhabilitation du Réservoir de Petit Paris

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Partie 3. Le service public de l’assainissement collectif

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

1. Faits marquants 2025



Système de collecte

Le PR Quelarnou a été mis en service au mois de mars sur le bassin de collecte de Zone Portuaire afin de raccorder une zone ANC polluantes.

L'installation d'injection de Nutriox du PR Le Vern a été mise en service en novembre. Les équipements de l'installation du PR Kerargroas ont été renouvelés en décembre. Ces deux PR sont présents sur le bassin de collecte de Maison Blanche.

Un débitmètre a été installé en septembre sur la conduite de refoulement du PR Jean Bart (bassins de collecte de Maison Blanche).

Les diagnostics des réseaux se poursuivent afin de traiter les eaux claires parasites et les pollutions vers le milieu récepteur. Des travaux de renouvellement sur le réseau sont réalisés.

Certains points du réseau souvent non accessibles ont pu provoquer des débordements.

Système de traitement

Sur la station d'épuration de Zone Portuaire, suite à la casse de plusieurs surpresseurs en 2024, l'atelier aération a été remis en état et optimisé par l'installation d'un second surpresseur Sulzer. Ainsi, en fin d'année 2025, le programme « automates » a été revu afin de favoriser le fonctionnement de l'aération sur les 2 surpresseurs Sulzer améliorant l'aération tout en optimisant les consommations énergétiques.

Un renouvellement partiel du classificateur à sables a été réalisé, ce qui a contribué à augmenter la quantité de sables captée sur l'installation.

De plus, suite à l'épisode de radioactivité des boues sur l'installation en septembre 2024, une situation d'urgence sur cette thématique a été réalisée avec la collaboration du SDIS. Cet exercice nous a permis de tester les procédures revues suite à l'incident de 2024 et la réactivité des équipes.

Un audit de pollution électromagnétique a été réalisé sur cette station, identifiant des problématiques énergétiques. Des pistes d'optimisation ont été identifiées. L'élaboration d'un plan d'action est en cours.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le RPQS Brest métropole 2025
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Le four d'incinération de Zone Portuaire est toujours à l'arrêt. La décision a été prise d'arrêter définitivement cette installation. Les boues sont donc envoyées sur des plateformes de compostage. Compte tenu de l'importance du gisement, les plateformes destinataires des boues sont localisées, pour certaines en dehors des départements bretons.
Par ailleurs, la production des boues déshydratées étant limitée par des contraintes logistiques (évacuation de 2 bennes par jour ouvré), des modifications ont été réalisées afin d'augmenter la capacité d'extraction permettant ainsi de diminuer la concentration de boues dans les bassins d'aération (Cba).
De plus, les impacts de l'arrêt définitif du four ont été étudiés. En parallèle, une étude prospective est engagée par Brest métropole sur les différentes filières envisageables pour la valorisation des boues à 10 ans.

Sur la station d'épuration de Maison Blanche, le renouvellement du classificateur à sables a permis d'améliorer la quantité de sables captés sur l'installation.

Par ailleurs, des renouvellements de surpresseurs d'aération des biofors C+N ont été initiés par des modèles Delta Hybrid, visant une optimisation énergétique.

Des changements de polymère ont été mis en œuvre sur cette station afin d'en réduire la consommation et d'améliorer le taux de capture. Pour le polymère process, un retour au précédent polymère a été nécessaire compte tenu de l'aspect des flocs.

De plus, l'automate extension a été renouvelé.

Sur la station d'épuration de Toull ar Rannig, des essais de pilotage de la déphosphatation avec PureControl ont été réalisés mais n'ont malheureusement pas été concluants.

Par ailleurs, une pollution en entrée station est survenue en fin d'année ayant agi comme un inhibiteur de la biomasse et engendrant des dépassements en azote le 31/12/2025. Le caractère ponctuel de la pollution ainsi que des ajustements des réglages process ont permis un retour à la normale rapide début 2026.

2. Données techniques

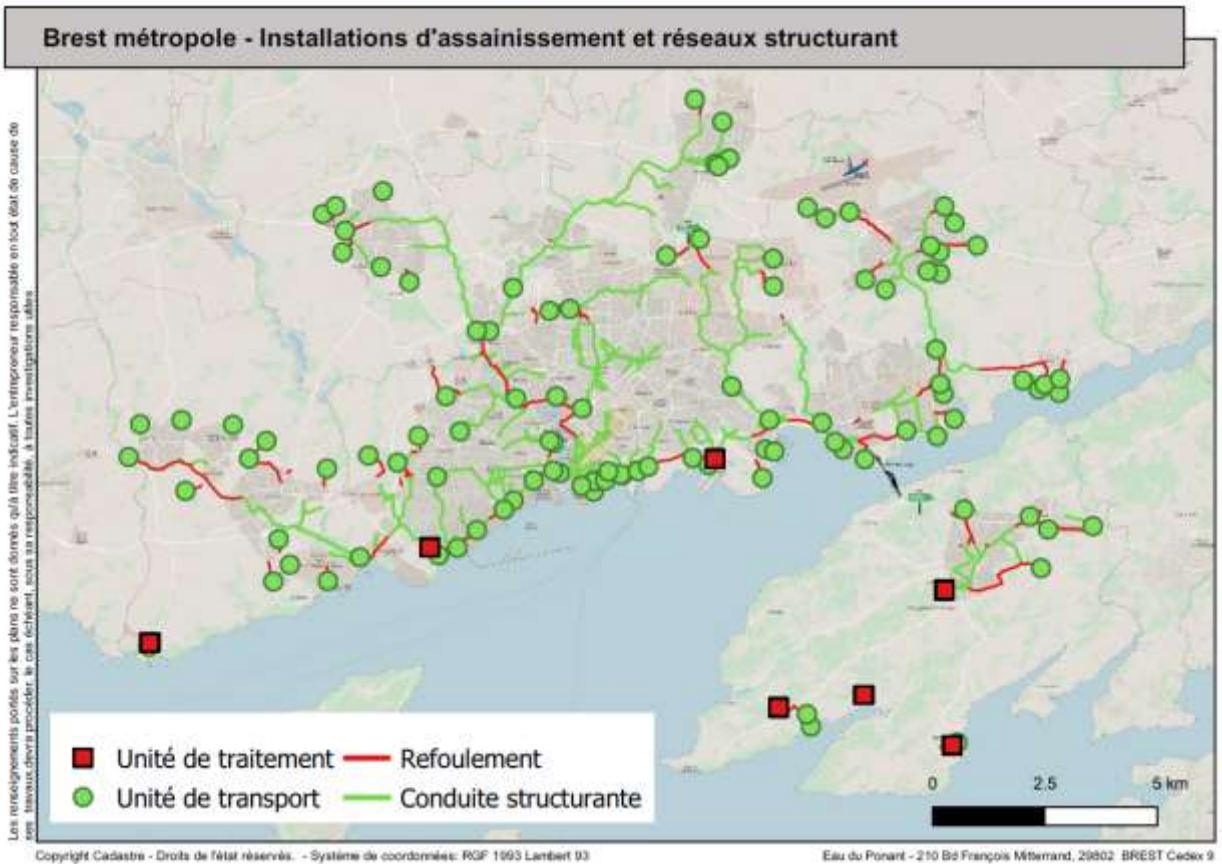
2.1 Le schéma général d'assainissement

Le schéma général d'assainissement de Brest métropole permet de desservir les 8 communes membres (ainsi que celle de Locmaria-Plouzané) en assurant le transit des eaux usées vers 6 sites de traitement (3 stations d'épuration urbaines et 5 unités de traitement par infiltration) soit une capacité totale de **235 540 équivalents habitants** :

- la station d'épuration de ZONE PORTUAIRE : 163 000 équivalents habitants
- la station d'épuration de MAISON BLANCHE : 60 000 équivalents habitants

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

- la station d'épuration de TOUL AR RANNIC : 11 700 équivalents habitants
- l'unité de traitement du TINDUFF : 180 équivalents habitants
- l'unité de traitement de L'AUBERLAC'H : 140 équivalents habitants
- l'unité de traitement de SAINT ADRIEN 80 équivalents habitants
- l'unité de traitement du MINOU : 50 équivalents habitants
- l'unité de traitement de KERGONNEC : 90 équivalents habitants



En se basant sur le nombre d'abonnés aux services d'eau potable et d'assainissement, d'une part, et sur la densité de l'habitat d'autre part, on peut estimer qu'environ **7%** de la population disposent d'un assainissement non collectif dans le cadre du SPANC.

La population desservie par un système d'assainissement collectif est estimée à **196 000 habitants**.

Dans les stations d'épuration, les eaux usées subissent une épuration physique et biologique poussée : dégrillage, dessablage et dégraissage, épuration biologique, décantation.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le RPQS Brest métropole 2025
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

2.2 Bilan de l'activité système de traitement

2.2.1 Les installations

- *La station d'épuration de Zone Portuaire*

Cette installation achevée en 2005 présente une capacité de traitement de 163 300 EqH *(cf. Annexe 8).*

Elle reçoit et traite les eaux usées du territoire de la métropole situé à l'Est de la Penfeld – communes de Brest, Guipavas et du Relecq-Kerhuon et, depuis le 31 juillet 2009, les effluents collectés provenant des communes de Gouesnou, Bohars et Guilers et des quartiers de Penfeld, Bellevue et de la Cavale Blanche à Brest. Le système de collecte est composé de plus de 62 stations de relevage, pour la plupart équipées de stockages de sécurité destinés à éviter les déversements en cas de dysfonctionnement ; des capteurs renvoient par ailleurs des alarmes vers le système d'information de l'exploitant en cas de situation anormale.

Les effluents arrivant à l'usine sont d'origine domestique et industrielle ; du fait d'un important secteur unitaire ainsi que du drainage d'eaux claires et d'eaux pluviales dans les réseaux séparatifs d'eaux usées, les volumes collectés sont variables et fortement influencés par la pluviométrie et le niveau des nappes phréatiques. Toutefois, la conception de l'installation a intégré des capacités de stockage supplémentaires dans une filière « d'orage » qui permettent de réduire, les déversements d'eaux usées non épurées au milieu naturel.

La station d'épuration reçoit également les matières de vidanges issues des installations d'assainissement d'individuel ainsi que de certains sites industriels.

- *La station d'épuration de Maison Blanche*

Cette usine, mise en service en juin 2004, présente une capacité de 60 000 EqH. Les ouvrages sont disposés dans un bâtiment fermé, construit en pied de falaise. Elle reçoit les effluents de la rive droite de Brest ainsi que des communes de Plouzané et de Locmaria-Plouzané *(cf. Annexe 9).*

Le réseau de collecte comprend une part de secteur séparatif et une part de secteur unitaire. 28 ouvrages de relevage sont nécessaires au transfert de l'effluent. Les eaux épurées sont rejetées en mer par l'intermédiaire d'un collecteur de ∅ 500 et de 400 mètres de longueur.

Des travaux ont été réalisés en 2012-2013 afin de satisfaire aux dispositions réglementaires concernant le traitement de l'azote et du phosphore en zone sensible à l'eutrophisation. La mise en service des nouvelles étapes de traitement a été réalisée au second semestre 2013.

- *La station d'épuration de Toul Ar Rannic*

Construite sur le territoire de la commune de Plougastel-Daoulas dont elle dessert principalement le centre-ville, cette station a été complètement restructurée et mise en service en 2018. Sa capacité a été augmentée à hauteur de 11 700 EqH.

Les objectifs de cette restructuration étaient de :
- prendre en compte l'évolution démographique de la commune ;
- obtenir des niveaux de rejet dans le milieu récepteur (ruisseaux, puis Rade de Brest) compatibles avec les normes ;
- gérer des volumes importants arrivant à la station, afin d'éviter les déversements d'eaux usées non traitées.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Les effluents qu'elle reçoit sont d'origine domestique et les réseaux mis en place sont de type séparatif.

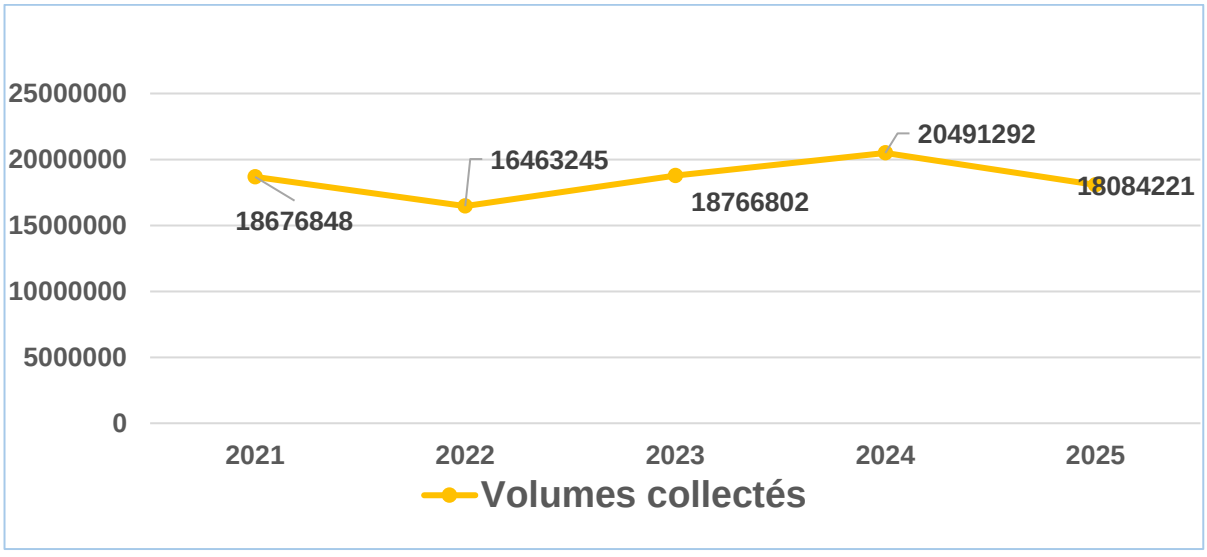
9 ouvrages de relevage sont nécessaires au transfert de l'effluent vers la station d'épuration. Après traitement, les eaux épurées sont rejetées dans un ruisseau qui aboutit, cinq kilomètres en aval, à l'étang du Caro, puis en rade de Brest.

- *Les unités de traitement du Tinduff, de l'Auberlac'h, du Minou, de Saint- Adrien et de Kergonnec*

Une première unité de 180 EqH a été réalisée au port du Tinduff à Plougastel-Daoulas. Ce dispositif d'assainissement, de type « décentralisé », a été mis en service en 1997 et est alimenté par un poste de relevage.
Une nouvelle unité de 140 EqH a été mise en service en 2006 pour le site de l'Auberlac'h puis en 2009 pour le site du Minou à Plouzané (50 EqH).
L'unité de traitement de Saint Adrien (80 EqH) a été mise en service en 2015.
En 2017, une unité de traitement semi-collective de 90 EqH et son réseau de collecte ont été créés à Kergonnec.

2.2.2 Les charges de pollution admises

Les volumes totaux collectés sur l'ensemble des stations d'épuration s'élèvent à **18.084 millions de m³**. *(cf annexe 10)*



2.2.3 Les performances de dépollution

<u>Rendement de dépollution du système global</u> *(cf annexe 10)* :

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Les rendements respectent la règlementation de chaque arrêté préfectoral des trois stations d'épuration, à l'exception du rendement épuratoire du PT pour la station d'épuration de Zone Portuaire.

Ils sont globalement stables pour les stations d'épuration de Zone Portuaire et Toull ar Rannig et en hausse pour la station d'épuration de Maison Blanche.

Les 3 stations du territoire de Brest métropole sont conformes sur les paramètres azote global (NGL) et phosphore total (Pt). En effet, les concentrations moyennes en NGL et Pt respectent la norme. Les rendements en NGL et Pt de la station de Toull ar Rannig est également conforme. Seuls les rendements en NGL de la station de Maison Blanche et en PT de la station de Zone Portuaire sont inférieurs à la norme, sans toutefois remettre en cause la conformité de la station sur ce paramètre.

Charge résiduelle rejetée dans la rade de Brest après traitement		
MES kg /an	DCO kg / an	DBO_5 kg / an
50 365	**359 922**	**40 993**

	Rendement MES	Rendement DCO	Rendement DBO_5
2025	**82%**	**78%**	**84%**
2024	*73 %*	*70 %*	*76 %*
2023	*79 %*	*77 %*	*83 %*
2022	*81 %*	*80 %*	*86 %*

Il est à noter une amélioration des rendements de dépollution sur les paramètres qui s'explique avec les charges déversées moins importantes.

La Demande Chimique en Oxygène (**DCO**) est la consommation en dioxygène par les oxydants chimiques forts pour oxyder les substances organiques et minérales de l'eau. Elle permet d'évaluer la charge polluante des eaux usées.

La **DBO5** ou Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours, représente la quantité d'oxygène nécessaire aux micro-organismes pour oxyder (dégrader) l'ensemble de la matière organique présente dans un échantillon d'eau maintenu à 20°C, à l'obscurité, pendant 5 jours.

La notion de Matière En Suspension (ou **MES** ou particules en suspension) désigne l'ensemble des matières solides insolubles visibles à l'œil nu présentes en suspension dans un liquide. Plus une eau en contient, plus elle est dite turbide.

Performance des systèmes de traitement

En 2025, les volumes déversés en tête de la station d'épuration de Zone Portuaire et Maison Blanche sont en diminution. Le bilan de ces volumes se traduit par :

- 41 jours de déversement de tête sur la station d'épuration de Brest Maison Blanche (42 jours en 2024) ;

- 2 jours sur la station d'épuration de Brest Zone Portuaire (5 jours en 2024) ;

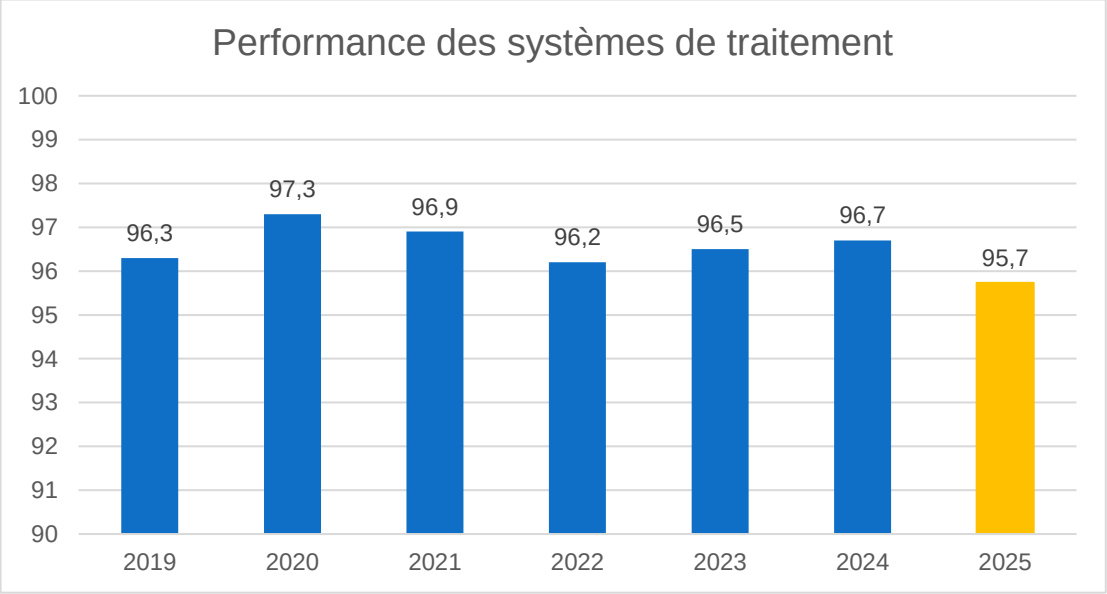
Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

- 0 jour sur la station d'épuration de Toul ar Rannig (0 jour en 2024).

Sur la base des bilans d'autosurveillance réalisés sur les stations d'épuration, un indicateur global de performance technique peut être calculé, qui correspond au pourcentage de bilans conformes par paramètre.

Cet indicateur technique ne répond pas aux règles de calcul de la conformité administrative des installations, établie par la DDTM du Finistère. En effet, en fonction des arrêtés préfectoraux, certains résultats prennent en compte les moyennes de l'année pour statuer de la conformité du traitement.

Cet indicateur, ci-dessous, prend en compte tous les dépassements. Il permet une mesure directe de la qualité des rejets ainsi que de leur évolution dans le temps.



L'indicateur technique de performance des systèmes de traitement est de 95,7% pour l'année 2025 sur l'ensemble des paramètres analysés. Il est en baisse par rapport à 2024. En effet, les concentrations réglementaires en NGL et PT étant en moyenne annuelle, les stations d'épuration de Zone Portuaire et Maison Blanche sont pilotées pour atteindre une concentration moyenne conforme et non une concentration systématiquement conforme. Ainsi, plusieurs dépassements en NGL pour la station de Maison Blanche et en PT pour la station de Zone Portuaire sont observés sans impacter la conformité des stations. Ce pilotage permet d'optimiser les consommations en réactif, notamment en méthanol et en chlorure ferrique.

(cf *annexe 12*)

<u>Suivi des micropolluants rejetés par les stations d'épuration : recherche de substances dangereuses dans les eaux (RSDE) :</u>

La première campagne RSDE a été réalisée sur les trois stations en 2018-2019. Elle a été reconduite en 2022-2023 (fréquence de 3 ans). A noter une évolution des substances à rechercher (pesticides

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025

par exemple) en 2022 par rapport à l'état initial de 2018 comme défini dans la note technique ministérielle du 24 mars 2022.

Ces campagnes permettent de compléter et mettre à jour les substances détectées afin de poursuivre les recherches sur le système de collecte (diagnostic amont complémentaire).

Les résultats de la campagne RSDE 2022 ont montré :

Nombre de micropolluants significatifs		
2022-2023	**Eaux Brutes**	**Eaux Traitées**
Maison Blanche	9 et 1 famille	8
Zone Portuaire	17 et 3 familles	5
Toull Ar Rannig	6	11

Les nouvelles substances détectées en 2022 sont :

Nouveau micropolluants significatifs		
2022-2023	**Eaux Brutes**	**Eaux Traitées**
Maison Blanche	non concerné	le benzo(b)fluoranthène et les chloroalcanes C10-13.
Zone Portuaire	le fluoranthène, les chloroalcanes C10-C13 et les PCB	non concerné
Toull Ar Rannig	le benzo(a)pyrène et le TBT	l'aminotriazole

Pour la poursuite du diagnostic à l'amont, la priorisation se porte sur : 4 substances pour le bassin de Toull Ar Rannig, 8 à Maison Blanche et 14 pour Zone Portuaire d'après le comparatif des campagnes précédentes et les conclusions du diagnostic initial.

Les données relatives à la performance énergétiques et la consommations en réactifs des installations sont détaillées *en annexe 10*.

2.2.4 La gestion des boues issues des ouvrages d'épuration

Les productions de boues sont en hausse pour les 3 stations (+4% au global), notamment en lien avec les augmentations globales de charges polluantes et la baisse de la concentration dans les bassins d'aération (Cba) pour Zone Portuaire.

- STEP Zone Portuaire, boues biologiques → 2 914 tMS/an
- STEP Maison Blanche, boues physico-chimiques → 1 118 tMS/an

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

- STEP Toul ar Rannic, boues biologiques → 106 tMS/an

↳ **soit un total de 4 148 tMS/an**

(tMS : tonne de matières sèches)

(cf annexe 10)

2.3 *Le bilan de l'activité système de collecte*

2.3.1 Le réseau de collecte et les abonnés du service

Les équipements du schéma général d'assainissement de Brest métropole comprennent les réseaux de collecte et de transit des eaux usées, les branchements et les postes de refoulement/relèvement (113 postes).

2025	Total
Population	**219 395**
Nombre d'abonnés	**60 451**
Longueur de canalisations en km	**983.4***
Sous pression = refoulement	***61.4***
Gravitaire	***918.7***
séparatif	*654.3*
unitaire	*253.2*
eaux industrielles	*11.2*

**Dont 3,3 km non renseignés*

2.3.2 Les performances des systèmes de collecte:

<u>Déversements sur les systèmes de collecte</u>

Les données de déversements, présentes dans le système Sandre en 2021 proviennent des données supervisées et validées (type A1 et R1 sensible). Cependant, l'ensemble des déversements est présenté ci-dessous et pour chaque point de rejet.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bassin de collecte	Toull Ar Rannig	Maison Blanche	Zone Portuaire
Nb de jours de déversement	26	1 529	2 992
Volumes déversés en temps de pluie	5 066	739 562	3 299 250
Volumes déversés en temps sec	0	364	20 772
Volumes déversés sur le système de collecte	5 066	739 926	3 320 022

La pluviométrie, principale cause des déversements, est en baisse par rapport aux 2 dernières années. Toutefois, il est à noter qu'en 2025 d'importantes averses orageuses ont eu lieu cumulant une pluviométrie horaire ou journalière importante les 12 juin, du 4 au 9 décembre et le 18 décembre.

Les volumes déversés sur les systèmes de collecte ont diminué par rapport à 2024 mais restent toujours supérieurs aux années antérieures. Nous pouvons observer une baisse sur les deux systèmes de collecte : Maison Blanche : -29 % ; Zone Portuaire : -15 % et une hausse sur Toull Ar Rannig : +154 % par rapport à 2024.

Sur les systèmes du Minou (Plouzané), Tinduff, Kerziou, St Adrien et Kergonnec (Plougastel-Daoulas), il n'y a pas eu de déversement.

2.3.3 Suivi des rejets non-domestiques

Selon l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique, tout déversement d'eaux usées autres que domestique dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par le biais d'une autorisation de déversement (ADD).

Cette autorisation, nominative et obligatoire, est délivrée par la Collectivité compétente en matière d'assainissement des eaux usées pour une durée de 5 ans.

En plus d'autoriser le rejet, elle fixe les objectifs quantitatifs et qualitatifs de l'effluent ainsi que les modalités de sa surveillance et de son contrôle.

Elle encadre également les conditions techniques et financières selon lesquelles la Collectivité accepte l'effluent dans le réseau public.

En effet, un effluent industriel peut présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières s'avérant incompatibles avec le traitement réalisé dans une station d'épuration (STEP), dont la vocation première est de traiter des eaux usées domestiques.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse du suivi de ces rejets sur le territoire de Brest métropole avec les indicateurs suivants :

- **ADD cible : nombre d'établissements, d'activités nécessitant une autorisation de déversement ;**
- **ADD valide : nombre d'autorisations signées en cours de validité (moins de 5 ans) ;**
- **ADD à renouveler : nombre d'autorisations signées de plus de 5 ans.**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Les mises à jour 2025 :

Toull Ar Rannig	Zone Portuaire	Maison Blanche
	ADD signée pour le dépôt de bus RD Brest	Fin de validité de 2 ADD en 2024
	Mise à jour Océanopolis	
	Cessation activité Géant Casino	
	Fin de validité de 5 ADD en 2024	

Système épuratoire	2021	2022	2023	2024	2025
Toul Ar Rannig					
ADD Cible	4	4	Non disponible	Non disponible	Non disponible
ADD valide			0	0	0
ADD à renouveler			4	4	4
Zone Portuaire					
ADD Cible	50	50	Non disponible	Non disponible	Non disponible
ADD valide			8	9	9
ADD à renouveler			29	29	30
Maison Blanche					
ADD Cible	6	6	Non disponible	Non disponible	Non disponible
ADD valide			2	2	0
ADD à renouveler			1	1	3

2.3.4 Les contrôles des branchements

Depuis 1996, la collectivité a entrepris le contrôle systématique des raccordements des usagers domestiques au réseau public d'assainissement.

La collectivité a engagé en juillet 2007 une campagne pour la mise en conformité des installations polluantes. Compte tenu du nombre conséquent de propriétés concernées, il a été décidé de cibler les priorités en fonction des enjeux de Brest métropole, notamment celui relatif à la qualité des eaux de baignade et eaux conchylicoles.

Le bon fonctionnement du système d'assainissement, sur le secteur séparatif, dépend également de la qualité des branchements des installations au réseau.
Il est en effet fréquent d'avoir des évacuations d'eaux usées raccordées au réseau d'eaux pluviales, ou à l'inverse des eaux de gouttière raccordées sur le réseau d'assainissement.

Pour limiter et corriger ces dysfonctionnements, une politique de contrôle des branchements est mise en place par Eau du Ponant à la demande de la collectivité.

Chaque contrôle s'effectue de manière visuelle au moyen de tests d'écoulement d'eau, d'utilisation de colorants et de manière sonore au moyen de tests de résonnance.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Les contrôles de conformité des installations privées d'assainissement collectif sont réalisés dans plusieurs cadre :

- En cas de vente, un contrôle datant de moins de 3 ans doit être fourni. Ces contrôles sont donc réalisés à la demande des usagers en amont d'une vente immobilière.

- Les recherches de pollution :ces contrôles peuvent être déclenchés suite à des campagnes de tests à la fumée, des passages caméra ou sur l'ensemble des installations d'un secteur sensible de type bassin versant de plage ou périmètre de protection de captage par exemple.

- Les contrôles branchements neufs ont été rendus obligatoires par la règlementation depuis le 1er janvier 2023. Ils sont réalisés dans les 2 années suivant la création du branchement d'assainissement collectif.

- Les contrôles de contre-visite sont réalisés à la demande des usagers suite à la réalisation de travaux de mise en conformité.

- Les visites complémentaires dites de « conseil à l'usager », en vue de l'accompagner dans la démarche de mise en conformité et de recherche de solutions (suite à contrôle non conforme).

2 341 contrôles ont été réalisés en 2025 et se répartissent comme suit :

Les contrôles des branchements				
	2022	**2023**	**2024**	**2025**
Contrôles nouveau branchement	300	427	350	**167**
Contrôles en amont d'une mutation (à la demande de l'usager)	1 413	1 214	1 204	**1 300**
Contrôles sur secteurs sensibles et recherche de pollutions	134	220	607	**433**
Contre-visites (contrôles suites à travaux de mise en conformité)	360	353	346	**413**
Déplacement pour conseil à l'usager	84	43	38	**28**

Evolution sur les 5 dernières années du nombre total de contrôles réalisés sur Brest métropole :

2021	2022	2023	2024	2025	Total
2 281	2 311	2 257	2 547	2 341	**11 737**

Le taux de conformité des contrôles des installations d'assainissement collectif sur Brest métropole réalisés en 2025 est de **90.8 %**.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Suite à la réalisation du contrôle sur site, un bilan valable pour une durée de 3 ans, est rédigé et transmis à l'usager.

En cas de raccordement non conforme, l'usager dispose alors d'un délai de 1 an pour réaliser les travaux de mise en conformité nécessaires.

Au terme du délai de 1 an et sans aucun retour de la part de l'usager, une pénalité financière est alors appliquée, annoncée par courrier. Celle-ci perdure jusqu'à la réalisation du rendez-vous de contre-visite, validant les travaux de mise en conformité demandés. Un bilan de contrôle de raccordement conforme est alors délivré.

Aides financières de Brest métropole pour la mise en conformité des installations d'assainissement sur les périmètres de protection de captage d'eau potable

Par délibération du 24 janvier 2020, le Conseil de la métropole a acté la prise en charge des subventions aux particuliers sur la mise en conformité des assainissements et des cuves à fuel, sur les périmètres de protection de captages d'eau potable de Brest métropole, présents sur son territoire.

Programme 2025 dans le cadre du diagnostic permanent :

En partenariat avec Brest métropole, des secteurs de recherches avec des contaminations aux exutoires pluviaux sont ciblés chaque année. Ces campagnes se sont menées notamment sur les secteurs prioritaires à usage baignade.
Les investigations se poursuivent sur le bassin versant du Stang-Alar mais également sur le bassin versant de la Penfeld.

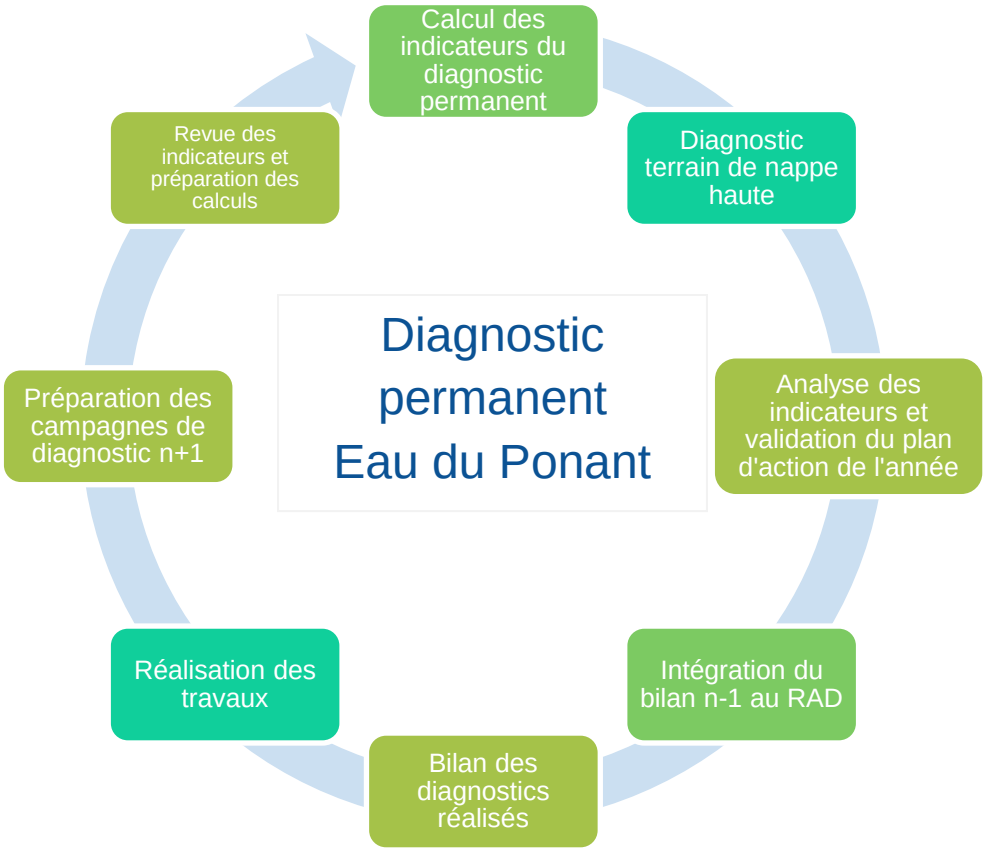
2.4 *Diagnostic permanent*

2.4.1 *Mise en oeuvre du diagnostic permanent*

En matière d'autosurveillance, l'arrêté du 21 juillet 2015 est une référence mais il a été modifié par la publication de l'arrêté du 31 juillet 2020.

L'article 9 de ce dernier modifie l'article 12 de l'arrêté du 21/07/2015. Cet article reprend les attentes en matière de diagnostic, il distingue les notions de diagnostic périodique et permanent et enfin, il impose des dates butoirs de restitution.Sur le territoire de Brest métropole, le diagnostic périodique sera constitué via les Schémas Directeurs et le diagnostic permanent est mis en place annuellement lors de ce bilan.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE



Depuis 2022, le diagnostic permanent est mis en œuvre par Eau du Ponant en suivant le cycle présenté ci-dessous.

En 2025, les principales actions mises en œuvre dans le cadre du Diagnostic Permanent de Brest métropole sont présentées ci-dessous.

- Exploitation des bilans Eaux claires parasites par poste de relevage principal
- Développement des diagnostics sur le territoire de Brest métropole
- Mise en place d'une cartographie des résultats des campagnes terrain
- Reconstitution des chroniques de déversement liée au manque de données

2.4.2 *Mise en conformité de l'autosurveillance*

Suite à la définition en interne des travaux d'amélioration des mesures des volumes déversés sur les points A1 et R1, un marché spécifique de maitrise d'œuvre a été lancé et attribué en 2022. Ces travaux visent à fiabiliser les mesures des déversements et également, améliorer le contrôle et la maintenance faites par l'exploitation.

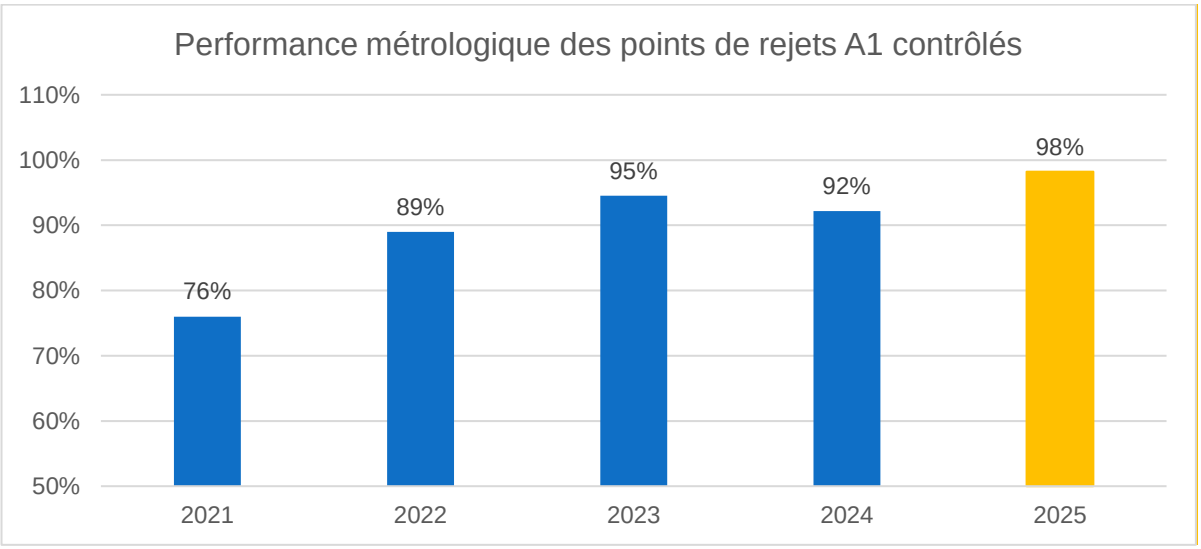
Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Les contrôles réglementaires des points de rejets liés l'autosurveillance

Bassin	Nb points A1	Non conforme	Non contrôlable
TAR	2	0	0
MB	16	1	0
ZP	39	3	1*

*PR Camfrout : débitmètre sur conduite non contrôlable

Par conséquent, sur la totalité des points de rejets A1, **la performance métrologique est évaluée à 98%**.Ces contrôles permettent de s'assurer de la qualité de la mesure afin de quantifier au plus juste les déversements.



Un point non conforme peut l'être soit vis-à-vis de la mesure terrain (sonde inadaptée par exemple), soit pour défaut de transmission (paramétrage à revoir, différences observées entre la mesure sur le terrain et supervisée). Les défaillances observées sont ou seront traitées avant le prochain contrôle en 2026.

Bassin de collecte	Réseau	Type	Nom	Objet NC
Zone Portuaire	Unitaire	PR	Palaren	Écart sonde - acquisition : sonde à remplacer en 2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

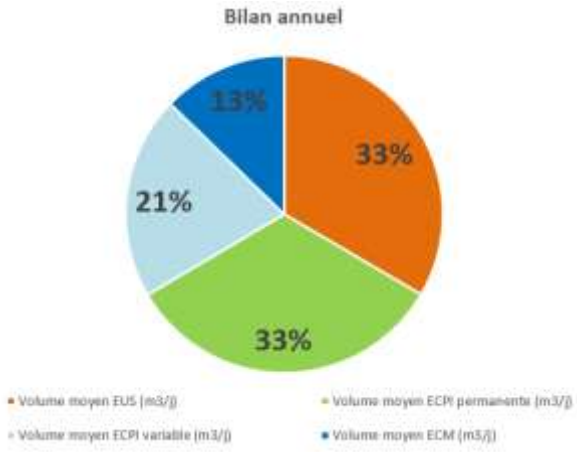
2.4.3 *Evaluation des eaux claires parasites*

Le bilan annuel des eaux claires parasites présente les données suivantes :

Stations de traitement :

Volume moyen ECPI variable	Volume moyen ECPM pompé
Toul Ar Rannig (24 %) Maison Blanche (20 %) Zone Portuaire (21 %)	Toul Ar Rannig (25 %) Maison Blanche (13 %) Zone Portuaire (13 %)

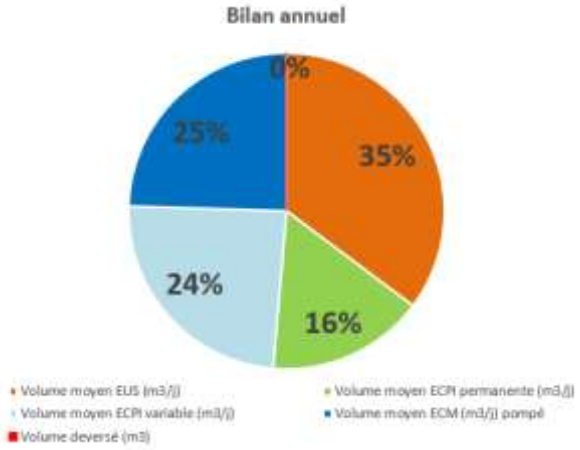
Zone Portuaire



Maison Blanche



Toull Ar Rannig



Les bilans ECP réalisés chaque année sont valorisés pour programmer les diagnostics de terrain. Il s'agit également d'un outil de suivi interannuel.

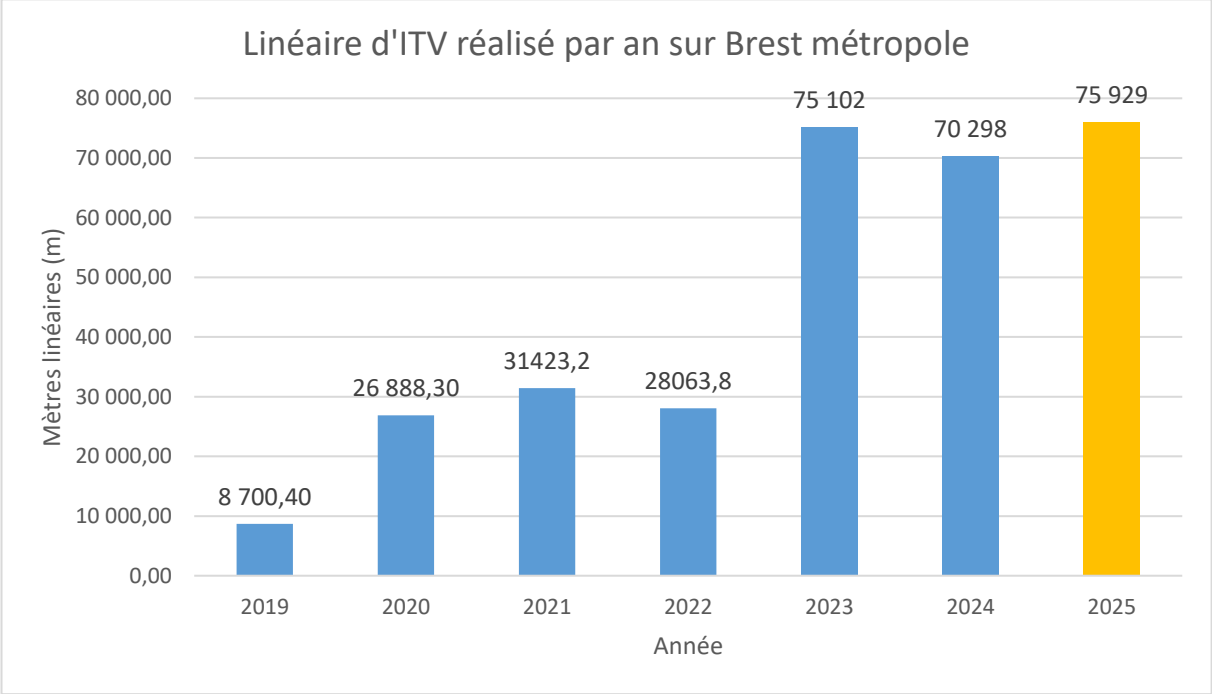
Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Sur les bassins de collecte, les résultats mettent en avant les secteurs sensibles aux ECPI et ECPM.

Sensibilité au ECPI la plus forte	Taux ECPI/Volume entrant	Sensibilité au ECPM la plus forte	Taux ECPM/Volume entrant
PR Quatre Pompes	69 %	PR Spernot	34 %
PR Bellevue	59 %	PR Roch Kerezen	30 %
PR Raozoc	61 %	STEU Toul Ar Rannig	25 %
STEU Zone Portuaire	64 %	STEU Maison Blanche	25 %
PR Spernot	58 %	UASC Tinduff	16 %

Au regard du délai de mise en œuvre des travaux pour donner suite aux diagnostics menés, il n'y a pas d'évolution significative de la situation entre 2024 et 2025 sur les points suivis.

2.4.4 *Les inspections des systèmes de collecte*



- **Des campagnes de recherche nocturne** ont été réalisées en mars et décembre 2025 sur les bassins de collecte des PR de Moulin du Pont (Guipavas), Mesdoun (Le Relecq-Kerhuon) et Izella (Guilers). Ce sont **100 km de réseau qui ont été inspectés.**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Suite à cette campagne d'inspections nocturnes, des investigations terrains complémentaires (ITV) seront menées sur les tronçons présentant un débit nocturne.

Campagne recherches nocturne (km)							
Bassin de collecte	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**Total**
Zone portuaire		54,0		47,0	30,2	100	231,2
Maison Blanche	41,0						41,0
TAR			3,5				3,5
Saint Adrien							0,0
Kerziou							0,0
Le Minou							0,0
Tinduff			1,4		2,1		3,5
Kergonnec							0,0
Total	**41,0**	**54,0**	**4,9**	**47,0**	**32,3**	**100**	**279,2**

- **Une campagne de tests à la fumée** a été réalisée par SUEZ/HYDRACOS sur les bassins des PR de Moulin du Pont (Guipavas) et Raozoc (Bohars). **Cette campagne a permis d'inspecter 50 000 ml de réseau.**

Campagne tests à la fumée (km)							
Bassin de collecte	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**Total**
Zone portuaire				51,0	38,1	50	**139,1**
Maison Blanche					12,6		**12,6**
TAR			54,7				**54,7**
Saint Adrien							**0**
Kerziou							**0**
Le Minou							**0**
Tinduff			2,1				**2,1**
Kergonnec							**0**
Total	**0,0**	**0,0**	**56,9**	**51,0**	**50,7**	**50**	**208,6**

Globalement les résultats reprennent 102 anomalies.

2.4.5 Les campagnes de mesures d'hydrogène sulfuré (H2S)

Deux campagnes de mesure d'hydrogène sulfuré (H2S) ont été menées en 2025 afin de mesurer la concentration dans les réseaux d'assainissement des secteurs suivants :

- PR de Moulin du pont (Guipavas)
- PR de ZAPP, Quais Malbert & Tabarly, Spernot et Larchantel à Brest.

La première campagne a eu lieu du 1er au 21 juillet et la seconde du 16 septembre au 10 octobre 2025.

L'objectif de celles-ci était d'analyser les mesures afin de mettre en place des actions préventives ou/et correctives (curages de bâches/réseaux, réglages des injections de réactif : nutriox, réglage des

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

seuils de marnage pour impacter les temps de séjour, réfection de génie civile sur les installations/réseaux…).

Les résultats sont présentés ci-dessous.

Commune	PR	Localisation mesure	Résultat max ppm	Résultat moyen ppm
Brest	Zapp	Point haut refoulement	1 465	38,4
Brest	Quais Malbert / Tabarly	Point haut refoulement	140	2,4
Brest	Spernot	Point haut refoulement	7	0,7
Guipavas	Moulin Du Pont	Bâche	43	8,8
Guipavas	Moulin Du Pont	Point haut refoulement	30	0,1
Brest	Arc'hantel 1	Point haut refoulement	493	20,9

2.4.6 Réduction des Substances Dangereuses dans l'Eau – Diagnostic à l'amont

Ces études ont débuté en 2021 sur la base de la campagne RSDE 2018. Elles ont été réalisées par Labocéa en concertation avec Brest métropole. Elles constituent l'état initial du diagnostic. La démarche se base sur le guide de l'ASTEE en accord avec l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne. Un diagnostic vers l'amont à vocation à :

- Identifier les sources potentielles de micropolluants déversés dans le réseau de collecte ;
- Proposer des actions de prévention ou de réduction à mettre en place pour réduire les micropolluants arrivant à la station ou aux déversoirs d'orage.

Au regard de ce diagnostic, des sources potentielles d'émissions ont été établies.

Les origines et les contributeurs recensés, on distingue deux types d'actions à mettre en œuvre :

Préventif : réduction/suppression des apports de substances à la source avant déversement dans le réseau. Les méthodes préventives reposent sur une maîtrise des outils de communication et de sensibilisation de la population mais aussi les artisans et entreprises artisanales de structures à taille humaine. Puisque pour les grandes entreprises et notamment les ICPE, l'action retenue consiste à établir et vérifier l'adéquation des conventions de rejet et de raccordement. Ces dernières sont à adapter en fonction des micropolluants détectés.

Curatif : agir sur le procédé actuel du traitement des stations d'épurations qui n'a pas été conçu au départ pour éliminer les micropolluants. La mise en place d'un traitement complémentaire est une réflexion à porter, d'autant plus que la future parution de la nouvelle DERU l'imposera.
Une phase complémentaire de ce diagnostic sera réalisée en 2026 pour inclure les nouvelles molécules significatives trouvées lors du RSDE 2022 (seconde campagne).

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

3. Données économiques et financières

3.1 Le patrimoine

Le patrimoine constitue en tant que tel une composante structurante du prix de l'eau (amortissement des investissements de 1er établissement et frais de renouvellement).

=> Le détail du patrimoine du service de l'assainissement collectif figure en *annexe 11*.

3.2 La dette *(données service Finances Brest métropole)*

Le capital restant dû sur la dette du budget annexe de l'assainissement a diminué de 0.755 M€ pour s'établir à 5.648 M€ au 1er janvier 2026.

L'annuité s'élève à 1.016 M€ qui correspond aux 7 emprunts restants sur le budget annexe de l'assainissement.

Les principales caractéristiques de cet endettement sont présentées ci-dessous :

Au 1er janvier 2026	encours	annuité	dont		taux d'intérêt moyen	durée résiduelle moyenne
			capital	intérêt		
total *(en K€)*	**5 648**	**1 016**	**755**	**261**	**4,62%**	**7 ans 9 mois**
se décomposant en:						
taux fixe	5 648	1 016	755	261	4,62%	7 ans 9 mois
Soit :	100%					

3.3 Détails des éléments tarifaires

LE PRIX DU M^3

Le prix d'un mètre cube d'assainissement au 1er janvier 2025 et au 1er janvier 2026 se présente comme suit :

éléments de la facture	désignation	prix au 1er janvier 2025 TTC	prix au 1er janvier 2026 TTC
part de la collectivité	1 à 6 000 m^3	0.1100 €	0.1100 €
	(1) 6001 à 12 000 m^3	0.1100 €	0.1100 €
	(1) 12 001 à 24 000 m^3	0.1100 €	0.1100 €
	(1) au-delà de 24 000 m^3	0.1100 €	0.1100 €

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

part de l'exploitant	1 à 6 000 m³	2.7224 €	2.8261 €
	(1) 6 001 à 12 000 m³	2.1778 €	2.2608 €
	(1) 12 001 à 24 000 m³	1.6333 €	1.6957 €
	(1) au-delà de 24 000 m³	1.3612 €	1.4131 €
redevances	performance système de collecte	0.0924 €	0.1041 €
total par m³	**TTC** (Taux de TVA : 10%)	**2.9248 €**	**3.0402 €**

(1) Il est rappelé qu'en pratique la dégressivité au-delà de 6 000 m³ s'applique aux volumes servant d'assiette à la facturation et non au tarif de base de la redevance.

Il n'y a pas de tarif d'abonnement au service de l'assainissement collectif.

LE PRIX D'UN BRANCHEMENT D'ASSAINISSEMENT

Le prix TTC d'un branchement ø 125 n'a pas évolué entre le 1er janvier 2025 et le 1er janvier 2026 et s'élève à :

- au 1er janvier 2025 : 5 400 € TTC (branchement neuf TVA 20%)

- au 1er janvier 2026 : 5 400 € TTC (branchement neuf TVA 20%)

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

4. Travaux

4.1 Les études

Les études liées à l'ingénierie amont et à la performance patrimoniale réalisées en 2025 sont listées dans le tableau ci-dessous. Pour chaque étude, une fiche descriptive a été produite. Elle présente de manière synthétique les objectifs de l'étude, son état d'avancement ainsi que les principales conclusions lorsqu'elle est terminée. Ces dernières sont présentées en *annexe 11.*

Système	Intitulé de l' étude
BM	Géoréférencement des réseaux

4.2 Les travaux de renouvellement

- Réseaux :
  - **7 760 ml** renouvelés en 2025 et **338** branchements
  - **262** opérations de maintenance réalisées

- Installations : (opérations annuelles Gros Entretien et Renouvellement)
  - **72** opérations sur les postes de relevage
  - **69** opérations sur les installations de traitement

4.3 Les travaux neufs

- Réseaux : **622 ml** d'extension ont été réalisés en 2025 et 21 branchements

- Création de branchements (prestations facturées à l'usager) :
  - **101** branchements créés en lotissement
  - **151** branchements créés hors lotissement
  - **31** branchements supprimés

- Sur les installations :

Les principales opérations identifiées à la Programmation Pluriannuelle des Investissements des systèmes de collecte et de traitement de Brest métropole sont listées ci-dessous. Pour chaque projet, une fiche descriptive a été produite. Elle présente de manière synthétique les objectifs et l'état d'avancement du projet concerné.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Système	Nom du projet
Maison Blanche	Restructuration du PR Pontaniou et construction d'un bassin tampon à Brest
Maison Blanche et Zone Portuaire	Mise en conformité du système d'assainissement unitaire de Brest métropole
Zone Portuaire	Rénovation et amélioration du fonctionnement du poste de relevage de Spernot
Tinduff	Construction d'une nouvelle station d'épuration au Tinduff à Plougastel-Daoulas

4.4 Préconisations

- Le renouvellement du dégrilleur du poste de relevage du Port de Commerce

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Partie 4. Le service public de l’assainissement non collectif

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

1. Faits marquants 2025

- L'année 2025 s'inscrit dans le 2nd cycle de contrôles de bon fonctionnement sur le territoire de Brest métropole (cycle 2020/2025) et correspond à la dernière année de ce cycle. Sur l'ensemble du cycle, 92% des contrôles ont été réalisés.

- L'année 2025 est marquée par l'application de la pénalité financière équivalente à la redevance d'assainissement non collectif, majorée de 400% (passage d'une majoration de 100% à 400%). Cette pénalité est appliquée pour les installations non conformes et pour lesquelles le délai réglementaire pour la mise en conformité, est dépassé.

- La Région Bretagne a débloqué des aides financières pour la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif sur des secteurs sensibles à la conchyliculture notamment. A ce titre, l'anse de Penfoul est éligible aux aides proposées par la Région. Une partie de la commune de Plougastel se situe sur le bassin versant de l'anse de Penfoul.
  Un courrier a été adressé aux propriétaires d'installations d'ANC non conformes potentiellement éligibles à ces aides. Des délibérations ont été prises par Brest métropole et le dossier de demande de subvention a été déposé à la Région le 10 janvier 2025. Les usagers éligibles à ces aides, ont ensuite été informés par courrier et les 1ers dossiers ont été réceptionnés au cours de l'année 2025.

2. Organisation générale

L'assainissement non collectif est aujourd'hui reconnu comme une filière d'assainissement à part entière.

La loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 a rendu obligatoire la prise en charge par les communes des contrôles des systèmes d'assainissement non collectif et l'arrêté du 6 mai 1996 a fixé les modalités du contrôle technique.

Les contrôles institués par la réglementation ont pour objet de vérifier que les ouvrages sont correctement conçus, réalisés et entretenus. Ils constituent une garantie de préservation de la qualité des milieux récepteurs et des usages de l'eau. Ces compétences de contrôle s'exercent dans le cadre du SPANC, qui est financièrement géré comme un service à caractère industriel et commercial, dans le cadre d'un budget annexe spécifique qui doit être équilibré en recettes et en dépenses.

Le SPANC de Brest métropole a été créé au 1er juillet 2005 sous forme d'une régie dotée de l'autonomie financière.

Il a été décidé de confier à Eau du Ponant la gestion du SPANC selon les mêmes modalités contractuelles que les contrats d'eau potable et d'assainissement collectif, en considérant :

- Que l'assainissement non collectif est une solution à part entière de traitement des eaux usées, performante et économiquement durable,
- Que la gestion de l'assainissement collectif et le contrôle de l'assainissement non collectif participent de façon égale à l'objectif de la collectivité de limiter l'impact des eaux usées sur l'environnement et la santé et de participer à l'effort global de protection de la ressource en

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

eau, et plus particulièrement en amont d'aires d'alimentation de captages en eau potable, de zones de baignade ou de zones conchylicoles...

Evolution du nombre d'abonnés au SPANC					
2020	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
5 438	5 487	5 469	5 510	5 500	**5 463**

	2023	2024	2025
Bohars	190	193	196
Brest	415	413	412
Gouesnou	217	218	215
Guilers	345	347	346
Guipavas	706	702	672
Le Relecq-Kerhuon	141	127	125
Plougastel-Daoulas	2970	2 974	2 971
Plouzané	526	526	526
Total	**5 510**	**5 500**	**5 463**

2.1 Les missions déléguées à Eau du Ponant

- La réalisation de l'ensemble des contrôles à effectuer :
  - sur les installations neuves,
  - sur les installations existantes,
  - dans le cas de la vente d'un bien,

- L'instruction des dossiers concernant :
  - les autorisations d'urbanisme,
  - les demandes d'information des notaires,

- La gestion de la relation à l'usager :
  - préparation, contrôle et expédition des factures,
  - le recouvrement des factures,
  - la gestion et traitement des plaintes, réclamations et contentieux,
  - l'accompagnement des usagers dans l'ensemble de leurs démarches ayant trait à l'assainissement non collectif et au service délégué,
  - la publicité, communication et manifestation

2.2 Les différents types de contrôles

Dans le cadre de ses compétences, le SPANC réalise trois types de contrôles, correspondants aux contrôles obligatoires tels que définis par la loi :

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

- **Contrôle de conception et d'implantation des installations neuves ou réhabilitées**

Ce contrôle concerne l'ensemble des projets d'urbanisme situés sur des parcelles non desservies par l'assainissement collectif (Certificat d'Urbanisme, Permis de Construire et Déclaration de Travaux modifiant la capacité de la maison) et les projets de modification des installations d'assainissement non collectif existantes. Ce contrôle s'effectue sur la base d'une étude à la parcelle permettant de vérifier la faisabilité de l'assainissement non collectif et justifiant la conception, l'implantation et le dimensionnement des ouvrages.

- **Contrôle de réalisation des installations neuves ou réhabilitées**

Ce contrôle concerne les dispositifs neufs construits suite à un permis de construire, à une déclaration de travaux modifiant la capacité de l'habitation ou à une modification des ouvrages d'assainissement. Il a pour objet de vérifier la bonne exécution des travaux conformément au projet validé lors du contrôle de conception.

- **Contrôle de fonctionnement des ouvrages existants**

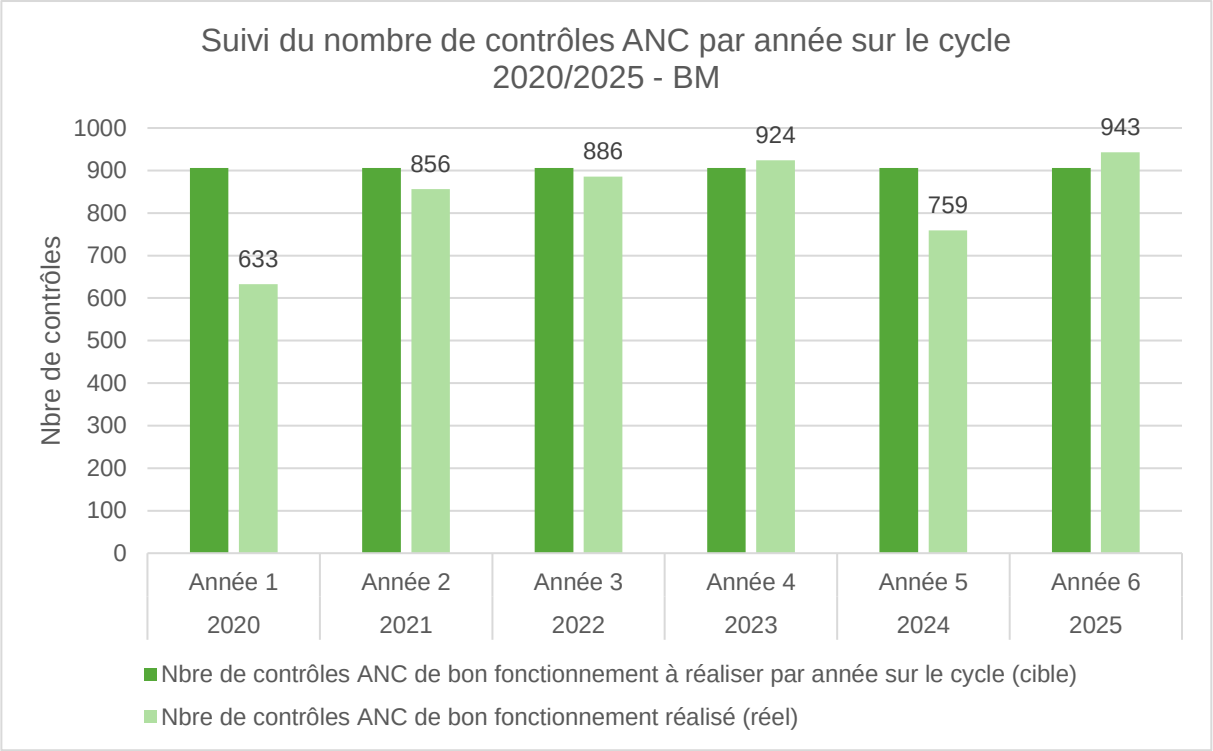
Ce contrôle concerne les installations d'assainissement non collectif existantes. Le premier contrôle de fonctionnement correspond au diagnostic des dispositifs. Le contrôle de fonctionnement sera ensuite réalisé tous les six ans. Il a pour objet de vérifier le bon fonctionnement et le bon entretien des différents ouvrages constituant le dispositif d'assainissement non collectif.

Le premier contrôle de fonctionnement correspond au diagnostic des dispositifs. Le contrôle de fonctionnement est ensuite réalisé tous les six ans.

Le premier cycle de contrôles de bon fonctionnement s’est déroulé sur la période du 01/01/2014 au 31/12/2019 sur le territoire de Brest métropole.

L’année 2025 est la 6ème et dernière année du second cycle qui a débuté le 01/01/2020 et s’est terminéle 31/12/2025.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE



Nombre de contrôles de bon fonctionnement réalisés et prévus par année et selon les cycles de contrôles

Au 31/12/2025, **92%** des installations d'assainissement non collectif ont été contrôlées sur la durée du cycle complet. Ce chiffre ne prend pas en compte les installations non contrôlées en raison d'un refus de contrôle.

A la fin de l'année 2025, sur l'ensemble du parc d'installations d'assainissement non collectif de Brest métropole, **99,8%** des installations ont fait l'objet au minimum d'une visite de la part du SPANC.

La participation de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour la réhabilitation des installations

La mise en conformité des installations d'assainissement individuel se poursuit mais dans le cadre d'une participation aux travaux de mise aux normes par l'Agence de l'Eau qui se tarit au fil des années.

- *Le **10ème** programme pluriannuel d'intervention 2013-2018* :
  En 2012, une convention de mandat a été signée avec l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, dans le cadre de son 10ème programme pluriannuel d'intervention 2013-2018, pour permettre le versement des aides financières aux propriétaires d'installations d'assainissement non collectif présentant un risque sanitaire et situées dans la bande littorale de 5 km à l'intérieur du périmètre du SAGE de l'Elorn.

  Cette convention a été révisée en novembre 2014 afin d'inclure les périmètres de protection de captages présents sur le territoire.

  La dernière convention de mandat signée fin 2017 avec l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, a permis la réhabilitation de 18 installations d'assainissement individuel sur l'année 2018.

- *Le **11ème** programme pluriannuel d'intervention 2019-2024* :

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Dans le cadre de l'adoption de ce 11ème programme, l'Agence de l'Eau Loire Bretagne a annoncé fin 2018, la résiliation de la convention de mandat pour la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif sur le secteur de Brest métropole, à compter du 31 décembre 2018.

- *Le **12ème** programme pluriannuel d'intervention 2025-2030* :
  Aucune convention de mandat n'a été adoptée dans le cadre de ce 12ème programme pluriannuelle pour la réhabilitation d'assainissement individuel, sur le territoire de Brest métropole.

Aides financières de Brest métropole pour la mise en conformité des installations d'assainissement sur les périmètres de protection de captage d'eau potable

Par délibération du 24 janvier 2020, le Conseil de la métropole a acté la prise en charge des subventions aux particuliers sur la mise en conformité des assainissements et des cuves à fuel, sur les périmètres de protection de captages d'eau potable de Brest métropole, présents sur son territoire.

A ce jour, 8 projets de mise en conformité de l'installation d'assainissement non collectif ont été subventionnés par Brest métropole.

2.3 Les dispositions financières

Les prestations de contrôles assurées par le SPANC donnent lieu à la perception de redevances d'assainissement non collectif instituées et validées par le Conseil de métropole.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025

Type de Redevance	Nature du contrôle	Modalité de Perception	Redevable	Montant 2026 (€ HT)	Montant 2026 (€ TTC)
Redevance annuelle					
	Contrôle périodique courant : Vérification du bon fonctionnement et du bon entretien des installations d'ANC existantes selon la périodicité fixée par le règlement de service	exigible à compter de chaque 1er janvier de chaque exercice	Propriétaire	31.43	34.57
Redevance forfaitaire sur service rendu obligatoire					
pour les maisons individuelles	**Contrôle de conformité et bon fct**	après service rendu	Propriétaire	163.00	179.30
	Réalisation d'une **contre visite**	après service rendu	Propriétaire	81.00	89.10
	Contrôle de conception	après service rendu	Propriétaire	109.00	119.90
	Réédition contrôle	après service rendu	Propriétaire	37.00	40.70
	Contrôle de réalisation	après service rendu	Propriétaire	149.00	163.90
	Réalisation d'une **contre visite** (1ère contre visite gratuite)	après service rendu	Propriétaire	74.00	81.40
pour les installations >20 EQH	**Contrôle de conformité et bon fct**	après service rendu	Propriétaire	325.00	357.50
	Réalisation d'une **contre visite**	après service rendu	Propriétaire	163.00	179.30
	Contrôle de conception	après service rendu	Propriétaire	217.00	238.70
	Réédition contrôle	après service rendu	Propriétaire	37.00	40.70
	Contrôle de réalisation	après service rendu	Propriétaire	299.00	328.90
	Réalisation d'une **contre visite** (1ère contre visite gratuite)	après service rendu	Propriétaire	149.00	163.90

La facturation des redevances

Suivant le type de contrôle réalisé, les redevances sont facturées soit après service rendu, soit annuellement en ce qui concerne le contrôle périodique. Cette redevance est alors facturée en fin de chaque année, au titre de l'année en cours.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Ces redevances sont à la charge du propriétaire qui, dans le cadre du contrôle périodique courant peut en répercuter le montant auprès de l'occupant.

2.4 Le règlement de service

Le SPANC fait l'objet d'un règlement de service qui définit les conditions et les modalités auxquelles sont soumises les installations d'assainissement non collectif situées sur le territoire de Brest métropole. En outre, le règlement détermine les relations entre les usagers du SPANC et ce dernier et explicite notamment les obligations et responsabilités des propriétaires et utilisateurs des ouvrages d'assainissement non collectif.

Le règlement du SPANC a été modifié par délibération du 18 octobre 2013 pour intégrer les nouvelles dispositions de la réglementation (arrêtés du 7 mars 2012, arrêté du 27 avril 2012 et loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement.)

Dans une volonté d'harmonisation des pratiques dans la gestion du SPANC sur le territoire où elle intervient ainsi qu'une prise en compte des évolutions légales et réglementaires, Eau du Ponant a proposé à Brest métropole une refonte du règlement du SPANC.

Ce travail s'est réalisé courant 2021 et a été validé par une délibération du Conseil de métropole début 2022.

Les modifications principales portent sur les points suivants :

- fixation du niveau de majoration de la redevance d'assainissement non collectif en cas de dépassement du délai de mise en conformité d'une installation à 400%

- suppression du contrôle périodique couplé au service d'entretien et de la redevance afférente

2.5 Le bilan des contrôles réalisés en 2024

Type de contrôle	Nombre de contrôles réalises
Contrôle diagnostic ou bon fonctionnement	**848**
Contrôle diagnostic ou bon fonctionnement dans le cadre d'une vente de bien	**95**
Contrôle de conception	**133**
Certificat d'urbanisme	6
Déclaration préalable	4
Permis de construire	47
Mise en conformité	76
Permis d'aménager	0
Contrôle de réalisation	**99**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Evolution du nombre de contrôles réalisés

Type de contrôle	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Contrôle diagnostic ou bon fonctionnement	549	768	819	836	697	**848**
Contrôle diagnostic ou bon fonctionnement dans le cadre d'une vente de bien	84	91	67	81	62	**95**
Contrôle de conception	185	213	133	130	126	**133**
Contrôle de réalisation	115	117	115	88	84	**99**

Conclusions des contrôles de bon fonctionnement

Les conclusions des contrôles de bon fonctionnement sont représentées par des cas issus de la grille de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

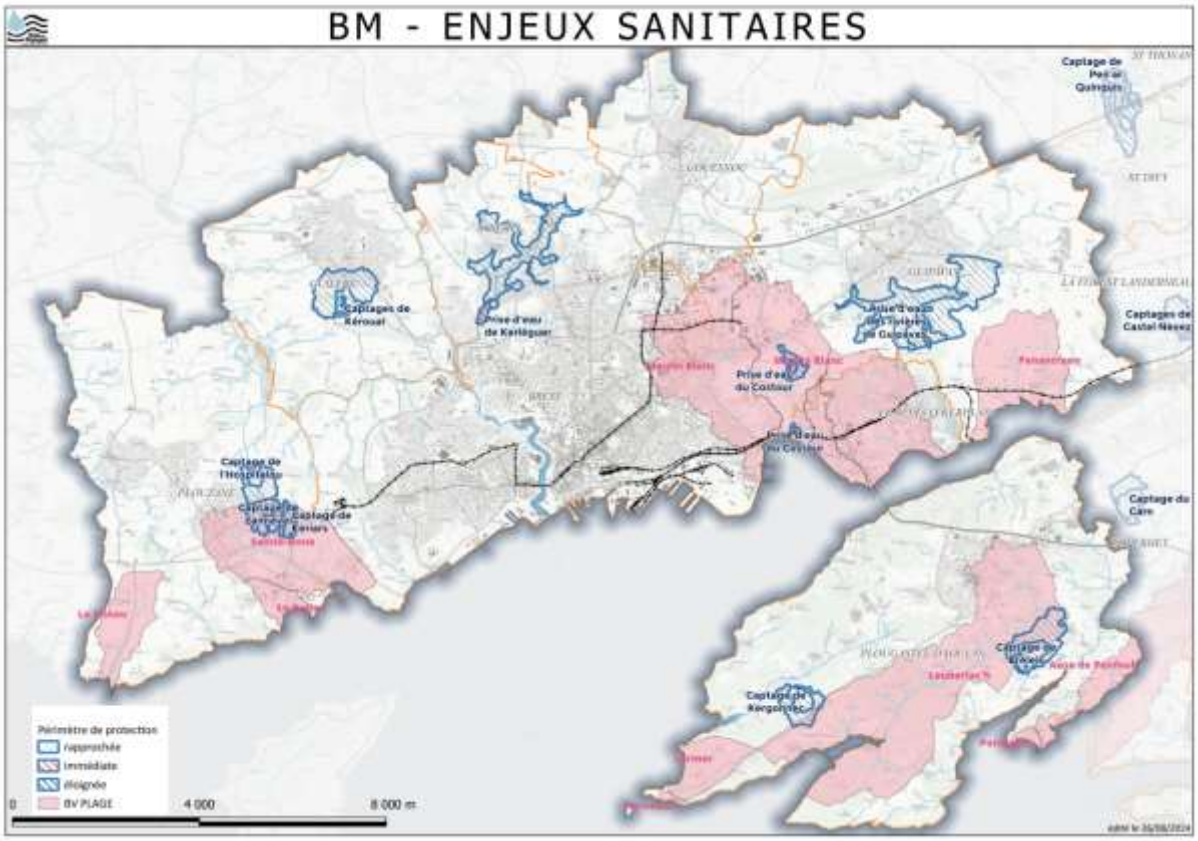
La synthèse des cas est présenté ci-dessous.

Cas	Définition	Polluant	Obligation	Lors de vente
Cas 1	Absence d'installation	Oui	Mise en demeure de réaliser une installation conforme. Travaux à réaliser dans les meilleurs délais : délai d'1 an d'après le règlement de service	Travaux sous 1 an
Cas 2	Non conforme avec danger pour la santé des personnes	Oui	Travaux obligatoires sous 4 ans. Si atteinte à la salubrité publique, obligation d'intervention	Travaux sous 1 an
Cas 3	Non conforme sans pollution avérée **hors zone à enjeu**	Non		Travaux sous 1 an
Cas 4	Non conforme avec danger pour la santé des personnes **en zone à enjeu**	Oui	Travaux obligatoires sous 4 ans. Si atteinte à la salubrité publique, obligation d'intervention	Travaux sous 1 an
Cas 5	Non conforme avec risque environnemental avéré	Oui	Zone établie par arrêté préfectoral : Non concerné	Travaux sous 1 an
Cas 6	Installation avec défauts d'entretien ou usure de l'un des éléments constitutifs	Non	Non concerné	
Cas 7	Installation avec absence de défaut	Non	Non concerné	

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Cas supplémentaires Eau du Ponant			Action Eau du Ponant	
Cas 8	Non contrôlable	Non connu	Relance pour contrôle	
Cas 9	Non contrôlé en raison de refus	Non connu	Majoration de la redevance ANC	

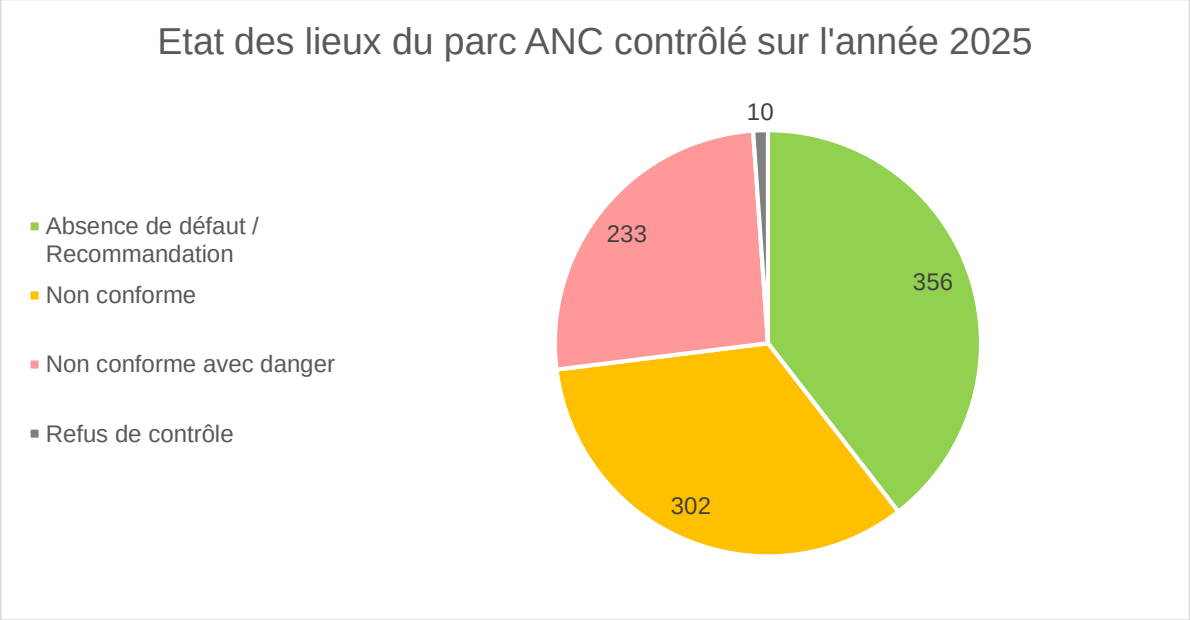
Ces cas sont soumis aux enjeux sanitaires dont la carte sur le périmètre de Brest métropole est présentée ci-dessous.



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025

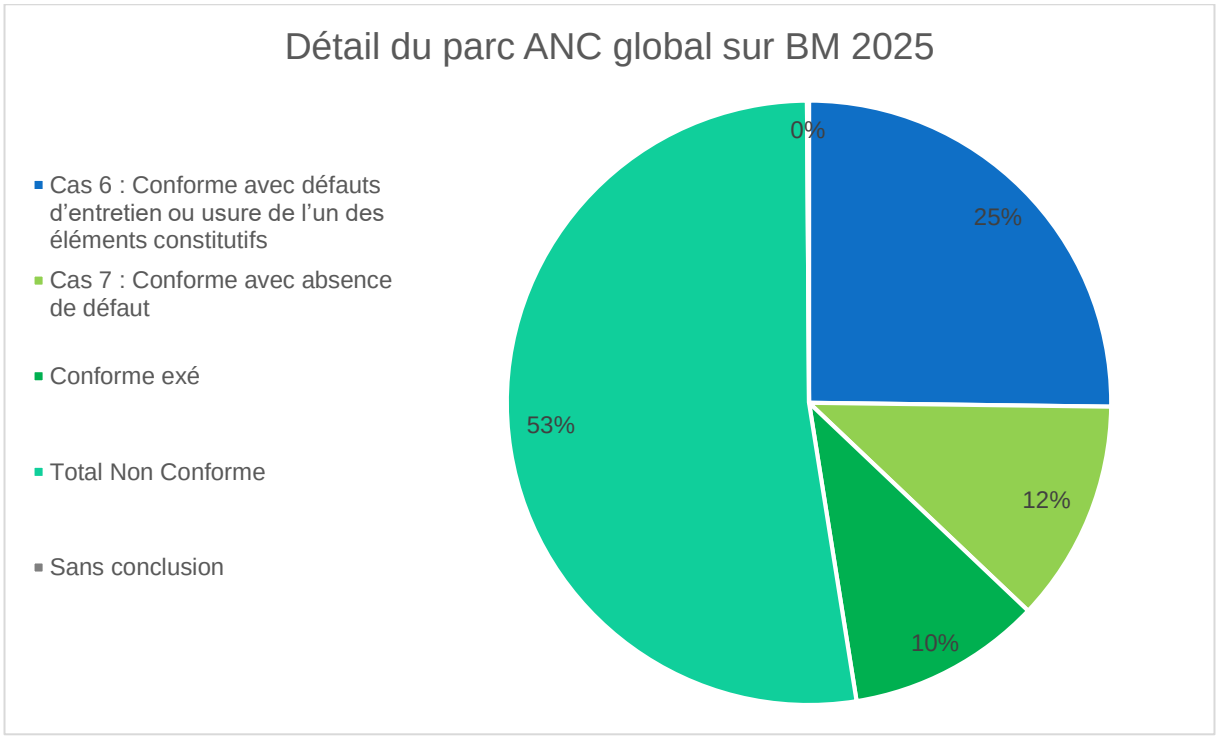
Détail des contrôles de bon fonctionnement

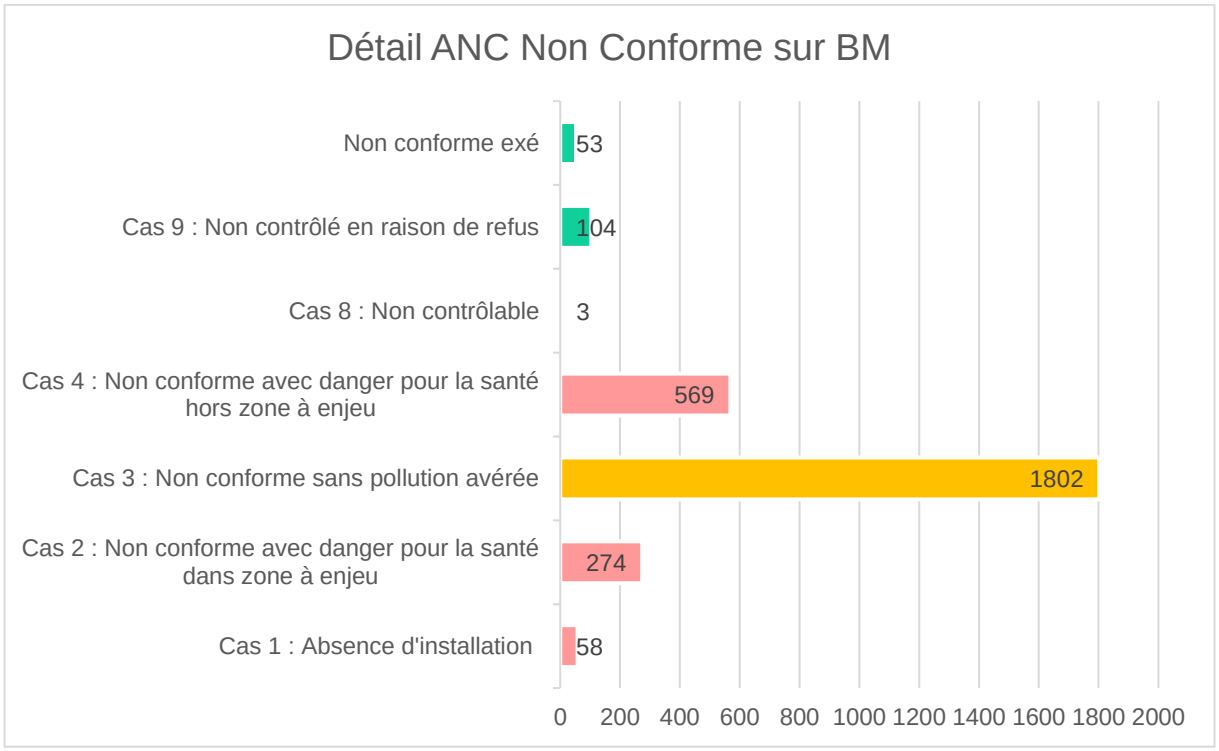
Nombre de contrôles de bon fonctionnement				
Année	**Conforme**	**Non conforme**	**Non conforme avec danger**	**Refus de contrôle**
2020	241	213	925	2
2021	390	421	137	1
2022	357	352	179	99
2023	390	350	177	53
2024	301	263	163	11
2025	**356**	**302**	**233**	**10**



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Détail du parc ANC au 31/12/2025





Détail des installations non conformes sur le parc ANC de BM au 31/12/2025

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Les annexes

1. Note d'information légale de l'Agence de l'Eau
2. Les indicateurs de performances réglementaires
3. Synoptique de fonctionnement de l'usine de Pont-ar-Bled
4. Bilan hydraulique
5. Taux de rendement et Indice linéaire des pertes en réseau – Historique des valeurs et données de calcul
6. Fiche patrimoine du service de l'eau potable – fiches bilan études et travaux
7. Données de qualité eau potable
8. Synoptique de fonctionnement de la STEP de Zone Portuaire
9. Synoptique de fonctionnement de la STEP de Maison Blanche
10. Données de traitement des eaux usées
11. Fiche patrimoine du service de l'assainissement collectif - fiches bilan études et travaux
12. Les CARE 2025 en eau et assainissement

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025

Annexe 1 – Note d'information légale de l'Agence de l'Eau

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

agence de l'eau Loire-Bretagne

Édition mars 2026
CHIFFRES 2025

Note d'information sur les redevances

L'agence de l'eau vous informe



LE SAVIEZ-VOUS ?

Vous pouvez retrouver le prix de l'eau de votre commune sur : **services.eaufrance.fr**

Les composantes du prix de l'eau :

- le service de distribution de l'eau potable (abonnement, consommation) ;
- le service de collecte et de traitement des eaux usées ;
- les redevances de l'agence de l'eau ;
- les contributions aux organismes publics (OFB, VNF...) et l'éventuelle TVA.

Le prix moyen de l'eau en Loire-Bretagne au 1er janvier 2025 varie de **5,07 euros TTC par m³** en Centre-Val-de-Loire à **5,71 euros** en Bretagne.

Données agrégées disponibles sur : **services.eaufrance.fr/carte-interactive**

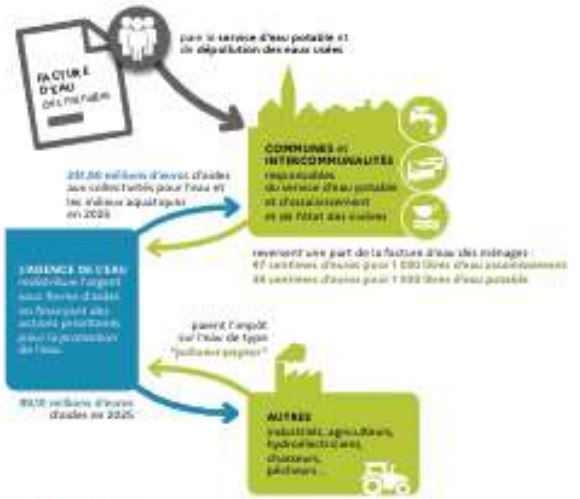
POURQUOI DES REDEVANCES ?

Les redevances des agences de l'eau sont des recettes fiscales environnementales perçues auprès de ceux qui utilisent l'eau et qui en altèrent la qualité et la disponibilité (consommateurs, activités économiques).

Les agences de l'eau redistribuent cet argent collecté sous forme d'aides pour mettre aux normes les stations d'épuration, fiabiliser les réseaux d'eau potable, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions d'origine agricole, améliorer le fonctionnement naturel des rivières...

Au travers du prix de l'eau, chaque habitant contribue à ces actions au service de l'intérêt commun et de la préservation de l'environnement et du cadre de vie.

Dans le cadre de la loi de finances votée en décembre 2023, une nouvelle réforme des redevances a été appliquée depuis janvier 2025. Trois nouvelles redevances ont fait leur apparition sur la facture d'eau des abonnés, d'autres vont disparaître ou évoluer. Ceci pour renforcer le principe du pollueur payeur et équilibrer les contributions des redevables.



NOTE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU

Document à joindre au RPQS - Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement

L'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi n°2019-1087 du 8 août 2019 - art.31, impose à la/au **maire ou à la/au président·e de l'établissement public de coopération intercommunale** l'obligation de présenter à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public (RPQS) destiné notamment à l'information des usagers. Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. La/le maire ou la/le président·e de l'établissement public de coopération intercommunale y joint la présente note d'information établie chaque année par l'agence de l'eau ou l'office de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel d'intervention.
RPQS > des réponses à vos questions : https://www.services.eaufrance.fr/gestion/rpqs/vos-questions

Édition mars 2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

D'OÙ PROVIENNENT LES REDEVANCES 2025 ?

En 2025, le montant global des redevances (tous usages de l'eau confondus) émises par l'agence de l'eau s'est élevé à plus de 371,3 millions d'euros, dont plus de 271,4 millions en provenance de la facture d'eau.

recettes / redevances

Qui paie quoi à l'agence de l'eau pour 100 € de redevances en 2025 ? (valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 €) - source agence de l'eau Loire-Bretagne



À QUOI SERVENT LES REDEVANCES ?

Grâce à ces redevances, l'agence de l'eau apporte, dans le cadre de son programme d'intervention, des concours financiers (subventions) aux personnes publiques (collectivités territoriales...) ou privées (acteurs industriels, agricoles, associatifs...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun au bassin ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Ces aides réduisent d'autant l'impact des investissements des collectivités, en particulier, sur le prix de l'eau. Elles représentent 75 % du budget annuel moyen de l'agence de l'eau. Les 25 % restants financent : les contributions versées à l'Office français de la biodiversité (OFB) et à l'établissement public du Marais poitevin (EPMP), les dépenses liées au fonctionnement de l'agence de l'eau dont la surveillance au titre des directives européennes...

interventions / aides

Comment se répartissent les aides pour la protection des ressources en eau pour 100 € d'aides en 2025 ? (valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 € d'aides en 2025) - source agence de l'eau Loire-Bretagne



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
RPQS Brest métropole 2025
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE EN 2025

L'année 2025 marque la première année du 12e programme d'intervention de l'agence de l'eau Loire-Bretagne et de son contrat d'objectif et de performance 2025-2030 signé avec l'État. Des indicateurs annuels permettent de mesurer et suivre les efforts des maîtres d'ouvrage et de l'agence de l'eau en faveur des ressources en eau et des milieux aquatiques.

EN 2025...

NOMBRE D'HABITANTS CONCERNÉS PAR LES ACTIONS INTERNATIONALES **271 692**	POURCENTAGE DU PROGRAMME CONSACRÉ AU CHANGEMENT CLIMATIQUE **51**	NOMBRE DE CAPTAGES PRIORITAIRES AIDÉS SUR 212 **178**	MONTANT (EN MILLIONS D'€) DES AIDES APPORTÉES AUX AGRICULTEURS (MAEC, BIO, PSE*) **50,4**
NOMBRE DE KILOMÈTRES DE COURS D'EAU RESTAURÉS **756**	NOMBRE D'HECTARES DE ZONES HUMIDES ENTRETENUS, RESTAURÉS OU ACQUIS **4 372**	NOMBRE DE STATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES AIDÉES QUI RÉPONDENT AUX OBJECTIFS DU SDAGE **96**	MASSE EN KG DE SUBSTANCES DANGEREUSES ÉLIMINÉE PAR LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES **928,6**

* MAEC : mesures agroenvironnementales et climatiques, BIO : pour agriculture biologique, PSE : paiement pour services environnementaux

3 903 projets ont été financés par l'agence de l'eau Loire-Bretagne pour un montant de plus de 321 millions d'euros d'aides. 229 projets ont bénéficié de fonds d'État gérés par l'agence de l'eau pour un montant de plus de 14 millions d'euros d'aides.

Des projets portés par les collectivités, les acteurs économiques et les associations pour lutter contre les pollutions, restaurer les milieux aquatiques, améliorer la surveillance des milieux, sensibiliser aux enjeux de l'eau ou encore assurer la solidarité internationale.

DEREGLEMENT CLIMATIQUE

L'eau est un des marqueurs principaux du changement climatique.

Plus de 163 millions d'euros, soit **51 %** du programme d'intervention de l'agence de l'eau Loire-Bretagne, sont **consacrés au changement climatique en 2025** :

- solutions fondées sur la nature ;
- gestion et partage de la ressource ;
- économies d'eau ;
- gestion durable des eaux de pluie ;
- étude ;
- sensibilisation ;
- communication...

L'ACCORD DE TERRITOIRE

Dans le cadre de sa politique de l'eau au plus près des territoires, l'agence de l'eau renforce une approche territoriale en collaboration avec les acteurs et élus locaux. L'objectif : promouvoir un bon état des eaux et faire émerger des projets prioritaires alignés sur les objectifs environnementaux.
L'« Accord de territoire » se substitue aux anciens contrats territoriaux et accords de programmation ou de résilience.

Ce nouvel outil simplifié constitue le support privilégié pour la mise en œuvre des programmes d'actions, d'une durée de 3 ans, adaptés aux enjeux spécifiques de chaque territoire.

Il mobilise des moyens financiers dédiés et incitatifs.

La mise en œuvre d'un « Accord de territoire » repose sur les conditions suivantes :

- des actions relevant d'un enjeu prioritaire du 12e programme d'intervention ;
- un périmètre adapté et pertinent ;
- des objectifs de résultats à atteindre ;
- un programme d'actions prévisionnel.

Certains dispositifs d'aide du 12e programme ne sont accessibles que via un « Accord de territoire » ou bénéficient de majorations grâce à celui-ci.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

LA CARTE D'IDENTITÉ DU BASSIN LOIRE-BRETAGNE

Des sources de la Loire et de l'Allier jusqu'à la pointe du Finistère, le bassin Loire-Bretagne couvre 155 000 km², soit 28 % du territoire métropolitain. Il comprend le bassin de la Loire et de ses affluents, de la Vilaine, les bassins côtiers bretons, vendéens et le Marais poitevin.

Son littoral s'étend sur 6 654 km, de la baie du Mont-Saint-Michel à l'île de Ré, soit 36 % des côtes métropolitaines. Il concerne 336 communautés de communes, près de 6 800 communes, 36 départements et 8 régions en tout ou partie et plus de 13 millions d'habitants.



Siège
AGENCE DE L'EAU
9, avenue de Buffon - CS 36339
45063 ORLÉANS CEDEX 2
contact@eau-loire-bretagne.fr
02 38 51 73 73

Délégation
ARMORIQUE
1A rue Romain Rolland - CS 16539
22000 SAINT BRIEUC CEDEX 1
armorique@eau-loire-bretagne.fr
02 96 33 62 45

Délégation
MAINE-LOIRE-OCEAN
NANTES (dép. 44 - 49 - 85)
1, rue Eugène Varlin - CS 40521
44105 NANTES CEDEX 4
mlo-nantes@eau-loire-bretagne.fr
02 40 73 06 00

LE MANS (dép. 49 - 53 - 61 - 72)
17, rue Jean Drémillon - CS 12304
72021 LE MANS CEDEX 2
mlo-lemans@eau-loire-bretagne.fr
02 43 86 96 18

Délégation
CENTRE-LOIRE
9, avenue de Buffon - CS 36339
45063 ORLÉANS CEDEX 2
centre-loire@eau-loire-bretagne.fr
02 38 51 73 73

Délégation
POITOU-LIMOUSIN
7, rue de la Goélette - CS 20040
86282 SAINT-BENOÎT CEDEX
poitou-limousin@eau-loire-bretagne.fr
05 49 38 09 82

Délégation
ALLIER-LOIRE AMONT
Site de Marmilhat Sud
19, allées des eaux et forêts - CS 40039
63370 LEMPDES
allier-loire-amont@eau-loire-bretagne.fr
04 73 17 07 10

Suivez l'actualité de l'eau du bassin sur agence.eau-loire-bretagne.fr et découvrez les aides de l'agence pour agir et accélérer sur aides-redevances.eau-loire-bretagne.fr

COMPRENDRE, APPRENDRE, AGIR POUR L'EAU : DES RESSOURCES PÉDAGOGIQUES ET PRATIQUES

Le site des agences de l'eau vous met à disposition un ensemble de ressources à la fois pédagogiques et pratiques : infographies, podcasts, vidéos, articles... Tous ces supports ont pour objectif d'apporter une information accessible et transparente sur les enjeux de l'eau, la fiscalité de l'eau, les bonnes pratiques...

En savoir plus : https://lc.cx/RessourcesAgences



TOUT COMPRENDRE DE LA RÉFORME DES REDEVANCES

Les redevances des agences de l'eau sont essentielles pour financer les actions de préservation de l'eau et des milieux aquatiques. En incitant à des pratiques vertueuses et en renforçant la connaissance des pressions exercées sur les milieux aquatiques, ces redevances jouent un rôle clé dans la préservation de l'environnement.

Pour accompagner la réforme de 2025 et dans un souci de pédagogie, une foire aux questions, structurée par grandes thématiques, vous est proposée sur le site des agences de l'eau.

En savoir plus : https://lc.cx/Redevances

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LES AGENCES DE L'EAU

Retrouvez toutes les ressources sur le site lesagencesdeleau.fr

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025

Annexe 2 – les indicateurs de performance réglementaires :

❖ *Indicateurs de performance eau potable*

Code	Selon définition décret du 2 mai 2007 et fiches détaillées MEDAD	Unité	2024	2025
P101.1	**Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie** Pourcentage de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques (réalisés par l'ARS dans le cadre du programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution) jugées conformes selon la réglementation en vigueur.	%	100	**100**
D 102.0	**Prix TTC du service au m3 pour 120 m3** Prix en vigueur au 1er janvier de l'année de présentation du rapport	€	2.60	**2.68**
D102.1	**Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques** Pourcentage de prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques (réalisés par l'ARS dans le cadre du programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution) jugées conformes selon la réglementation en vigueur.	%	99.8	**100**
P103.2B	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable** Indice de 0 à 120 attribué selon la qualité des informations disponibles sur le réseau.	valeur de 0 à 120	120	**120**
P104.3	**Rendement du réseau de distribution** Ratio entre, d'une part, le volume consommé autorisé augmenté des volumes vendus en gros à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part, le volume produit augmenté des volumes achetés en gros à d'autres services publics d'eau potable	%	86.4	**90**
P105.3	**Indice linéaire des volumes non comptés** Ratio entre le volume non compté (différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé) et le linéaire de réseau de desserte.	m^3/km/jour	4.38	**3.19**
P106.3	**Indice linéaire de pertes en réseau** Ratio entre le volume de pertes (différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé) et le linéaire de réseau de desserte	m^3/km/jour	4.21	**3.04**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025

Code	Selon définition décret du 2 mai 2007 et fiches détaillées MEDAD	Unité	2024	2025
P107.2	**Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable** Quotient du linéaire moyen du réseau de desserte renouvelé sur les 5 dernières années par la longueur du réseau de desserte	%	0.45	**0.78**
P108.3	**Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau** Niveau d'avancement (exprimé en %) de la démarche administrative et opérationnelle de protection du ou des points de prélèvement dans le milieu naturel d'où provient l'eau potable distribuée.	%	67	**93**
P109.0	**Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité** Abandons de créance annuels et montants versés à un fond de solidarité divisé par le volume facturé	€/m^3	0.009	**0.0089**
P151.1	**Taux d'occurrence des interruptions de service non programmés** Nombre de coupures d'eau liées au fonctionnement du réseau public, dont les abonnés concernés n'ont pas été informés à l'avance, par millier d'abonnés. Une coupure d'eau est une interruption totale de la fourniture d'eau à un ou plusieurs abonné(s).	nombre/1000 abonnés	4.23	**2.38**
D151.0	**Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service** Temps d'attente maximum auquel s'est engagé l'opérateur du service pour la fourniture de l'eau au nouvel abonné doté d'un branchement foctionnel	j	2	**2**
P152.1	**Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés** Pourcentage du nombre d'ouvertures de branchements réalisées dans le délai auquel s'est engagé le service clientèle	%	100	**100**
P153.2	**Durée d'extinction de la dette de la collectivité** Durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service d'eau potable si la collectivité affectait à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service (donnée disponible après production du CARE)	années	4.28	
P154.0	**Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente** Taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.	%	0.74	**0.83**
P155.1	**Taux de réclamations** Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau (hors tarification). Elles comprennent notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service.	nombre/1000 abonnés	20.05	**0.69**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

❖ *Indicateurs de performance assainissement collectif*

Code	Selon définition décret du 2 mai 2007 et fiches détaillées MEDAD	Unité	2024	2025
P201.1	**Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées** Quotient du nombre d'abonnés desservis par le service d'assainissement collectif sur le nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de ce service d'assainissement collectif	%	98.20	**95.6**
P202.2B	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées** Indice de 0 à 120 attribué selon la qualité des informations disponibles sur le réseau de collecte des eaux usées.	valeur de 0 à 120	118	**118**
P203.3	**Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions réglementaires** Un système de collecte des eaux usées est jugé conforme s'il n'y a pas de rejet significatif des réseaux de collecte en période de temps sec (inférieur à 5 %) et s'il existe un programme de recherche des anomalies en cas de rejets diffus. (Données Brest métropole)	%		
D204.0	**Prix TTC du service au m3 pour 120 m3** Prix en vigueur au 1er janvier de l'année de présentation du rapport	€	2.92	**3.03**
P204.3	**Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions réglementaires** La conformité des équipements d'épuration est atteinte si leur capacité permet de faire face au débit de référence et si les filières de traitement sont cohérentes avec la charge brute de pollution organique. (Données Brest métropole)	%		
P205.3	**Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions réglementaires** Cette conformité est liée aux résultats d'auto-surveillance dont le nombre de non conformités doit être inférieur à celui fixé par arrêté préfectoral. (Données Brest métropole)	%		
P206.3	**Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation** Pourcentage des boues évacuées par les stations d'épuration selon une filière conforme à la réglementation qui remplit les deux conditions suivantes : le transport des boues est effectué en respectant la réglementation en vigueur, la filière de traitement est autorisée.	%	100	**100**
P207.0	**Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité** Abandons de créance annuels et montants versés à un fond de solidarité divisé par le volume facturé	€/m³	0.0094	**0.0089**
P251.1	**Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers** L'indicateur est estimé à partir du nombre de demandes d'indemnisation présentées par des tiers, usagers ou non du service ayant subi des dommages dans leurs locaux résultant de débordements d'effluents causés par un dysfonctionnement du service public.	nombre/1000 habitants desservis	0.0153	**0.0102**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025

Code	Selon définition décret du 2 mai 2007 et fiches détaillées MEDAD	Unité	2024	2025
P252.2	**Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau** On appelle point noir tout point du réseau structurellement sensible nécessitant au moins deux interventions par an (préventive ou curative), quelle que soit sa nature et le type d'interventions requis, y compris les interventions sur la partie publique des branchements.	nombre/ 100 km	3.98	**3.97**
P253.2	**Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées** Quotient du linéaire moyen du réseau de collecte hors branchements renouvelés sur les 5 dernières années par la longueur du réseau de collecte hors branchements.	%	0.30	**0.53**
P254.3	**Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau** Pourcentage de bilans sur 24H réalisés dans le cadre de l'autosurveillance conformes à la réglementation (Hors azote et Phosphore)	%	96.7	**95.7**
P255.3	**Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées** Indice attribué selon l'état de la connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux d'assainissement en relation avec l'application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations.	valeur de 0 à 120	110	**110**
P256.2	**Durée d'extinction de la dette de la collectivité** Durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service d'assainissement si la collectivité affectait à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service (donnée disponible après production du CARE)	année	5.28	
P257.0	**Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente** (service de l'assainissement collectif) Taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.	%	0.74	**0.83**
P258.1	**Taux de réclamations** Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'assainissement collectif (hors tarification). Elles comprennent notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service.	nombre/1000 abonnés	21.81	**0.69**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

❖ ***Indicateurs de performance d'assainissement non collectif :***

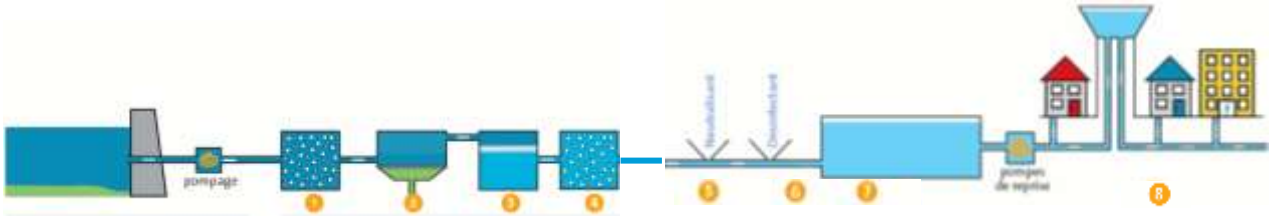
Code	Selon définition décret du 2 mai 2007 et fiches détaillées MEDAD	Unité	2024	2025
D301.0	**Evaluation du nombre d'habitants desservis par le service public de l'assainissement non collectif**	U	11 880	**11 745***
D302.0	**Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif**	U	100	**100**
D301.3	**Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif**	%	83.2	**83.5**
	Nombre d'abonnés		5 500	**5 463**

*Lecture : en 2022, la taille moyenne des ménages est de 2,15 personnes par résidence principale contre 2,16 retenue pour 2021.
Champ : France hors Mayotte, population des ménages.
Source : Insee, recensement de la population (RP) 1968 sondage au 1/4 – RP1975 sondage au 1/5 – RP1982 sondage au 1/4 – RP1990 dépouillement exhaustif – RP1999 à RP2022 exploitations principales.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Annexe 3 – Synoptique de fonctionnement de l'usine de Pont-ar-Bled

L'eau est pompée sur l'Elorn à l'usine de Pont ar Bled où elle va subir plusieurs étapes de traitement avant de devenir potable et d'être distribuée.



1	2	3	4	5	6	7	8
Préozonation	Décantation	**Filtration sur Charbon actif en grains**	**Postozonation**	**Correction de l'agressivité**	**Désinfection finale**	**Stockage usine**	**Distribution & stockage**
De l'ozone est injecté pour optimiser l'étape suivante de décantation et éliminer les algues.	Les matières en suspension forment des boues qui sont séparées de l'eau par décantation.	Un filtre à charbon actif en grains retient les particules fines ayant échappé au traitement précédent et les éventuels pesticides.	Un nouvel apport d'ozone permet d'éliminer les microorganismes présents dans l'eau et d'en améliorer les qualités organoleptiques.	L'eau est rendue non agressive par adjonction d'un neutralisant, la soude.	La désinfection au chlore assure la qualité bactériologique de l'eau à la sortie de l'usine et sur le réseau de distribution.	L'eau potable est stockée avant pompage dans les réservoirs.	L'eau est distribuée aux usagers, au travers d'un réseau qui alimente également les réservoirs de stockage.

Les chiffres en 2025

Capacité nominale : 52 500 m^3 / jour

Volume prélevé dans l'Elorn : 10 252 005 m^3

Volume produit : 9 395 344 m^3

Les usines de Kerleguer et Moulin Blanc présentent des filières comparables.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

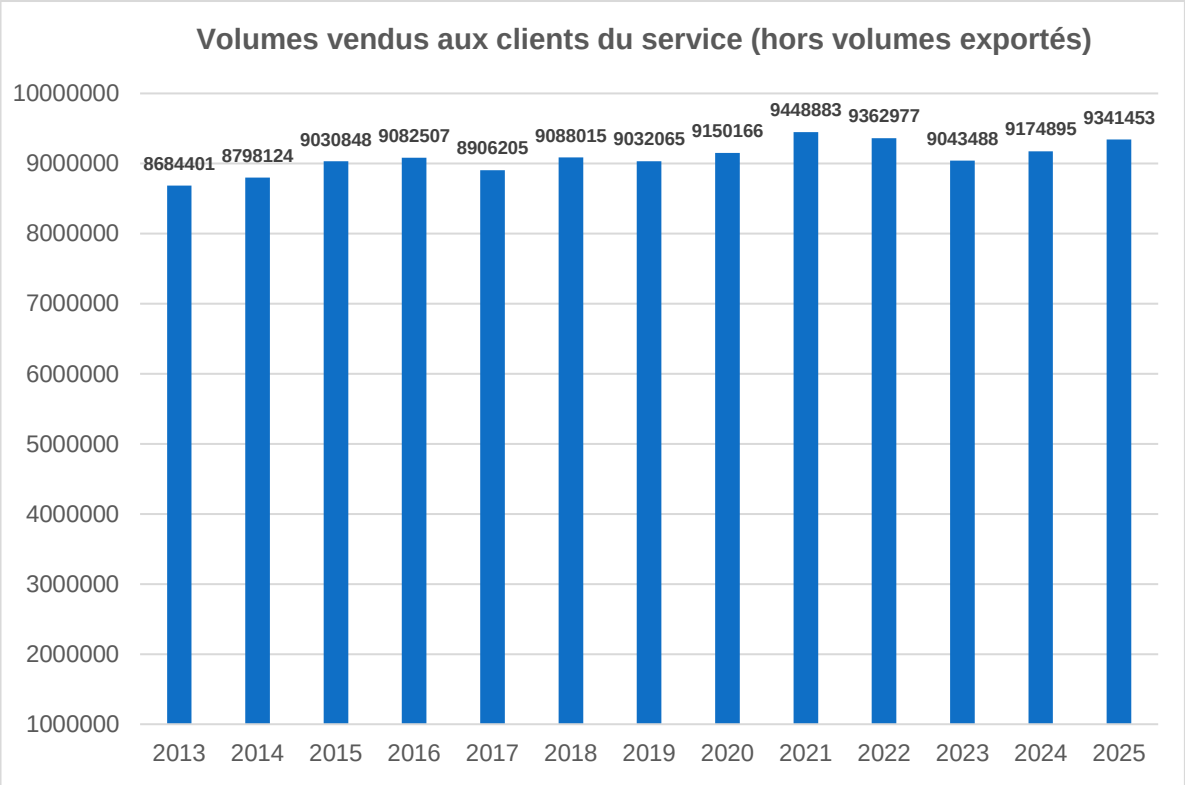
Annexe 4 – Bilans hydrauliques

Production des ouvrages	**2022**		**2023**		**2024**		**2025**	
Pont-ar-Bled	10 321 694	m³	9 347 453	m³	9 411 925	m³	9 395 344	m³
Moulin-Blanc	2 369 690	m³	2 370 580	m³	2 380 146	m³	2 381 029	m³
Kerleguer	1 913 545	m³	2 263 441	m³	2 564 068	m³	2 321 240	m³
Captages	364 031	m³	449.483	m³	541 794	m³	454 963	m³
1- volumes produits	**14 968 960**	m³	**14 430 957**	m³	**14 897 934**	m³	**14 552 575**	m³
2- volumes importés(1)	**411 260**	m³	**310 962**	m³	**319 108**	m³	**361 437**	m³
3- volumes exportés	**4 161 649**	m³	**3 676 711**	m³	**3 842 903**	m³	**3 923 599**	m³
CAPLD	3 263 126	m³	3 003 719	m³	3 181 349	m³	3 254 578	m³
Bas Léon *Saint Renan* *Kermorvan* *Plabennec*	694 454 0 203 854 214	m³ m³ m³	623 478 0 49 302 213	m³ m³ m³ m³	607 729 0 53 569 256	m³ m³ m³ m³	631 120 0 37 724 177	m³ m³ m³ m³
volumes distribués (1+2-3)	**11 218 572**	m³	**11 065 208**	m³	**11 374 139**	m³	**10 990 453**	m³
volumes de service	61 696	m³	68 250	m³	65 747	m³	52 227	m³
volumes vendus aux clients du service(2)	**9 362 977**	m³	**9 043 488**	m³	**9 174 895**	m³	**9 341 453**	m³

(1) : Conformément au décret du 2 mai 2007 fixant les règles de calcul du rendement des réseaux d'eau potable, sont intégrés aux volumes vendus et achetés à d'autres services les volumes produits à l'usine de Pont Ar Bled et transitant par les infrastructures du SMAEP de Daoulas avant d'être introduits sur la presqu'île de Plougastel-Daoulas.
(2) : volumes comptabilisés vendus aux clients du service, hors ventes en gros à d'autres services d'eau potable (volumes exportés).

*Depuis le 12 février 2020 la convention modifiée achat/vente en gros fait qu'il n'y a plus de comptage à St-Renan. Tous les volumes sont comptés sur Bas Léon.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE



Le rapport volume consommé sur l'agglomération / population (219 395 hab.) s'établit à 42.6 m^3/an, soit quasiment 117 l/jour (365 jours en 2025).

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025

Annexe 5 – Taux de rendement, Indice linéaire des pertes en réseau et Indice des volumes non comptés – Historique des valeurs et données de calcul

❖ *Le taux de rendement du réseau*

$$\frac{Volume\ consommé\ autorisé + Volume\ vendu\ à\ d'autres\ structures}{Volume\ produit + Volume\ acheté\ à\ d'autres\ structures}$$

Rendement du réseau					
	2021	2022	2023	2024	2025
Volume consommé autorisé 365 j.	9 592 256	9 493 926	9 205 901	9 311 513	9 503 524
Volume vendu à d'autres structures	3 885 240	4 161 648	3 676 711	3 842 903	3 923 599
Volume produit	15 185 662	14 968 960	14 430 957	14 897 934	14 552 575
Volume acheté à d'autres structures	326 850	411 260	310 962	319 108	361 437
Rendement du réseau (%)	**86.9**	**88.8**	**87.4**	**86.4**	**90.0**

❖ *L'indice linéaire de perte en réseau*

$$\frac{Volume\ mis\ en\ distribution - Volume\ consommé\ autorisé}{Longueur\ de\ canalisation/365j}$$

Indice linéaire des pertes en réseau (ILP)					
	2021	2022	2023	2024	2025
Volume mis en distribution (m^3)	11 627 272	11 218 572	11 065 208	11 374 139	10 990 413
Volume consommé autorisé 365 jours	9 592 256	9 493 926	9 205 900	9 311 513	9 503 524
Longueur de canalisation de distribution (ml)	1 330 453	1 334 110	1 337 890	1 339 520	1 339 042
Indice linéaire des pertes en réseau	**4.19**	**3.54**	**3.81**	**4.21**	**3.04**

(linéaire de canalisation hors branchement)

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

❖ ***L'indice linéaire des volumes non comptés :***

$$\frac{Volume\ mis\ en\ distribution - Volume\ comptabilisé}{Longueur\ de\ canalisation/365\ j}$$

L'indice linéaire des volumes non comptés					
	2021	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Volume mis en distribution (m^3)	11 627 272	11 218 572	11 065 208	11 374 139	10 990 413
Volume comptabilisé 365 jours	9 488 883	9 387 933	9 099 106	9 228 955	9 430 513
Longueur de canalisation de distribution (ml)	1 330 453	1 334 110	1 337 890	1 339 520	1 339 042
Indice linéaire des volumes non comptés	**4.40**	**3.76**	**4.03**	**4.38**	**3.19**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Annexe 6 – Fiche patrimoine du service de l'eau potable – Fiches bilan études et travaux

Production	3 usines de potabilisation 2 captages (capacité de production de 69 900 m^3)
Stockage	13 réservoirs (capacité de stockage de 53 950 m^3)
Distribution (gros équipements)	1 ouvrage de pompage 2 surpresseurs
Distribution (canalisations)	1 339,04 km
Distribution (branchements- estimé)	70 440
Distribution (vannes)	12 863
Compteurs	66 653
	(dont 65 747 en service)

❖ ***Les réseaux de desserte et les abonnés du service***

	Total	Brest	Bohars	Gouesnou	Guilers	Guipavas	Le Relecq-Kerhuon	Plougastel	Plouzané	Hors Bm
Nombre d'abonnés en 2025	**65 640**	**33 973**	**1 403**	**3 030**	**3 767**	**6 728**	**5 298**	**6 626**	**4 915**	**-**
(en kilomètres) **Longueur des canalisations:**	**1 339.04**	586.5	39.6	65.7	89.2	160.7	88.7	182.8	99.7	26.2
(en kilomètres) **Linéaire de branchements cartographié**	**273 237**									
Nombre de branchements	**70 440**									

* C'est la somme :

1. du linéaire de réseau sur les communes hors Brest métropole jusqu'à l'usine de Pont ar Bled (environ 23,6 km)
2. du linéaire de réseau sur la commune de Locmaria-Plouzané (environ 2,6 km)

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bilan d'activité – Direction des Opérations / DIAPP 2025

Mise à jour du modèle hydraulique BM

Mise à jour du modèle hydraulique BM

Les modèles hydrauliques de Brest ont été élaborés en 2018. La fréquence conseillée pour la mise à jour globale des modèles hydrauliques est fixée à 6 ans dans l'objectif de maintenir les modèles hydrauliques représentant le plus fidèlement possible le fonctionnement des réseaux AEP. L'intérêt de ces modèles mathématiques est de simuler et d'analyser le comportement du réseau pour optimiser les dimensionnements et sa gestion.

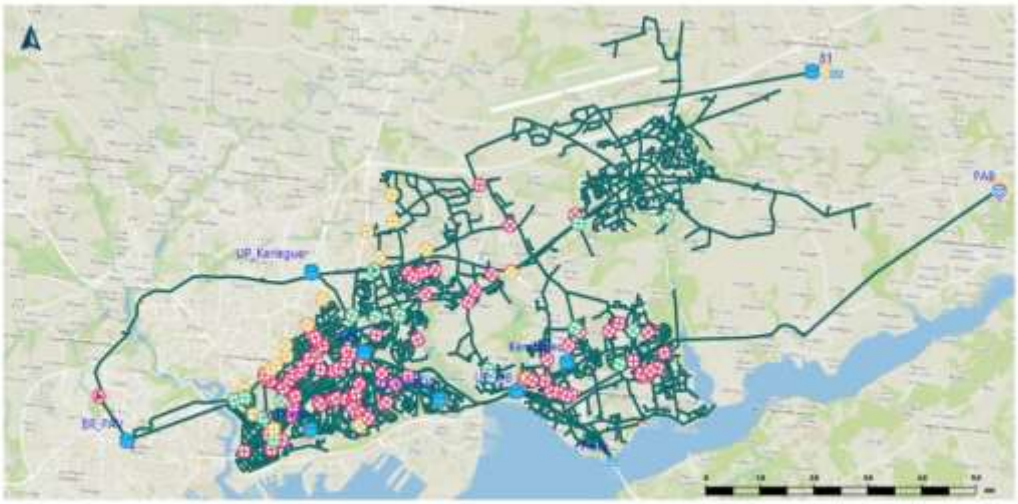
L'initialisation de la mise à jour du modèle AEP de BM a été initié en 2023. Les zones de desserte en eau potable de la métropole sont mises à jour de manière successive de la manière suivante :

- 2023 : zone de Guilers
- 2024 : zone de Petit-Paris / Kerintin et zone de Plougastel
- 2025 : zone de Kerourien

La zone de desserte du réservoir de Kerourien fera l'objet d'une mise à jour en 2026. A la suite de cette dernière mise à jour, une fusion des modèles sera opérée pour obtenir un modèle unique à l'échelle de BM. Cette fusion permettra un meilleur suivi du modèle et des évolutions dans le temps.

Le logiciel utilisé pour réaliser cette mise à jour est le logiciel Mike+. Ce logiciel permet de faciliter la construction des modèles notamment au niveau des modifications du SIG et de la gestion du calage hydraulique. Il présente également des fonctionnalités permettant de pérenniser et d'approfondir l'utilisation des modèles (gestion des scénarios, options de simulations élargies de types incendies, criticité,). L'utilisation du logiciel Mike+ permet d'élargir le calage hydraulique notamment en utilisant plus d'équipements de télégestion et d'essais incendie.

Figure 1 : Modèle hydraulique AEP de la zone Petit-Paris / Kerintin



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bilan d'activité – Direction des Opérations / DIAPP
2025
Géoréférencement des Réseaux Brest Métropole

Présentation du projet, de ses objectifs et de son état d'avancement

Marché de repérage des réseaux afin de répondre aux obligations de connaissance des ouvrages institués notamment par l'arrêté du 15 février 2012 visant à encadrer la préparation et l'exécution des travaux à proximité des réseaux. Obligation légale de classement en précision A le 1er janvier 2026 aux ouvrages implantés dans des unités urbaines au sens de l'INSEE. La classe A est la connaissance des ouvrages à 40cm près.
Objectifs :
On pourrait objectivement attendre
- 70 à 80 % de classe A en assainissement
- 60 à 70 % de classe A en eau potable

Planning

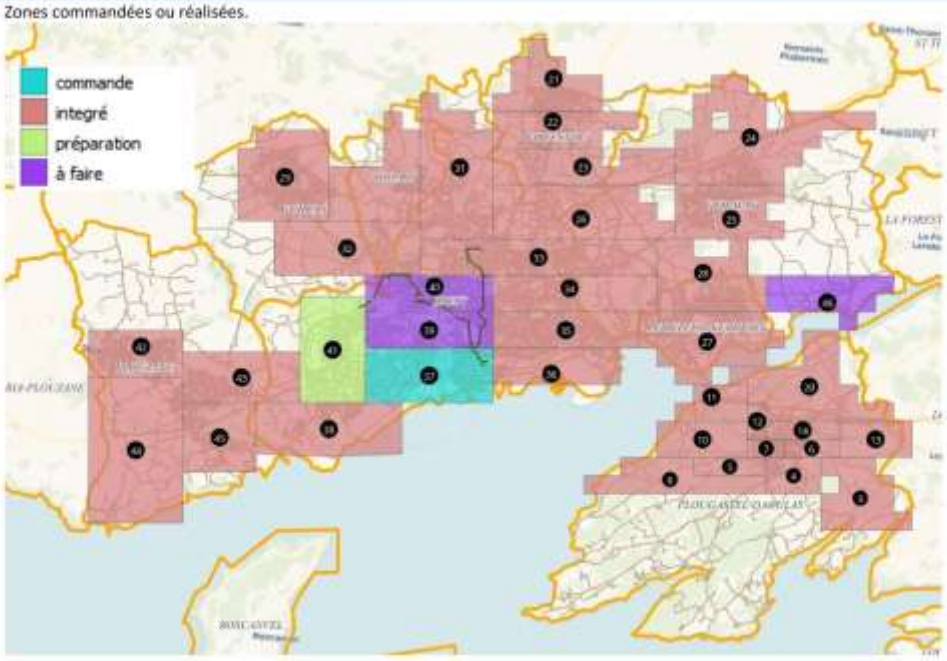
Date de démarrage : septembre 2022 **Date de fin prévisionnelle : février 2026 – prolongation en cours**

Le marché a été attribué février 2023 à l'entreprise PARERA. Les premières commandes ont été émises en juin 2023 puis à un rythme régulier.

Fin 2025, il a été commandé et géoréférencé env. **1340 km sur le réseau d'eau potable** et env. **1050 km sur le réseau d'eaux usées**. Une prestation sera réalisée aussi sur le sud de Plougastel-Daoulas, pour le réseau AEP.
Les investigations sur le terrain ont été lancées fin 2025 pour évaluer et certifier le recalage des réseaux. À l'issue, le reclassement en classe de précision A sera effectif sur les portions vérifiées.

Code affaire : ETINA001P124A, ETINB001P125A

Zones commandées ou réalisées.



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bilan d'activité – Direction des Opérations 2025
Restructuration de l'usine eau potable du Moulin Blanc

Présentation du projet, de ses objectifs et de son état d'avancement

Restructuration de l'usine eau potable du Moulin Blanc

L'usine de production d'eau potable du Moulin Blanc, en service depuis 1958, nécessite des travaux de réhabilitation.
***En Septembre 2025**, les études d'aide à la décision comprenant le diagnostic des ressources de l'usine de production d'eau potable du Moulin Blanc ont commencé. Elles ont pour objectif d'apporter une réponse globale concernant le devenir de l'usine.*

Planning

Date de démarrage : Etudes préalables en septembre 2025 **Date de fin** : 2029

2026
- Etudes préalables d'aide à la décision comprenant le diagnostic des ressources de l'usine de production
- Programmation

2027
- Choix d'un maître d'oeuvre et Etudes de conception détaillée
- Consultation des entreprises

2028-2029
- Etudes d'exécution
- Travaux



Direction des Opérations-EdP 16/01/2025

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

RPQS Brest métropole 2025

Bilan d'activité – Direction des Opérations 2025

Restructuration de l'usine eau potable de Pont Ar Bled

Présentation du projet, de ses objectifs et de son état d'avancement

Objectifs de sécurisation de l'alimentation en eau potable :

- *Projet reconstruction usine (construction/réhabilitation/déconstruction/réaménagement)*
- *Projet seuil, prise d'eau, 2 stations d'alerte, 2 réserves EB, refoulement vers filière*
- *Dossiers réglementaires communs aux deux projets*

***En 2025**, les chantiers de reconstruction de l'usine et des travaux associés aux réserves eaux brutes ont permis la construction du gros œuvre des ouvrages de traitement, des postes de pompage et du seuil dans la rivière lors de l'étiage 2025..*

Planning

Date de démarrage : AVP démarré en mars 2020 **Date de fin** : 2027

2023
- Instruction réglementaire environnemental
- Etudes d'exécution Travaux Usine
- Consultation Travaux Réserves eaux brutes

2024
- Instruction réglementaire environnemental et sanitaire
- Démarrage Travaux Usine
- Attribution, études d'exécution et démarrage des travaux réserves eaux brutes

2025-2026
- Travaux Usine
- Travaux réserves eaux brutes

2027
- Déconstruction
- Réhabilitation et réaménagement du site









Direction des Opérations-EdP 16/01/2025

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025

Bilan d'activité – Direction des opérations 2025

Optimisation du Barreau Ouest de Kerleguer

Présentation du projet, de ses objectifs et de son état d'avancement

Le projet consiste à :

- *Redimensionner et renouveler le pompage ouest de l'usine de production d'eau potable de Kerleguer ;*
- *Sécuriser le barreau ouest par la création d'un by-pass entre le refoulement ouest et la bâche d'eau traitée.*

Ces travaux doivent pallier les problèmes d'alimentation des réservoirs situés sur le refoulement ouest de l'usine de Kerleguer en période de pointe et de finaliser le projet de sécurisation ouest entre le syndicat du Bas Léon, Chenal du Four et Brest métropole.
La consultation pour la maitrise d'œuvre de l'opération a été lancée fin 2022.
L'AE de la mission de MOE a été signé le 22 avril 2023. L'OS de démarrage a été envoyé le 14 juin 2023, pour un démarrage de la mission AVP au 21 juin 2023. L'AVP V2 a été remis le 11 janvier 2024.
La solution n°2 (pompage vers le réservoir de Guilers et pompage de seconde élévation vers les réservoirs de Saint-Renan et de Kergroades) s'avère être la plus pertinente et la plus économique en terme de consommation d'énergie pour répondre aux objectifs de consommation d'eau de la CCPI à l'horizon 2024.
Après validation en interne l'OS de démarrage de l'élément de mission PRO sera diffusé pour un démarrage au 1er février 2024 pour une durée de 60 jours.
Les travaux de création d'un bypass liés à l'interconnexion avec le Bas Léon ont été réalisés fin 2024. Ils consistaient à créer une chambre de décharge au niveau de l'usine de Kerleguer.
De nouvelles données d'entrée (création d'un réservoir surélevé à St Renan, etc.) ont été fournies par la CCPI et le SEBL. Le dimensionnement de ce pompage a été revu en conséquence et ne permettra de répondre aux évolutions de consommation à l'horizon 2040 mais seulement à celle de 2030.

Sur cette base, la consultation des entreprises a été lancée. Les marchés de travaux ont été attribués avant l'été 2025.

Le démarrage des travaux a été effectué en septembre 2025, ils seront achevés en avril 2026.

Planning



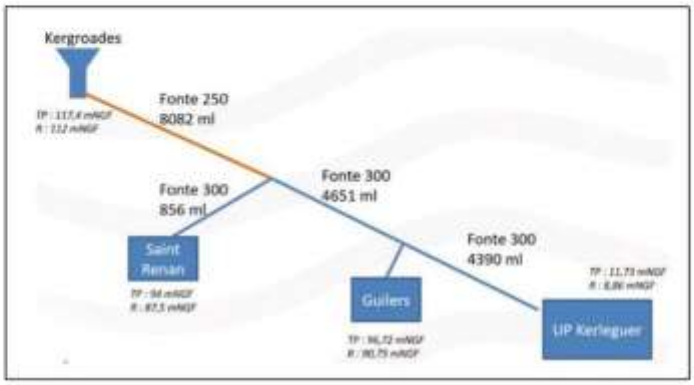


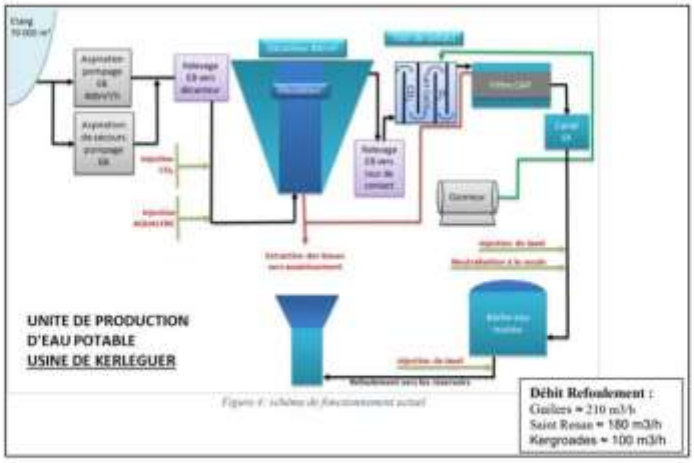


Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025

Bilan d'activité – Direction des opérations 2025

Optimisation du Barreau Ouest de Kerleguer











Direction des Opérations-EdP 30/01/2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025

Bilan d'activité – Direction des opérations 2025
RÉHABILITATION DU CAPTAGE DE BRELEIS

Présentation du projet, de ses objectifs et de son état d'avancement

Le projet est inscrit au Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) de Brest Métropole (2025-2027).

Le captage de Bréleis situé sur la commune de Plougastel-Daoulas alimente le réservoir du Cléguer via une canalisation de diamètre 200 mm sur une longueur de 3 km.
Le captage en lui-même est composé de deux drains de diamètre 300 mm, enterrés à environ 5 mètres de profondeur. Ces drains alimentent une colonne de captage de 7 mètres de profondeur et de 3 mètres de diamètre.
La colonne de captage est équipée de deux pompes immergées 65 m^3/h (dont une en secours) via une conduite PEHD de 110 mm de diamètre qui alimentent une bâche d'eau traitée de 300 m^3.
Le traitement est composé de 3 filtres à cartouche de 10 microns et d'une injection de chlore.

- ✓ Objectifs principaux :
  - Remise en état et sécurisation des abords du site ;
  - Renouvellement des drains et sécurisation du puits de captage ;
  - Mise en place d'une neutralisation du CO_2 en excès ;
  - Remise en état et modernisation du local de pompage ;
  - Renouvellement du traitement et des organes hydrauliques ;
  - Etude du renouvellement d'une partie de la canalisation d'eau traitée entre l'UP et le réservoir du Cléguer.
- ✓ Chronologie du projet :

  11/04/2025 : Commande de la mission de MOE au BET OKARE Ingénierie ;
  26/05/2025 : Démarrage et réalisation des missions EP – AVP - PRO ;
  26/01/2026 : Achèvement de l'élément de mission MOE PRO ;
  Début janvier 2026 : Lancement prévu de la rédaction du DCE ;
  Février 2026 : Lancement prévu de la consultation.

Code affaire : TNUPA001P224A

Planning (hors renouvellement de la canalisation eau traitée)



Direction des opérations-EdP 10/02/2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bilan d'activité – Direction des opérations
2025
RÉHABILITATION DU CAPTAGE DE BRELEIS

Illustrations	
Localisation du site	**Chemin d'accès**
	
Local de pompage – unité de traitement	**Puits de captage**
	

Direction des opérations-EdP 10/02/2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bilan d'activité – Direction des opérations 2025
RÉHABILITATION RÉSERVOIRS DES QUATRE MOULINS - BREST

Présentation du projet, de ses objectifs et de son état d'avancement

Les principaux objectifs du projet sont :

- La réhabilitation intérieure du réservoir et des locaux techniques ;
- La réhabilitation extérieure du réservoir et des locaux techniques ;
- Les aménagements extérieurs aux ouvrages (gestion des EP et du drainage, places de stationnement, etc.) ;
- La mise en conformité au niveau HSCT (échelles, trappes, garde-corps, etc.) ;
- La mise en conformité au niveau Sureté (clôtures, portail, alarme, etc.) ;

Travaux inscrits au PPI avec une échéance au 31 décembre 2032.
La note de cadrage et le programme seront rédigés sur le premier semestre 2029.
La mission de MOE sera attribuée via l'accord cadre AMO/MOE sur la base du programme de travaux. La demande de prix sera envoyée en juillet 2029 pour une commande en septembre 2029.
L'ensemble des diagnostics techniques ont été réalisés (amiante, plomb, génie civil, HSCT et sureté) à l'exception du relevé topographique des façades et l'établissement de la maquette 3D.

Planning

Date de démarrage : *Septembre 2024*

Date de fin (prévisionnelle si non achevé) : *Déc. 2031*



Code affaire : *TNREA001P354A Travaux Réhab RES QUATRE MOULINS AEP BM*

Direction des Opérations-EdP 30/01/2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025

Bilan d'activité – Direction des opérations
2025
RÉHABILITATION RÉSERVOIRS DES QUATRE MOULINS - BREST

Photos du réservoir surélevé	Vue aérienne
	
Plan de situation	**Plan cadastrale**
	

Direction des Opérations-EdP 30/01/2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025

Bilan d'activité – Direction des opérations 2025
RÉSERVOIRS DU CLÉGUER – PLOUGASTEL DAOULAS

Présentation du projet, de ses objectifs et de son état d'avancement

Ce projet est inscrit au Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) de Brest Métropole (BM), avec une fin théorique des travaux prévue pour le 31/12/2026.

Planification et objectifs :

- ✓ Inscription au PPI de Brest Métropole avec une échéance au 31/12/2026
- ✓ Objectifs principaux :
  - Réhabilitation intérieure et extérieure du réservoir et du pied de fût (local technique);
  - Refonte des aménagements extérieurs (place de stationnement, livraison soude, etc.) ;
  - Mises en conformité HSCT (échelles, garde-corps, etc.) et Sûreté (portail, clôtures, alarme, etc.).

Chronologie du projet :

- 17/10/2022 : Réunion de lancement (interne EdP) ;
- 1er semestre 2023 : Rédaction et validation de la note de cadrage et du programme de travaux ;
- 31/07/2023 : Commande de la mission de MOE au BET cabinet Bourgois ;
- 09/10/2023 : Début de la mission AVP ;
- 20/12/2023 : Achèvement de l'élément de mission MOE AVP ;
- Début février 2024 : Démarrage prévu de l'élément de mission PRO ;
- ***Début janvier 2025 : Intervention d'ENEDIS pour le remplacement des câbles non isolés ;***
- ***Début février 2025 : Lancement prévu de la rédaction du DCE.***
- ***Fin février 2026 : Lancement de la consultation***

Ajustements et décisions :

Suppression de l'injection de soude et traitement du CO2 agressif prévu au niveau de l'UP de Breleis dans le cadre de sa réhabilitation.

La collectivité souhaite réaliser une fresque sur la cuve du réservoir.

Pour des raisons de continuité de service, il a été décidé d'effectuer les travaux sur le réservoir du Cléguer concomitamment avec ceux de l'UP de Breleis et après les travaux en cours sur le réservoir de Kernoster.

Les travaux de sécurisation électrique effectués par ENEDIS sécurisent l'intervention future des entreprises.

Planning

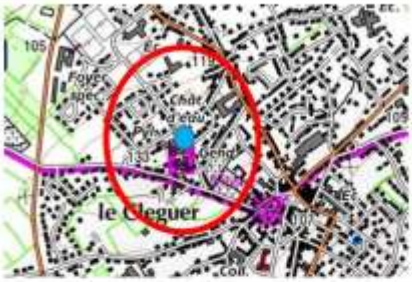


Code affaire : *TNREA001P221A Travaux Réhab RES CLÉGUER PLOUGASTEL AEP BM*

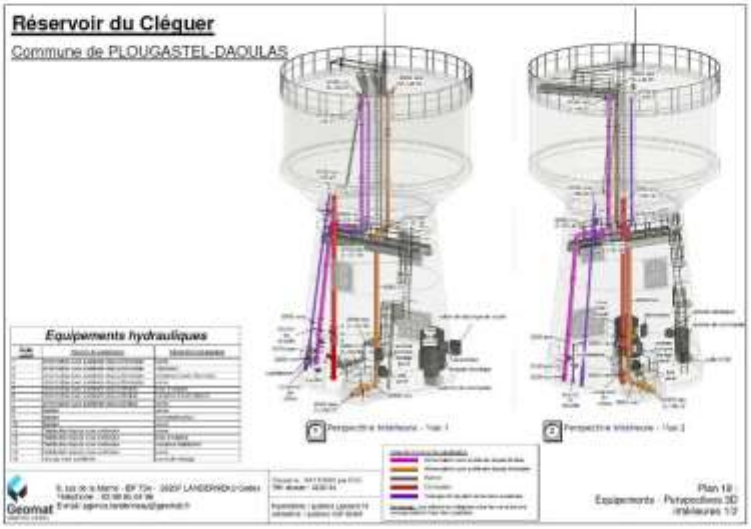
Direction des opérations-EdP 30/01/2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bilan d'activité – Direction des opérations 2025
RÉSERVOIRS DU CLÉGUER – PLOUGASTEL DAOULAS

Photos du réservoir surélevé	Plan de situation
	
Vue aérienne	**Plan cadastrale**
	

Ci-Dessous, la maquette numérique 3D réalisée par GÉOMAT dans le cadre du projet :



Direction des opérations-EdP 30/01/2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS Brest métropole 2025

Bilan d'activité – Direction des opérations 2025
RÉHABILITATION RÉSERVOIR DE KERMADEC – LE RELECQ-KERHUON

Présentation du projet, de ses objectifs et de son état d'avancement

Les principaux objectifs du projet sont :

- La réhabilitation intérieure du réservoir et de son local technique attenant ;
- La réhabilitation extérieure du réservoir et de son local technique ;
- Les aménagements extérieurs aux ouvrages (gestion des EP, places de stationnement, etc.) ;
- La mise en conformité au niveau HSCT (échelles, garde-corps, trappes, etc.) ;
- La mise en conformité au niveau Sureté (clôtures, portails, alarme, etc.) ;

Travaux inscrits au PPI avec une échéance au 31 décembre 2026.
La note de cadrage et le programme seront rédigés sur le premier semestre 2024.
La mission de MOE a été attribuée fin 2025 via l'accord cadre AMO/MOE sur la base de la note de cadrage.
Les études et les travaux nécessaires à la continuité de service ont été réalisés en 2025.
Sur la base de l'ensemble des diagnostics réalisés, les études d'avant-projet ont été lancées début 2026.
La collectivité sera sollicitée pour savoir s'ils souhaitent qu'une fresque soit réalisée sur l'ouvrage.

Planning

Date de démarrage : *Septembre 2024*

Date de fin (prévisionnelle si non achevé) : *Juin 2027*



Code affaire : *TNREA001P351A Travaux Réhab RES KERMADEC AEP BM*

Direction des Opérations-EdP 30/01/2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bilan d'activité – Direction des opérations
2025
RÉHABILITATION RÉSERVOIR DE KERMADEC – LE RELECQ-KERHUON

Photos du réservoir surélevé	Vue aérienne
	
Plan de situation	**Plan cadastrale**
	

Direction des Opérations-EdP 30/01/2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bilan d'activité – Direction des opérations
2025
RÉHABILITATION RÉSERVOIRS DE PEN AR C'HLEUZ - BREST

Présentation du projet, de ses objectifs et de son état d'avancement

Les principaux objectifs du projet sont :

- La réhabilitation intérieure des réservoirs et de la chambre des manœuvres ;
- La réhabilitation extérieure des réservoirs et de la chambre des manœuvres ;
- Les aménagements extérieurs aux ouvrages (gestion des EP, places de stationnement, etc.) ;
- La mise en conformité au niveau HSCT (remplacement des échelles, des trappes, installation de garde-corps, etc.) ;
- La mise en conformité au niveau Sureté (clôtures, portail, alarme, etc.) ;

Travaux inscrits au PPI avec une échéance au 31 décembre 2028.
La note de cadrage et le programme seront rédigés sur le premier semestre 2026.
La mission de MOE sera attribuée via l'accord cadre AMO/MOE sur la base du programme de travaux. La demande de prix sera envoyée en juillet 2026 pour une commande en septembre 2026.
L'ensemble des diagnostics techniques ont été réalisés (amiante, plomb, génie civil, HSCT et sureté) à l'exception du relevé topographique des façades et l'établissement de la maquette 3D.

L'extérieur du réservoir surélevé présente des dégradations à surveiller de près (épaufrures et chutes de matériaux).

Planning

Date de démarrage : *Septembre 2024*

Date de fin (prévisionnelle si non achevé) : *Déc. 2028*



Code affaire : *TNREA001P352A Travaux Réhab RES PEN AR C'HLEUZ AEP BM*

Direction des Opérations-EdP 30/01/2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bilan d'activité – Direction des opérations
2025
RÉHABILITATION RÉSERVOIRS DE PEN AR C'HLEUZ - BREST

Photos du réservoir surélevé	Vue aérienne
	
Plan de situation	**Plan cadastrale**
	

Direction des Opérations-EdP 30/01/2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bilan d'activité – Direction des opérations 2025
RÉHABILITATION RÉSERVOIRS DE PEN AR VALY - BREST

Présentation du projet, de ses objectifs et de son état d'avancement

Les principaux objectifs du projet sont :

- La réhabilitation intérieure des réservoirs et de la chambre des manœuvres ;
- La réhabilitation extérieure des réservoirs et de la chambre des manœuvres ;
- Les aménagements extérieurs aux ouvrages (gestion des EP, drainage, places de stationnement, etc.) ;
- La mise en conformité au niveau HSCT (échelles, garde-corps, trappes, etc.) ;
- La mise en conformité au niveau Sureté (clôtures, portail, alarme, etc.) ;

Travaux inscrits au PPI avec une échéance au 31 décembre 2030.
La note de cadrage et le programme seront rédigés sur le premier semestre 2026.
La mission de MOE sera attribuée via l'accord cadre AMO/MOE sur la base du programme de travaux. La demande de prix sera envoyée en juillet 2027 pour une commande en septembre 2027.
L'ensemble des diagnostics techniques ont été réalisés (amiante, plomb, génie civil, HSCT et sureté) y compris le relevé topographique des façades et l'établissement de la maquette 3D.
Les équipements sont en mauvais état et une redéfinition des priorités est à effectuer pour répondre à la vétusté de ce site.

Planning

Date de démarrage : *Septembre 2024*

Date de fin (prévisionnelle si non achevé) : *Déc. 2030*



Code affaire : *TNREA001P353A Travaux Réhab RES PEN AR VALY AEP BM*

Direction des Opérations-EdP 30/01/2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bilan d'activité – Direction des opérations
2025
RÉHABILITATION RÉSERVOIRS DE PEN AR VALY - BREST

Photos du réservoir surélevé	Vue aérienne
	
Plan de situation	**Plan cadastrale**
	

Direction des Opérations-EdP 30/01/2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bilan d'activité – Direction des opérations 2025
RÉHABILITATION RÉSERVOIRS DU PETIT PARIS - BREST

Présentation du projet, de ses objectifs et de son état d'avancement

Le projet est inscrit au Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) de Brest Métropole (BM). Petit Paris est le réservoir de tête du pays de Brest et de ses alentours.

Planification et objectifs :

- ✓ Fin théorique des travaux prévue au : 31/12/2028
- ✓ Objectifs principaux :
  - Réhabilitation intérieure et extérieure des réservoirs et de la chambre des manœuvres ;
  - Mise en œuvre d'un cuvelage dans les réservoirs
  - Mise en œuvre d'un complexe d'étanchéité sur les couvertures des ouvrages ;
  - Redéfinition des aménagements extérieurs ;
  - Mises en conformité HSCT (échelles, garde-corps, trappes, etc.) et Sûreté (clôtures, portail, etc.)

Chronologie du projet :

- ✓ 17/10/2022 : Réunion de lancement (interne EdP) ;
- ✓ 1er semestre 2023 : Rédaction et validation de la note de cadrage et du programme ;
- ✓ 07/03/2023 : Publication de la consultation pour la mission de MOE ;
- ✓ 24/07/2023 : Attribution du marché de MOE ;
- ✓ 18/09/2023 – 04/01/2024 : Mission DIAG ;
- ✓ 01/02/2024 : Début de la phase AVP ;
- ✓ Été 2024 : Découverte de photos d'archives révélant que les réservoirs de 5000 m³ datent de 1923 et relevés sur pour l'établissement d'un diagnostic sur les conduites de la chambre de manœuvre ;
- ✓ ***Février 2025 : livraison de l'AVP***
- ✓ ***Mars –mai 2025 : Diagnostics GC complémentaires***
- ✓ ***Juin 2025– avril 2026 : Études de PRO***
- ✓ ***Mai – juin 2026 : rédaction du DCE***

Ajustements et décisions :

Les derniers diagnostics réalisés répondent à l'ensemble des besoins en informations supplémentaires. Les études de maîtrise d'œuvre ont repris fin 2025 sur un rythme normal et a permis d'actualiser le planning.
En raison de l'état de vétusté important des armoires électriques et de l'absence de protection des baies informatiques, il a été de réaliser des travaux par anticipation. Ces travaux devront être achevés avant fin 2026.

Planning



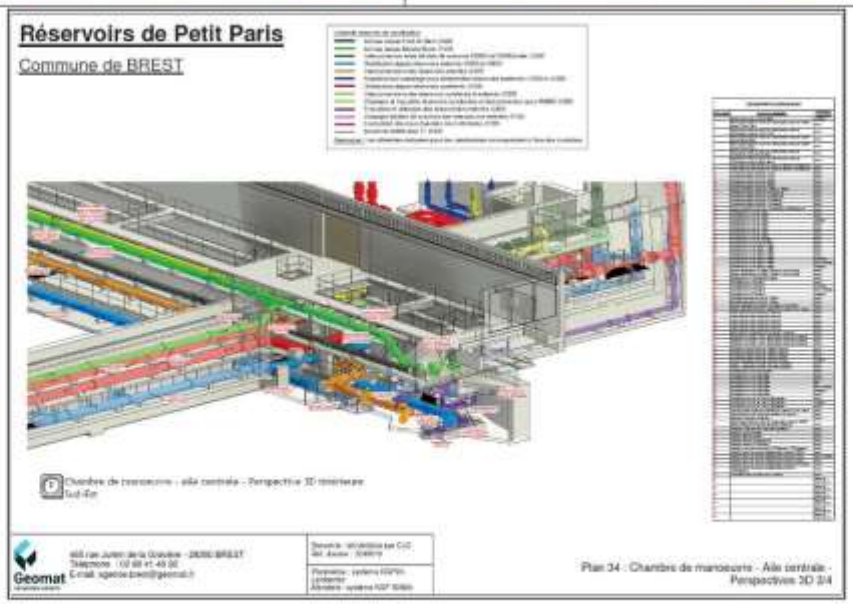
Code affaire :
TNREA001P222A Travaux Réhab RES PETIT PARIS AEP BM

Direction des Opérations-EdP 30/01/2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bilan d'activité – Direction des opérations 2025
RÉHABILITATION RÉSERVOIRS DU PETIT PARIS - BREST

Photos du réservoir surélevé	Vue aérienne
	
Plan de situation	**Plan cadastrale**
	



Direction des Opérations-EdP 30/01/2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Annexe 7 – Données de qualité eau potable

❖ *Résultats de l'autocontrôle de l'exploitant*

	2021	2022	2023	2024	2025
Taux de conformité physico-chimique	98,7%	96,1%	97,4%	99,8%	98,7%
Taux de conformité bactériologique	98,6%	98,3%	96,3%	100 %	99,6%
Taux de conformité micropolluants	58,7%	100%	96,5%	100%	100%

❖ *Bilan détaillé de l'autocontrôle Eau du Ponant*

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

RPQS 2025 Brest métropole

Réseau de distribution							
Famille de paramètre	Paramètre	Unité	Nombre de données	Min	Max	Moy	Commentaire
Bactériologie	Coliformes	ufc/100ml	171	0	0	0	Bonne qualité bactériologique
	Entérocoques	ufc/ml	171	0	0	0	Bonne qualité bactériologique
	Escherichia coli (E. coli)	ufc/ml	171	0	0	0	
	Micro-organismes revivifiables à 22°C-68h	ufc/100ml	171	0	300	21,3	
	Micro-organismes revivifiables à 36°C-44h	ufc/100ml	171	0	300	18,0	
	Spores de micro-organismes anaérobies sulfito-réducteurs	ufc/100ml	171	0	0	0,0	Bonne qualité bactériologique
Physico-chimie	Chlore Libre	mg/l Cl2	171	0	0,45	0,1	
	Chlore total	mg/l Cl2	171	0	0,55	0,1	
	Conductivité à 25°C	µS/cm	171	257	589	382,0	Pas de dépassement
	Fer	µg/l	171	0	182	16,9	
	Manganèse	µg/l	171	0	88	8,1	**1 dépassement de la référence de qualité mairie de Bohars**
	pH	unité pH	20	7,3	8,2	7,9	Pas de dépassement
	Température de l'Eau	°C	171	0,02	24,6	15,9	
	Turbidité néphélométrique (NTU)	NTU	171	0,13	0,85	0,2	
Trihalométhanes	Bromoforme	µg/l	17	4,24	29,53	13,6	Pas de dépassement
	Chloroforme	µg/l	17	0	5,79	2,6	
	Dibromochloromethane	µg/l	17	4,24	25,54	13,4	
	Dichloromonobromométhane	µg/l	17	1,14	13,67	7,2	
	Somme des Trihalomethanes (4)	µg/l	17	16,25	64,12	36,8	

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Réservoirs							
Famille de paramètre	Paramètre	Unité	Nombre de données	Min	Max	Moyenne	Commentaire
Bactériologie	Coliformes	ufc/100ml	184	0	0	0,00	**1 dépassement sur ce paramètre au réservoir de Pen ar C'Hleuz. ATPmètrie et contre analyse conformes**
	Entérocoques	ufc/100ml	184	0	0	0,00	Bonne qualité bactériologique
	Escherichia coli (E. coli)	ufc/100ml	184	0	0	0,00	
	Spores de micro-organismes anaérobies sulfito-réducteurs	ufc/100ml	184	0	1	0,01	**2 dépassements sur le paramètre spores de micro-organismes anaérobies sulfito-réducteurs**
Physico-chimie	Chlore Libre	mg/l Cl2	172	0,06	0,59	0,31	
	Chlore total	mg/l Cl2	170	0,11	0,55	0,37	
	Titre alcalimétrique complet (T.A.C.)	°F	184	3,5	17,3	7,74	Eaux majoritairement agressives
	Turbidité néphélométrique	NTU	184	0,13	2	0,31	Pas de dépassement

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Eaux brutes - eaux de surface							
Famille de paramètre	Paramètre	Unité	Nombre de données	Min	Max	Moyenne	Commentaire
Physico-chimie	Absorbance à 254 nm	Abs/m	92	0,1	58,43	11,8	Pas de dépassement
	Bromure	µg/L	5	0,06	0,1	0,1	
	Carbone Organique	mg(C)/L	92	0,78	7,7	2,4	
	Carbone Organique Dissous	mg(C)/L	92	0,67	6,1	2,2	
	Chlorures	mg(Cl)/L	92	16	475	48,0	**3 dépassements en lien avec les rejets de la carrière en octobre et novembre**
	Orthophosphates (PO4)	mg(PO4)/L	92	0	0,19	0,0	Pas de dépassement
	pH	unité pH	3	7	7,4	7,2	
	Température de l'Eau	°C	3	7,7	19,6	13,3	
	Titre alcalimétrique complet (T.A.C.)	°f	92	1,3	4	2,7	Eaux faiblement minéralisées
	Turbidité néphélométrique	NTU	3	2,1	3,4	2,7	Pas de dépassement

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

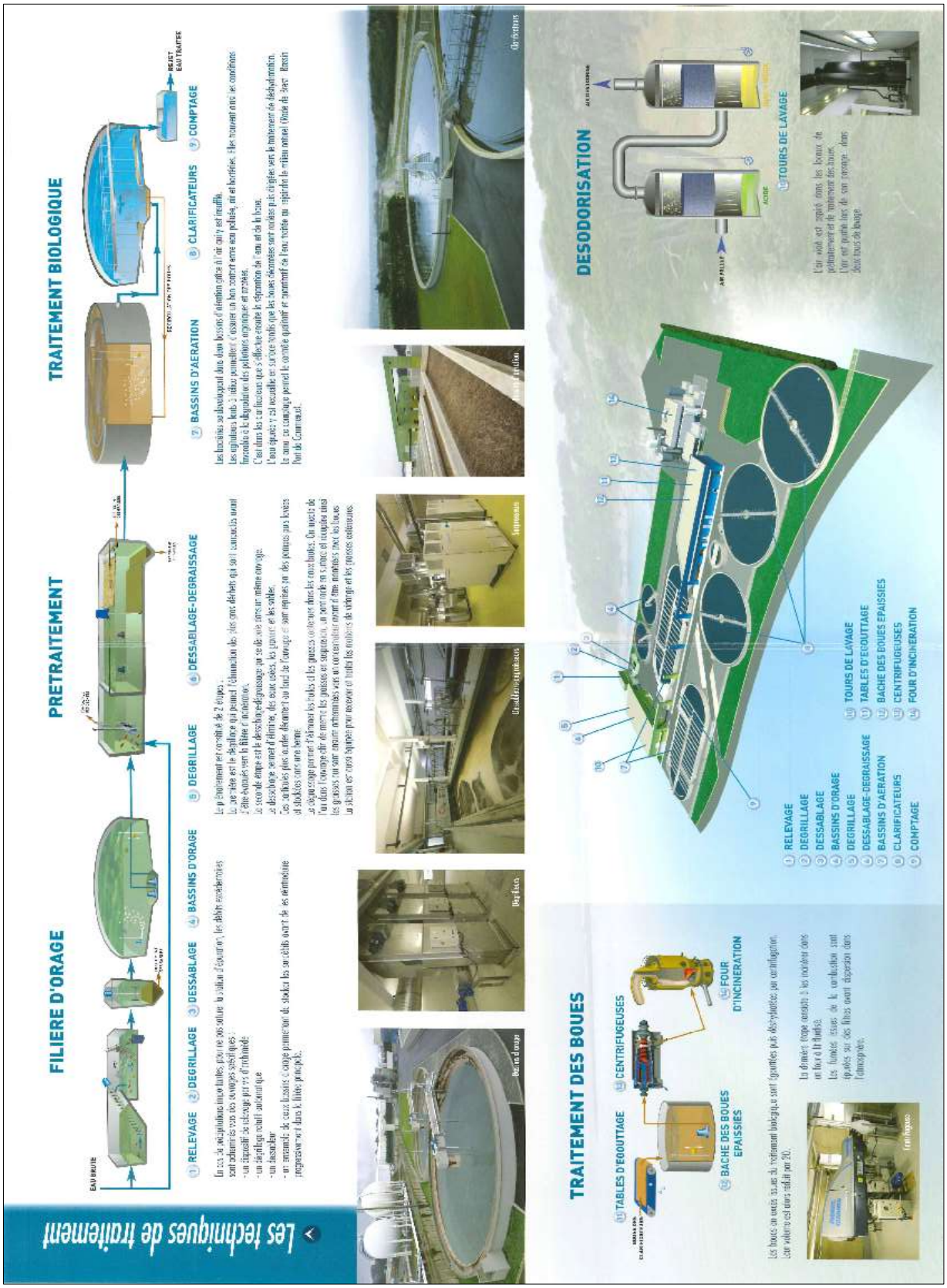
Eaux brutes - captages							
Famille de paramètre	Paramètre	Unité	Nombre de données	Min	Max	Moyenne	Commentaire
Bactériologie	Coliformes	ufc/100ml	13	0	8	2,4	Uniquement réalisé sur eaux brutes de Kergonnec
	Enterocoques	ufc/100ml	13	0	1	0,2	
	Escherichia coli (E. coli)	ufc/100ml	13	0	1	0,2	
	Micro-organismes revivifiables à 22°C	ufc/100ml	13	0	45	11,1	
	Micro-organismes revivifiables à 36°C	ufc/100ml	13	0	64	6,8	
	Spores de micro-organismes anaérobies sulfito-réducteurs	ufc/100ml	13	0	1	0,1	
Physico-chimie	Carbone Organique	mg(C)/L	13	0	4,5	0,3	
	Chlorures	mg(Cl)/L	26	29	43	36,4	
	Conductivité à 25°C	µS/cm	26	401	628	511,1	
	Nitrates	mg(NO3)/L	26	15	20	16,8	
	Titre alcalimétrique complet (T.A.C.)	°f	26	8,4	22,2	15,2	
	Turbidité néphélométrique	NTU	26	0,1	0,36	0,2	

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Eaux traitées							
Famille de paramètre	Paramètre	Unité	Nombre de données	Min	Max	Moyenne	Commentaire
Bactériologie	Coliformes	UFC/100mL	72	0	0	0,0	Pas de dépassement
	Enterocoques	UFC/100mL	72	0	0	0,0	
	Escherichia coli (E. coli)	UFC/100mL	72	0	0	0,0	
	Spores de micro-organismes anaérobies sulfito-réducteurs	UFC/100mL	72	0	0	0,0	
Physico-chimie	Absorbance à 254 nm	Abs/m	72	0	3,49	1,6	Pas de dépassement
	Aluminium	mg(Al)/L	72	0	0,13	0,0	
	Bromates	µg(BrO3)/L	4	0	35	10,3	
	Carbone Organique	mg(C)/L	72	0,46	3,8	1,1	
	Fer	µg(Fe)/L	72	0	26	2,7	
	Manganèse	µg(Mn)/L	72	0	79	7,0	**1 dépassement de référence en Manganèse à Pont ar Bled**
	Température de l'Eau	°C	6	9	16,1	12,4	Pas de dépassement
	Titre alcalimétrique complet (T.A.C.)	°f	72	2,7	10,7	6,6	
	Turbidité néphélométrique	NTU	72	0,11	4,2	0,2	
Trihalométhanes	Bromoforme	µg/l	4	3,14	14,21	7,8	Pas de dépassement
	Chloroforme	µg/l	4	0,8	1,5	1,0	
	Dibromochloromethane	µg/l	4	1,9	6,7	4,7	
	Dichloromonobromométhane	µg/l	4	0,38	3,5	1,8	
	Somme des Trihalomethanes (4)	µg/l	4	5,42	19,12	14,6	
Parasites	Cryptosporidium Intègres	nb/100l	6	0	0	0,0	Aucune détection
	Cryptosporidium spp	nb/100l	6	0	0	0,0	
	Giardia Intègres	nb/100l	6	0	0	0,0	
	Giardia spp	nb/100l	6	0	0	0,0	

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS 2025 Brest métropole

Annexe 8 - Synoptique de fonctionnement de la STEP de Zone Portaire



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Annexe 9 - Synoptique de fonctionnement de la STEP de Maison Blanche

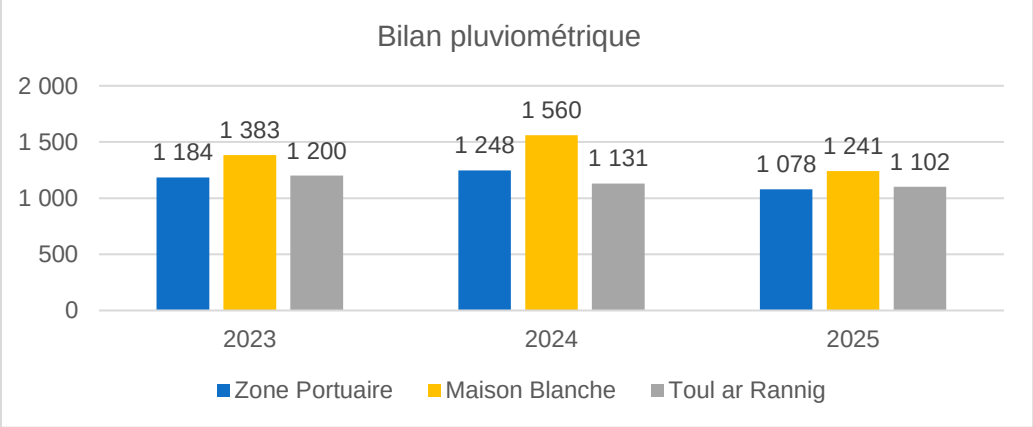


Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Annexe 10 – Données de traitement des eaux usées

❖ *Charges de pollution traitées*

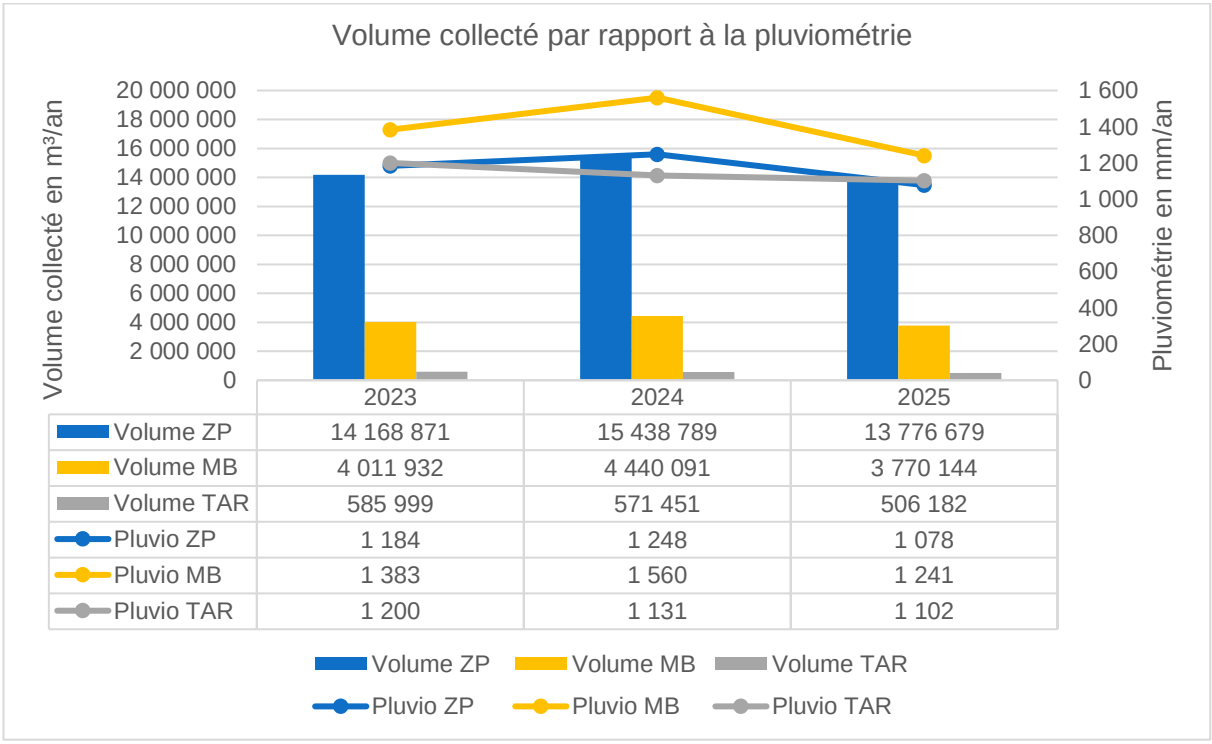
La pluviométrie, principale cause des déversements, est en baisse par rapport aux 2 dernières années. Toutefois, il est à noter qu'en 2025 d'importantes averses orageuses ont eu lieu cumulant une pluviométrie horaire ou journalière importante les 12 juin, du 4 au 9 décembre et le 18 décembre.



En 2025, **la pluviométrie est en diminution** (-13,1% sur l'ensemble des bassins) par rapport à 2024 :

- Sur le bassin versant de Zone Portuaire : -13,6% ;
- Sur le bassin versant de Maison Blanche : -20,4% ;
- Sur le bassin versant de Toull ar Rannig : -2 ,5%.

Les charges hydrauliques suivent la tendance des pluviométries.



	2023	2024	2025
Volume ZP	14 168 871	15 438 789	13 776 679
Volume MB	4 011 932	4 440 091	3 770 144
Volume TAR	585 999	571 451	506 182
Pluvio ZP	1 184	1 248	1 078
Pluvio MB	1 383	1 560	1 241
Pluvio TAR	1 200	1 131	1 102

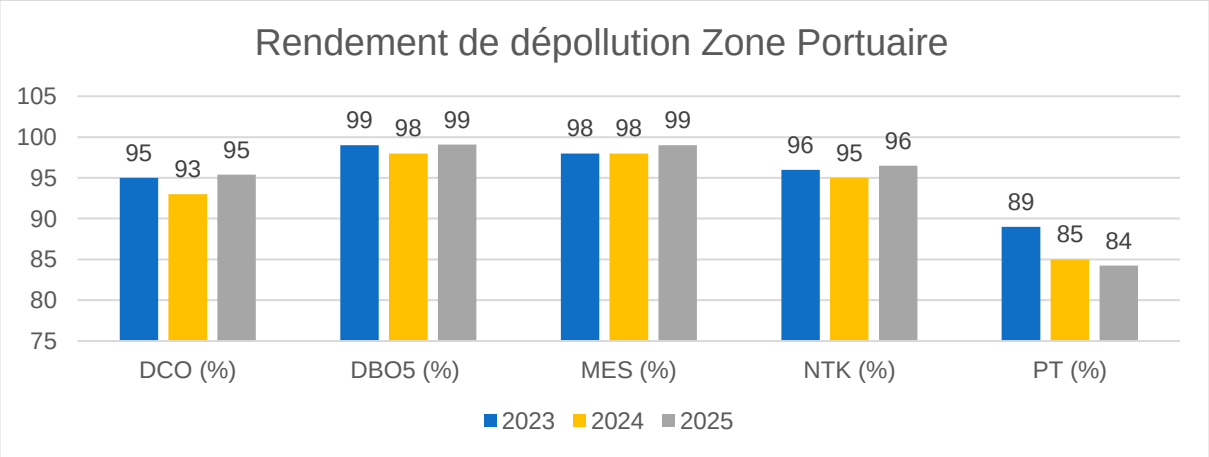
Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Stations	Charge Hydraulique (%)		
	2023	**2024**	**2025**
Zone Portuaire	63	68	**61**
Maison Blanche	69	76	**62**
Toul ar Rannig	40	39	**35**
Brest métropole	**62**	68	**60**
Variation 2023/2024	**-12.26%**		

Charges de pollution admises				
	2023	**2024**	**2 025**	**Variation 2024/2025**
Charge en DCO (kg/j)	21 752	19 397	**21 425**	**10,5%**
Charge en DBO_5 (kg/j)	8 170	7 238	**8 522**	**17,7%**
Charge en MES (kg/j)	11 589	10 760	**13 132**	**22,0%**
Charge en NTK (kg/j)	2 374	2 340	**2 439**	**4,2%**
Charge en PT (kg/j)	331	284	**319**	**12,5%**

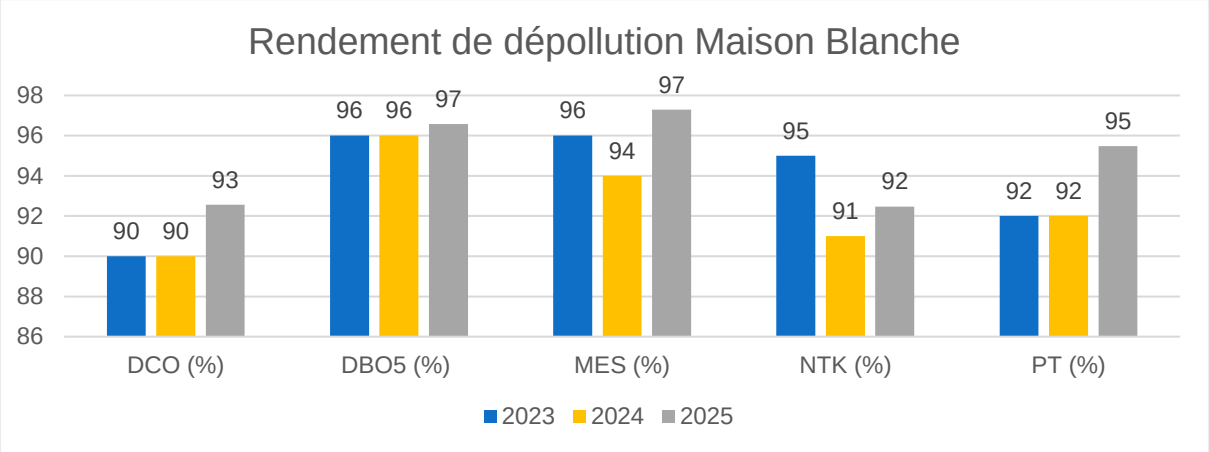
❖ *Les performances de dépollution*

Les rendements respectent la règlementation de chaque arrêté préfectoral des trois stations d'épuration, à l'exception du rendement épuratoire du PT pour la station d'épuration de Zone Portuaire.



En 2025, les rendements sont en légère hausse à l'exception du rendement en PT. Les augmentations de rendement s'expliquent par l'augmentation des charges entrantes.

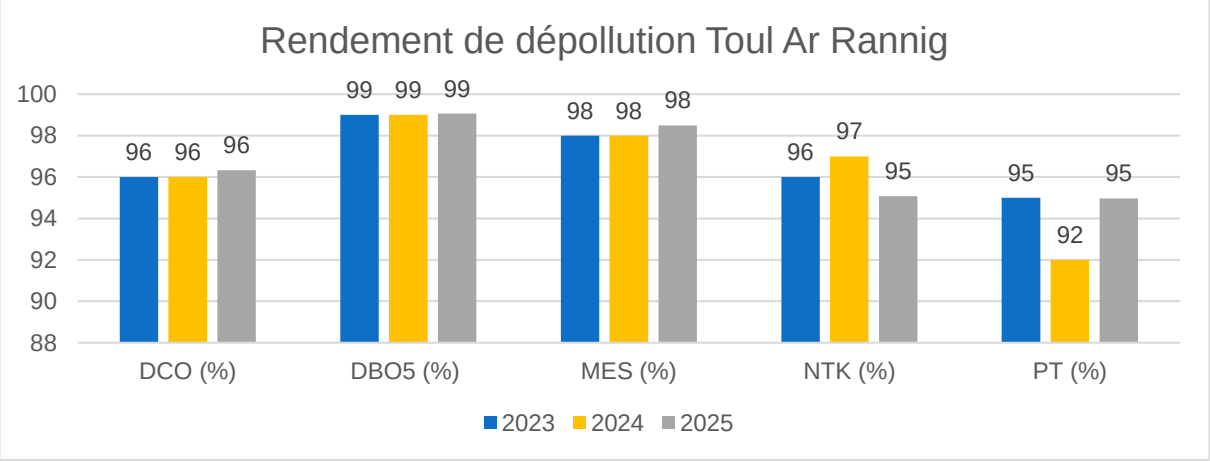
Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE



En 2025, les rendements sont globalement en hausse. Ces augmentations s'expliquent par l'augmentation des charges entrantes.

Par ailleurs, de 2018 à 2021, la station de Maison Blanche était non conforme sur le paramètre azote que ce soit en concentration ou en rendement. Suite aux travaux de maintenance et de renouvellement finalisés sur les Biofors courant de l'été 2022, la conformité du paramètre azoté a pu être atteinte.

Impactée par des flux hydrauliques variables, le process doit être adapté régulièrement. Les marges de manœuvre restent souvent restreintes, notamment concernant l'injection de méthanol. Le fonctionnement global de l'ensemble de la STEP demeure fragile et ne permet pas à ce jour d'atteindre un rendement supérieur à la norme pour le paramètre NGL.



Sur la station de Toull Ar Rannig, les rendements restent stables et conformes.

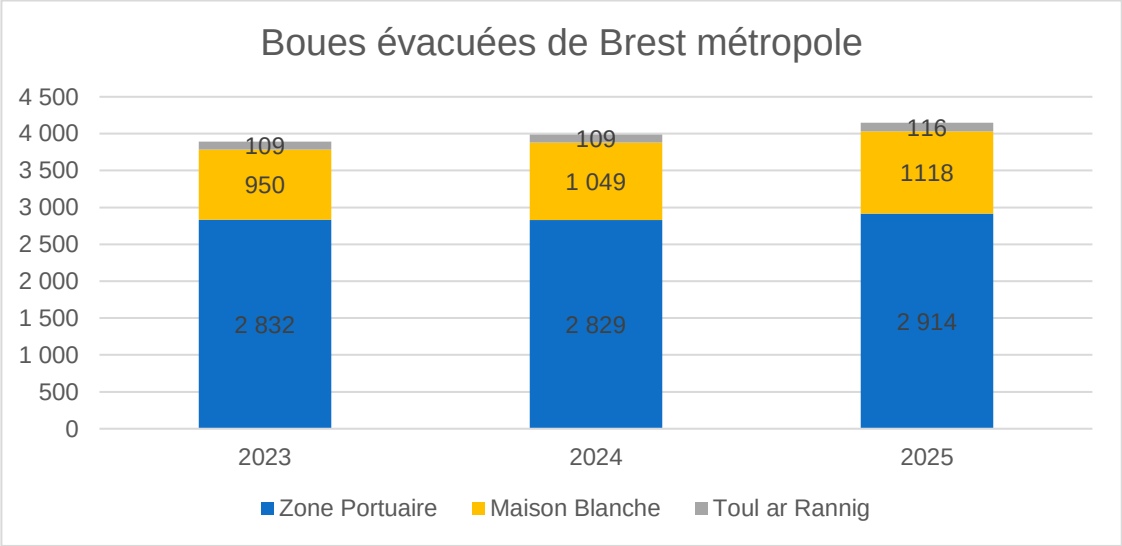
Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

❖ ***Bilan des charges du système d'assainissement :***

Année 2025	Volume reçu en entrée de station	Charge polluante reçue en entrée de station			Charge polluante éliminée par la station			Charge résiduelle rejetée dans la Rade de Brest après traitement sur la station		
Bassin de collecte	**m^3/ an**	**MES kg /an**	**DCO kg / an**	**DBO5 kg / an**	**MES kg /an**	**DCO kg / an**	**DBO5 kg / an**	**MES kg /an**	**DCO kg / an**	**DBO5 kg / an**
Zone Portuaire	13 800 083	3 870 783	6 038 285	2 390 456	3 841 994	5 796 336	2 371 193	28 789	241 949	19 263
Zone Portuaire seule	13 776 679	1 011 210	458 307	136 877	/	/	/	/	/	/
Charges Matières de Vidange	22 038	353	433	185	/	/	/	/	/	/
Maison Blanche	3 777 956	814 899	1 550 758	627 037	794 587	1 440 516	606 049	20 312	110 242	20 987
Toull Ar Rannig	506 182	107 666	231 124	92 935	106 401	223 394	92 192	1 265	7 730	743
TOTAL 2025	**18 084 221**	**4 793 347**	**7 820 166**	**3 110 427**	**4 742 982**	**7 460 245**	**3 069 434**	**50 365**	**359 922**	**40 993**
	Rendement de dépollution du système global							**82%**	**78%**	**84%**
	Rappel rendement de dépollution du système année 2024 sans les données collecte							*73%*	*70%*	*76%*

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

❖ *La gestion des boues issues des ouvrages d'épuration*



❖ *Le bilan énergétique et la consommation de réactifs*

Consommation énergétique des systèmes de traitement	2023	2024	2025	Evolution 2024/2025
Site	**Consommation annuelle en kWh**			**Pourcentage d'évolution n/n-1**
Zone Portuaire + Four	4 526 576	4 426 389	4 427 431	0%
Maison Blanche	3 436 088	2 984 814	3 017 081	1%
Toull Ar Rannig	442 394	444 764	446 957	0%
UTSC	6069	5 860	6 285	7%
Total	**8 411 127**	**7 861 827**	**7 897 754**	0%

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Consommation énergétique des systèmes de traitement + collecte	2023	2024	2025	Evolution 2024/2025
Système d'assainissement	**Consommation annuelle en kWh**			**Pourcentage d'évolution n/n/1**
Zone Portuaire	7 155 104	7 124 337	**6 988 728**	**-2%**
Dont ouvrages de collecte	2 628 528	2 697 948	2 561 297	
Dont STEU + Four	4 526 576	4 426 389	4 427 431	
Maison Blanche	4 487 580	4 163 007	**4 114 931**	**-1%**
Dont ouvrages de collecte	1 051 492	1 178 193	1 097 850	
Dont STEU	3 436 088	2 984 814	3 017 081	
Toull Ar Rannig	594 508	584 956	**567 509**	**-3%**
Dont ouvrages de collecte	152 114	140 192	120 552	
Dont STEU	442 394	444 764	446 957	
UTSC			**18 820**	
Dont ouvrages de collecte			12 535	
Dont STEU	6069	5 860	6285	
Total	**12 237 192**	**11 878 160**	**11 689 988**	**-2%**

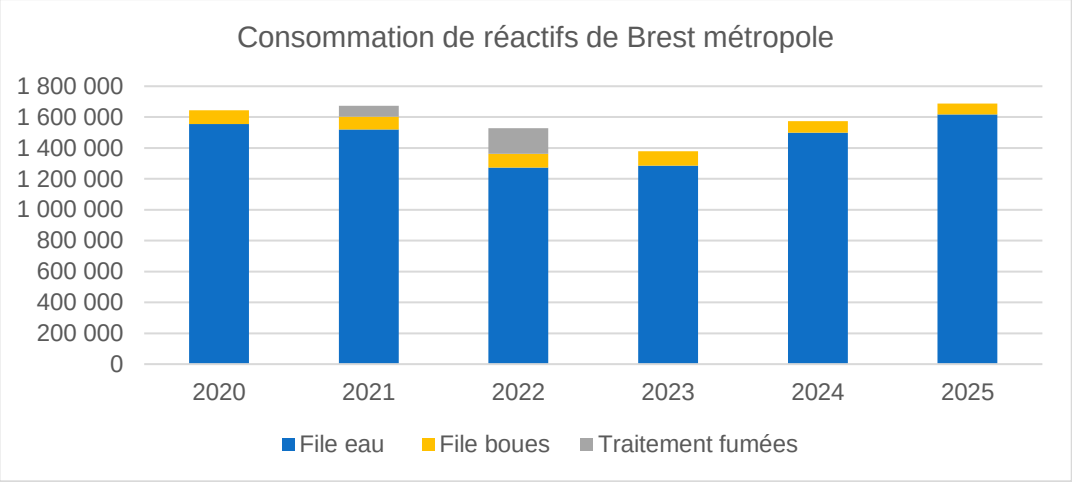
La principale source de consommation de réactifs à l'échelle de Brest métropole est le chlorure ferrique utilisé sur les 3 STEU.

En 2025, la consommation globale de réactifs des files eau est en hausse (+7,9%). Cette augmentation est liée :
- d'une part, à une augmentation globale du chlorure ferrique (+5,1%) observée sur les 3 stations ;
- d'autre part, à une augmentation de la consommation de la chaux (+92%) sur la station d'épuration de Maison Blanche s'expliquant par l'amélioration de l'atelier chaux et ainsi la diminution du temps d'indisponibilité de ce dernier.

Pour information, en 2025, des essais de pilotage de la déphosphatation avec PureControl ont été menés, visant à optimiser la consommation en chlorure ferrique de ce site. Ces essais n'ont pas été concluants. Par ailleurs, la concentration en PT en sortie de cette station sont en nette diminution par rapport à 2024, ce qui est cohérent avec une augmentation de la consommation en chlorique ferrique.

La consommation globale de réactifs des files boues est quant à elle en baisse (-6,4%) alors que la production de boues est en hausse (+4%). Cette diminution s'explique par la poursuite de la mise en œuvre de nouveaux polymères suite aux essais réalisés en fin 2023.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE



❖ ***Détail de la consommation de l'année 2025***

Système de traitement	Réactifs file eau (kg)				
	Chlorure ferrique	**Polymère file eau**	**Chaux éteinte**	**Acide Phosphorique**	**Méthanol**
Zone Portuaire	775 046	/	/	/	/
Maison Blanche	431 455	3 140	145 680	1 093	210 297
Toull ar Rannig	50 486	/	/	/	/
Total 2025	**1 256 988**	**3 140**	**145 680**	**1 093**	**210 297**
Année N-1	*1 195 521*	*3 170*	*75 870*	*1 199*	*223 109*
Variation N/N-1	5,1%	-0,9%	92,0%	-8,8%	-5,7%

Système de traitement	Réactifs file boues (kg)		Réactifs traitement fumées	
	Polymère table file boue	**Polymère centri file boue**	**Bicar**	**CAP**
	Table	**Centri**		
Zone Portuaire	19 455	40 140	0	0
Maison Blanche	/	7 746	/	/
Toull ar Rannig	/	2 800	/	/
Total 2025	**19 455**	**50 686**	**0**	**0**
Année N-1	*21 495*	*53 428*	*0*	*0*
Variation N/N-1	-9,5%	-5,1%	/	/

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS 2025 Brest métropole

Annexe 11 – Fiche patrimoine du service de l'assainissement collectif – Fiches bilan études et travaux

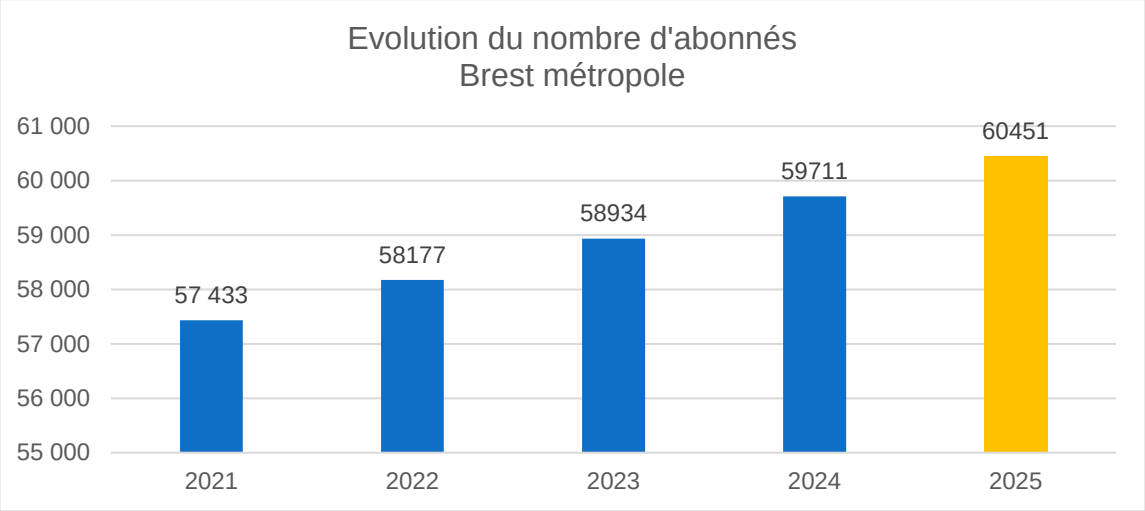
Traitement	3 STEP principales 5 unités semi-collectives
Transfert	113 postes de relevage*
Collecte	918.7 km de canalisation
Refoulement	61.4 km de canalisation
Branchements	67 015 (EU + unitaires)
Equipements divers	24 584 regards
Déversoirs d'orage / délestages / RQTS	40 / 11 / 10
Dégrilleurs / siphons	18 / 3
Bassins (orage, stockage..)	3

*Le PR Quelarnou été mis en service au cours de l'année 2025 sur le bassin versant de Zone Portuaire.

❖ ***Evolution du réseau de collecte et des abonnés du service***

Nombre d'abonnés par commune			
Brest	33 239	Guipavas	6 549
Bohars	1 257	Le Relecq-Kerhuon	5 112
Gouesnou	2 743	Plougastel-Daoulas	3 278
Guilers	3 416	Plouzané	4 857

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE



Evolution sur les 5 dernières années					
	2021	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Longueur totale	**975,3**	**970,8***	**976***	**980,6**	**983,4**
Canalisations gravitaires	899,3	905,3	911,2	915,101	918,7
dont eaux usées	710,5	711,4	647,4	651,966	654,3
dont unitaires	255,5	255	252,7	252,004	253,2
Eaux industrielles	nc	nc	11,1	11,131	11,2
Non renseigné	nc	nc	3,7	3,531	3,3
Canalisations de refoulement (EU et unitaires)	66,6	*61,1*	61	61,2	61,4
Nombre de branchements EU séparatifs ou unitaires	60 092	63 180	64 668	65 753	67 015
Dont branchements cartographiés	29 302	32 390	33 878	34 963	36 225
Regards	23 944	24 181	24 380	24 432	24 584

** meilleure prise en compte des différents types d'écoulement + correction d'erreurs notamment sur les refoulements*

L'âge moyen du réseau de collecte (hors réseau d'eau pluviale) est de **40,13 ans**.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bilan d'activité – Direction des Opérations 2025
Restructuration du PR de Pontaniou & construction d'un bassin tampon à brest

Présentation du projet, de ses objectifs et de son état d'avancement

Le projet fait partie du projet global de mise en conformité des réseaux unitaires de Brest (cf. fiche dédiée)
Le projet de Pontaniou prévoit :

- *Le renforcement de la capacité de pompage ;*
- *La réalisation d'un bassin d'orage d'environ 2 200 m3 permettant la gestion des déversements en temps de pluie*

L'objectif est d'atteindre la conformité des rejets sur la partie unitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Le projet est en phase AVP en 2025 (maitrise d'œuvre Bourgois). L'étude géotechnique a été menée et doit faire l'objet de complément. Le diagnostic archéologique est en cours et sera finalisé en juin 2026. Plusieurs contraintes fortes complexifient le projet de bassin (archéologie, géotechnie, urbanisme, emprise disponible, accessibilité...). La finalisation de l'AVP avec un chiffrage réaliste est prévu début 2026.

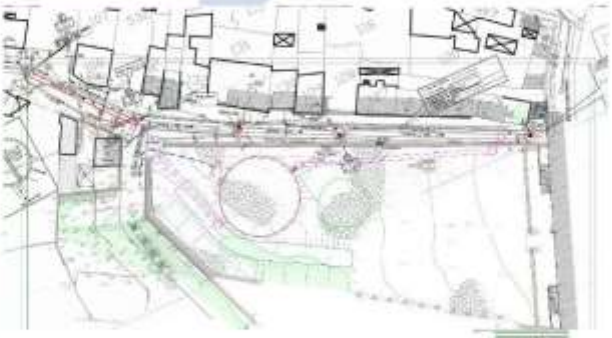
Le projet entre à présent dans la démarche globale de gestion des unitaires sur la rive droite, également sous maitrise d'œuvre Bourgois, ce qui permet d'avoir une vision cohérente des aménagements à faire sur l'ensemble de la chaine de transfert. Cette prise de recul pourra potentiellement faire évoluer le projet en 2026.

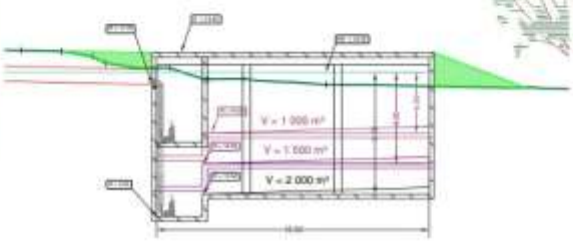
Planning

Date de démarrage : 2024 **Date de fin** : 2028









Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE
RPQS 2025 Brest métropole

Bilan d'activité – Direction des Opérations 2025
Mise en conformité du système d'assainissement unitaire de Brest métropole

Présentation du projet, de ses objectifs et de son état d'avancement

Le programme de Mise en Conformité des Unitaires poursuit l'objectif d'un retour à la conformité, en 2032, des agglomérations d'assainissement de Brest Rive Gauche (Zone Portuaire) et Brest Rive Droite (Maison Blanche). Il est placé sous la Direction de l'Ecologie Urbaine de Brest métropole. Le programme repose sur deux actions majeures : la déconnexion de surfaces actives pilotée par Brest métropole et la construction de bassins tampon pilotée par Eau du Ponant.
Le volet 'bassins tampons' vise à construire 10 bassins tampon pour un volume global de 37 000 m³ et réaliser les travaux annexes nécessaires au bon fonctionnement des bassins (renforcement de pompage, dévoiement et renforcement de réseaux).
Les deux volets du programme devront permettre la réduction des déversements par temps de pluie afin de passer sous le seuil réglementaire de 5% du volume collecté (en 2023, les taux de volumes déversés atteignaient 17% pour Zone Portuaire et 20% pour Maison Blanche).

Avancement de la réalisation des bassins tampon

Zone Portuaire	Etat
Kertatupage	Opérationnel
Spernot	Marché travaux en cours
Pierre Sémard	Programmation
Brasserie	Programmation
De Gaulle	Programmation
Jean Moulin	Programmation

Maison Blanche	Etat
Pontaniou	Conception en cours
Jean Bart	Programmation
Grande Rivière	Programmation
4 Pompes	Programmation

Pour la réalisation des 7 bassins tampon indiqués en 'programmation', un marché de maîtrise d'œuvre a été attribué : la maîtrise d'œuvre du Lot (Zone Portuaire) sera assurée par le bureau d'étude Safege et celle du lot 2 par le Cabinet Bourgois associé à SCE. La phase d'étude préliminaires a démarré en novembre 2025. Cette première phase devra permettre valider le programme d'opérations pour mi-2026. La mise en œuvre de ce programme implique une coordination étroite avec plusieurs parties prenantes : Brest métropole (DEU, Aménagement), le Ministère des Armées (projets à proximité et dans la base navale), la Police de l'Eau, etc.
Le marché de travaux pour la construction du bassin Spernot a dû être publié une 2nde fois suite à un premier appel d'offre infructueux.

Planning

Date de démarrage : 2022 **Date de fin** : 2032



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bilan d'activité – Direction des Opérations 2025

Mise en conformité du système d'assainissement unitaire de Brest métropole



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bilan d'activité – Direction des Opérations 2025

Rénovation et amélioration du fonctionnement du poste de relevage de Spernot

Présentation du projet, de ses objectifs et de son état d'avancement

Le projet consiste à améliorer le fonctionnement du poste de relevage d'eaux usées de Spernot et rénover l'ouvrage. Le projet prévoit :

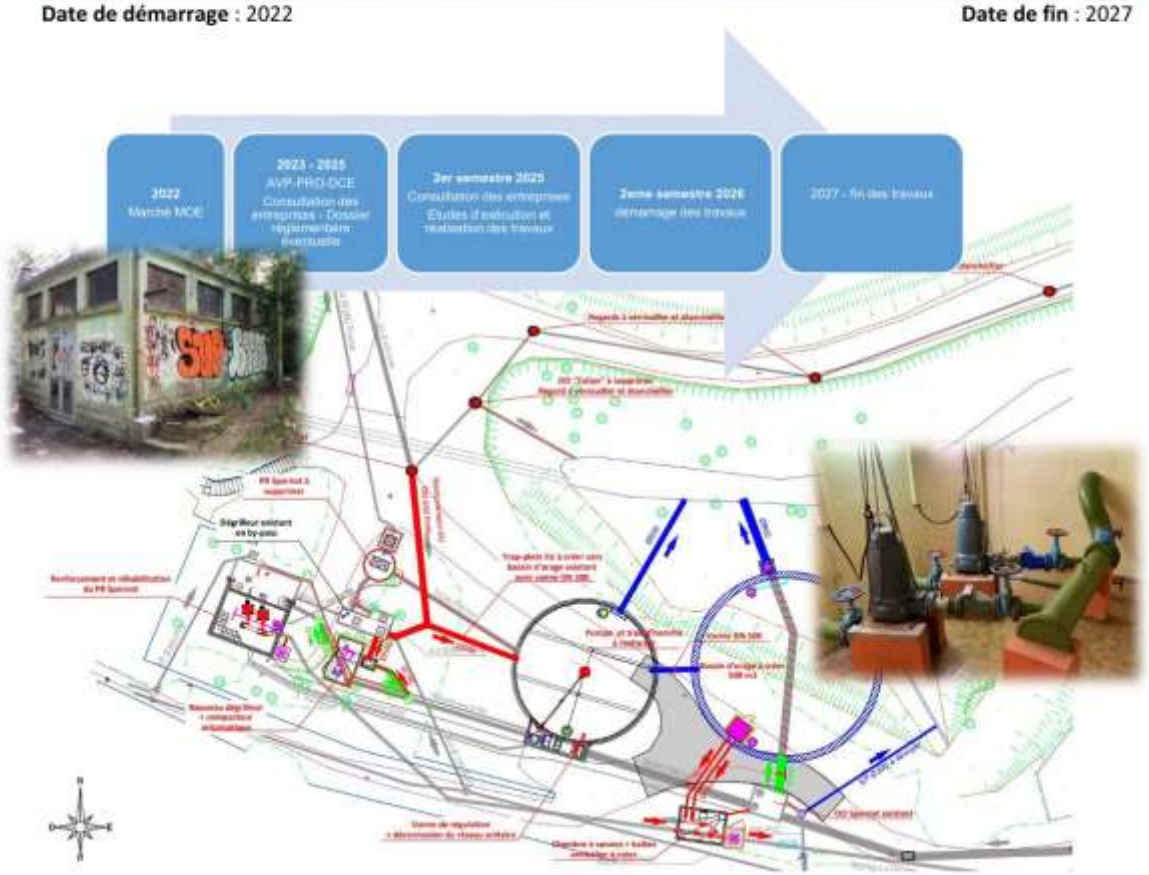
- *Le renforcement de la capacité de pompage ;*
- *L'installation d'un dégrilleur automatique,*
- *L'utilisation du bassin existant pour la gestion de la branche unitaire avec la création d'un trop plein dédié*
- *La réalisation d'un bassin d'orage de 500 m3 sur la branche unitaire avec une régulation de débit et un trop plein dédié*

L'objectif est d'atteindre la conformité en visant 0 rejet sur la partie séparative et la conformité des rejets sur la partie unitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 juillet 2015.

En 2023, la maitrise d'œuvre a été attribuée et les études AVP ont été réalisées. La phase PRO et l'étude géotechnique ont été réalisées en 2024 avec une complexification du projet due aux contraintes géotechniques et à l'intégration de la continuité de service. En 2025, la consultation des entreprises n'a pas permis d'attribuer le marché, car les offres reçues présentaient des irrégularités. Un nouveau marché a été lancé fin 2025 intégrant les contraintes écologiques (espèces protégées, impact sur zones humides) et urbanistiques (permis de construire).

Planning

Date de démarrage : 2022 **Date de fin** : 2027



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bilan d'activité – Direction des opérations 2025
Construction d'une nouvelle station d'épuration au Tinduff à Plougastel-Daoulas

Présentation du projet, de ses objectifs et de son état d'avancement

Le secteur du Tinduff, situé à Plougastel-Daoulas, est actuellement desservi par une station d'épuration (STEP) mise en service en 1996, d'une capacité de 180 Équivalents-Habitants (EH). La filière existante repose sur des filtres à sable drainés. Malgré le renouvellement des massifs filtrants en 2016 et 2022, et une amélioration récente de la qualité des rejets constatée par Brest Métropole, les ouvrages de prétraitement sont désormais vétustes. Par ailleurs, l'infrastructure atteint ses limites capacitaires, notamment en raison de surcharges hydrauliques et d'une charge organique moyenne de 60 % (environ 100 EH), dans un contexte de développement urbain identifié par le PLUi (2022) et le zonage d'assainissement collectif (2019).

Le projet vise à la construction d'une nouvelle STEP, avec une capacité portée à 800 EH (dimensionnement présenté à 670 EH lors des échanges institutionnels), afin d'anticiper le développement du secteur. Il comprend également l'extension des réseaux d'assainissement, la création d'un réseau de transfert vers la nouvelle station, la gestion du rejet des eaux traitées en rade de Brest, ainsi que le démantèlement de l'installation existante. Le poste de relevage (PR) du port sera reconstruit, avec refoulement et création d'une conduite de rejet jusqu'à l'estran. La filière retenue repose sur un procédé à boues activées avec traitement tertiaire et bassin à marée, complété par des lits de séchage plantés de roseaux pour la gestion des boues.

Inscrit au plan pluriannuel d'investissement 2024-2032 de Brest Métropole, le projet représente un montant actualisé de 2,33 M€ HT (hors extensions de réseaux). Démarré en septembre 2022, il a conduit à la désignation du bureau d'études Bourgois comme maître d'œuvre au premier semestre 2023 (138 800 € HT).

Les études ont franchi plusieurs étapes structurantes :

- Présentation de l'étude préliminaire en octobre 2024 ;
- COPIL en décembre 2024 ;
- Présentation de l'avant-projet (AVP) aux partenaires institutionnels en juin 2025 (AELB, CD29, Région, DDTM, Syndicat de bassin de l'Elorn, etc.).

À l'issue de ces échanges, le calendrier du projet s'inscrit désormais dans la révision du PLUi 2026-2027. Une version B de l'AVP, intégrant les remarques de la DDTM et du CD29, a été validée. La phase PRO est actuellement en cours, avec une présentation en COTECH et COPIL prévue au premier semestre 2026.

Les études complémentaires nécessaires au programme travaux sont majoritairement engagées : investigations réseaux (DT-DICT), modélisation du rejet en mer, levés topographiques et bathymétriques, diagnostic écologique (présence du Verdier d'Europe et de la Vipère péliade identifiée), géotechnique en cours, études bruit et odeurs quasi finalisées. Restent à lancer ou finaliser certaines missions (SPS, contrôle technique, sites et sols pollués, étude environnementale, dossier de subvention, révision du zonage d'assainissement).

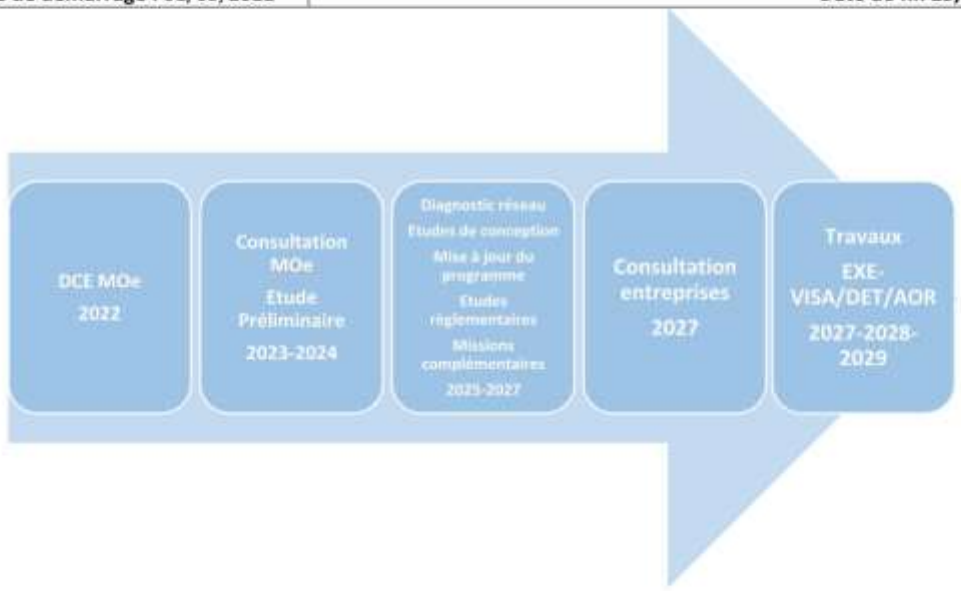
Enfin, le diagnostic des réseaux a permis de mieux caractériser les charges et infiltrations : campagnes de mesures 24h, pose de débitmètres, inspections télévisées et visites en nappe haute. Des infiltrations ponctuelles ont été identifiées et feront l'objet de travaux correctifs en 2026 et 2027.

Le projet progresse conformément aux objectifs fixés, avec une sécurisation progressive des volets réglementaires, environnementaux et techniques, en vue d'un lancement opérationnel des travaux à l'issue de la phase PRO.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bilan d'activité – Direction des opérations 2025
Construction d'une nouvelle station d'épuration au Tinduff à Plougastel-Daoulas

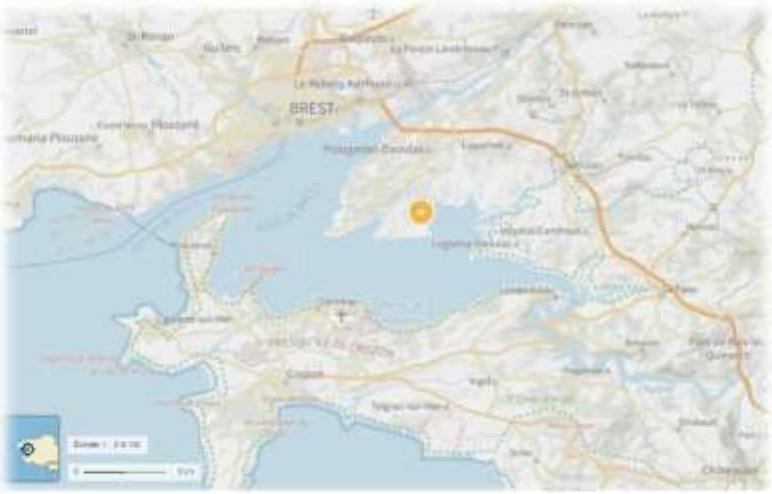
Planning	
Date de démarrage : 01/09/2022	**Date de fin 29/05/2029**



Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bilan d'activité – Direction des opérations 2025
Construction d'une nouvelle station d'épuration au Tinduff à Plougastel-Daoulas

Documents graphiques

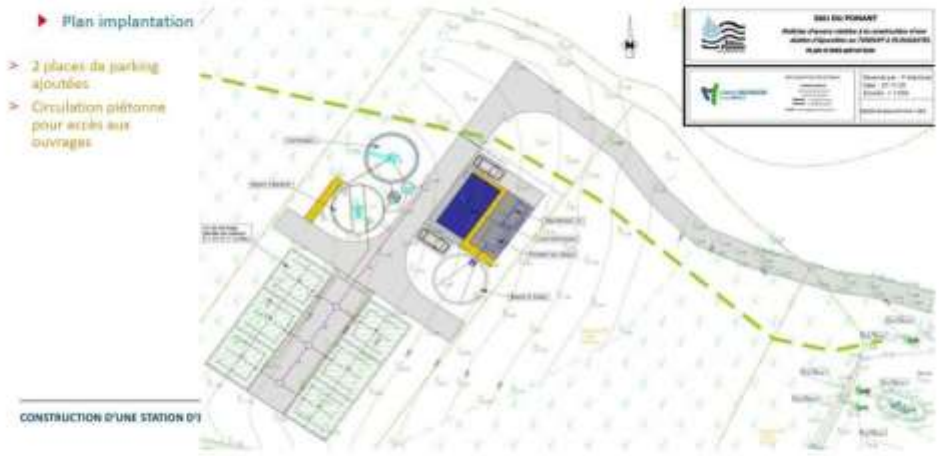




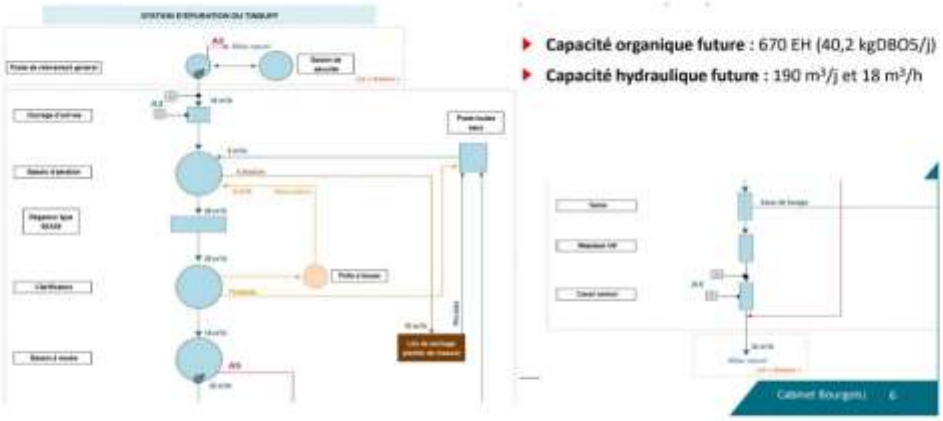
Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Bilan d'activité – Direction des opérations 2025
Construction d'une nouvelle station d'épuration au Tinduff à Plougastel-Daoulas

Plan d'implantation STEP - AVP



Filière de traitement STEP - AVP



- **Capacité organique future** : 670 EH (40,2 kgDBO5/j)
- **Capacité hydraulique future** : 190 m³/j et 18 m³/h

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Annexe 12 – CARE 2025 des contrats d'eau et d'assainissement

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

COMPTES ANNUELS D'EXPLOITATION 2025 CONTRAT : BM EAU POTABLE	2024 Total €	2025 Total €
RECETTES AEP	**24 412 641**	**26 730 944**
VENTE	**21 601 515**	**23 408 551**
Abonnement	1 256 852	1 323 875
Abonnement incendie	601 047	646 712
Consommation	15 429 753	16 292 524
Surtaxe	1 520 792	1 578 487
Agence de l'eau (Préservation & pollution)	2 793 070	3 566 954
VENTE D'EAU EN GROS	**1 796 288**	**1 877 645**
TRAVAUX, PRESTATIONS & FRAIS FACTURABLES	**1 014 839**	**1 444 749**
REVERSEMENTS	**- 4 313 862**	**- 5 145 440**
Surtaxe	- 1 520 792	- 1 578 487
Agence de l'eau (Préservation et Pollution)	- 2 793 070	- 3 566 954
CHIFFRE D'AFFAIRES	**20 098 779**	**21 585 504**
CHARGES D'EXPLOITATION	**15 239 215**	**7 473 357**
ACHATS D'EAU	**133 037**	**156 742**
ETUDES	**282 702**	**156 197**
EXPLOITATION	**7 157 440**	**5 446 209**
Exploitation des réseaux	1 469 866	1 612 548
Exploitation des installations	5 363 639	3 486 499
Frais d'analyse	196 313	221 737
Astreinte	127 622	125 425
GROS ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT	**9 734 703**	**8 137 525**
Renouvellement des installations	399 509	432 884
Renouvellement des réseaux	9 335 193	7 704 640
CHARGES SUR TRAVAUX & PRESTATIONS FACTURABLES	**984 801**	**1 040 989**
RELATION USAGERS	**992 404**	**1 361 473**
EMPRUNTS	**- 8 220 177**	**- 12 718 575**
LOYERS	**618 744**	**740 072**
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATIONS	**3 291 567**	**2 883 717**
IMPOTS, TAXES	**263 994**	**269 008**
CAF DU CONTRAT	**4 859 564**	**14 112 147**
PARTICIPATION A L'IS	**57 889**	**51 612**
INVESTISSEMENTS	**2 692 104**	**14 414 973**
SUBVENTIONS	**- 111 557**	**2 606 968**
DISPONIBILITES DU CONTRAT	**1 998 014**	**2 252 530**
DISPONIBILITES DU CONTRAT N-1	**16 790 631**	**18 788 645**
CUMUL	**18 788 645**	**21 041 175**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

COMPTES ANNUELS D'EXPLOITATION 2025 BREST METROPOLE - AC & ANC	2024 Total €	2025 Total €
RECETTES ASST	**25 988 239**	**26 438 459**
VENTE D'ASSAINISSEMENT	**22 747 577**	**23 626 709**
Consommation	20 614 439	21 984 061
Surtaxe	829 469	910 536
Agence de l'eau (modernisation)	1 303 669	732 112
TRAVAUX, PRESTATIONS & FRAIS FACTURABLES	**3 240 662**	**2 811 751**
Travaux et Prestations Facturables	2 782 251	2 245 751
Participation à l'assainissement collectif	458 411	566 000
REVERSEMENTS	**- 2 133 138**	**- 1 642 647**
Surtaxe	- 829 469	- 910 536
Agence de l'eau (modernisation)	- 1 303 669	- 732 112
CHIFFRE D'AFFAIRES	**23 855 101**	**24 795 812**
CHARGES D'EXPLOITATION	**19 778 280**	**8 919 481**
ETUDES	**165 236**	**271 568**
EXPLOITATION	**10 014 666**	**7 731 209**
Exploitation des réseaux	2 029 225	1 843 739
Exploitation des installations	7 841 183	5 676 765
Frais d'analyse	96 703	159 233
Astreinte	47 555	51 472
GROS ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT	**7 136 022**	**5 775 949**
GER Installations éléctromécaniques	1 168 763	1 076 097
GER Réseaux	5 967 259	4 699 852
CHARGES SUR TRAVAUX & PRESTATIONS FACTURABLES	**1 887 579**	**1 317 729**
RELATION USAGERS	**1 091 393**	**1 338 335**
EMPRUNTS	**- 4 410 293**	**- 11 409 781**
LOYERS	**492 910**	**615 673**
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	**2 844 203**	**2 712 828**
IMPOTS, TAXES	**556 563**	**565 971**
CAF DU CONTRAT	**4 076 822**	**15 876 331**
PARTICIPATION A L'IS	**65 149**	**57 056**
INVESTISSEMENTS	**765 526**	**807 910**
Extension des réseaux	480 372	555 648
Travaux neufs sur installations	285 154	252 263
SUBVENTIONS	**- 105 799**	**1 635 636**
DISPONIBILITES DU CONTRAT	**3 140 347**	**16 647 000**
DISPONIBILITES DU CONTRAT N-1	**- 12 495 020**	**- 9 354 673**
CUMUL	**- 9 354 673**	**7 292 327**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

EAU POTABLE

Les chiffres clés 2025

BREST MÉTROPOLE

10 991 430 m³
mis en distribution

production

3 712 m
réseaux neufs

13 926 m
réseaux renouvelés

Eau du Ponant

1 339 km
de réseau
de distribution

90 %
rendement
de réseau

9 341 453 m³
vendus aux abonnés

2.68 €
le m³

65 640
abonnés

100%
conformité
microbiologique

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

PRODUCTION

Brest métropole dispose de ressources propres : dans les 3 usines et les 2 captages ont été produits : **14 552 575 m³**.
Et elle achète de l'eau soit **361 437 m³** en 2025 : essentiellement à la CAPLD pour 341 538 m³. Elle vend de l'eau à plusieurs entités (CAPLD, Bas Léon, St-Renan et Kermorvan) : **3 923 599 m³** en 2025.

DISTRIBUTION

En 2025, ont été vendus **9 341 453 m³** aux abonnés (+1.8% par rapport à 2043).
Les ventes à d'autres structures (**3 923 599 m³**) ont augmenté de 2.1% par rapport à 2024.
Le rendement du réseau est de **90%** pour 2025 (86.4% en 2024).
Le taux de renouvellement est de **0,78 %** pour 2024.

QUALITE

Suite aux contrôles effectués, l'eau fournie par la métropole est de bonne qualité.

En 2025, sur les analyses faites par l'ARS : conformité de **100%** pour le physico-chimique et **100%** pour le microbiologique

La démarche de protection de la ressource en eau est de : **93%**

Investissements

- Extension de rés eaux de desserte : **3 712 ml** (dont Poulrinou à Bohars)
- Renouvellement / réhabilitation de réseaux : **13 926 ml** en 2025

- Restructuration de l'UP du Moulin Blanc
- Usine de Pont ar Bled : poursuite du chantier de reconstruction
- Réhabilitation du captage de Bréléis
- Réhabilitation de réservoirs
- Sécurisation de l'ouest du Pays de Brest par renforcement pompage depuis Kerleguer

PRIX (base 120 m³ + abonnement)

Le prix de l'eau a augmenté 3.10 % entre le 1er janvier 2025 et le 1er janvier 2026 soit **2,68 € TTC/m³**. (2.60 € TTC/m³ en 2025)

En 2026, la facture de 120 m³ est de **321.35 € TTC** (eau seule) et de **686.17 € TTC** (eau + assainissement collectif) sur le territoire.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

9 134 428 m³
facturés aux abonnés

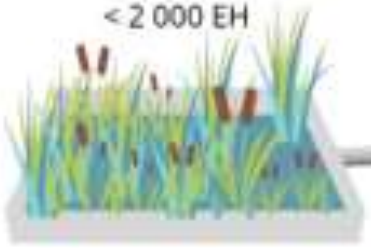


3.03 €
le m³



983 km
de réseaux d'eaux usées

5
stations de traitement
< 2 000 EH



113
postes de relevage

4 066 380 m³
déversés

18 084 221 m³
mesurés en entrée de stations

3
stations de traitement
> 2 000 EH



622 m
réseaux neufs

7 760 m
réseaux renouvelés

Eau du Ponant

4 148 t
boues évacuées



ASSAINISSEMENT
COLLECTIF
Les chiffres clés 2025
BREST MÉTROPOLE

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

Abonnés du service

Pour une population estimée à 219.395 habitants, le service l'assainissement collectif compte 60 451 abonnés sur le territoire.

Celui du SPANC comptabilise 5 463 abonnés.

Performance

Brest métropole a collecté **18 084 221 m³** d'eaux usées en 2025 dans ses stations d'épuration.
Les rendements globaux de dépollution (hors déversements) varient de **72 % à 74 %** selon les paramètres pris en compte en amélioration du fait de la diminution des charges déversées.

CARACTERISTIQUES

75.93 km d'ITV réalisées dans le cadre du diagnostic de réseaux.
Le taux moyen de renouvellement des réseaux est **0,53 %**.
La conformité de la performance des ouvrages du service est de **95,7 %.**

4 148 tMS de boues issues du traitement des eaux usées.

Investissements

- Extension de réseaux de desserte : **622 ml**
- Renouvellement/réhabilitation de réseaux : **7 760 ml** en 2025
- Restructuration PR Pontaniou et construction bassin tampon
- Rénovaition et amélioration PR Spernot
- Projet de construction nouvelle STEP au Tinduff
- Mise en conformité du système d'assainissement unitaire

Prix (base 120 m³ + abonnement)

Le prix de l'eau a augmenté 3.55 % entre le 1er janvier 2025 et le 1er janvier 2026 soit **3.03 € TTC/m³**. (2.92 € TTC/m³ en 2025)
En 20265, la facture de 120 m³ est de **363.42 € TTC** (ass seul) et de **686.17 € TTC** (eau + assainissement collectif) sur le territoire.

SPANC

Le taux de conformité des dispositifs d'ANC est de **83.5 %.** (83.2 % en 2024)
Fin 2025, **99.8 %** des installations existantes avaient été contrôlées.
848 contrôles ont été réalisés en 2025 par Eau du Ponant sur les installations d'ANC de la métropole (tous contrôles confondus).

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

ACTE RENDU EXECUTOIRE
Compte tenu de :
la publication le : *08 juillet 2026*
la transmission au contrôle de légalité le : *08 juillet 2026*

Conseil de la métropole du 30 juin 2026

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DELIBERATIONS

Date de convocation
mercredi 17 juin 2026

Conseillers en exercice
66

Le Conseil de la métropole de Brest Métropole s'est réuni le mardi 30 juin 2026, sous la Présidence de Monsieur Stéphane ROUDAUT, Le Président.

Président : Stéphane ROUDAUT

Secrétaire de séance : Clément POSIER

ETAIENT PRESENTS :

Stéphane ROUDAUT, Président, Bertrand ABIVEN, Philippe BAZIRE, Véronique BOURBIGOT, Nathalie COLLOVATI, Yves DU BUIT, Jean-Philippe ELKAIM, Maxime HERLEDAN, Fabrice JACOB, Bruno JAOUEN, Axelle LAMOUR, Frédéric LAURENT, Raphaël L'HERROU, Isabelle MELSCOET, Servane METZGER-CORRIGOU, David MORVAN, Claudine PERON, Jean-Pierre RICHARD, Matthieu SEITE, Emmanuelle TOURNIER, Vice-Présidents.
Valérie ABALLEA, Catherine ANDRIEUX, Jérôme BALCON, Solène BALCON, Marion BALLANGER, Cécile BEAUDOUIN, Norah BELFADEL, Lionel BODIOU, Monique BRONEC, Yves COATIVY, Glen DISSAUX, Aurélie DRIVET, Eric ECCELSO, Christophe ENAULT, Annie EVEN, Françoise GUENEUGUES, Maryvonne GUILLOTTO, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Alain KERHASCOET, Gwenaël KERJEAN, Yvan LACHUER, Sten LE GALL, Elisabeth LE GOFF, Claire LE ROY, Erwan L'EOST, Yannick LOSSOUARN, Taran MAREC, Christine MARGOGNE, Jean-Luc MARZIOU, Gaëlle MORVAN, Catherine MORVAN-RUSSIER, Christophe OSSWALD, Eliane PICART, Clément POSIER, Michel QUERE, Emmanuel SAVALLI, Pascale TERROM, Olivier YVEN, Conseillers.

ETAIENT ABSENTS EXCUSES:

Stéphane BAOT Conseiller - procuration à Valérie ABALLEA
Dominique CAP Vice-Président - procuration à Yves DU BUIT
Pierre GRANDJEAN Conseiller - procuration à Fabrice JACOB
Emilie KUCHEL Conseiller - procuration à Claire LE ROY
Mathieu LE BOURSICAUD Conseiller - procuration à Servane METZGER-CORRIGOU
Gaëlle MONOT Conseiller - procuration à Véronique BOURBIGOT
Françoise MORVAN Conseiller - procuration à Patricia HENAFF

C 2026-06-85 : ECOLOGIE URBAINE
Eau et assainissement - Rapport annuel d'activité 2025 sur le prix et la qualité des services (RPQS) de l'Eau et de l'Assainissement

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

CONSEIL DE LA MÉTROPOLE

DU 30 JUIN 2026

Délibération n° C 2026-06-85

Le rapporteur, Axelle LAMOUR
donne lecture du rapport suivant

ECOLOGIE URBAINE : Eau et assainissement - Rapport annuel d'activité 2025 sur le prix et la qualité des services (RPQS) de l'Eau et de l'Assainissement

NOTE DE SYNTHESE

L'article L 2224-5 du Code général des collectivités territoriales prévoit l'obligation pour les Maires ou Présidents des établissements publics compétents de présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Le contenu de ce document est précisé dans un décret du 6 mai 1995 et ses annexes. Une synthèse de ses données est jointe en annexe à cette délibération et le rapport est porté à la connaissance du Conseil de la métropole.

Ce rapport sera mis à disposition du public à Brest métropole et dans chaque Mairie et Mairie annexe, dans les 15 jours de sa présentation au Conseil de la métropole. Conformément à l'article D 2224-3 du Code général des collectivités territoriales, chaque commune membre de Brest métropole sera destinataire du rapport annuel et chaque Maire devra le présenter à son Conseil municipal au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_03-DE

DELIBERATION

En conséquence, il est proposé au Conseil de la métropole, après avis des commissions compétentes, d'émettre un avis favorable au rapport annuel 2025 sur le prix et la qualité des services de l'Eau et de l'Assainissement de Brest métropole.

Avis commissions :

- Avis de la commission Planification écologique - Aménagement durable - Transition énergétique : Avis favorable à l'unanimité

Bertrand ABIVEN, Axelle LAMOUR ne prennent part ni aux débats ni au vote

Décision du Conseil de la métropole:

Abstention le groupe Brest insoumise

ADOPTE À L'UNANIMITÉ

Le Président **Le secrétaire de séance**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_04-DE

Ville de PLOUGASTEL Ker

2026.10.04

OBJET

Brest Métropole Aménagement / Désignation du représentant à l'assemblée générale et l'assemblée spéciale

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 28
Nombre d'absents : 0
Procurations : 5
Nombre de votants : *33*

Vote
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0
S'étant abstenu 0
N'ayant pas pris part au vote 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire**.

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Clément POUPON, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Nicolas HUSSON donne pouvoir à Damien RIVIER, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_04-DE

Brest Métropole Aménagement / Désignation du représentant à l'asse[illegible] spéciale

Rapporteur :
Dominique CAP Maire

Exposé
Par délibération du 18 février 2021 a été approuvée la participation de la commune de Plougastel-Daoulas au capital de la société publique (SPL) de Brest Métropole Aménagement (BMa)
Suite à cette participation, il importe de procéder à la désignation d'un représentant pour siéger :

- A l'assemblée générale,
- A l'assemblée spéciale des actionnaires ne bénéficiant pas d'une représentation directe au conseil d'administration de la SPL

Se porte candidat pour ces deux fonctions Françoise MORVAN, conseillère municipale déléguée.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- De désigner Françoise MORVAN, conseillère municipale déléguée, comme représentante de la commune de Plougastel-Daoulas à l'assemblée spéciale de BMa SPL et de l'autoriser à accepter toutes les fonctions dans le cadre de la représentation qui pourrait lui être confiée au sein de la dite assemblée et particulièrement celle de représentant commun,
- De désigner Françoise MORVAN, conseillère municipale déléguée, comme représentante de la commune de Plougastel-Daoulas à l'assemblée générale des actionnaires de BMa SPL

Projet de délibération soumis à la :
Commission 1 FST 2026-2032 du 01 octobre 2026

Délibération du Conseil Municipal : Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire

Publié le 20 octobre 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_05-DE

Ville de PLOUGASTEL Ilienker

2026.10.05

OBJET

Autorisation de programme / Crédits de paiement - Opération Fontaine Blanche - Actualisation n°4

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 28
Nombre d'absents : 0
Procurations : 5
Nombre de votants : *33*

Vote
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0
S'étant abstenu 1
N'ayant pas pris part au vote 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire**.

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Clément POUPON, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Nicolas HUSSON donne pouvoir à Damien RIVIER, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_05-DE

Autorisation de programme / Crédits de paiement - Opération Fontaine [illegible]

Rapporteur :
Marc JEZEQUEL 2ème adjoint au Maire

Exposé
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses article L 2122-21 et L 2122-22, relatifs aux attributions exercées par le Maire au nom de la commune sous le contrôle du Conseil Municipal,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-31 relatif au contrôle financier exercé par le Conseil Municipal,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2311-3 et R 2311-9 portant définition des autorisations de programme et autorisations d'engagement et crédits de paiement,
Vu le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et autorisations d'engagement et crédits de paiement,
Vu l'instruction codificatrice M57,
Vu le règlement budgétaire et financier établi par la commune,
Vu la délibération n°2023-02-07 portant sur la création de l'AP/CP,
Vu la délibération n°2024-02-07 portant sur l'actualisation n°1 de l'AP/CP,

Un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire, à savoir que pour les dépenses d'investissement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la collectivité doit inscrire la totalité de la dépense la 1ère année, puis reporter d'une année sur l'autre le solde.

La procédure d'autorisation programme et crédit de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe de l'annualité budgétaire. Cette procédure vise à planifier la dépense sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, en respectant les règles d'engagement. Elle favorise la gestion pluriannuelle et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations d'engagement sont la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des dépenses d'investissement. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les crédits de paiement sont la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme. Ainsi le budget N ne contient que les CP de l'année N.

Chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des CP ainsi qu'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face. La somme des CP doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le Maire, elles sont votées par le Conseil Municipal, par délibérations distinctes de celles du budget primitif, du budget supplémentaire et des décisions modificatives.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_05-DE

Dans le cadre de l'opération de rénovation de la Fontaine Blanche, il est proposé d'actualiser l'autorisation de programme :

AP/CP 2023 – 1 : Rénovation de la Fontaine Blanche – Actualisation n°4

	AP	Mandaté 2022	Mandaté 2023	Mandaté 2024	Mandaté 2025	CP 2026	CP 2027
Dépenses prévisionnelles TTC	3.000.000	4.380	35.437	1.670	545.942	2.117.117	295.454
Plan de financement							
Subvention Conseil Régional - Métropole	200.000€						
Subvention Conseil Départemental	300.000€						
Subvention Etat	100.000€						
Subvention Autres	-						
FCTVA	430.000€						
Autofinancement	1.970.000€						

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'actualiser l'autorisation de programme et crédits de paiement susmentionnés.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant légal à procéder à la liquidation et au mandatement des dépenses correspondantes aux crédits de paiement 2026 sus indiqués.

Projet de délibération soumis à la :
Commission 4 CSVA 2026-2032 du 30 septembre 2026
Commission 1 FST 2026-2032 du 01 octobre 2026

Délibération du Conseil Municipal : adoptée à la majorité.
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 1 : Nicolas HUSSON.
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire

Publié le 20 octobre 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_06-DE

Ville de PLOUGASTEL Plougastel

2026.10.06

OBJET

Budget principal - Décision modificative n°2-2026

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 28
Nombre d'absents : 0
Procurations : 5
Nombre de votants : *33*

Vote
Ayant voté pour 30
Ayant voté contre 0
S'étant abstenu 3
N'ayant pas pris part au vote 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire**.

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Clément POUPON, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Nicolas HUSSON donne pouvoir à Damien RIVIER, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_06-DE

Budget principal - Décision modificative n°2-2026

Rapporteur :
Marc JEZEQUEL 2ème adjoint au Maire

Exposé
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2312-1 et suivants et L 2313, L 2321 et suivants,
Vu la Loi d'Orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'organisation territoriale de la République et notamment ses articles 11 et 13,
Vu la délibération n°2021-12-06 du 16 décembre 2021 approuvant le passage en nomenclature M57,
Vu la délibération n°2026-02-10 du 12 février 2026 relative au vote du budget primitif 2026 (BP 2026),
Vu la délibération n° 2026-05-7 du 7 mai 2026 relative au vote du budget supplémentaire 2026,

Considérant la nécessité de procéder à la modification des crédits ouverts afin de pouvoir réaliser :

Section d'investissement :
- L'ajustement des crédits pour l'opération de rénovation de la salle de la Fontaine Blanche
- L'acquisition de matériel de gymnastique, dans le cadre de l'opération de rénovation de la salle de la Fontaine Blanche
- L'acquisition d'équipement d'accessibilité pour les plages
- L'acquisition de matériel pour l'organisation des élections
- L'acquisition de barnums en remplacement de ceux abîmés durant un évènement climatique
- Ces dépenses sont équilibrées avec un emprunt d'équilibre
- Le surplus de Fond de Compensation sur la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) 2026 non budgétisé au BP
- La subvention notifiée du Conseil Départemental sur les équipements d'accessibilité des plages

SECTION D'INVESTISSEMENT (En euros)					
DEPENSES			RECETTES		
Opé° 01013 - 2188 - 020	Matériel	31 850,00	Opé° 01013 - 1313 - 020	Subvention du Conseil Départemental	16 903,00
Opé° 01009 - 2188 - 321	Matériel	91 000,00	01 – 10222	FCTVA	132 175,00
Opé° 01002 - 2188 - 020	Matériel	4 550,00	01 – 1641	Emprunt	418 322,00
Opé° 01009 - 2313 - 322	Travaux	600 000,00			
01 – 1641	Remboursement du capital	-60 000,00			
TOTAL		667 400,00	TOTAL		667 400,00

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'approuver la décision modificative n°2-2026 du budget principal Ville telle que présentée ci-dessus.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_06-DE

Projet de délibération soumis à la :
Commission 1 FST 2026-2032 du 01 octobre 2026

Délibération du Conseil Municipal : adoptée à la majorité.
Ayant voté pour 30
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 3 : Nicolas HUSSON, Damien RIVIER, Marion KERNEN.
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire

Publié le 20 octobre 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_07-DE

Ville de PLOUGASTEL Daoulas

2026.10.07

OBJET

Prolongation de la Délégation de Service Public - Lauberlac'h Four à Chaux

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 28
Nombre d'absents : 0
Procurations : 5
Nombre de votants : *33*

Vote
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0
S'étant abstenu 0
N'ayant pas pris part au vote 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire**.

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Clément POUPON, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Nicolas HUSSON donne pouvoir à Damien RIVIER, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_07-DE

Prolongation de la Délégation de Service Public - Lauberlac'h Four à Ch[illegible]

Rapporteur :
Marc JEZEQUEL 2ème adjoint au Maire

Exposé
La commune de Plougastel-Daoulas a confié, par convention d'affermage enregistrée en préfecture le 27 juin 2022, à l'Association des Plaisanciers du Port de Lauberlac'h et à l'Association des Usagers du Bigorn, la mission de gérer le port de Lauberlac'h – Four à Chaux et les installations qu'il comporte, pour une durée de 4,5 années, du 1er juillet 2022 au 31 décembre 2026.

Les délégations de services publics définies à l'article L.1411-1 et suivants du CGCT, nécessitent la mise en place de procédures administratives sur plusieurs mois.
Ces délais imposés, ainsi que plusieurs facteurs internes à la collectivité, ne permettent pas à la collectivité de conclure une nouvelle convention d'affermage à compter du 1er janvier 2027.

La convention d'affermage actuelle doit donc être prorogée (conformément à l'article L.1411-2 du CGCT), afin d'organiser dans les meilleures conditions possibles le futur contrat, tout en assurant la continuité des activités portuaires.

Cet avenant prolonge donc la convention actuelle avec l'Association des Plaisanciers du Port de Lauberlac'h et l'Association des Usagers du Bigorn, du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2027.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'approuver le principe d'une prolongation, pour motif d'intérêt général conformément à l'article L.1411-2 du CGCT, du contrat avec l'Association des Plaisanciers du Port de Lauberlac'h et l'Association des Usagers du Bigorn, du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2027.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant légal à signer tous documents nécessaires à la mise en application de cette prolongation.

Projet de délibération soumis à la :
Commission 3 UTP 2026-2032 du 01 octobre 2026
Commission 1 FST 2026-2032 du 01 octobre 2026

Délibération du Conseil Municipal : Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire

Publié le 20 octobre 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_08-DE

Ville de PLOUGASTEL Daoulas

2026.10.08

OBJET

Subventions exceptionnelles 2026

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 28
Nombre d'absents : 0
Procurations : 5
Nombre de votants : *33*

Vote
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0
S'étant abstenu 0
N'ayant pas pris part au vote 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire**.

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Clément POUPON, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Nicolas HUSSON donne pouvoir à Damien RIVIER, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_08-DE

Subventions exceptionnelles 2026

Rapporteur :
Marc JEZEQUEL 2ème adjoint au Maire

Exposé
Vu les articles L 1611-4, L2541-12 et L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
Vu la délibération n°2026-02-10 en date du 12 février 2026 portant adoption du budget primitif 2026 du budget Ville,

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur l'attribution des subventions aux associations pour l'année 2026 au titre des subventions exceptionnelles.

Cette liste a été établie à la suite de la réception des dossiers de demande de subvention adressés par les associations,

La commune a reçu des demandes de subventions exceptionnelles dont voici le détail :

Nom de l'Association	Montant	Objet
Amicale des usagers du Caro	1.500€	Construction d'une plate
Comité Pont Callec	2.500€	Fête du Maërl 2026
Foto'Gastel	1.700€	Acquisition de matériel d'exposition
Association pour le Développement des Activités Sportives et Artistiques de Plougastel	1.000€	Déplacement en compétition
Lire et Découvrir	1.000€	Financement d'un voyage scolaire
Comité Œuvres Sociales	1.025€	Acquisition d'un module complémentaire pour faciliter la billeterie en ligne

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'attribuer une subvention exceptionnelle aux associations citées ci-dessus pour le montant indiqué.
- De dire que l'attribution des subventions est conditionnée à la complétude du dossier de demande. Les crédits alloués peuvent faire l'objet d'un contrôle de leur bonne exécution par la collectivité.
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou son représentant légal à procéder au versement de cette subvention. Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2026 de la Ville.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_08-DE

Projet de délibération soumis à la :
Commission 4 CSVA 2026-2032 du 30 septembre 2026
Commission 2 ASEJ 2026-2032 du 01 octobre 2026
Commission 1 FST 2026-2032 du 01 octobre 2026

Délibération du Conseil Municipal : Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire

Publié le 20 octobre 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_08-DE

Liberté
Egalité
Fraternité

Mairie
Ti-Kêr

Convention de partenariat
Kendivizad kevelerezh

Entre – Être
La Ville de Plougastel-Daoulas, représentée par M. Dominique CAP – Maire, dûment habilité par délibération n°, en date du

Dénommée ci-après « la ville »

Et – Hag

Le comité de Pont-Callec, représenté par Pierre LE BARS – Président, dûment habilité par décision du conseil d'administration en date du

Dénommé(e) ci-après « le comité »

Il est convenu ce qui suit – ez eus bet divizet kement-mañ

Ville de PLOUGASTEL Kêr

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_08-DE

Préambule

Au travers de ses différentes activités (rassemblements de la population du Douar Bihan, entretien du patrimoine naturel avec les « bras cassés », organisation de la fête du maërl tous les 4 ans), le comité défend des valeurs fortes : bénévolat, mixité sociale et valorisation du patrimoine naturel et culturel.

Tous les 4 ans, le comité organise la **Fête du Maërl**, grande fête traditionnelle qui met à l'honneur l'histoire maritime, agricole et patrimoniale de la presqu'île.

Née en 1994, cette fête est inspirée par le passé maritime de Plougastel et célèbre :

- le maërl, un dépôt d'algues calcaires autrefois dragué dans la rade et utilisé pour enrichir les sols, en particulier pour la culture des fraises. L'exploitation est aujourd'hui interdite depuis 2010.
- le patrimoine maritime, avec la mise à l'honneur de vieux gréements.
- les traditions bretonnes, avec chants de marins, fest-noz, jeux bretons et animations diverses.

Article – Mellad 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les relations entre la ville et le comité dans le cadre de l'organisation de la Fête du Maërl, le 15 août 2026, à Pont-Callec.

Article – Mellad 2 : Organisation de la manifestation

Le comité a en charge l'organisation de la fête sur le site de Pont-Callec et au bourg de Plougastel.

Le programme d'animation prévu est le suivant :

- 10h45 : un défilé au bourg avec attelages, Bagad, Cercle etc.
- 11h : ouverture du site de Pont-Callec, émission Ici Breizh Izel en direct
- 18h : arrivée des bateaux
- 1h le 16 août : fin de la fête

Des animations ponctueront toute la journée : musique, danses, animations enfants, village des vieux métiers et jeux bretons, marché de créateurs, exposition de peintures…
La restauration est également prévue sur toute la journée.

Pour ce faire, le comité se charge :

- de rechercher les exposants, les groupes de musique, danse, les associations etc. devant assurer les différentes animations prévues,

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_08-DE

- de mobiliser les bénévoles nécessaires à la bonne tenue des différents stands (animations, restauration, buvette, etc…) et à la sécurité de l'événement (accès au site, parkings…),
- de rechercher les matériels nécessaires à la bonne tenue des différents stands (tables, chaises, grilles d'exposition, barnums, groupes électrogènes, etc…),
- de faire les déclarations de la manifestation auprès des services de la préfecture du Finistère (manifestation à terre et en mer),
- de faire les déclarations de vente au déballage (marché des créateurs) et de débit de boisson temporaire auprès de la ville.

Article – Mellad 3 : Participation de la ville

La ville apporte son soutien au comité au travers des actions de communication mais également par la mise à disposition de matériels.

Communication

La ville s'engage à communiquer sur l'ensemble de ses réseaux Print et Web. Le détail de la communication est précisé à l'article 4 – communication.

Matériels

La ville met à la disposition du comité des moyens techniques et matériels, dont la liste est jointe à la présente convention.

Article – Mellad 4 : Communication

Le comité assure l'impression des affiches annonçant l'événement et qui sont installées sur les panneaux publicitaires de la ville, du 28 juillet au 17 août (6 affiches).

En outre, la ville se charge de demander des emplacements publicitaires pour ces affiches sur les réseaux des communes suivantes : les communes de la métropole – Daoulas - Le Faou – Châteaulin - St Renan et sa région – Landerneau.

La ville assure la communication de l'événement sur ses différents réseaux. A ce titre, le comité fournit à la ville le fichier numérique de l'affiche ainsi que les textes des annonces :

- panneau numérique,
- écrans d'accueil,
- réseaux sociaux (partage des publications du comité)
- Pedenn Zul (article)
- Gariguette (visuel de l'affiche en dernière de couverture)

La ville sollicite la métropole pour une parution d'article dans le magazine « Sillage ».

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_08-DE

Le comité se charge de contacter le journal Côté Brest, le département du Finistère pour le magazine « Penn ar Bed », ainsi que les structures de développement touristique (Brest en vue, office du tourisme…).

En outre, le comité s'engage à apposer le logo de la ville sur toute communication officielle et fait référence au soutien de la collectivité lors de toute prise de parole officielle dans les médias.

Article – Mellad 5 : Conditions financières

Le comité assure l'ensemble des dépenses liées à l'organisation de la fête et se charge de trouver des financements (sponsors, subventions, recettes propres).

La ville apporte son soutien financier auprès du comité au travers d'une subvention exceptionnelle et des aides en nature (prêt de matériels, temps agents…) dont le détail est le suivant :

Matériel communal	**PU**	**Qté**	**Total**
Barnum (3x3) avec plots de lestage	150,00 €	7	1 050,00 €
Barnum (4x3) avec plots de lestage	550,00 €	5	2 750,00 €
Barnum (4x6) avec plots de lestage	1 000,00 €	6	6 000,00 €
Plots béton anti-intrusion	200,00 €	12	2 400,00 €
Barrières	1,70 €	250	425,00 €
Scène mobile	2 500,00 €	1	2 500,00 €
Podium	1,00 €	48	48,00 €
Extincteurs	0 €	4	0 €
Forfait coffret et rallonges électriques	75,00 €	1	75,00 €
Parc 24 Projecteurs	150,00 €	1	150,00 €
Véhicules de transport (3 véhicules monopolisés sur 33h)	75,00 €	99	7 425,00 €
Forfait livraison matériel	50,00 €	3	150,00 €
Grilles caddie	0 €	10	0€
Main-d'œuvre	**PU**	**Qté**	**Total**
ST - Espaces verts			
Agent catégorie C (3 agents monopolisés sur 33h)	23,70 €	99	2 346,30 €
Administratif			
Agent catégorie C	23,70 €	2	47,40 €
Agent catégorie B	30,25 €	3	90,75 €
Agent catégorie A	42,00 €	3	126,00 €
Police municipale			
Agent catégorie B	30,25 €	1	30,25 €
Total Valorisations			**25 613,70 €**
Subvention exceptionnelle			2 500,00 €
Total aides financières			**28 113,70 €**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_08-DE

Article – Mellad 6 : Assurances

Le comité assure selon les principes de droit commun, ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers, liées à l'exercice de son activité dans le cadre de l'événement ; ses propres biens et ceux qui lui sont été confiés.

Aucune caution n'est demandée par la ville pour la mise à disposition de l'ensemble des matériels. En revanche, en cas de perte, vol, dégradation, elle se réserve le droit de facturer au comité le remplacement ou la réparation desdits matériels.

Article – Mellad 7 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée déterminée et expire de plein droit à l'exécution des obligations réciproques des parties.

La ville et le comité conviennent que la présente convention ne peut en aucun cas faire l'objet d'une tacite prolongation. Toute prolongation éventuelle de la durée de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant signé par les parties.

Article – Mellad 10 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Rennes.

Fait à Plougastel-Daoulas, le

La ville de Plougastel-Daoulas (Cachet – Signature)	Le comité de Pont-Callec (Cachet – Signature]

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_08-DE

Liberté
Egalité
Fraternité

Mairie
Ti-Kêr

Convention
Kendivizad

Entre – Être
La ville de Plougastel-Daoulas, représentée par M. Dominique CAP – Maire, dûment habilité par délibération n°2026-03-01, en date du 28 mars 2026,

Dénommée ci-après « la ville »

Et – Hag

L'association Foto'gastel, immatriculée sous le numéro W291006787, représentée par Mme Christine ROUMIER et M. Pascal MALOCHE, agissant en qualité de coprésidents, domicilié au Centre Social Astérie, 135 route Santik Beneat 29470 Plougastel-Daoulas,

Dénommé(e) ci-après « l'association »

Il est convenu ce qui suit – ez eus bet divizet kement-mañ

Ville de PLOUGASTEL Kêr

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_08-DE

Préambule

La ville souhaite valoriser et conserver la mémoire photographique des manifestations, événements et actions organisés ou soutenus par ses services.

L'association - dont l'objet est de regrouper les personnes s'intéressant à la photographie ou à ses applications, répandre et développer le goût de la photographie familiale, artistique ou scientifique - dispose de membres pratiquant la photographie à titre amateur et souhaitant contribuer à la couverture photographique des événements communaux.

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'association intervient à la demande de la ville, ainsi que les modalités de mise à disposition et d'exploitation des photographies réalisées à cette occasion.

La présente convention est conclue dans le respect notamment des dispositions du Code civil relatives au respect de la vie privée, du Code de la propriété intellectuelle relatives au droit d'auteur, du règlement (UE) 2016/679 (RGPD), ainsi que des dispositions applicables aux subventions publiques accordées aux associations.

Article – Mellad 1 : Objet de la convention

La présente convention définit les engagements réciproques de la ville et de l'association dans le cadre de la réalisation de reportages photographiques lors d'événements organisés, soutenus ou accueillis par la ville.

Les reportages photographiques peuvent notamment concerner :

- les manifestations municipales ;
- les cérémonies et commémorations ;
- les actions organisées par les services municipaux ;
- les événements auxquels la ville participe ou qu'elle souhaite valoriser dans sa communication.

La présente convention ne constitue pas un contrat de prestation de services rémunérée. Les interventions sont réalisées dans le cadre du partenariat associatif objet de la présente convention.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_08-DE

Article – Mellad 2 : Organisation et centralisation des demandes

Afin d'assurer une organisation cohérente des interventions, l'ensemble des demandes émanant des services municipaux est centralisé auprès du service Culture et Vie associative de la ville.

Le service référent transmet à l'association les demandes d'intervention, en précisant notamment :

- la nature de la manifestation ;
- la date et les horaires prévisionnels ;
- le lieu ;
- le service municipal organisateur ;
- les besoins photographiques identifiés ;
- les éventuelles contraintes particulières.

Après réception de la demande, le service référent met en relation l'association avec le service municipal demandeur afin de permettre la préparation de l'intervention.

Les demandes sont formulées avec un délai de prévenance de 30 jours permettant à l'association de vérifier les disponibilités de ses membres.

L'association demeure libre de désigner le ou les photographes chargés de chaque intervention.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_08-DE

Article – Mellad 3 : Nombre d'interventions

L'association s'engage à assurer 15 interventions au maximum pour l'année, sous réserve de la disponibilité de ses membres et d'une organisation compatible avec son fonctionnement associatif.

Sauf accord différent entre les parties, une manifestation ou un événement correspond à une intervention.

Lors de manifestations payantes, l'entrée est offerte aux membres de l'association chargés de réaliser le reportage photographique.

Article – Mellad 4 : Réalisation des photographies

Lors de chaque intervention, l'association s'engage à :

- désigner un ou plusieurs photographes parmi ses membres ;
- respecter les horaires et consignes d'organisation communiqués par le service municipal ;
- respecter les règles de sécurité applicables sur les lieux d'intervention ;
- adopter un comportement respectueux des personnes photographiées ;
- ne pas perturber le déroulement des manifestations ;
- respecter les éventuelles zones ou personnes auxquelles l'accès ou la prise de vue serait interdite ou limitée ;
- remettre à la ville une sélection de photographies exploitables dans des conditions définies entre les parties.

Les modalités pratiques des photographies, notamment le format, la résolution et le délai de transmission, sont déterminées entre le service communal demandeur et l'association. Les photographies sont transmises sous format numérique.

Article – Mellad 5 : Statut des photographes

Les photographes réalisant les prises de vue interviennent sous la responsabilité de l'association dans le cadre de son objet associatif.

La présente convention ne crée aucun lien de subordination entre la ville et les membres de l'association.

Les photographes demeurent bénévoles de l'association et ne peuvent se prévaloir de la présente convention pour solliciter directement auprès de la ville une rémunération, indemnité ou gratification.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_08-DE

Article – Mellad 6 : Propriété intellectuelle et droits d'utilisation des photographies

6.1 Propriété des photographies

Les photographies réalisées dans le cadre de la présente convention demeurent la propriété de l'association selon les règles applicables entre l'association et ses membres.

La présente convention n'emporte aucun transfert de propriété des photographies au profit de la ville.

L'association garantit à la ville qu'elle dispose de l'ensemble des droits nécessaires pour autoriser les utilisations prévues au présent article. Elle garantit notamment avoir obtenu de ses photographes, lorsque cela est nécessaire, les autorisations permettant à l'association d'accorder à la ville les droits d'utilisation prévus par la présente convention.

6.2 Licence accordée à la ville

Pour les photographies réalisées dans le cadre des interventions prévues par la présente convention, l'association accorde à la ville, à titre non exclusif, une licence d'utilisation permettant la reproduction, la représentation et la diffusion des photographies.

Cette autorisation est consentie :

- pour le monde entier et pour la durée de protection légale des droits d'auteur attachés aux photographies ;
- sur tous supports de communication institutionnelle de la ville : site internet de la ville, réseaux sociaux institutionnels, publications municipales, magazines, brochures, affiches, dossiers de presse, supports numériques, présentations, expositions et archives municipales ;
- à des fins exclusivement institutionnelles, informatives, culturelles, événementielles et de promotion de l'action publique locale et de la vie communale.

La ville est notamment autorisée à effectuer les opérations techniques nécessaires à ces utilisations, telles que le redimensionnement, le recadrage ou l'adaptation du format, sous réserve de ne pas dénaturer la photographie.

Cette autorisation ne permet pas à la ville de vendre les photographies, de les concéder à des tiers ou de les exploiter dans le cadre d'une campagne publicitaire commerciale.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_08-DE

6.3 Respect du droit moral

La ville s'engage à respecter le droit moral des auteurs.
Lorsque les contraintes du support le permettent, le crédit photographique est mentionné sous la forme : « Photo : [NOM DE L'ASSOCIATION] ».

6.4 Garantie de l'association

L'association garantit à la ville la jouissance paisible des droits accordés par le présent article.
Elle garantit notamment que les photographies transmises à la ville ne portent pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle de tiers.

Article – Mellad 7 : Droit à l'image

L'association s'engage à respecter la réglementation applicable au droit à l'image et à la protection de la vie privée.

La prise de vue et la diffusion de photographies de personnes identifiables doivent être réalisées dans des conditions permettant leur utilisation conformément à la réglementation applicable.

Une vigilance particulière est portée :

- aux photographies centrées sur une personne ou un groupe restreint de personnes ;
- aux portraits ;
- aux situations relevant de la vie privée ;
- aux personnes vulnérables ;
- aux personnes ayant expressément demandé à ne pas être photographiées ;
- aux mineurs.

7.1 Manifestations ouvertes au public

Lors des manifestations ouvertes au public, l'association privilégie les photographies d'ambiance, de groupes ou de scènes générales dans lesquelles aucune personne n'est particulièrement individualisée.

La présence d'un public à une manifestation ne vaut toutefois pas, à elle seule, autorisation générale de diffusion de toute photographie représentant une personne identifiable.

Lorsque la photographie est centrée sur une personne identifiable ou lorsque les circonstances l'exigent, l'association veille à recueillir l'autorisation nécessaire à la prise de vue et à la diffusion.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_08-DE

7.2 Mineurs

Pour les photographies identifiant un mineur et destinées à être diffusées sur les supports de communication de la ville, l'association veille, lorsque cela est nécessaire, à disposer de l'autorisation du ou des représentants légaux du mineur.

7.3 Refus ou retrait

Toute personne ayant fait connaître son opposition à la prise de vue ou à la diffusion de son image doit être respectée.
Lorsqu'une personne demande le retrait d'une photographie diffusée par la ville et que sa demande est juridiquement fondée, la ville s'engage à examiner cette demande et, le cas échéant, à procéder dans les meilleurs délais au retrait de la photographie des supports qu'elle contrôle.

L'association informe sans délai la ville de toute difficulté ou réclamation dont elle aurait connaissance concernant le droit à l'image.

Article – Mellad 8 : Données à caractère personnel

Les photographies représentant des personnes identifiables peuvent constituer des données à caractère personnel.

Lorsque des données à caractère personnel sont collectées ou traitées dans le cadre de la présente convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable, notamment le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) et la loi Informatique et Libertés.

Chaque partie demeure responsable des traitements qu'elle met en œuvre pour son propre compte.

La ville est responsable des traitements qu'elle réalise notamment dans le cadre de la publication des photographies sur ses propres supports de communication.

L'association est responsable des traitements qu'elle réalise pour son propre compte dans le cadre de son activité associative.

Les parties s'engagent à mettre en œuvre les mesures nécessaires à la protection des données et à informer les personnes concernées conformément aux obligations qui leur incombent.

Aucune donnée personnelle autre que celles strictement nécessaires à la réalisation du partenariat ne doit être collectée ou transmise.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_08-DE

Article – Mellad 9 : Subvention communale

Afin de soutenir l'activité de l'association et la réalisation des objectifs définis par la présente convention, la ville attribue à l'association une subvention d'un montant de 1 700 €.

Cette subvention contribue notamment aux frais engagés par l'association dans le cadre de ses activités photographiques. Elle est versée selon les modalités arrêtées par une délibération du Conseil municipal.

Article – Mellad 10 : Exposition

Dans le cadre de la valorisation du travail réalisé par l'association et de la mise en valeur de la vie communale, la ville accueillera une exposition photographique de l'association au sein de l'Espace Avel Vor.

Les dates de l'exposition seront définies conjointement par la ville et l'association, en fonction des disponibilités de l'Espace Avel Vor.

Cette exposition fera l'objet d'une convention distincte entre la ville et l'association, qui sera établie ultérieurement.

Article – Mellad 11 : Communication et valorisation du partenariat

La ville peut mentionner le partenariat avec l'association dans ses supports de communication institutionnelle.
L'association peut également mentionner ce partenariat dans ses propres supports de communication, sous réserve de ne pas présenter la ville comme apportant un soutien à une activité autre que celle prévue par la présente convention.

Toute utilisation du logo ou de l'identité visuelle de la ville par l'association est soumise à l'accord préalable de la ville et au respect de sa charte graphique.

Article – Mellad 12 : Responsabilités et assurances

Chaque partie est responsable des dommages dont elle pourrait être tenue responsable en application des règles de droit commun.

L'association déclare avoir souscrit une assurance couvrant sa responsabilité civile ainsi que celle de ses membres dans le cadre de leurs activités associatives.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_08-DE

Elle s'engage à maintenir cette assurance pendant toute la durée de la convention et à fournir une attestation d'assurance en cours de validité.

La ville conserve la responsabilité de l'organisation générale des manifestations relevant de ses services, dans les limites de ses compétences et responsabilités.

Article – Mellad 13 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 2027. Toute modification de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant.

La présente convention peut être renouvelée par accord exprès des parties après un bilan synthétique annuel transmis par l'association à la ville.
Ce bilan peut notamment préciser : le nombre d'interventions réalisées ; les manifestations couvertes ; le nombre approximatif de photographies transmises ; le bilan carbone annuel, les éventuelles difficultés rencontrées ; les perspectives pour l'année suivante.

Article – Mellad 14 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Rennes.

Fait à Plougastel-Daoulas, le

La Ville de Plougastel-Daoulas
(Cachet – Signature)

(Cachet – Signature]

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_09-DE

Ville de PLOUGASTEL Ker

2026.10.09

OBJET

Subventions exceptionnelles 2026 - Association d'éducation populaire Diwan

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 27
Nombre d'absents : 2
Procurations : 4
Nombre de votants : *31*

Vote
Ayant voté pour 31
Ayant voté contre 0
S'étant abstenu 0
N'ayant pas pris part au vote 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire.**

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Clément POUPON, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :
Nicolas HUSSON, Damien RIVIER

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_09-DE

Subventions exceptionnelles 2026 - Association d'éducation populaire D[illegible]

Rapporteur :
Marc JEZEQUEL 2ème adjoint au Maire

Exposé
Vu les articles L 1611-4, L2541-12 et L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
Vu la délibération n°2026-02-10 en date du 12 février 2026 portant adoption du budget primitif 2026 du budget Ville,

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur l'attribution des subventions aux associations pour l'année 2026 au titre des subventions exceptionnelles.

Cette liste a été établie à la suite de la réception des dossiers de demande de subvention adressés par les associations,

La commune a reçu des demandes de subventions exceptionnelles dont voici le détail :

Nom de l'Association	Montant	Objet
Association d'Education Populaire Diwan	250€	Aide exceptionnelle sur les charges de fonctionnement

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'attribuer une subvention exceptionnelle à l'association citée ci-dessus pour le montant indiqué.
- De dire que l'attribution des subventions est conditionnée à la complétude du dossier de demande. Les crédits alloués peuvent faire l'objet d'un contrôle de leur bonne exécution par la collectivité.
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou son représentant légal à procéder au versement de cette subvention. Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2026 de la Ville.

Projet de délibération soumis à la :
Commission 4 CSVA 2026-2032 du 30 septembre 2026
Commission 2 ASEJ 2026-2032 du 01 octobre 2026
Commission 1 FST 2026-2032 du 01 octobre 2026

Délibération du Conseil Municipal : Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.
Ayant voté pour 31
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_09-DE

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire

Publié le 20 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_10-DE

Ville de PLOUGASTEL Ker

2026.10.10

OBJET

Protection civile : attribution d'une subvention

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 28
Nombre d'absents : 0
Procurations : 5
Nombre de votants : *33*

Vote
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0
S'étant abstenu 0
N'ayant pas pris part au vote 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire.**

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Clément POUPON, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Nicolas HUSSON donne pouvoir à Damien RIVIER, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_10-DE

Protection civile : attribution d'une subvention

Rapporteur :
Marc JEZEQUEL 2ème adjoint au Maire

Exposé
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2541-12,
Vu le vote du budget primitif relatif à l'exercice 2026,
Considérant que l'intervention de la Protection civile entre dans les actions que la commune peut légalement subventionner,

Considérant que la ville organise un certain nombre de manifestations en extérieur pouvant rassembler plusieurs centaines de personnes et qu'elle sollicite la protection civile de Brest sur ces événements pour assurer la protection et la sécurité des personnes :

- Le 20 juin 2026 pour le Bal des oiseaux.
- Le 21 juin pour la « Faîtes du sport ».

La protection civile ne facture pas ses interventions, mais peut recevoir des dons ou subventions. Il est ainsi proposé d'octroyer une subvention exceptionnelle à la protection civile d'un montant de 700,00 euros.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'accorder à la Protection civile de Brest une subvention de 700,00 euros.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant légal à engager les crédits et signer tous documents nécessaires en l'application de la présente délibération.

Projet de délibération soumis à la :
Commission 4 CSVA 2026-2032 du 30 septembre 2026
Commission 1 FST 2026-2032 du 01 octobre 2026

Délibération du Conseil Municipal : Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire

Publié le 20 octobre 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_11-DE

Ville de PLOUGASTEL Ploueg'stel

2026.10.11

OBJET

Attribution de sponsoring sportif

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 28
Nombre d'absents : 0
Procurations : 5
Nombre de votants : *33*

Vote
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0
S'étant abstenu 0
N'ayant pas pris part au vote 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire**.

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Clément POUPON, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Nicolas HUSSON donne pouvoir à Damien RIVIER, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_11-DE

Attribution de sponsoring sportif

Rapporteur :
Pascal JEULAND 4ème adjoint au Maire

Exposé
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2541-12,
Vu le vote du budget primitif relatif à l'exercice 2026,

Considérant que l'aide apportée par la ville aux sportifs pour une pratique régulière au niveau départemental et régional est fixée à 235€ et au niveau national ou international à 465€,
Considérant que chaque sponsoring attribué par la ville fait l'objet d'une convention avec le sportif, précisant notamment l'obligation pour le sportif de mentionner le soutien de ville (lors de chaque compétition, épreuve ou manifestation, et dans le cadre des relations avec les médias),

Depuis plusieurs années la ville de Plougastel soutient les sportifs par l'attribution de subventions dites de sponsoring sportif. En effet, les différents engagements et déplacements sur les compétitions engendrent une charge financière conséquente à l'année, à laquelle certaines aides du club sont à déduire en fonction des résultats réalisés. Le coût total restant à la charge de la famille ou du sportif reste cependant élevé.

Titouan Le Guern, jeune Plougastel de 14 ans, pratique le kayak et le Paddle en compétition depuis plusieurs années.

Depuis septembre 2024, Titouan a notamment gagné en kayak slalom à Landerneau pour la Coupe du Finistère ainsi qu'à Brest en Ocean Racing et à Chateaulin en course en ligne. Ces 3 victoires le classent 1er Minime au Championnat du Finistère, toutes disciplines confondues fin novembre 2025.
En parallèle, il termine 3ème en Border Cross à Quimper, 1er de sa catégorie en Paddle en compétition départementale et 1er en V6 en équipe jeune à Quimper. Enfin, il prend aussi la seconde place du biathlon départemental à Brest fin novembre.

Ce jeune athlète est donc polyvalent sur plusieurs supports et y performe tant en sprint que sur les épreuves plus longues et ceci autant en rivière qu'en mer. S'agissant d'une première demande, Titouan Le Guern peut prétendre à un sponsoring à hauteur de 235 euros.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'attribuer une subvention de sponsoring sportif d'un montant de 235 euros à Titouan Le Guern.
- D'autoriser Monsieur le maire ou son représentant légal à signer la convention de sponsoring sportif avec l'athlète précités et engager les crédits.

Projet de délibération soumis à la :
Commission 4 CSVA 2026-2032 du 30 septembre 2026
Commission 1 FST 2026-2032 du 01 octobre 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_11-DE

Délibération du Conseil Municipal : Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire

Publié le 20 octobre 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_12-DE

Ville de PLOUGASTEL Ilinkêr

2026.10.12

OBJET

Adhésion des Cantines du Ponant SPL et de la Régie d'Equipement Musiques Actuelles de Brest Métropole – La Carène au groupement de commandes permanent pour les besoins récurrents

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 28
Nombre d'absents : 0
Procurations : 5
Nombre de votants : *33*

Vote
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0
S'étant abstenu 0
N'ayant pas pris part au vote 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire**.

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Clément POUPON, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Nicolas HUSSON donne pouvoir à Damien RIVIER, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_12-DE

Adhésion des Cantines du Ponant SPL et de la Régie d'Equipement Musiques Actuelles de Brest Métropole – La Carène au groupement de commandes permanent pour les besoins récurrents

Rapporteur :
Marc JEZEQUEL 2ème adjoint au Maire

Exposé
Le cadre juridique de la commande publique offre la possibilité aux acheteurs publics de constituer des groupements de commandes afin de passer conjointement un ou plusieurs marchés publics soit, de façon temporaire, pour répondre à un besoin commun ponctuel, soit, de manière permanente en vue de répondre à des besoins communs récurrents.

Les groupements de commandes permettent de mutualiser les achats, offrant ainsi la possibilité de réduire les coûts de passation des consultations, générer des gains, et développer les expertises dans les domaines d'achat concernés.

Au regard des enjeux de mutualisation, par délibération n° 2022-12-17 en date du 15 décembre 2022, le Conseil Municipal a approuvé la constitution d'un groupement de commandes permanent dont la composition, qui a évolué avec l'intégration de nouveaux membres, est la suivante :

- Brest métropole,
- la ville de Brest,
- la ville de Gouesnou,
- la ville du Relecq-Kerhuon,
- la ville de Plouzané,
- la ville de Guilers,
- la ville de Bohars,
- la ville de Plougastel-Daoulas,
- la ville de Guipavas,
- le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Brest,
- Brest en vue SEM, Brest en vue SPL, et Brest en vue GIE,
- la SEMPI et ses filiales,
- SOTRAVAL SEM, SOTRAVAL SPL, et SOTRAVAL GIE,
- Brest Métropole Aménagement SEM et Brest Métropole Aménagement SPL,
- les Pompes Funèbres des Communes Associées SEM,
- Eau du Ponant Société Publique Locale,
- Brest Métropole Habitat,
- Les Ateliers des Capucins Société Publique Locale,
- L'ADEUPA, agence d'urbanisme Brest-Bretagne,
- Le Conservatoire national botanique de Brest.

En juin 2026, les Cantines du Ponant SPL et la Régie d'Equipement Musiques Actuelles de Brest Métropole – La Carène ont manifesté le souhait d'adhérer à ce groupement de commandes.

Conformément aux dispositions de la convention de groupement, l'adhésion de nouveaux membres nécessite un avenant à la convention par délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou décisionnelles des membres. Les nouveaux adhérents ne pourront participer qu'aux consultations postérieures à leur adhésion.

Cette extension du groupement à ces deux nouveaux membres n'entraîne aucune modification de ses modalités de fonctionnement.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_12-DE

- D'approuver ces adhésions et la convention de groupement de commandes ci-jointe
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Projet de délibération soumis à la :
Commission 1 FST 2026-2032 du 01 octobre 2026

Délibération du Conseil Municipal : Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire

Publié le 20 octobre 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_12-DE

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES PERMANENT POUR LES BESOINS RECURRENTS

ENTRE

Brest métropole***,*** représentée par Madame Nathalie COLLOVATI, vice-présidente, habilitée par délibération n° XXXXX du Bureau de la métropole du XXXXXX,

Ci-après dénommée « Brest métropole »

ET

La ville de Brest, représentée par Monsieur Stéphane ROUDAUT, son Maire, ou la personne qui le représente, habilité par délibération n° XXXX du Conseil Municipal du XXXXX,

Ci-après dénommée « La ville de Brest »

ET

La ville de Gouesnou, représentée par Monsieur Maxime HERLEDAN, son Maire, habilité par délibération n° XXXX du Conseil Municipal du XXXXXXX,

Ci-après dénommée « La ville de Gouesnou »

ET

La ville du Relecq-Kerhuon, représentée par Monsieur Erwan LEOST, son Maire, habilité par délibération n° XXXX du Conseil Municipal du XXXXX,

Ci-après dénommée « La ville du Relecq-Kerhuon »

ET

La ville de Plouzané, représentée par Monsieur Yves DU BUIT, son Maire, habilité par délibération n° XXXXX du Conseil Municipal du XXXX,

Ci-après dénommée « La ville de Plouzané »

ET

La ville de Guilers, représentée par Monsieur Matthieu SEITE, son Maire, habilité par délibération n° XXXX du Conseil Municipal du XXXXX,

Ci-après dénommée « La ville de Guilers »

ET

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_12-DE

La ville de Bohars, représentée par Monsieur Jean-Luc MADEC, son Maire, habilité par délibération n° XXX du Conseil Municipal du XXXX,

Ci-après dénommée « La ville de Bohars »

ET

La ville de Plougastel-Daoulas, représentée par Monsieur Dominique CAP, son Maire, habilité par délibération n° XXXX du Conseil Municipal du XXXXX,

Ci-après dénommée « La ville de Plougastel-Daoulas »

ET

La ville de Guipavas, représentée par Monsieur Joël TRANVOUEZ, adjoint aux finances, habilité par délibération n° XXXX du Conseil Municipal du XXXXX,

Ci-après dénommée « La ville de Guipavas »

ET

Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Brest – C.C.A.S., représenté par Madame Camille-Océane LE GALL, sa Vice-Présidente, habilitée par délibération n° XXXX du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Brest du XXXX,

Ci-après dénommée, « Le C.C.A.S. »

ET

BREST EN VUE Société Anonyme d'Economie mixte, représentée par son Président du Conseil d'administration, Monsieur Clément POSIER,

BREST EN VUE Société Publique Locale, représentée par son Président du Conseil d'administration, Monsieur Clément POSIER,

BREST EN VUE Groupement d'Intérêt Economique, représentée par son Directeur Stéphane MABY,

Ci-après dénommées, « BREST EN VUE SEM, BREST EN VUE SPL, et BREST EN VUE GIE »

ET

La SEMPI, la SEM de Portage Immobilier et ses filiales, représentée par son Président-Directeur Général Monsieur Frédéric LAURENT,

Ci-après dénommée, « La SEMPI et ses filiales »

ET

SOTRAVAL Société d'Economie Mixte, représentée par son Président, Monsieur Fabrice JACOB,

SOTRAVAL Société Publique Locale, représentée par son Président, Monsieur Ronan PICHON,

SOTRAVAL Groupement d'Intérêt Economique, représentée par le représentant de l'administrateur unique SOTRAVAL Société Publique Locale, représentée par Monsieur Ronan PICHON,

Ci-après dénommées, « SOTRAVAL SEM, SOTRAVAL SPL, et SOTRAVAL GIE »

ET

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_12-DE

BREST METROPOLE AMENAGEMENT Société d'Economie Mixte,

BREST METROPOLE AMENAGEMENT Société Publique Locale, représentés par son Directeur Général, Monsieur Philippe COU,

Ci-après dénommées, « Brest Métropole Aménagement SEM et Brest Métropole Aménagement SPL »

ET

Pompes Funèbres des Communes Associées, Société d'Economie Mixte, représentée par Madame Carine REBUT, sa Directrice Générale,

Ci-après dénommée, « Les Pompes Funèbres des Communes Associées SEM »

ET

La société Eau du Ponant Société Publique Locale, représentée par Monsieur Fabrice JACOB, son Président,

Ci-après dénommée, « Eau du Ponant Société Publique Locale »

ET

Brest Métropole Habitat, représenté par Monsieur Georges BELLOUR, son Directeur Général,

Ci-après dénommée, « Brest Métropole Habitat »

ET

Les Ateliers des Capucins Société Publique Locale, représentée par son Directeur Général, Monsieur Alain LELIEVRE,

Ci-après dénommée, « Les Ateliers des Capucins Société Publique Locale »

ET

L'ADEUPA, agence d'urbanisme Brest-Bretagne, représentée par son Directeur, Monsieur Yves CLEACH,

Ci-après dénommée, « L'ADEUPA, agence d'urbanisme Brest-Bretagne »

ET

Le Conservatoire national botanique de Brest, représenté par sa Présidente, Madame Frédérique BONNARD-LE-FLOC'H, habilitée par délibération n°XXXXX du Comité Syndical du XXXXX,

Ci-après dénommée, « Le Conservatoire national botanique de Brest »

ET

Les Cantines du Ponant SPL, représentée par sa Directrice générale, Madame Christelle Pouliquen-Calvez, habilitée par délibération n° 6 du Conseil d'administration du 11 juin 2026,

Ci-après dénommée, « Les Cantines du Ponant SPL »

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_12-DE

ET

La Régie d'Equipement Musiques Actuelles de Brest Métropole – La Carène, représentée par son Président, Monsieur Clément POSIER, habilitée par délibération n° 8 – CA 77-2026 du Conseil d'administration du 29 juin 2026,

Ci-après dénommée, « La Régie d'Equipement Musiques Actuelles de Brest Métropole – La Carène »

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_12-DE

Sommaire

Préambule : 6

ARTICLE 1er : Composition du groupement de commandes 7

ARTICLE 2 : Objet du groupement de commandes 7

ARTICLE 3 : Entrée en vigueur et durée de la présente convention 7

ARTICLE 4 : Animation et secrétariat du groupement de commandes 8

ARTICLE 5 : Participation des membres aux consultations 8

ARTICLE 6 : Modalités de mises en œuvre des procédures engagées dans le cadre du groupement de commande 9

6.1 : Coordonnateur des procédures engagées dans le cadre du groupement de commande 9

6.2 : Rôle du coordonnateur et des membres du groupement dans la passation et l'exécution des marchés publics 9

6.2.1 : Phase de passation 9

6.2.2 : Phase d'exécution technique et financière 10

6.2.3 : Reconduction, modification et résiliation des contrats 11

ARTICLE 7 : Commission d'appel d'offres 11

ARTICLE 8 : Frais de fonctionnement 11

ARTICLE 9 : Adhésion au groupement de commandes 11

ARTICLE 10 : Retrait du groupement de commandes 12

ARTICLE 11 : Capacité à agir en justice et contentieux 12

11.1 : Contentieux relatif à la passation du marché et à l'exécution lorsque le coordonnateur en a la charge pour les membres du groupement 12

11.2 : Contentieux relatif à l'exécution des marchés exécutés par chaque membre du groupement : 12

ARTICLE 12 : Litiges relatifs à la présente convention 13

Annexe 1 : Liste des domaines d'achat 17

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_12-DE

Préambule :

Le cadre juridique de la commande publique offre la possibilité aux acheteurs publics de constituer des groupements de commandes afin de passer conjointement un ou plusieurs marchés publics soit, de façon temporaire, pour répondre à un besoin commun ponctuel, soit, de manière permanente en vue de répondre à des besoins communs récurrents.

Les groupements de commande permettent de mutualiser les achats, offrant ainsi la possibilité de réduire les coûts de passation des consultations, générer des gains, et développer les expertises dans les domaines d'achat concernés.

Au regard des enjeux de mutualisation,

- Brest métropole,
- la ville de Brest,
- la ville de Gouesnou,
- la ville du Relecq-Kerhuon,
- la ville de Plouzané,
- la ville de Guilers,
- la ville de Bohars,
- la ville de Plougastel-Daoulas,
- la ville de Guipavas,
- Le C.C.A.S.,
- Brest en vue SEM, Brest en vue SPL, et Brest en vue GIE,
- la SEMPI et ses filiales,
- SOTRAVAL SEM, SOTRAVAL SPL, et SOTRAVAL GIE,
- Brest Métropole Aménagement SEM, Brest Métropole Aménagement SPL,
- les Pompes Funèbres des Communes Associées SEM,
- Eau du Ponant Société Publique Locale,
- Brest Métropole Habitat,
- Les Ateliers des Capucins Société Publique Locale,
- L'ADEUPA, agence d'urbanisme Brest-Bretagne,
- Le Conservatoire national botanique de Brest.
- Les Cantines du Ponant SPL,
- La Régie d'Equipement Musiques Actuelles de Brest Métropole – La Carène.

ont souhaité se regrouper au sein d'un groupement de commandes permanent en matière d'achats récurrents.

La présente convention constitutive du groupement fondée sur les articles L 2113-6 et L2113-7 du code de la commande publique vise à définir les règles de fonctionnement dudit groupement constitué pour répondre aux besoins d'achats dans les domaines cités à l'article 2.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_12-DE

ARTICLE 1er : Composition du groupement de commandes

Conformément aux dispositions des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la Commande Publique, un groupement de commandes permanent est constitué, sous réserve des délibérations et décisions concordantes des différentes entités, entre :

- Brest métropole,
- la ville de Brest,
- la ville de Gouesnou,
- la ville du Relecq-Kerhuon,
- la ville de Plouzané,
- la ville de Guilers,
- la ville de Bohars,
- la ville de Plougastel-Daoulas,
- la ville de Guipavas,
- Le C.C.A.S.,
- Brest en vue SEM, Brest en vue SPL, et Brest en vue GIE,
- la SEMPI et ses filiales,
- SOTRAVAL SEM, SOTRAVAL SPL, et SOTRAVAL GIE,
- Brest Métropole Aménagement SEM et Brest Métropole Aménagement SPL,
- les Pompes Funèbres des Communes Associées SEM,
- Eau du Ponant Société Publique Locale,
- Brest Métropole Habitat,
- Les Ateliers des Capucins Société Publique Locale,
- L'ADEUPA, agence d'urbanisme Brest-Bretagne,
- Le Conservatoire national botanique de Brest,
- Les Cantines du Ponant SPL,
- Régie d'Equipement Musiques Actuelles de Brest Métropole – La Carène.

L'entrée éventuelle d'autres structures au sein du groupement pourra avoir lieu selon les modalités prévues à l'article 9.

ARTICLE 2 : Objet du groupement de commandes

Ce groupement de commandes a pour objet de mutualiser la passation et l'exécution des marchés publics de ses membres en ce qui concerne les domaines d'achats relatifs aux besoins récurrents listés en annexe 1 de la présente convention.

Chaque membre du groupement est libre de participer ou non aux consultations mises en œuvre en application du présent groupement de commandes permanent, en fonction de ses besoins.

ARTICLE 3 : Entrée en vigueur et durée de la présente convention

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par toutes les parties.

Le présent groupement est conclu sans limitation de durée. Il prendra fin automatiquement si du fait des décisions de retraits des membres, il ne subsiste plus qu'un seul membre.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_12-DE

ARTICLE 4 : Animation et secrétariat du groupement de commandes

Les services de Brest métropole assureront l'animation, le suivi et le secrétariat du groupement de commandes et seront plus particulièrement en charge :

- du suivi des intégrations et sorties de membres,
- des questions relatives au fonctionnement courant,
- de l'élaboration des bilans annuels en lien avec les membres du groupement,
- de recenser les opportunités de mutualisation et d'établir une programmation de mise en œuvre en fonction des contraintes et des objectifs de chaque membre du groupement,
- du recueil de l'intérêt des membres de participer aux consultations,
- de formuler les propositions d'avenants ou actes modificatifs à la convention constitutive,
- de l'organisation d'une réunion annuelle de présentation du bilan et des opportunités de mutualisation,
- de l'organisation de réunions de suivi en tant que de besoin.

ARTICLE 5 : Participation des membres aux consultations

Chaque membre du groupement est libre de participer ou non aux consultations mises en œuvre en application du présent groupement de commandes permanent, en fonction de ses besoins.

Ce groupement de commandes n'exclut pas la conclusion de marchés publics en dehors de ce cadre ; les membres du groupement conservant en effet la faculté de réaliser leurs achats en dehors du groupement. Chaque membre du groupement est libre de participer ou non aux consultations mises en œuvre en application du groupement de commandes permanent, en fonction de ses besoins.

Chaque année une réunion sera organisée par le secrétariat du groupement au cours de laquelle seront présentés un bilan des achats mutualisés et du fonctionnement du groupement et les projets de consultations à lancer au cours des deux prochaines années.

Les membres du groupement seront invités à manifester leur intérêt pour les différents projets de consultations. En cas de défaut de réponse de leur part dans les délais prescrits par le secrétariat du groupement, le membre en question est réputé ne pas être intéressé par la consultation et ne sera pas associé au processus de préparation.

Les membres ayant manifesté leur intérêt seront consultés en amont du lancement des consultations par les services de Brest métropole ou le cas échéant par les services du coordonnateur désigné pour la consultation concernée.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_12-DE

ARTICLE 6 : Modalités de mises en œuvre des procédures engagées dans le cadre du groupement de commande

6.1 : Coordonnateur des procédures engagées dans le cadre du groupement de commande

Le coordonnateur des procédures engagées dans le cadre du groupement de commandes dont les attributions sont définies à l'article 6.2 sera sauf exception Brest métropole.

En tant que de besoin et sur la base du volontariat, un autre membre du groupement de commande concerné par la consultation pourra être désigné à l'unanimité des membres concernés par la consultation en amont de la préparation et du lancement de celle-ci.

Le recueil de l'accord de chaque membre du groupement concerné par la consultation sera assuré par le secrétariat du groupement. Chaque membre du groupement devra donner son accord par courrier simple. En l'absence de réponse dans les délais prescrits, le membre sera réputé avoir donné son accord.

6.2 : Rôle du coordonnateur et des membres du groupement dans la passation et l'exécution des marchés publics

6.2.1 : Phase de passation

Rôle du coordonnateur :

Le coordonnateur est chargé de la passation des marchés publics et à ce titre de procéder à la préparation de la consultation, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du ou des cocontractants, de signer et de notifier les marchés publics au nom et pour le compte des membres du groupement.

En conséquence, relèvent notamment du coordonnateur, le cas échéant, les missions suivantes en associant et informant les autres membres du groupement concernés :

- Définition des besoins,
- Recensement des besoins des membres du groupement participant à la procédure,
- Détermination de la stratégie d'achat,
- Choix de la procédure et de l'éventuel allotissement,
- Rédaction des cahiers des charges et constitution des dossiers de consultation,
- Rédaction et envoi des avis d'appel à la concurrence,
- Recueil de l'accord des membres du groupement sur les termes du dossier de consultation des entreprises (DCE),
- Mise à disposition gratuite du dossier de consultation des entreprises (DCE) en téléchargement sur le site internet : https://marches.megalisbretagne.org/,
- Centralisation des questions posées par les candidats et centralisation des réponses,
- Réception des candidatures et des offres,
- Analyse des candidatures et demande de compléments éventuels,
- Convocation et organisation de la commission d'appel d'offres (C.A.O) et rédaction des procès-verbaux,
- Analyse des offres et négociations, le cas échéant, en partenariat avec les membres,
- Présentation du dossier et de l'analyse en commission d'appel d'offres,
- Information des candidats évincés (stade candidature et stade offre),

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_12-DE

- Rédaction et envoi de l'avis d'intention de conclure
- Constitution des dossiers de marchés publics (mise au point),
- Signature des marchés publics,
- Transmission du marché au contrôle de la légalité avec le rapport de présentation,
- Notification des marchés publics,
- Rédaction et publication de l'avis d'attribution,
- Archivage électronique des marchés mutualisés, et mise à disposition des membres participants.

Rôle des membres du groupement :

Les membres du groupement de commandes apporteront leur concours tant dans la définition des besoins que dans les travaux d'élaboration du dossier de consultation. Les membres s'engagent notamment à :

- Communiquer au coordonnateur une évaluation quantitative et qualitative de leurs besoins en vue de la passation des marchés publics préalablement à l'engagement de toute consultation,
- Respecter les demandes du coordonnateur en s'engageant à y répondre dans le délai imparti,
- Participer si besoin, en collaboration avec le coordonnateur, à l'élaboration du dossier de consultation et à la définition des prescriptions administratives et techniques (élaboration des CCAP, CCTP, règlement de consultation…),
- Donner leur accord sur les termes du dossier de consultation des entreprises avant la publication de la consultation, étant précisé que l'absence de réponse dans les délais impartis vaudra acceptation,
- Participer si besoin à l'analyse des candidatures et des offres.

6.2.2 : Phase d'exécution technique et financière

Lors de l'exécution des marchés publics, chaque membre du groupement s'engage à :

- Respecter les clauses du contrat signé par le coordonnateur,
- Informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution de ses marchés publics et en particulier lui transmettre une copie de toutes les mises en demeure adressées au titulaire d'un marché durant son exécution.

L'exécution technique et financière des marchés publics qui consiste notamment en l'engagement financier des prestations (émission de bons de commandes, avances…), le règlement des factures, la mise en œuvre des dispositifs de sanctions financières (pénalités de retard…) et la gestion de la sous-traitance sera réalisée selon l'une des deux modalités suivantes ou leur combinaison :

Modalité 1 : Exécution technique et financière par chaque membre du groupement de commandes

Chaque membre du groupement de commandes est chargé de l'exécution technique et financière pour la part des marchés publics le concernant.

Modalité 2 : Exécution technique et financière par le coordonnateur

Le coordonnateur du groupement de commandes est chargé de l'exécution technique et financière des marchés publics.
A ce titre, il sollicitera le remboursement des prestations exécutées pour le compte des autres membres du groupement par l'émission d'un titre de recettes accompagné de son justificatif.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_12-DE

6.2.3 : Reconduction, modification et résiliation des contrats

La reconduction, la résiliation et la modification des contrats sera mise en œuvre par le coordonnateur en lien avec les membres du groupement.
Les membres du groupement feront part au coordonnateur de leurs demandes de modifications.

ARTICLE 7 : Commission d'appel d'offres

La commission d'appel d'offres compétente le cas échéant pour le choix des titulaires des marchés passés dans le cadre du groupement de commandes et l'avis préalable relatif aux éventuels avenants est celle du coordonnateur.
La commission d'appel d'offres du coordonnateur se réunira en tant que de besoin.

Par exception, en tant que de besoin pour les marchés le nécessitant et en accord avec l'ensemble des membres du groupement concerné, une commission d'appel d'offres spécifique pourra être constituée. Cette commission d'appel d'offres spécifique sera composée, conformément à l'article L. 1414-3 du Code général des collectivités territoriales, d'un représentant de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement concerné pour les membres du groupement en disposant, et par un représentant de chaque membre du groupement pour les autres membres.

ARTICLE 8 : Frais de fonctionnement

Le coordonnateur sera indemnisé par les autres membres du groupement uniquement pour les frais occasionnés par la passation de la procédure (frais de personnel, avis d'appel public à concurrence, avis d'attribution …). Les frais éventuels liés aux modifications, reconductions résiliations éventuelles et à l'exécution technique et financière par le coordonnateur pour le seront pris en charge par le coordonnateur.

La participation forfaitaire de chacun des membres du groupement au titre des frais occasionnés par la passation de la procédure est calculée selon la formule ci-dessous :

Participation forfaitaire = Coût global de passation de la procédure / Nombre de membres du groupement concernés par la consultation

Pour le coût global de passation de la procédure, deux forfaits sont prévus :
- Montant total estimatif des achats de la procédure de passation concernée supérieur au seuil en vigueur de procédure formalisée en matière de fournitures et services (à titre indicatif : 216 000 € H.T en avril 2026) : 3 500.00 € TTC,
- Montant total estimatif des achats de la procédure de passation concernée inférieur au seuil en vigueur de procédure formalisée en matière de fournitures et services : 1 200.00 € TTC.

Pour ce faire, un titre de recettes sera émis par le coordonnateur.

ARTICLE 9 : Adhésion au groupement de commandes

Toute nouvelle adhésion au groupement de commandes devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention, par délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou décisionnelles des membres.

Toute nouvelle adhésion ne pourra concerner que des consultations postérieures à l'adhésion.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_12-DE

ARTICLE 10 : Retrait du groupement de commandes

Chaque membre conserve la faculté de se retirer du groupement de commandes, par courrier simple adressé au membre en charge du secrétariat. Ce retrait ne saurait concerner des consultations lancées ou des marchés publics conclus auxquels le membre qui souhaite se retirer serait membre. Il n'aura d'effet que pour les consultations futures lancées au nom du groupement.

La sortie d'un membre ne pourra donc avoir lieu, plus particulièrement lorsque ledit membre participe à l'exécution d'un marché public, qu'à la condition expresse d'avoir respecté les obligations contractuelles qui sont les siennes.

ARTICLE 11 : Capacité à agir en justice et contentieux

11.1 : Contentieux relatif à la passation du marché et à l'exécution lorsque le coordonnateur en a la charge pour les membres du groupement

Le coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement.

Il informe et consulte les membres du groupement sur sa démarche et son évolution.

Les frais de justice seront supportés et répartis à parts égales entre les différents membres participants au marché mutualisé.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, le coordonnateur se réserve la possibilité de diviser la charge financière par le nombre de membres concernés par la consultation ou le marché litigieux. Pour ce faire un titre de recettes sera émis par le coordonnateur.

11.2 : Contentieux relatif à l'exécution des marchés exécutés par chaque membre du groupement :

Chaque membre pourra agir en justice pour son propre compte. Il en informe le coordonnateur.

Dans ce cas, le coordonnateur viendra apporter gracieusement son concours au travers des conseils et de l'assistance qu'il sera en mesure d'apporter au regard de sa connaissance du marché concerné.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_12-DE

ARTICLE 12 : Litiges relatifs à la présente convention

Les litiges susceptibles de naître entre les membres à l'occasion de la présente convention feront l'objet d'une procédure de négociation amiable, préalable à toute procédure contentieuse.

En cas de différend survenant lors de l'exécution de la présente convention, les membres du groupement sont tenus d'organiser dans les meilleurs délais une réunion de conciliation.

Toute action contentieuse postérieure devra être introduite devant le Tribunal administratif de Rennes.

Fait à BREST, le

Pour Brest métropole,

La Vice-Présidente,
Nathalie COLLOVATI

Pour la Ville de Brest,

Le Maire, ou la personne qui le représente,
Stéphane ROUDAUT

Pour la Ville de Gouesnou,

Le Maire,
Maxime HERLEDAN

Pour la Ville du Relecq-Kerhuon,

Le Maire,
Erwan LEOST

Pour la Ville de Plouzané,

Le Maire,
Yves DU BUIT

Pour la Ville de Guilers,

Le Maire,
Matthieu SEITE

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_12-DE

Pour la Ville de Bohars,

Le Maire,
Jean-Luc MADEC

Pour la Ville de Plougastel-Daoulas,

Le Maire,
Dominique CAP

Pour la Ville de Guipavas,

L’adjoint aux Finances
Joel TRANVOUEZ

Pour le C.C.A.S.,

La Vice-Présidente,
Camille-Océane LE GALL

Pour Brest en vue SEM,

Le Président du Conseil d’administration,
Clément POSIER

Pour Brest en vue SPL,

Le Président du Conseil d’administration,
Clément POSIER

Pour Brest en vue GIE,

L’Administrateur Unique,
Stéphane MABY

Pour la SEMPI et ses filiales,

Le Président-Directeur Général,
Frédéric Laurent

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_12-DE

Pour SOTRAVAL SEM,

Pour SOTRAVAL SPL,

Le Président,
Fabrice JACOB

Le Président,
Ronan PICHON

Pour SOTRAVAL GIE,

Pour Brest Métropole Aménagement SEM,

Le représentant de l'administrateur
unique SOTRAVAL SPL,
Ronan PICHON

Le Directeur Général,
Philippe COU

Pour Brest Métropole Aménagement SPL,

Pour les Pompes Funèbres des Communes Associées SEM,

Le Directeur Général,
Philippe COU

La Directrice Générale,
Carine REBUT

Pour Eau du Ponant
Société Publique Locale,

Pour Brest Métropole Habitat,

Le Président,
Fabrice JACOB

Le Directeur Général,
Georges BELLOUR

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_12-DE

Pour les Ateliers des Capucins
Société Publique Locale,

Le Directeur Général,
Alain LELIEVRE

Pour l'ADEUPA,
agence d'urbanisme Brest-Bretagne,

Le Directeur,
Yves CLEACH

Pour le Conservatoire botanique
national de Brest,

La Présidente,
Frédérique BONNARD-LE FLOC'H

Pour Les Cantines du Ponant SPL,

La Directrice Générale,
Christelle POULIQUEN-CALVEZ

Pour la Régie d'Equipement Musiques Actuelles de Brest Métropole – La Carène,

Le Président,
Clément POSIER

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_12-DE

Annexe 1 : Liste des domaines d'achat

FOURNITURES	
Denrées alimentaires	Objets promotionnels, chèques-cadeaux
Produits de l'agriculture, de la pêche et des industries agricoles (autres qu'à l'état de denrées alimentaires humaines)	Matériels de sport et matériels de jeux d'enfants pour jardins publics ou similaires
Produits du bois	Instruments de musique, jeux, jouets, matériel pédagogique et de puériculture
Produits d'extraction	Manèges et attractions foraines
Produits textiles, cuirs, habillement	Matériel de protection ou de sécurité
Papier et produits de l'édition	Produits pour la construction, le revêtement routier et la signalisation
Produits de la cokéfaction, du raffinage et des industries nucléaires	Chauffage et climatisation, réservoirs, citernes
Produits chimiques	Matériels et équipements électriques et d'éclairage
Produits et matériel de santé	Electricité, gaz naturel, eau
Produits en caoutchouc	Machines et équipements
Quincaillerie, outillage, produits en plastique, métal, ou verre	Machines de bureau et équipements informatiques
Produits de la métallurgie et métaux non ferreux	Produits d'entretien à usage domestique et articles de droguerie
Equipements de radio, télévision et communication	Fournitures de bureau
Instruments de précision, d'optique et d'horlogerie	Locations
Matériels de transport	Matériel de collecte
Mobilier	

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_12-DE

SERVICES	
Transports des personnes	Services d’assainissement, de voirie et de gestion et traitement des déchets
Transports de marchandises	Services juridiques
Services auxiliaires des transports	Services sanitaires et sociaux
Services des télécommunications	Services récréatifs, culturels et sportifs
Services des postes	Services de formation professionnelle et de qualification et d'insertion professionnelle
Assurances	Services immobiliers
Services financiers et comptables	Services de contrôle, d’analyse et d'essai de produits, matériaux, fluides ou équipements
Services informatiques	Services de maintenance
Services d’hôtellerie et de restauration	Travaux de la chaine graphique, d’impression et de reprographie
Services de sécurité et de gardiennage	Services personnels
Services d'études, de conseil et d'assistance	Services de maintenance des espaces verts, espaces naturels, espaces de sports et de jeux d’enfants
Prestations scientifiques et techniques liées aux sciences de la terre	Services industriels
Services de communication	
Services de nettoyage	

TRAVAUX
Travaux d’entretien courant et de maintenance bâtimentaire Travaux d’entretien et de maintenance d’espaces verts

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_13-DE

Ville de PLOUGASTEL Finistère

2026.10.13

OBJET

Convention financière 2026-2029 portant sur l'adaptation des logements au vieillissement et au handicap.

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 28
Nombre d'absents : 0
Procurations : 5
Nombre de votants : *33*

Vote
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0
S'étant abstenu 0
N'ayant pas pris part au vote 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire**.

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Clément POUPON, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Nicolas HUSSON donne pouvoir à Damien RIVIER, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_13-DE

Convention financière 2026-2029 portant sur l'adaptation des loge
handicap.

Rapporteur :
Françoise MORVAN Conseillère déléguée

Exposé

Depuis plus de vingt ans, Brest métropole mène en partenariat avec l'Anah (l'Agence Nationale de l'Habitat) et en lien avec les communes du territoire une politique de prévention sur le champ de l'adaptation des logements privés afin de favoriser le maintien à domicile des personnes de plus de 60 ans ainsi que celles en situation de handicap.
L'objectif est de sensibiliser et d'accompagner les propriétaires dans une démarche d'aménagement de leur habitat, afin qu'ils puissent y vivre dans de bonnes conditions, malgré le vieillissement, le handicap physique ou psychique.
Entre 2022 et 2025, 458 situations ont été accompagnées sur le territoire métropolitain (dont 43 sur Plougastel), notamment au travers de visites à domicile donnant lieu à des rapports d'ergothérapie

Ces dossiers ont mobilisé près de 2.5 millions d'euros de crédits délégués de l'Anah sur la période soit, en moyenne, une subvention MaPrimeAdapt' de 5 000€ par dossier pour environ 10 000€ de travaux.

Depuis 2026, cette action de soutien à l'adaptation des logements privés au vieillissement et au handicap est désormais intégrée au Pacte Territorial France Rénov' (PTFR) conclu avec l'Anah pour accompagner l'amélioration et l'adaptation des logements privés sur le territoire.

Ce nouveau dispositif reprend le nom du guichet unique Tinergie. Il s'inscrit dans un périmètre d'intervention multithématiques :
- Rénovation énergétique et lutte contre la précarité énergétique.
- Adaptation des logements au vieillissement et au handicap.
- Lutte contre l'habitat indigne et dégradé.

Le Pacte Territorial prévoit ainsi d'accompagner et de subventionner au travers de MaPrimeAdapt jusqu'à 150 logements privés par an jusqu'en 2029 au bénéfice des propriétaires occupants à ressources modestes du territoire.

C'est dans ce contexte qu'il est proposé de renouveler la convention financière de co-financement entre Brest métropole et les communes ; après accord des communes, le montant global de participations est maintenu au niveau fixé par la précédente convention financière, soit 30 400 € TTC par an.

Il est précisé que montant de participation de chaque commune, qui sera soumis aux différents conseils municipaux d'ici fin 2026, résulte de l'application d'une clef de répartition approuvée dans la précédente convention financière. Cette clef, déterminée dans le cadre de l'étude réalisée en 2021, repose sur un prorata tenant compte, pour chaque commune, du nombre de personnes de plus de 60 ans (actualisée avec les données du recensement INSEE 2022) et du nombre de mesures réalisées au cours de la précédente opération.

Pour la ville de Plougastel-Daoulas, la participation prévue est de 2 915 € par an, soit 11 660 € sur toute la durée de ladite convention.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_13-DE

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'approuver les termes de la convention financière entre Brest métropole et les communes, dans le cadre du Pacte Territorial France Rénov' Tinergie, jointe à la présente délibération,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant légal à la signer et à prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Projet de délibération soumis à la :
Commission 2 ASEJ 2026-2032 du 01 octobre 2026

Délibération du Conseil Municipal : Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire

Publié le 20 octobre 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_14-DE

Ville de PLOUGASTEL Ker

2026.10.14

OBJET

Modification de la délibération 2024.12.34 portant adhésion à la convention de participation "prévoyance" proposée par le Centre de Gestion du Finistère

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 28
Nombre d'absents : 0
Procurations : 5
Nombre de votants : *33*

Vote
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0
S'étant abstenu 0
N'ayant pas pris part au vote 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire**.

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Clément POUPON, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Nicolas HUSSON donne pouvoir à Damien RIVIER, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_14-DE

Modification de la délibération 2024.12.34 portant adhésion à la convention de participation "prévoyance" proposée par le Centre de Gestion du Finistère

Rapporteur :
Patricia HENAFF 1ère adjointe au Maire

Exposé
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale,
Vu les articles L 827-1 et suivants du code général de la fonction publique relatifs à la protection sociale complémentaire,
Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,
Vu le décret 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,
Vu la délibération n°2018-12-16 du 20 décembre 2018 instaurant la participation employeur pour le risque prévoyance,
Vu la délibération n°2023-06-21 du 22 juin 2023 revalorisant la participation employeur pour le risque prévoyance à hauteur de 10€ brut par mois,
Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2024.04.40 du 18 avril 2024 décidant de se joindre à la procédure de mise en concurrence engagée par le Centre de Gestion du Finistère,
Vu la délibération du Conseil d'administration du Centre de gestion du Finistère en date du 10 octobre 2024 actant le choix de la convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire, pour le risque Prévoyance,
Vu la convention de participation prévoyance signée entre le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Finistère et TERRITORIA MUTUELLE/ ALTERNATIVE COURTAGE signée pour une durée de 6 ans à compter du 1er janvier 2025,
Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 3 décembre 2024, relative aux modalités de participation financières de l'employeur pour chaque agent adhérant au contrat du CDG29,
Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2024.12.34 du 12 décembre 2024 portant sur l'adhésion à la convention de participation « prévoyance » proposée par le Centre de Gestion du Finistère avec revalorisation de la participation employeur,
Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 22 septembre 2026,

Depuis le 1er janvier 2025, les agents de la collectivité peuvent adhérer à Territoria Prévoyance et bénéficier de la participation employeur de 20€ par mois et par agent.

À ce titre, la délibération 2024.12.34 portant sur l'adhésion à la convention de participation « prévoyance » proposée par le Centre de Gestion du Finistère avec revalorisation de la participation employeur prévoyait une condition d'ancienneté pour les contractuels sur emploi non permanent (6 mois de contrat).

Il convient de modifier la condition d'ancienneté pour les agents contractuels de droit public et privé sur emploi non permanent : ils pourront par conséquent adhérer au contrat et bénéficier de la participation employeur sans condition d'ancienneté, comme les autres statuts de la collectivité (agents titulaires, stagiaires ou contractuels de droit public sur emploi permanent).

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- De permettre aux agents contractuels de droit public et privé sur emploi non permanent d'adhérer

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_14-DE

au contrat de prévoyance collective et de bénéficier de la participation employeur sans condition d'ancienneté.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant légal à signer toutes les pièces.

Projet de délibération soumis à la :
Commission 1 FST 2026-2032 du 01 octobre 2026

Délibération du Conseil Municipal : Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire

Publié le 20 octobre 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_15-DE

Ville de PLOUGASTEL Ilinkér

2026.10.15

OBJET

Recours à un vacataire - Relai Petite Enfance

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 28
Nombre d'absents : 0
Procurations : 5
Nombre de votants : *33*

Vote
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0
S'étant abstenu 0
N'ayant pas pris part au vote 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire**.

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Clément POUPON, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Nicolas HUSSON donne pouvoir à Damien RIVIER, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_15-DE

Recours à un vacataire - Relai Petite Enfance

Rapporteur :
Patricia HENAFF 1ère adjointe au Maire

Exposé
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,
Vu la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public,
Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 1er,
Vu le décret n° 2015-1869 du 30 décembre 2015 relatif à l'affiliation au régime général de sécurité sociale des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public,

Les vacataires sont définis comme des agents engagés pour une tâche précise, ponctuelle et limitée à l'exécution d'actes déterminés.

Ils ne sont pas des contractuels de droit public mais sont des personnes recrutées pour exercer un acte qui doit être déterminé, discontinu dans le temps et dont la rémunération est liée à cet acte.

Ainsi, trois conditions caractérisent cette notion :
- La spécificité dans l'exécution de l'acte : l'agent est engagé pour une mission précise, pour un acte déterminé.
- La discontinuité dans le temps : les missions concernées correspondent à un besoin ponctuel de la collectivité. Le besoin pour lequel est recruté le vacataire ne doit pas correspondre à un emploi permanent.
- La rémunération est liée à l'acte pour lequel l'agent a été recruté. Cette rémunération est déterminée par délibération.

Il est nécessaire d'avoir recours à 1 vacataire Psychomotricien au sein du Relai Petite Enfance de Ti Glaz afin de proposer aux usagers les missions spécifiques liées au métier de psychomotricien, selon les modalités suivantes :

Article 1 : Recrutement

D'autoriser Monsieur le Maire à recruter un vacataire pour une durée de 18 jours, du 6 octobre 2026 au 29 juin 2027, à raison de 3 heures par jour de vacation.

Il a été convenu du planning suivant :
- 6 et 13 octobre 2026
- 3, 10 et 24 novembre 2026
- 8 décembre 2026
- 12 et 26 janvier 2027
- 9 février 2027
- 9 et 23 mars 2027
- 6 avril 2027
- 4 et 18 mai 2027
- 1er, 15, 22 et 29 juin 2027

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_15-DE

Article 2 : Rémunération

De fixer la rémunération des vacations sur la base d'un forfait par vacation d'un montant brut de 93.31€. Le coût chargé pour la collectivité au 1er septembre 2026 est de 134,10€ par vacation.

Article 3 : Budget

De prévoir au budget les vacations déterminées dans l'article 1, pour un montant prévisionnel de 2 413.80€.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'autoriser le recrutement d'un vacataire.
- De prévoir au budget les crédits nécessaires.
- D'autoriser Monsieur le maire ou son représentant légal à signer les actes à intervenir.

Projet de délibération soumis à la :
Commission 2 ASEJ 2026-2032 du 01 octobre 2026
Commission 1 FST 2026-2032 du 01 octobre 2026

Délibération du Conseil Municipal : Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire

Publié le 20 octobre 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

Ville de PLOUGASTEL Ker

2026.10.16

OBJET

Débat obligatoire relatif à la protection sociale complémentaire

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 28
Nombre d'absents : 0
Procurations : 5

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire.**

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Clément POUPON, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Nicolas HUSSON donne pouvoir à Damien RIVIER, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

Débat obligatoire relatif à la protection sociale complémentaire

Rapporteur :
Patricia HENAFF 1ère adjointe au Maire

Exposé
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code général de la fonction publique,
Vu la loi n°2025-1251 du 22 décembre 2025 relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux,
Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,
Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,
Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

Conformément à l'article L827-12 du code général de la fonction publique territoriale, dans les six mois suivant leur renouvellement général, les assemblées délibérantes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics organisent un débat portant sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire.

Il est précisé que ce débat ne donne pas lieu à un vote de l'assemblée délibérante. Aucune délibération n'est donc à adopter à son issue. Le débat constitue un acte de transparence démocratique, dont la trace au procès-verbal suffit à attester du respect de l'obligation légale.

Ce débat doit notamment porter sur les points suivants :
- la présentation du cadre juridique,
- les enjeux de la protection sociale complémentaire,
- l'état des lieux de la collectivité,
- la projection relative à la participation employeur,

En effet, dans la perspective des évolutions réglementaires relatives à la prévoyance, il convient d'évoquer les modalités et le calendrier d'évolution de la participation employeur, en tenant compte de l'échéance réglementaire du 1er janvier 2029.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- De prendre acte de la tenue du débat obligatoire sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire.

Projet de délibération soumis à la :
Commission 1 FST 2026-2032 du 01 octobre 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

Délibération du Conseil Municipal : le conseil prend acte

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire

Publié le 20 octobre 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

BILAN
Dispositifs Protection Sociale Complémentaire

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

Sommaire

Références juridiques applicables

Définition de la PSC

La PSC à Plougastel-Daoulas

Les dispositions futures

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

Références juridiques applicables

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

Décret n°2022-581 du 20/04/2022

Adhésion **facultative** (mutuelle et prévoyance) pour les agents publics

Fixe les garanties minimales à respecter par les employeurs publics

Le contrat peut être :

- soit labelisé (liste d'organismes ouvrant droit à la participation employeur)
- soit convention de partenariat avec le CDG départemental
- soit via un accord propre à la collectivité (négocié avec les représentants du personnel)

Participation employeur **obligatoire** (selon le choix du contrat – les 3 ne pouvant coexister) :

- **1er janvier 2025 : Prévoyance – 7€/mois/agent**
- **1er janvier 2026 : Mutuelle – 15€/mois/agent**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

Loi du 22/12/2025

Adhésion **obligatoire** en matière de **prévoyance** avec une participation employeur fixée à **50% de la cotisation**

Garanties minimales à respecter

Fin du dispositif de labellisation – le contrat devra être porté par un accord négocié dans la collectivité ou via le CDG

Mise en place le **1er janvier 2029 au plus tard**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

Définition de la PSC

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

Prévoyance

Assure un **maintien de rémunération** durant les absences pour raisons de santé

Peut être lié à des garanties supplémentaires en cas d'accident, de décès

Couverture **exclusive** de l'agent

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

Mutuelle

Couvre le **remboursement des frais de santé** non pris en charge par le régime général de santé

Peut couvrir **<u>l'agent mais également sa famille</u>**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

Les 3 dispositifs

Labellisation

Souscription au choix de l'agent = contrat individuel

Le contrat doit être inscrit sur la liste des contrats labellisés (liste dressée par les services des impôts)

Le contrat doit être au nom de l'agent pour bénéficier de la participation employeur

Ne sera plus possible avec la prévoyance (uniquement la mutuelle)

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

Les 3 dispositifs

Convention de participation individuelle

Correspond à un accord négocié par la collectivité (ou groupement de collectivité)

Convention de participation portée par le CDG

Correspond à un accord négocié par le CDG et qui laisse le choix aux collectivités adhérentes d'y souscrire

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

Les 3 dispositifs

Possibilité de prévoir le même dispositif pour la prévoyance et la mutuelle ou un dispositif par risque

L'employeur doit cependant faire un choix : celui-ci conditionne ensuite la participation employeur ou non

<u>Exemple :</u>

Une collectivité fait le choix de la convention de participation via le CDG pour la mutuelle. Si des agents ne souhaitent pas y adhérer et que leur contrat est sur la liste des contrats labelisés, ils ne pourront bénéficier de la participation employeur

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

La PSC à Plougastel-Daoulas en 2026

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

Prévoyance

Territoria prévoyance via convention de partenariat avec le CDG29

Depuis le 1er janvier 2024

Participation employeur : 20€/mois/agent

39 agents adhérents au 1er août 2026 - budget estimé : 9360€/an

Ouvert à tous les nouveaux agents sans délai – pour les agents déjà présents dans la collectivité, délai de stage d'un an (cotisation sans garantie)

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

Prévoyance

Ancien partenariat avec le COS de Brest Métropole (Collecteam)

N’ouvre plus droit à la participation employeur suite à l’engagement avec Territoria

20 agents encore adhérents au 1er août 2026

Reconduction tacite du contrat au 01/01/2027

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

Mutuelle

MNT via convention de partenariat avec le CDG29

Depuis le 1er janvier 2026

Participation employeur : 30€/mois/agent

47 agents adhérents au 1er août 2026 (projection 46 suite à sondage de septembre 2025) – budget estimé : 16920€/an

Ouvert à tous les agents sans délai

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

Les dispositions futures

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

Prévoyance

Adhésion **obligatoire** à partir du **1er janvier 2029** pour les agents publics

Participation employeur : **50%** de prise en charge de la cotisation

En attente des modalités pratiques :

- La collectivité doit-elle négocier un accord en son nom propre ?
- Une convention de partenariat (avec le CDG29) peut-elle correspondre à ces conditions (notamment l'adhésion obligatoire) ?

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

Prévoyance

Risques :

- **Choix individuel** : coût important pour l'agent et perte de pouvoir d'achat

- **Négociation collectivité** : si négociation propre à la collectivité, taux de cotisation + élevé (limité si porté par le CDG29 par exemple)

- **Budget collectivité** : estimation à 48000€/an à l'instant T avec les conditions Territoria (garanties minimales maintien du salaire à 2,7%)

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

Prévoyance

Opportunités :

- **Couverture renforcée de l'agent** : plusieurs agents sont en situation précaire à ce sujet du fait de leur état de santé sans prévoyance (demi-traitement / sans traitement lors des arrêts, pas de couverture sur les primes)

- **Participation 50%** : peut lever en partie le frein de l'adhésion

- **Avantage social** : peut également servir dans notre aire d'attractivité auprès de futurs candidats et renforce notre offre d'avantages sociaux

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_16-DE

Merci pour votre attention

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_17-DE

Ville de PLOUGASTEL Ker

2026.10.17

OBJET

Adhésion à la Commission intercommunale d'accessibilité

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 28
Nombre d'absents : 0
Procurations : 5
Nombre de votants : *33*

Vote
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 1
S'étant abstenu 0
N'ayant pas pris part au vote 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire.**

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Clément POUPON, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Nicolas HUSSON donne pouvoir à Damien RIVIER, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_17-DE

Adhésion à la Commission intercommunale d'accessibilité

Rapporteur :
Haoua LE GALL 9ème adjointe au Maire

La mise en place d'une commission communale d'accessibilité (CCA) est une obligation légale pour les communes de plus de 5000 habitants (loi 2005-102 du 11 février 2005).
L'article L. 2143-3 du Code Général des Collectivités offre la possibilité aux communes membres d'un EPCI de confier, au travers d'une convention, à la commission intercommunale d'accessibilité de leur EPCI tout ou partie des missions qu'elles auraient normalement confiées à leur propre commission communale d'accessibilité et ce, même si ces missions ne s'inscrivent pas dans le cadre des compétences de leur EPCI d'appartenance.
Brest métropole dispose d'une commission intercommunale d'accessibilité (CIA) depuis le 10 février 2006.
Dans ce cadre, et conformément aux dispositions de l'article L. 2143-3 précité, il est proposé que la ville de Plougastel-Daoulas conventionne avec la métropole pour étendre les missions confiées à la CIA aux compétences relevant de la commune.
Ce transfert des missions de la commission communale vers la CIA s'effectue à titre gratuit et sans contrepartie financière.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'approuver la proposition de transfert des compétences de la commission communale d'accessibilité vers la commission intercommunale d'accessibilité de Brest Métropole,
- D'autoriser Mr le Maire ou son représentant à signer ladite convention et ses avenants,
- De proposer à la nomination Mme Haoua Le Gall, adjointe au Maire en charge de l'inclusion, et Mme Solange Balay, conseillère municipale, respectivement titulaire et suppléante au collège des élus de la commission intercommunale d'accessibilité.

Projet de délibération soumis à la :
Commission 2 ASEJ 2026-2032 du 01 octobre 2026

Délibération du Conseil Municipal : adoptée à la majorité.
Ayant voté pour 32
Ayant voté contre 1 : Elodie ROUDAUT.
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire

Publié le 20 octobre 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_17-DE

Brest MÉTROPOLE

07 AOUT 2026

M. Dominique CAP
Maire de PLOUGASTEL-DAOULAS
1 rue Jean Fournier
29470 PLOUGASTEL-DAOULAS

Le Président

Le 04 AOUT 2026

Objet : Renouvellement de la Commission Intercommunale d'Accessibilité (CIA) – Mandat 2026-2032 et dynamique de coopération territoriale.

Monsieur le Maire, Cher Dominique,

À la suite de l'installation de nos conseils municipaux et communautaires, s'ouvre une période importante pour structurer ensemble le fonctionnement de nos instances de concertation pour le mandat 2026-2032. Parmi celles-ci, la Commission Intercommunale d'Accessibilité (CIA) constitue un espace essentiel pour faire progresser l'accessibilité universelle sur nos territoires.

Comme vous le savez, l'article L. 2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) confie à Brest Métropole l'obligation de faire vivre cette commission intercommunale, au même titre qu'il demande à chaque commune de 5 000 habitants et plus d'animer une instance communale.

Pour donner plus de force et de cohérence à nos actions, la loi offre à nos communes la possibilité de faire le choix de la coopération en unifiant nos démarches au sein d'une seule et même instance de gouvernance territoriale.

Plutôt que de multiplier les structures isolées, l'enjeu est de consolider nos forces. En confiant, par convention à titre gratuit, les missions d'accessibilité à l'instance intercommunale, votre commune fait le choix de s'appuyer pleinement sur l'expertise, l'ingénierie technique et administrative de la Mission Handicap et Inclusion de Brest Métropole. C'est une garantie d'un accompagnement partagé, d'un dialogue unifié avec les réseaux associatifs, et d'un suivi rigoureux de nos agendas d'accessibilité (Ad'AP), tout en simplifiant le parcours réglementaire de votre collectivité.

L'objectif partagé est d'installer officiellement cette CIA renouvelée d'ici la fin de l'année 2026. Afin de concrétiser cette démarche partenariale, je vous invite, si vous partagez cette vision d'une gouvernance unifiée, à inscrire l'examen de la convention de transfert (dont vous trouverez le modèle ci-joint) à l'ordre du jour de votre conseil municipal d'octobre 2026. Il conviendra également lors de ce conseil de désigner un membre de votre conseil municipal titulaire et un suppléant pour siéger à la CIA et ainsi représenter votre commune.

.../...

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_17-DE

Nos équipes se tiennent à l'entière disposition de votre Direction Générale pour échanger et vous accompagner dans la préparation de cette étape.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations chaleureuses et dévouées.

Bien à toi,

Stéphane ROUDAUT

PJ : Modèle type de convention portant transfert des missions d'accessibilité
Copie : Mesdames et Messieurs les Directeurs Généraux des Services des communes de Brest Métropole

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_17-DE

Convention portant transfert des missions de la commission communale pour l'accessibilité des personnes handicapées à la commission intercommunale pour l'accessibilité des personnes handicapées

Entre

La commune de....., représentée par son maire, M..... dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du.....,

Ci-après désignée « la commune »,

Et

Brest Métropole, représentée par son président, M. Stéphane Roudaut, dûment habilité par délibération du conseil communautaire en date du 10 avril 2026,

Ci-après désignée « Brest Métropole »,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Conformément à la loi 2005-102 du 11 février 2005, Brest Métropole et les communes de plus de 5000 habitants doivent mettre en place des commissions d'accessibilité pour les personnes handicapées.

Conformément aux dispositions de l'article L2143-3 du code général des collectivités territoriales, modifiées par l'article 98 de la loi 2009-526 du 12 mai 2009, les communes membres de Brest Métropole peuvent, au travers d'une convention, confier à la commission intercommunale d'accessibilité tout ou partie des missions d'une commission communale, même si ces missions ne s'inscrivent pas dans le cadre des compétences de la Métropole.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_17-DE

Article 1 : objet de la convention

La commune de ..... décide de confier les missions de sa commission communale d'accessibilité à la commission intercommunale d'accessibilité. Cette dernière se substitue donc à la commission communale d'accessibilité pendant la durée de la présente convention.

Article 2 : missions de la commission pour l'accessibilité des personnes handicapées

Qu'elle soit communale ou intercommunale, la commission dresse le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports de l'ensemble du territoire.

Pour ce faire, les communes s'engagent à recenser et à partager les éléments nécessaires à l'établissement de ce constat auprès de la mission handicap inclusion de Brest métropole. Celle-ci peut aussi être un soutien pour les communes.

La commission établit un rapport annuel présenté au conseil municipal ou/et communautaire et fait toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant. Ce rapport présenté est transmis au représentant de l'Etat dans le département, au président du Conseil départemental et au Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA).

Elle organise également un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.

L'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 a renforcé la fonction d'observatoire local des commissions d'accessibilité et leur confie une mission supplémentaire :

- Tenir à jour, par voie électronique, la liste des établissements recevant du public situés sur leur territoire qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP),
- Gérer la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées.

Article 3 : fonctionnement de la commission intercommunale pour l'accessibilité

Conformément aux termes de la délibération du conseil communautaire n°C2009-06-077 du 26 juin 2009, modifiée par la délibération du conseil communautaire n°C2017-06-053 du 30 juin 2017 relative au règlement intérieur, la commission est présidée par le conseiller délégué chargé de l'accessibilité. Elle est composée de plusieurs collèges :

- Collège des élus : 6 représentants de Brest Métropole et 8 représentants des communes,
- Collège des représentants d'associations de personnes en situation de handicap : 14 représentants,
- Collège des représentants d'usagers et partenaires : 8 représentants.

La Commission joue un rôle consultatif. Elle est un lieu d'échanges et de concertation avec l'ensemble des acteurs publics et privés. Toutefois, le recours à ses connaissances et à son expertise peut être sollicité en tant que besoin, lors de l'élaboration des diagnostics d'accessibilité sur l'ensemble de la chaîne de déplacement (transport, voirie, espaces publics et cadre bâti).

Elle pourra, selon les thèmes abordés, convier toutes personnes susceptibles de lui apporter un

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_17-DE

éclairage utile dans le domaine considéré.

Les travaux de la commission seront régulièrement alimentés par les avis, propositions et suggestions de la commune co-contractante.

Le maire pourra, en outre, solliciter Brest Métropole pour une présentation spécifique de l'accessibilité sur son territoire.

Article 4 : dispositions financières

Le transfert des missions de la commission communale vers la commission intercommunale s'effectue, à titre gratuit, sans contrepartie financière.

Article 5 : durée de la convention

La présente convention sera applicable à compter de sa notification. Elle prendra fin à l'issue du mandat du conseil municipal.

Article 6 : résiliation

La convention pourra prendre fin avant son échéance, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, sous réserve de respecter un préavis de 2 mois et d'en informer le co-contractant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait en 2 exemplaires,
A Brest, le

Pour la commune,
Le maire,

Pour Brest Métropole,
Le président,

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_18-DE

Ville de PLOUGASTEL Daoulas

2026.10.18

OBJET

Convention d'occupation de locaux ADMR Aide et Soins

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 28
Nombre d'absents : 0
Procurations : 5
Nombre de votants : *33*

Vote
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0
S'étant abstenu 0
N'ayant pas pris part au vote 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire**.

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Clément POUPON, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Nicolas HUSSON donne pouvoir à Damien RIVIER, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_18-DE

Convention d'occupation de locaux ADMR Aide et Soins

Rapporteur :
Nathalie BATHANY 5ème adjointe au Maire

Exposé
Parmi les partenaires installés dans la Maison de la Solidarité figuraient l'ADMR de Plougastel, association fournissant des services d'accompagnement à domicile, et le SSIAD AD2S (Service de Soins Infirmiers à Domicile).
Au 1er janvier 2026, ces deux associations ont fusionné en une seule, nommée **« ADMR de Plougastel-Daoulas Aide et Soins »**.
En outre, les conventions partenariales des deux anciennes associations, fixant les modalités d'utilisation des bâtiments ainsi que les modalités de facturation des charges locatives, étaient arrivées à leur terme.
Il convient par conséquent d'actualiser les engagements réciproques entre la ville et la nouvelle association « **ADMR de Plougastel-Daoulas Aide et Soins** » en une seule convention actualisée, présentée en annexe.
Un projet d'extension de la Maison de la Solidarité étant en cours, la convention en annexe pourra être mise à jour par avenant.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'approuver la proposition de nouvelle convention d'occupation de locaux avec l'association ADMR de Plougastel Aide et Soins.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant légal à signer ladite convention et ses avenants.

Projet de délibération soumis à la :
Commission 2 ASEJ 2026-2032 du 01 octobre 2026

Délibération du Conseil Municipal : Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire

Publié le 20 octobre 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_18-DE

Convention d'occupation de locaux

ENTRE - ETRE:

La commune de Plougastel-Daoulas représentée par M. Dominique CAP, maire, agissant en qualité au nom et pour la commune de Plougastel-Daoulas en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 8 octobre 2026, affichée le … et transmise au contrôle de légalité … 2026, désignée ci-après « la commune »,

ET - HAG

L'association ADMR de Plougastel Daoulas Aide et Soins, déclarée à BREST le 27.02.2026 sous numéro SIRET 31210941600031, ayant pour présidente Mme Hélène KERVELLA, agissant en vertu d'une décision de l'assemblée générale (ou du conseil d'administration) en date du 15.05.2025, désignée ci-après « l'association »,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT - EZ EUS BET DIVIZET KEMENT-MAÑ

Préambule :

Parmi les partenaires installés dans la Maison de la Solidarité figurent l'ADMR de Plougastel, association fournissant des services d'accompagnement à domicile, et le SSIAD AD2S (Service de Soins Infirmiers à Domicile).

Au 1er janvier 2026, ces deux associations ont fusionné en une seule, nommée **« ADMR de Plougastel-Daoulas Aide et Soins »**. Il convient par conséquent d'actualiser les engagements réciproques entre la ville et la nouvelle association en une seule convention actualisée.

Article – Mellad 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans laquelle la ville apporte son soutien à l'activité de l'association sur le territoire communal.

Dans le cadre d'une offre de services globale aux habitants de Plougastel-Daoulas, la Ville soutient l'action de acteurs sociaux et médico-sociaux engagés sur le territoire. A cet effet, la Maison de la Solidarité accueille les associations, les services municipaux et autres partenaires œuvrant dans le champ de l'aide et de l'action sociale, et développant notamment en direction des habitants de la commune, diverses actions participant à la politique du maintien à domicile.

Les objectifs de la Maison de la Solidarité, depuis sa création, sont de :

- ⇨ développer le lien social et solidaire sur la commune,
- ⇨ assister et soutenir les populations en difficulté,
- ⇨ fédérer par la rencontre, l'échange et la coopération en rassemblant les différents acteurs des politiques locales de solidarité,
- ⇨ favoriser le travail en réseau.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_18-DE

Article – Mellad 2 : Engagements réciproques

La ville s'engage à :

- soutenir l'action de « l'ADMR de Plougastel-Daoulas Aide et Soins » par la mise à disposition des locaux situés dans la Maison de la Solidarité, à Plougastel-Daoulas, 2 rue de la Poste, et en assurer la maintenance générale.

En contrepartie, l'association s'engage à :

- occuper les locaux qui lui sont attribués uniquement pour y exercer les activités déclarées dans ses statuts et en conformité avec les objectifs de la Maison de la Solidarité. Aucune autre activité ne pourra y être exercée sans l'accord de la commune sous peine de résiliation de la présente convention. L'association doit utiliser personnellement et ne peut céder, sous-louer, affermer ou apporter, soit à un tiers, soit à une société quelconque, tout ou partie des droits résultant de la convention.
- à faire état du soutien de la ville dans sa communication.
- à respecter les conditions du règlement intérieur de la Maison de Solidarité.

L'association et la mairie s'engagent mutuellement à :

- respecter la confidentialité des informations auxquelles leurs personnels respectifs ont accès au sein de la Maison de la Solidarité.
- s'informer et se rencontrer régulièrement, afin d'évoquer l'ensemble des aspects liés à l'exécution de la présente convention, ainsi que les autres dossiers traités en partenariat.

2.1 Attribution des locaux :

La Maison de la Solidarité a une surface totale de 426,55 m2[1]. Le détail des surfaces et la répartition des locaux sont proposés en annexe.

Au sein de la Maison de la Solidarité, il est attribué à l'ADMR Aide et Soins les locaux suivants :

- **des locaux à usage exclusif permanent de l'association** : cet espace correspond aux anciens bureaux du SSIAD, aux bureaux de l'ADMR et au local de stockage. S'y ajoutent :
    - la partie de l'espace commun de circulation desservant uniquement les bureaux de l'ADMR, nommé « couloir ADMR »,

- **le bureau de passage n°1, dont l'usage exclusif est accordé à titre provisoire à l'association,** dans l'attente de la construction de l'extension du bâtiment. L'usage de ce bureau sera remis au CCAS à l'issue.

Cet ensemble représente une surface à usage exclusif de 111,09 m2 soit 26 % de la surface totale de la Maison de la Solidarité.

D'autres locaux de la MDS peuvent être mis à disposition de l'association de façon partagée. Il s'agit :

- **de locaux partagés à usage temporaire** (avec réservation préalable ou usage en conformité avec le règlement intérieur de la Maison de la Solidarité) : la salle de réunion et les bureaux de passage.

[1] référence : plan Maison de la Solidarité définitif (phase PRO), juillet 2015. Détail en annexe.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_18-DE

- **des parties communes à usage partagé de façon permanente par tous les occupants**, selon le règlement intérieur de la Maison de la Solidarité : sas d'accueil, entrée, zone de passage, sanitaires, local détente…

2.2 Conditions financières :

Mise à disposition des locaux : La mise à disposition des locaux est effectuée à titre gracieux. Elle est néanmoins valorisée pour être affichée dans la liste des concours attribués aux associations, tel que stipulé par la Loi dite « Administration territoriale de la République » (Loi n° 92-125 du 6 février 1992 parue au JO n° 33 du 8 février 1992).

Pour information, la valeur locative du bien mis à disposition est évaluée à partir de la valeur locative cadastrale établie par les services fiscaux. Cette dernière correspond au loyer théorique que le propriétaire pourrait appliquer au bien s'il était loué.

La valeur locative cadastrale de ce bien est connue dès sa première année de prise en compte par les services fiscaux et est ainsi communiquée au bénéficiaire de la mise à disposition. Puis, elle évolue chaque année selon les critères de révisions mis en place par les services fiscaux.

Charges de l'association :

L'association doit acquitter à compter du jour de l'entrée en jouissance et pendant toute la durée de la convention les impôts, charges, contributions et taxes de toute nature dont les locataires sont tenus, ainsi que ceux afférents à son activité.

L'association souscrit directement en son nom auprès des fournisseurs tous les abonnements de téléphonie, d'internet et tout autre abonnement nécessaire à son activité.

L'association utilise ses propres moyens matériels (mobilier de bureau, ordinateurs, photocopieur) et logiciels réseaux. Les opérations d'installation et de maintenance sont à la charge de l'association.

L'association supporte les charges locatives dont les modalités de refacturation sont détaillées en paragraphe 2.3.

2.3 Refacturation de consommations :

Les consommations afférentes aux locaux sont refacturées à l'association selon les modalités suivantes :

2.3.1. Réseau de chaleur : répartition par millième selon la surface des locaux occupés à usage exclusif, que cet usage soit permanent ou temporaire. Les consommations afférentes aux locaux partagés restent à charge de la ville.

2.3.2. Electricité : au réel par compteur au prorata de la surface occupée (les locaux de l'ex-SSIAD et de l'ex ADMR possèdent des compteurs différenciés). Les consommations afférentes aux locaux partagés restent à charge de la ville.

2.3.3. Eau : répartition selon le % de surface des locaux occupés à usage exclusif, que cet usage soit permanent ou provisoire.

2.3.4. Prestation de nettoyage des locaux : l'association assure seule le nettoyage des locaux mis à sa disposition à usage exclusif.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_18-DE

Cependant, afin d'assurer la transition avec les dispositions antérieures à la fusion du 1er janvier 2026, les locaux de l'ex-SSIAD restent nettoyés par les agents communaux jusqu'au 31 décembre 2026. Le coût de cette prestation sera facturé à l'association selon les termes prévus dans la précédente convention d'objectifs entre la ville et l'association AD2S, et reprises ici, à savoir : « au prorata de la surface entretenue, la surface de référence étant mentionnée dans le tableau annexe de la présente convention ».

Un titre de recettes est émis par la Ville en début d'année N+1. Les charges correspondent aux consommations calculées sur la base des factures effectivement réglées par la Ville en année N pour les charges de fluides et réseau de chaleur, et sur la base du coût effectif d'un agent d'entretien (charges comprises) pour la prestation d'entretien.

Article – Mellad 3 : Entretien des locaux

La présente convention est consentie et acceptée sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et notamment sous celles suivantes que l'association s'oblige à fidèlement exécuter à peine de tous dépens et dommages-intérêts.

Les obligations de la commune et de l'association sont celles régies par la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n°86-1290 du 23 décembre 1986, et notamment les articles de 1 à 25-2.

Les principaux points à retenir sont les suivants :

- l'association doit veiller à la présentation esthétique de ses installations et nettoyer les locaux mis à disposition (hors prestation de nettoyage conclue entre les parties le cas échéant).
- l'association ne peut y apposer des inscriptions, panneaux ou affiches autres que ceux inhérents à son activité.
- l'association s'engage à faire maintenir les lieux conformes à leur composition initiale et à en user raisonnablement.
- l'association répond de toutes les dégradations qui surviendraient pendant la durée de la mise à disposition et résultant de son activité à l'exclusion de celles résultant de la vétusté.
- L'association doit aviser immédiatement la ville de toute réparation à la charge de cette dernière dont elle est à même de constater la nécessité, sous peine d'être tenue responsable de toute aggravation résultat de son silence ou de son retard.
- toute modification ou transformation du local fait l'objet d'une demande préalable à la collectivité. Dans un tel cas, l'accord ou le refus de la collectivité sera émis après étude et échanges préalables avec l'association.

L'association laisse la commune pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir le bien. Les représentants qualifiés de la commune ont accès au local mis à disposition pour en vérifier l'état et prescrire les travaux nécessaires.

La ville assure l'entretien et les réparations nécessaires au bon fonctionnement du bien mis à disposition ; ces travaux de menues réparations sont réalisés par les services techniques. **L'association ne doit pas procéder à des travaux par elle-même.**

Les services techniques informent la direction de l'association de leurs interventions avec un préavis suffisant, dans la mesure du possible. Les interventions prolongées seront programmées en lien avec l'association.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_18-DE

Article – Mellad 4 : Responsabilités – Assurances

La commune assure l'ensemble immobilier objet de la présente convention en tant que propriétaire des lieux. L'association assure les locaux en tant qu'occupant.

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association doit souscrire tout contrat d'assurance de sorte que la responsabilité de la ville ne puisse être engagée.

L'association assure et maintient assurés, pendant toute la durée de son occupation, les aménagements réalisés à ses frais, mobiliers, matériels, approvisionnement, le cas échéant tous objets lui appartenant ou dont il a la garde, contre les dommages matériels tels qu'incendie, explosion, foudre, dommages électriques dégâts des eaux, chute d'aéronefs, choc de véhicules, grèves, émeutes, mouvements populaires, cette liste étant énonciative et non limitative. Elle renonce et fait renoncer ses assureurs à tous recours contre la commune pour ces risques.

L'association assure en outre, le recours des voisins et des tiers en cas d'incendie ou d'explosion et sa responsabilité civile pour les dommages matériels ou corporels pouvant être causés à un tiers du fait de l'occupation des locaux et, en général, de son exploitation.

Article – Mellad 5 : Procédures de contrôle

L'association se conforme aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet, et doit justifier de toutes les autorisations nécessaires à l'exercice de son activité.

Si ces autorisations venaient à lui être retirées, pour quelque cause que ce soit, la convention sera résiliée par la commune par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'association fournit donc à la mairie les documents suivants :

- copie de ses statuts et des modifications qui pourraient y être apportées.
- copie de tout autre document attestant des autorisations et prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son activité (COF, agrément, autorisation préfectorale, etc…le cas échéant)
- attestation d'assurance, conditions générales et conditions particulières

Article – Mellad 6 : Prise d'effet et durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois (3) ans, à compter du 1er janvier 2026, reconductible expressément à l'échéance.

Les consommations mentionnées à l'article 2 de la présente convention seront refacturées à compter du 1er janvier 2026.

Six (6) mois avant l'échéance de la présente convention, les parties conviennent de se rencontrer afin de déterminer les conditions de sa prorogation éventuelle.

En dehors de cette échéance, les parties conviennent de se rencontrer au minimum une (1) fois par an pour faire le point et échanger sur la mise en œuvre de la présente convention.

Article – Mellad 7 : Résiliation et reprise des locaux

En cas de non-respect par l'association des obligations résultant de la présente convention ou des lois et règlements en vigueur, y compris des responsabilités mentionnées à l'article 4, la

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_18-DE

commune peut engager une recherche de solution, sur rapport détaillé de la partie défaillante, permettant d'aboutir à la résolution du problème.

En cas d'absence de solution, ou de non-mise en œuvre des solutions arrêtées, la commune peut résilier la convention, après mise en demeure restée infructueuse, sans formalité judiciaire et sans que ladite association puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit.

La reprise des locaux intervient après la notification de la résiliation avec le respect d'un préavis de six(6) mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si, après résiliation de la présente convention, l'association occupait toujours les lieux, la commune se réserve le droit de saisir le juge des référés d'une demande d'expulsion.

Article – Mellad 8 : Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention doit être porté devant le Tribunal administratif de Rennes.

Fait à Plougastel-Daoulas, le

La Ville de Plougastel-Daoulas
(Cachet – Signature)

ADMR Aide et Soins
(Cachet – Signature)

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_18-DE

Salles telle que nommées sur le plan de la MDS	Nom d'usage	Attribution	Type d'usage	Superficie en m2	%
Sas	SAS	Parties communes	Partagé	6,2	1,5
Entrée Accueil Point Info	Hall – salle d'attente	Parties communes	Partagé	30,5	7,2
WC Femmes	WC Femmes	Parties communes	Partagé	11,7	2,7
WC Hommes	WC Hommes	Parties communes	Partagé	11,6	2,7
Local Détente (cuisine)	Salle de pause	Parties communes	Partagé	17,1	4
Salle de réunion	Salle de réunion	Parties communes	Partagé sur réservation	36	8,4
Zone de circulation espace attente rangements *dont couloir menant à l'ADMR*	Couloir *« couloir ADMR »*	Parties communes *(sauf couloir ADMR)*	Partagé *(sauf couloir ADMR)*	98,6 *(dont couloir ADMR 9,84m2)*	23,1 *(dont couloir ADMR 2,3%)*
Mission Emploi	PAE	CCAS	exclusif	13,9	3,3
Secrétariat (CCAS)	Accueil CCAS	CCAS	exclusif	12,9	3
Bureau Direction (CCAS)	Bureau administratif CCAS	CCAS	exclusif	14	3,3
Bureau Adjoint (CCAS)	Bureau responsable CCAS	CCAS	exclusif	14,4	3,4
Bureau Animateur (CCAS)	Bureau Elus	CCAS	Exclusif	13,7	3,2
Local Technique	Local Informatique	CCAS	exclusif	6,5	1,5
Entretien	Local Entretien	CCAS	exclusif	7,6	1,8
Bureau double (passage 3)	Bureau de passage 3	CCAS	Partagé, sur réservation	16,1	3,8
Bureau passage 2	Bureau de passage 2	CCAS	Partagé, sur réservation	14,5	3,4

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_18-DE

Bureau passage 1	Bureau de passage 1	ADMR	Exclusif à titre provisoire	14,6	3,4
Bureau 1 pers (ADMR) -	Accueil	ADMR	exclusif	12,4	2,9
Bureau 3 pers (ADMR) -	Bureau coordination	ADMR	Exclusif	21,05	4,9
Bureau 2 pers (ADMR)	Direction	ADMR	Exclusif	18,3	4,3
Bureau secrétariat (SSIAD)	Bureau IDEC	ADMR	Exclusif	12,9	3
Bureau encadrante (SSIAD)	Salle de transmissions	ADMR	Exclusif	17,4	4,1
Stock	Archives	ADMR	exclusif	4,6	1,1
TOTAL				**426,55**	**100,00**
Dont locaux occupés par l'ADMR				**111,09**	**26%**

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_19-DE

Ville de PLOUGASTEL Daoulas

2026.10.19

OBJET

Portage de la demande de financement "PASS Classes de mer" auprès de la Région Bretagne

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 28
Nombre d'absents : 0
Procurations : 5
Nombre de votants : *33*

Vote
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0
S'étant abstenu 0
N'ayant pas pris part au vote 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire.**

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Clément POUPON, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Nicolas HUSSON donne pouvoir à Damien RIVIER, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_19-DE

Portage de la demande de financement "PASS Classes de mer" auprès [illegible]

Rapporteur :
Brigitte DENIEL 7ème adjointe au Maire

Exposé
Les enseignants de CE1, CE2, CM1 et CM2 de l'école Mona Ozouf (46 élèves) organise un séjour de découverte des richesses du littoral et des métiers de la mer du 31 mars au 2 avril 2027 au Centre de Rosquerno Estuaire à Pont-Labbé.

Ce séjour rentre dans les dispositions pour pouvoir déposer une demande de financement auprès de la Région Bretagne pour l'appel à projet « PASS Classes de mer ». En effet, ce séjour comprend le nombre de nuitées et le nombre d'activités suffisants pour répondre aux conditions éligibilités.

Le projet d'un montant de 10 395€ est composé de la manière suivante :
- Pension complète : 8 142€
- Veille de nuit obligatoire : 190€
- 1 accompagnateur supplémentaire : 102€
- Transport Aller-Retour : 910€
- Visite d'Haliotika et transport : 1 051€

Cependant, l'association « Lire et Découvrir » de l'école ne peut déposer le dossier en son nom en raison de l'absence de n° de Siret.

Aussi, il est autorisé que la commune soit identifiée comme porteuse du projet pour demander ce financement et une fois la subvention perçue, cette dernière est reversée à l'école.

Par ailleurs, l'association « Lire et Découvrir » a également déposé une demande de financement auprès de la commune.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'approuver le dépôt de demande de subvention sur l'appel à projet de la Région Bretagne « PASS Classes de mer » au nom de la commune.
- D'autoriser Monsieur le maire ou son représentant légal à engager les crédits nécessaires et à signer tout document nécessaire à l'encaissement de cette subvention puis de son reversement à l'école de Mona Ozouf de Plougastel.

Projet de délibération soumis à la :
Commission 2 ASEJ 2026-2032 du 01 octobre 2026
Commission 1 FST 2026-2032 du 01 octobre 2026

Délibération du Conseil Municipal : Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_19-DE

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire
Publié le 20 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_20-DE

Ville de PLOUGASTEL Daoulas

2026.10.20

OBJET

Foncier : Constitution de servitude sur la parcelle communale BA n° 2 - rue Jules Ferry au profit d'Enedis

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 28
Nombre d'absents : 0
Procurations : 5
Nombre de votants : *33*

Vote
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0
S'étant abstenu 0
N'ayant pas pris part au vote 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire**.

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Clément POUPON, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Nicolas HUSSON donne pouvoir à Damien RIVIER, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_20-DE

Foncier : Constitution de servitude sur la parcelle communale BA n° 2 [illegible] d'Enedis

Rapporteur :
Xavier LE GALL Conseiller délégué

Exposé
Dans le cadre du chantier de rénovation-extension de l'école de Keravel, les ouvrages d'alimentation électrique sont modifiés pour répondre aux besoins de consommation du site et de revente du surplus généré par le parc photovoltaïque.

En l'occurrence, le réseau Enedis de 400 volts prévu reliera le domaine public en limite de propriété au local TGBT du bâtiment via une canalisation souterraine dans une bande de 3m de large sur une longueur totale d'emprise d'environ 16m sur la parcelle BA n° 2 située rue Jules Ferry.

L'établissement d'une convention de servitude pour les ouvrages souterrains entre la commune, propriétaire du terrain et Enedis est nécessaire.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'autoriser Monsieur le maire ou son représentant légal à signer la convention de servitude correspondante.

Projet de délibération soumis à la :
Commission 3 UTP 2026-2032 du 01 octobre 2026

Délibération du Conseil Municipal : Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire

Publié le 20 octobre 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_20-DE

CONVENTION CS06

Convention de servitudes pour les ouvrages souterrains

(Hors propriétés agricoles, boisées et forestières)

LOCALISATION

Commune de : Plougastel-Daoulas

Département : FINISTERE

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : RAC-BRE-25-004342 20250603 29 PROD P3 SURPLUS ECOLE KER AVEN PLOUGASTEL-DAOULAS

Chargé de projet Enedis : MBARAKA AYMAN

PARTIES

Cette convention est signée entre :

Enedis,
Ci-après «Enedis » dans cette convention
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social à la tour Enedis, 4, place de la Pyramide, 92800 PUTEAUX

Représentée par Le Directeur Régional Bretagne - 64 boulevard Voltaire, 35000 Rennes,

Et

Nom *: **COMMUNE DE PLOUGASTEL DAOULAS représenté(e) par son (sa) M. Dominique CAP, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil** Municipal **en date du ....**
Demeurant à : **MAIRIE PL JEAN FOURNIER, 29470 PLOUGASTEL DAOULAS**
Téléphone : **02 98 37 57 57**
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

Ci-après « le propriétaire » dans cette convention

Enedis et le propriétaire sont désignés individuellement la « Partie » et ensemble les « Parties ».

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_20-DE

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières,prairies, pacage, bois,forêt ...)
Plougastel-Daoulas		BA	0002	JULES FERRY	

Cette ou ces parcelles sont dénommées « propriété » dans cette convention.
Enedis est concessionnaire du service public de distribution d'électricité sur 95 % du territoire français. A ce titre, elle entretient, développe et exploite le réseau public de distribution d'électricité. Cette mission lui permet d'obtenir une déclaration d'utilité publique et/ou d'établir des servitudes l'autorisant à implanter des ouvrages électriques sur des propriétés, dans l'intérêt du service public (articles L.323-3 et suivants et R.323-1 et suivants du code de l'énergie).
Cette convention reconnait à Enedis les droits prévus par ces textes. Elle prévoit par ailleurs des droits sur lesquels les Parties se sont accordées.

LES OUVRAGES

1) Les ouvrages objet de cette convention

Dès la signature de cette convention, le propriétaire autorise Enedis à implanter sur sa propriété (close ou non, bâtie ou non) les ouvrages décrits ci-dessous :

- 1 canalisation(s) souterraines(s) et ses (leurs) accessoires dans une bande de 3 m de large sur une longueur totale d'environ 16 mètres ;
- Les bornes de repérage si besoin ;
- Un ou plusieurs coffret(s) et/ou ses accessoires à encastrer notamment dans un mur, un muret ou une façade, avec pose d'un câble en tranchée et/ou sur façade de mètres.

Cette convention vise également tous les ouvrages qui pourraient se substituer aux ouvrages précités sur leurs emprises initiales ou le cas échéant, à proximité de l'emprise initiale.
Le terme « ouvrage » utilisé dans cette convention vise donc l'ensemble de ces ouvrages.

2) L'emplacement de ces ouvrages sur la propriété

Les ouvrages décrits ci-dessus sont implantés sur la propriété aux emplacements décrits dans le plan de tracé des ouvrages annexé à cette convention.

3) La durée pendant laquelle les ouvrages restent implantés sur la propriété

Cette convention entre en vigueur à la date de sa signature. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages visés au point 1).
Enedis pourra commencer les travaux dès la signature de la convention par le propriétaire.

IMPLANTATION DES OUVRAGES

4) Les conséquences sur la végétation à proximité de l'emplacement des ouvrages

Enedis est autorisée à effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvent à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages.
Ces travaux pourront être confiés au propriétaire si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (notamment art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution).

5) L'accès d'Enedis à la propriété

Enedis est autorisée à faire pénétrer ses agents ou ceux des entreprises qu'elle a accréditées afin de réaliser les travaux

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_20-DE

d'implantation des ouvrages.
Enedis informera préalablement le propriétaire de ses interventions, sauf en cas d'urgence.

6) Les conditions financières de cette implantation

Au regard des droits reconnus par le propriétaire à Enedis en application de cette convention, Enedis s'engage à lui verser une indemnité forfaitaire, unique et définitive.
Son montant est de (zéro euro) €.
Cette somme sera versée lors de la signature de l'acte notarié.

7) L'indemnisation en cas de dommages à l'occasion des travaux d'implantation

Si des dommages directs et certains sont causés aux biens à l'occasion de l'implantation des ouvrages, le propriétaire aura droit à une indemnité. Son montant sera déterminé selon la nature et l'étendue des dommages. Il sera fixé à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

EXPLOITATION DES OUVRAGES

8) Les opérations liées à l'exploitation des ouvrages

Par cette convention, le propriétaire autorise Enedis à exploiter les ouvrages implantés sur sa propriété et à y réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité. Il s'agit de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages.

9) Les conditions dans lesquelles le propriétaire peut jouir de sa propriété

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance de la propriété.
Pour autant, il renonce à demander l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1) ci-dessus, peu importe les motifs de sa demande.
Cet enlèvement ou cette modification des ouvrages seront toutefois possibles si le propriétaire prend intégralement en charge tous les coûts associés.

Ce qui est interdit :

- **Le propriétaire s'interdit de porter atteinte à la sécurité des ouvrages d'Enedis ;**
- **Le propriétaire s'interdit de réaliser ou faire réaliser des travaux ou d'édifier une construction** dans l'emprise et à proximité des ouvrages définis au 1 ;
- **Le propriétaire s'interdit de réaliser ou de laisser pousser des plantations** d'arbres ou arbustes, de toute culture sur ou sous le tracé et à proximité des ouvrages définis au 1 ;
- **Le propriétaire s'interdit de modifier le profil de son terrain,** dans l'emprise et à proximité des ouvrages définis au 1.

Ce qui est autorisé :

Le propriétaire pourra édifier des constructions et réaliser des plantations sur sa propriété dans les conditions suivantes :

- Le propriétaire pourra édifier des constructions ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages décrits à l'article 1) à condition de respecter les distances prévues par la règlementation en vigueur entre ces ouvrages et ces constructions ou implantations.
- Le propriétaire pourra planter des arbres de part et d'autre de la nappe des conducteurs à condition de respecter les conditions suivantes : la distance entre le sommet de l'arbre et la nappe de conducteurs doit être supérieure à la distance prévue par la règlementation en vigueur. Cette distance est calculée en tenant compte d'une possible chute perpendiculaire de cet arbre en direction des nappes de conducteurs.

10) L'accès d'Enedis à la propriété

Enedis est autorisée à faire pénétrer ses agents ou ceux des entreprises qu'elle a accréditées afin de réaliser tous les travaux liés à l'exploitation des ouvrages.
Enedis informera préalablement le propriétaire de ses interventions, sauf en cas d'urgence.

11) L'indemnité en cas de dommage à l'occasion des opérations liées à l'exploitation

Si des dommages directs et certains sont causés aux biens à l'occasion de toutes les opérations liées à l'exploitation des ouvrages, le propriétaire aura droit à une indemnité. Son montant sera déterminé selon la nature et l'étendue des dommages. Il

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_20-DE

sera fixé à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

AUTRES ARTICLES

12) Les effets de cette convention

Le propriétaire s'engage à porter cette convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la propriété, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.
De plus, le propriétaire s'engage à faire reporter les termes de la présente convention dans tout acte relatif à la propriété.

13) Les formalités

Enregistrement

Enedis pourra faire enregistrer cette convention auprès des services des impôts.

Copie pour le propriétaire

Enedis remet un exemplaire de la convention au propriétaire après accomplissement des formalités nécessaires.

Acte authentique

Cette convention sera formalisée par un acte authentique devant un notaire en vue de sa publication au service de la publicité foncière.
Enedis prendra à sa charge les frais liés à cet acte.

14) Les éventuels litiges

Si un litige survient entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de cette convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.
A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation de la propriété.

15) Les données à caractère personnel

Enedis recueille des données pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.). Ces données seront traitées conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.
Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.
Le propriétaire dispose d'un droit d'accès à ses données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motif légitime. Il peut exercer son droit d'accès via l'adresse e-mail suivante : dct-informatiqueetlibertés@enedis.fr

Si la signature est manuscrite, il convient de réaliser 3 (Trois) exemplaires de la convention et faire précéder la signature de la mention manuscrite " Lu et approuvé ".

Si la signature est électronique, la convention est signée dans les conditions prévues par les articles 1366 et 1367 du Code civil, d'un commun accord entre les Parties.

Fait en trois (3) exemplaires originaux

Enedis

Date :

Cadre réservé à Enedis

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_20-DE

A Plougastel-Daoulas, le

Nom Prénom	Signature
COMMUNE DE PLOUGASTEL DAOULAS représenté(e) par son (sa) M. Dominique CAP, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal **en date du**	

Annexe : plan de tracé des ouvrages

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_20-DE

N° d'affaire Enedis : RAC-BRE-25-004342 20250603 29 PROD P3 SURPLUS ECOLE KER AVEN PLOUGASTEL-DAOULAS

LE(S) SOUSSIGNE(S) :

COMMUNE DE PLOUGASTEL DAOULAS représenté parM. Dominique CAP par décision du
Demeurant à:**MAIRIE PL JEAN FOURNIER, 29470 PLOUGASTEL DAOULAS**
Téléphone : **02 98 37 57 57**
Profession :.....
Né(e) le : à

☐ **Célibataire**

☐ **Marié(e)**
Epoux(se) de Monsieur/Madame (nom et prénoms) : .....
Marié(e) le ..... à .....
Sous le régime de : .....
(si il y a un contrat de mariage, indiquer le notaire rédacteur et la date du contrat)
Notaire rédacteur : ..... Date .....

☐ **Divorcé(e) de Monsieur/Madame (nom et prénoms) :** .....

☐ **Pacsé(e) de Monsieur/Madame (nom et prénoms) :** .....
Tribunal d'enregistrement ou notaire rédacteur : ..... Date .....

☐ **Veuf(ve) de Monsieur/Madame (nom et prénoms) :** .....

De nationalité française.
Ayant la qualité de « Résident » au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommé(e) « LE COMPARANT »,

CONSTITUE par ces présentes pour son mandataire spécial aux effets ci-après, tout collaborateur de l'office notarial Jean-Charles PIRIOUX, Céline MEVEL, Thomas L'OLLIVIER , Justine GUINET notaires associés à 7, rue de la Visitation, RENNES.

A L'EFFET DE :

- CONCLURE avec La Société dénommée Enedis société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 270.037.000 euros, ayant son siège social Tour Enedis, 4 place de la Pyramide à PUTEAUX (92800), immatriculée au RCS DE NANTERRE sous le n° 444 608 442, ou toute personne qui lui serait substituée par l'autorité concédante aux termes d'un acte à recevoir par la Société Civile Professionnelle Jean-Charles PIRIOUX, Céline MEVEL, Thomas L'OLLIVIER , Justine GUINET notaires associés à 7, rue de la Visitation, RENNES.

UNE CONVENTION destinée à permettre l'installation des ouvrages électriques : 400 Volts sur une ou des parcelle(s) située(s) commune de Plougastel-Daoulas.

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières,prairies, pacage, bois,forêt ...)
Plougastel-Daoulas		BA	0002	JULES FERRY	

Ci-après désigné « LE FONDS SERVANT »

Selon les charges et conditions que le mandataire jugera convenables, et notamment sous les conditions suivantes:

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_20-DE

- jouissance à compter de l'acte
- indemnité forfaitaire de zéro euro (€). (ou : sans indemnité)
- DONNER QUITTANCE de l'indemnité susvisée si indemnité.
- ETABLIR la désignation complète et l'origine de propriété de l'immeuble grevé.
- FAIRE toutes déclarations d'état civil et autres.

Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes et pièces, substituer, élire domicile, et généralement faire le nécessaire.

FAIT à

LE

Signature précédée de la mention :
"LU et APPROUVE, BON POUR POUVOIR"

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_20-DE

Département :
FINISTERE

Commune :
PLOUGASTEL-DAOULAS

Section : BA
Feuille : 000 BA 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 04/08/2026
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

DATE & SIGNATURE

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
SDIF antenne de Brest
Pôle Topographique et Gestion Cadastrale CFP Brest Duquesne - 8 rue Duquesne 29804
29804 BREST CEDEX 9
tél. 02 98 00 91 26 -fax
ptgc.finistere.brest@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



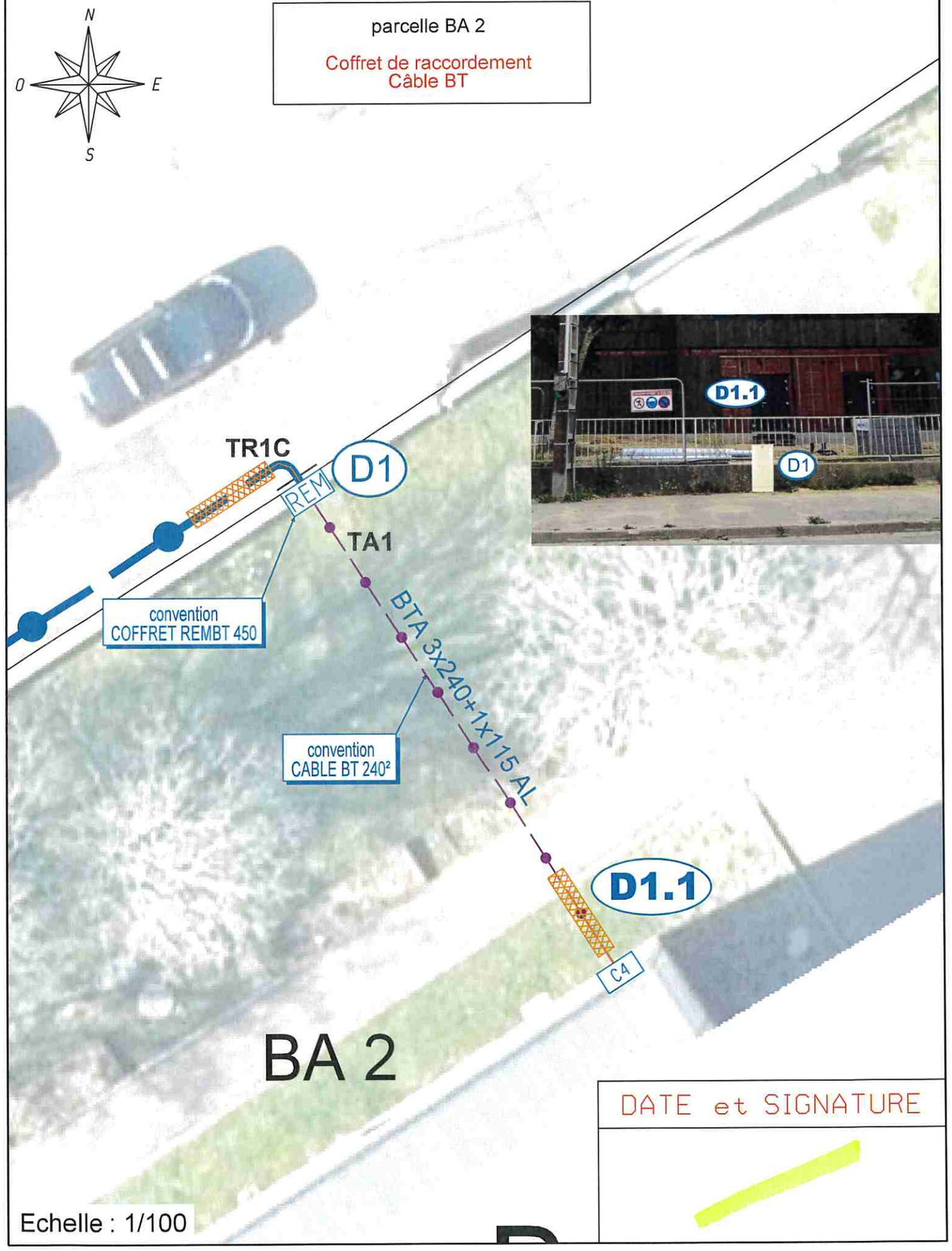
Commune de PLOUGASTEL DAOULAS

9 rue Jules Ferry

N
O E
S

parcelle BA 2

Coffret de raccordement
Câble BT



DATE et SIGNATURE

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_21-DE

Ville de PLOUGASTEL Ilikêr

2026.10.21

OBJET

Règlement intérieur des équipements sportifs

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 28
Nombre d'absents : 0
Procurations : 5
Nombre de votants : *33*

Vote
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0
S'étant abstenu 0
N'ayant pas pris part au vote 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire**.

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Clément POUPON, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Nicolas HUSSON donne pouvoir à Damien RIVIER, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_21-DE

Règlement intérieur des équipements sportifs

Rapporteur :
Pascal JEULAND 4ème adjoint au Maire

Exposé
Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2122-22, L.2122-24, L.2212-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire, à l'administration des biens communaux et à la réglementation des propriétés communales,
Vu l'article L.2144-3 du CGCT concernant les locaux communaux, leur usage, et les conditions dans lesquelles ils peuvent être mis à la disposition des tiers,
Vu la réglementation applicable en matière de sécurité des établissements recevant du public (ERP), d'hygiène si nécessaire, normes de capacité, etc.,

Considérant que la commune dispose d'équipements sportifs destinés à être mis à disposition des habitants, associations, ou autres utilisateurs, et qu'il est nécessaire de fixer un règlement intérieur garantissant la bonne utilisation des locaux, la sécurité, la tranquillité, l'hygiène, la sauvegarde du patrimoine communal, et la préservation de l'ordre public,

Le règlement intérieur annexé à la présente délibération, s'applique à toute personne utilisant un équipement sportif municipal, qu'il s'agisse d'une mise à disposition (location, prêt, etc.) ou d'une activité organisée directement ou indirectement par la commune.

L'usage de l'équipement doit respecter les lois et règlements en vigueur, notamment ceux concernant le bruit, la sécurité, l'hygiène, les capacités maximales, et toute autre réglementation spécifique selon le type d'événements.

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- D'approuver le règlement intérieur des équipements sportifs de la ville de Plougastel.
- De dire que Monsieur le Maire, les services municipaux, notamment celui des sports, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.
- De dire que le règlement intérieur est communiqué aux utilisateurs et affiché de manière visible à l'entrée des équipements. Il est mis en ligne sur le site internet de la commune.

Projet de délibération soumis à la :
Commission 4 CSVA 2026-2032 du 30 septembre 2026

Délibération du Conseil Municipal : Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire

Publié le 20 octobre 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_21-DE

Règlement intérieur des équipements sportifs

Article 1 : Installations concernées

Le règlement concerne l'ensemble des équipements sportifs appartenant à la ville de Plougastel-Daoulas (stades, salles omnisports, structures sportives en extérieur).

Article 2 : Planning d'occupation

Tous les calendriers d'occupation sont établis par le service des sports de la ville en concertation avec les organismes utilisateurs.

Les demandes des organismes utilisateurs sont recueillies chaque année par le service des sports de la ville et sont traitées courant juin, afin de préparer les calendriers applicables à la rentrée de septembre, pour l'année scolaire et la saison sportive à venir.

Des ajustements peuvent être apportés, dans la mesure du possible, en cours de saison, pour tenir compte des changements survenus entre le dépôt de la demande et la rentrée de septembre (variations d'effectifs, raisons pédagogiques...). Ces changements sont validés au préalable par le service des sports.

Toute occupation des équipements sportifs durant la période des vacances scolaires doit être signalée au service des sports de la ville.

En raison des programmations de l'alarme **aucun dépassement horaire n'est accepté** à l'occasion des séances d'entraînement. **Tout déclenchement de l'alarme** entraînant le déplacement d'un agent de sécurité, **est refacturé à l'utilisateur** concerné selon le tarif en vigueur. Il appartient par conséquent à l'organisme utilisateur de veiller à la bonne utilisation des créneaux et des badges ou clefs qui lui sont confiés.

Tous les gymnases sont sous surveillance électronique, aussi il est demandé à tous de respecter scrupuleusement les plages nominales d'utilisation définies par convention en début d'année avec les services municipaux. Il est possible, à titre exceptionnel, de modifier les plages de surveillance, en effectuant la demande auprès du service des sports, 8 jours avant le début de la séance.

Article 3 : Préservation des installations

Les installations et le matériel sont placés sous la responsabilité des utilisateurs pendant les créneaux horaires qui leur sont attribués.

A l'issue de chaque séance, les occupants doivent remettre les lieux dans un état de propreté satisfaisant et ranger le matériel utilisé afin de faciliter le bon déroulement de la séance suivante et ce, dans le temps imparti.

Les occupants sont également responsables de la fermeture des locaux après utilisation. Il est recommandé à ce titre de faire le tour des différentes issues (y compris de secours) pour vérifier que l'une d'entre elles n'est pas restée entre-ouverte.

Toute dégradation et/ou anomalie constatée sur les installations ou le matériel doit être immédiatement rapportée au service des sports au 06 88 59 07 55 ou par mail : service.sport@mairie-plougastel.fr. En dehors des horaires d'ouverture du service et en cas d'urgence, le responsable de l'organisme utilisateur (Président de l'association ou son représentant…) doit prendre contact avec l'élu d'astreinte au 06 85 70 41 52.

Le port de chaussures de sport adaptées est obligatoire dans les salles omnisports et les terrains synthétiques. Les semelles doivent être exemptes de boue, sable, gravier et ne comporter ni crampons, ni pointes, ni fers susceptibles d'endommager les revêtements de sol.

Le nettoyage des chaussures à crampons ou à pointes doit impérativement être effectué à l'extérieur des locaux.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_21-DE

En cas de fortes pluies, l'utilisation des pelouses est interdite pendant les séances d'entraînement. Cette interdiction s'applique également en cas de gel et de dégel. Lorsque l'impraticabilité de ces aires de sport est constatée ou extrêmement probable, alors qu'il est prévu des compétitions officielles, un arrêté d'interdiction est fait par des agents municipaux habilités, afin que les organisateurs puissent justifier du report des dites compétitions auprès des instances dirigeantes de leur fédération.

Article 4 : Sécurité et Hygiène

Les utilisateurs des équipements sportifs sont responsables du bon ordre et de la sécurité pendant les créneaux horaires qui leur sont attribués.

Il appartient au responsable du groupe utilisateur de s'informer sur place des règles de sécurité applicables à l'établissement qu'il occupe et des dispositifs à mettre en œuvre en cas d'incendie ou de panique.

Avant chaque séance, le responsable du groupe s'assure de la bonne fixation du matériel (buts de handball et panneaux de basketball notamment) même si son utilisation n'est pas prévue. Il est tenu, pour les équipements concernés, de s'assurer du bon fonctionnement des issues de secours (enlèvement des barres antipanique) et de la sécurisation de ces issues en fin de séance. Tout groupe utilisateur doit être en possession d'une trousse de premiers secours. L'introduction, dans les équipements sportifs de récipients et de **flacons** susceptibles de se briser (**verre** notamment) est **prohibée**.

Il est interdit de fumer et vapoter dans tous les locaux ainsi que dans un périmètre de 10m autour des accès du public.

Les animaux, mêmes tenus en laisse, ne sont admis ni sur les aires sportives, ni aux abords, ni dans les locaux attenants à l'exception des chiens d'assistance.

Les utilisateurs disposant de locaux ou de volumes de rangement pour leur usage exclusif s'engagent à n'y entreposer aucun matériel ou matières dangereux susceptible de mettre en cause la sécurité des personnes et de l'établissement.

Dans les installations où la circulation et le stationnement des véhicules est possible, les utilisateurs ne doivent en aucun cas gêner l'accès des véhicules de secours (pompiers, ambulances). **Le stationnement est interdit sur les trottoirs.**

Par mesure de sécurité, les pratiques individuels aux lancers (javelots, poids, disques) sont interdits.

Article 5 : Dispositions diverses

Si à l'issue de la séance, le groupe utilisateur suivant n'est pas arrivé, le responsable du groupe doit impérativement considérer qu'il est le dernier utilisateur de l'équipement et agir en conséquence (éteindre les lumières, fermer les locaux, …).

La duplication des clefs de tout équipement sportif **est formellement interdite.** La perte de clef ou badge doit être immédiatement signalée au service des sports de la ville. Le remplacement est facturé à l'utilisateur selon les tarifs municipaux en vigueur.

Sur demande écrite et autorisation expresse du Maire, la ville peut exceptionnellement autoriser la tenue d'une manifestation extrasportive dans une salle omnisports de la commune.

Chaque utilisateur doit se garantir contre les risques de perte ou vols que pourraient subir leurs membres ainsi que les personnes assistant aux rencontres sportives.

Lors des manifestations sportives, les utilisateurs peuvent être autorisés à procéder à la vente de boissons. Cette vente est effectuée sous leur responsabilité et il leur appartient d'accomplir toutes les formalités imposées par la

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_21-DE

législation ou la réglementation en vigueur. Demande d'autorisation de débit de boissons temporaire disponible sur l'Espace citoyen de la ville.

La pose d'affiches annonçant des manifestations sportives est tolérée à l'entrée des installations après avis du service des sports de la ville.

Avec l'accord express de la ville et sur demande écrite détaillant la demande, les associations sportives peuvent être autorisées à installer, à leur bénéfice, des panneaux publicitaires amovibles. La pose de ces panneaux doit répondre aux normes de sécurité en vigueur. Sont interdites les publicités relatives aux alcools, tabacs, ….

Les particuliers ont accès aux équipements sportifs extérieurs en dehors des horaires affectés aux établissements scolaires et aux associations sportives. Ils ne doivent pas gêner l'organisation des séances d'entraînement ou de compétitions des clubs. Cet accès se fait sous leur entière responsabilité.

Article 6 : Sanctions

En cas de manquement grave ou répété aux dispositions du présent règlement, l'autorisation d'accès aux équipements sportifs peut être retirée aux utilisateurs concernés.

En cas de fréquentation irrégulière ou d'utilisation différente de celle convenue par convention, les plages horaires correspondantes peuvent être modifiées ou retirées aux utilisateurs.

En cas de dommage aux installations ou au matériel, en cas de perte de clefs ou de badges, en cas de malpropreté caractérisée, la commune se réserve le droit de réclamer aux utilisateurs responsables le remboursement des matériels et des frais de remise en état.

Pour la ville de Plougastel-Daoulas
(Le maire ou son représentant)

Pour l'association
(Signature du/de la président.e ou son représentant)

Je soussigné.e,
certifie avoir pris connaissance du règlement intérieur des équipements sportifs de la ville et à en faire respecter les termes.

A Plougastel-Daoulas, le

Contact du responsable des équipements sportifs :
Yannick LE MENN 06 88 59 07 55

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_22-DE

Ville de PLOUGASTEL Ploueg'ar

2026.10.22

OBJET

Charte Ya d'ar brezhoneg : renouvellement et composition du groupe de travail

DATE DE CONVOCATION

02 octobre 2026

Nombre de Conseillers : 33

Nombre de présents : 28
Nombre d'absents : 0
Procurations : 5
Nombre de votants : *33*

Vote
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0
S'étant abstenu 0
N'ayant pas pris part au vote 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Plougastel-Daoulas (29470)

Séance du 08 octobre 2026

L'an 2026 à 18H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de **Monsieur Dominique CAP, Maire**.

Etaient présents :
Dominique CAP, Patricia HENAFF, Marc JEZEQUEL, Claire LE VOT, Pascal JEULAND, Nathalie BATHANY, Romain ABGRALL, Brigitte DENIEL, Michel CORRE, Haoua LE GALL, Françoise MORVAN, Xavier LE GALL, Clément POUPON, Solange BALAY, Enola LE GALL, Christine BERREGARD, Sophie-Dorothée BOUTHORS, Antonio LOPES DE BARROS, Françoise LE GALL, François LEMAITRE, Gladys LE GUEN, Mekoka DOSSO, Béatrice HIVERT, Séverine ALLAIN, Damien RIVIER, Sten LE GALL, Marion KERNEN, Elodie ROUDAUT

Etaient absents :

Etaient représentés :
Patrice RUBAN donne pouvoir à Xavier LE GALL, Yvan LACHUER donne pouvoir à Nathalie BATHANY, Sylvain GANGLOFF donne pouvoir à Françoise MORVAN, Nicolas HUSSON donne pouvoir à Damien RIVIER, Benjamine JARRY donne pouvoir à Sten LE GALL

Madame Nathalie BATHANY a été désignée pour remplir ses fonctions de secrétaire de séance qu'elle a acceptées.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_22-DE

Charte Ya d'ar brezhoneg : renouvellement et composition du groupe de travail

Rapporteur :
Claire LE VOT 3ème adjointe au Maire

Par délibération n°2020-12-18 en date du 17 décembre 2020, la ville s'est engagée à réaliser différentes actions pour atteindre le niveau 3 de la charte Ya d'ar brezhoneg.
Parmi ces actions figurait la mise en place d'un groupe de travail transversal (composé d'élus et d'agents) afin de suivre la mise en place des actions de la charte.

Sur le précédent mandat, ce groupe de travail était composé des personnes suivantes :

- 3 élus de la majorité (Claire LE VOT ; Nathalie BATHANY ; Yvan LACHUER puis François CORRE)
- 1 élu de la minorité (Damien RIVIER)
- 1 représentant de Goarem Goz
- 1 représentant de St Pierre
- 1 représentant de St Anne
- 1 représentant du collègue de la Fontaine Blanche
- 1 représentant de Diwan
- 1 représentant de l'association An Daoulamm
- 1 représentant de l'association Re diwar ar maez
- 3 agents municipaux

Depuis, la commission s'est réunie régulièrement et a évolué dans sa représentation. En effet, le représentant de l'association Re diwar ar maez n'assistant pas aux réunions, il a été remplacé par un représentant de l'office de la langue bretonne.

Compte tenu du renouvellement des assemblées, il y a lieu de confirmer ce groupe de travail et de revoir sa composition proposée tel qu'il suit :

- 3 élus de la majorité
- 2 élus de la minorité
- 2 représentants des groupes scolaires publics – filière bilingue
- 2 représentants des groupes scolaires privés – filière bilingue
- 1 représentant du collège public – filière bilingue
- 1 représentant du collège privé – filière bilingue
- 1 représentant de l'école Diwan
- 1 représentant de l'association An Daoulamm
- 1 représentant de l'office public de la langue bretonne
- 3 agents municipaux

Délibération :
Après avoir entendu l'exposé et après avoir délibéré les membres du Conseil municipal décident :

- De confirmer le groupe de travail « Ya d'ar brezhoneg ».
- De dire que la majorité municipale est représentée au sein du groupe de travail par Mmes BATHANY Nathalie, DENIEL Brigitte, LE VOT Claire.
- De dire que la minorité municipale est représentée au sein du groupe de travail par Mme Elodie ROUDAUT, M. Damien RIVIER.
- D'autoriser le maire, ou son représentant légal, à contacter les autres personnes pouvant siéger au sein du groupe de travail.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 20/10/2026
Reçu en préfecture le 20/10/2026
Publié le
ID : 029-212901896-20261008-2026_10_22-DE

Projet de délibération soumis à la :
Commission 4 CSVA 2026-2032 du 30 septembre 2026

Délibération du Conseil Municipal : Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.
Ayant voté pour 33
Ayant voté contre 0 :
S'étant abstenu 0 :
N'ayant pas pris part au vote 0 :

Fait à Plougastel-Daoulas, le 08 octobre 2026

Le Maire,
Dominique CAP

Secrétaire de séance
Nathalie BATHANY

CERTIFIE EXECUTOIRE par le Maire

Publié le 20 octobre 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.